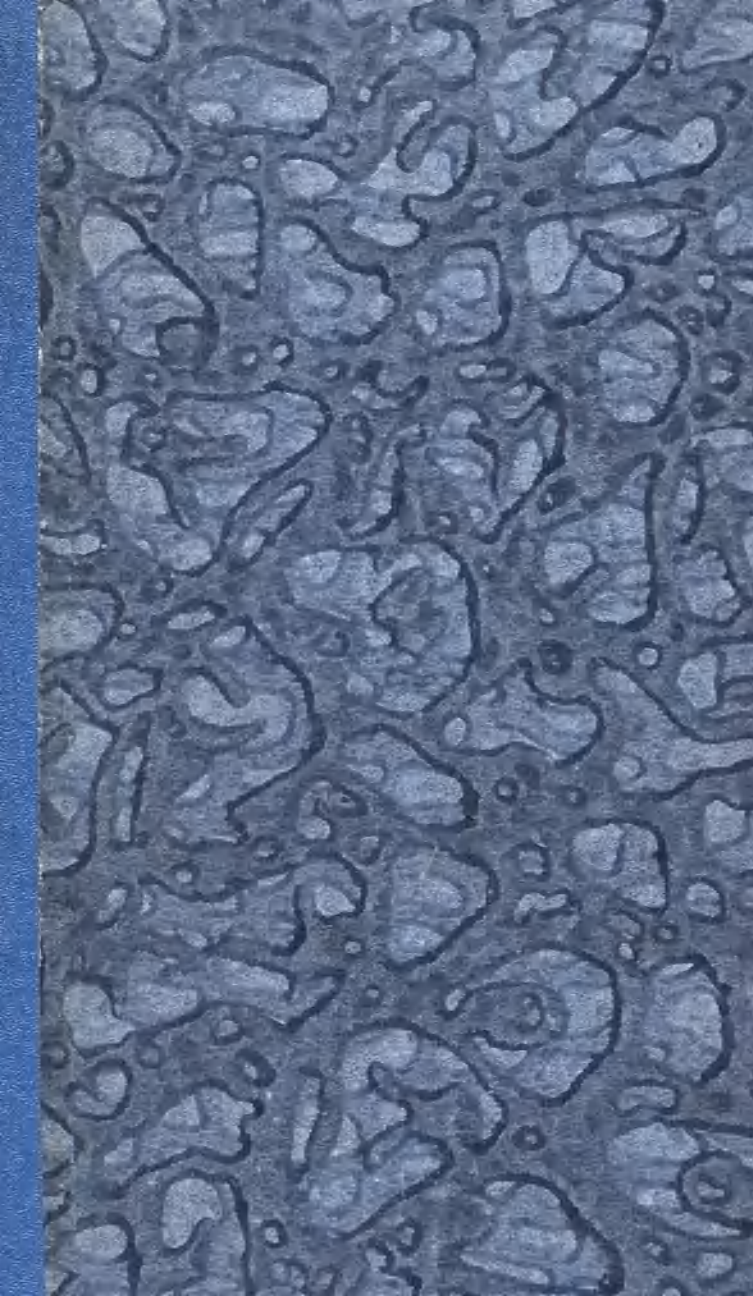
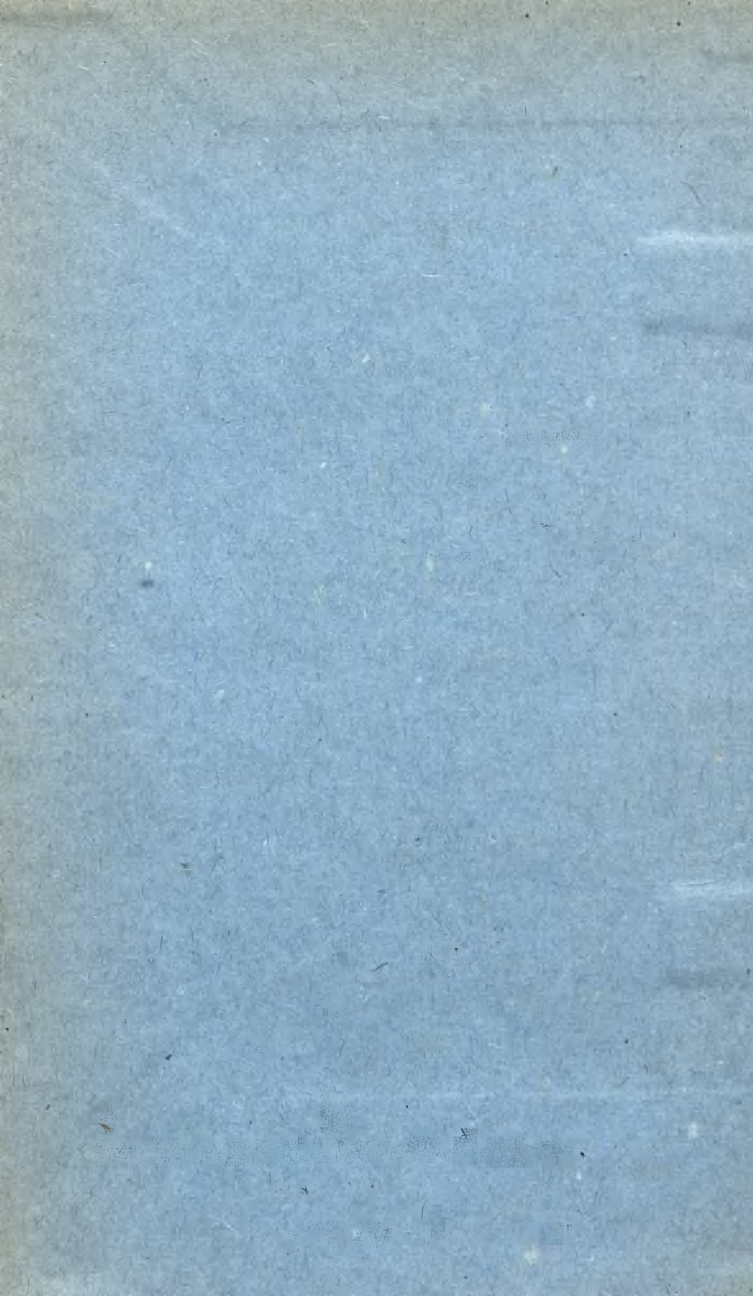












15594/12  
LUDOVIC NAUDEAU

---

**L'Italie fasciste**  
**ou**  
**l'autre danger**

ERNEST FLAMMARION, ÉDITEUR

2, Rue Racine, Paris



L'Italie fasciste  
ou l'autre danger

## OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

---

*Chez le même éditeur :*

EN ÉCOUTANT PARLER LES ALLEMANDS.

PLAISIR DU JAPON, roman.

LA GUERRE ET LA PAIX. (*Bibliothèque de philosophie scientifique.*)

LE JAPON MODERNE, couronné par l'Académie française (13<sup>e</sup> mille). (*Bibliothèque de philosophie scientifique.*)

*Chez d'autres éditeurs :*

EN PRISON SOUS LA TERREUR Russe, couronné par l'Académie française (9<sup>e</sup> mille).

LES DESSOUS DU CHAOS Russe.

HISTOIRES DU WAGON ET DE LA CABINE.



4438  
LUDOVIC NAUDEAU

---

L'Italie fasciste  
ou  
l'autre danger

ERNEST FLAMMARION, ÉDITEUR

26, RUE RACINE, PARIS

---

Tous droits de traduction, d'adaptation et de reproduction réservés  
pour tous les pays.

PL 24 10

378630  
I

K-73/16574

22.11. 25 -  
2 k. s. i. e. k. o. n. f. a. n. t. e. g. o.



Droits de traduction et de reproduction  
réservés pour tous pays.  
Copyright 1927,  
by ERNEST FLAMMARION.

# L'Italie fasciste ou l'autre danger

---

## CHAPITRE PREMIER

### A LA DÉCOUVERTE DE « L'AUTRE DANGER »

I. A propos d'une sœur latine et d'un R mal placé. — II. L'autre danger peut-il être une réalité ? — III. Nos voisins ont-ils chez eux un Napoléon ? — IV. Attestation de notre impartialité. — V. L'excellence d'une méthode est prouvée par son efficacité. — VI. Au nom de quoi faites-vous tout cela ? — VII. Lorsque vous échangez des phrases angoissées, la tête est sur le mur et scrute vos pensées.

Me ferai-je défavorablement juger si j'évoque, dès l'abord, un souvenir déplaisant ? Je connais à Rome un endroit où, il n'y pas si longtemps, retentissait encore, à notre adresse, le cri, bien assez fâcheux déjà, de :

« A bas la sœur latine ! »

Et ce cri était si bizarrement prononcé que le dernier mot, juste en son milieu, paraissait contenir un R, oui, mon cher poète, un R, dont la sonorité pouvait être jugée intempestive.

Ainsi certains de nos bons frères, enclins à

l'exagération, manifestent quelquefois, à notre sujet, leur injuste courroux. Un peu interloqués, nous ne nous sommes cependant jamais mis en colère ; nous avons souri. Traitons-nous les uns les autres, chers frères, avec cette bonne humeur un peu narquoise qui permet de supporter de passagers dissentiments sans compromettre ce qu'il y a de profond et de nécessaire dans notre amitié.



Faut-il admettre, d'emblée, l'existence de « l'autre danger » ? On assume des responsabilités et on risque peut-être d'aggraver un mal latent quand on ose parler avec assurance et précision de ce qui n'est peut-être pas encore une réalité aux contours bien arrêtés.

Voilà pourquoi j'ai longtemps hésité avant d'adopter le titre de ce livre.

Incomparable conservatoire de beauté, la péninsule italique peuplée d'une humanité fine et douée de sensibilité, pourrait-elle jamais devenir un danger pour la France ?

Celle qui fut deux fois notre initiatrice dans la culture, celle qui nous donna, non point notre sang, ni notre nom qui vient de Mérovée, mais en tout cas notre langue ; celle à laquelle nous procurâmes en retour la liberté et l'unité pourrait-elle réellement former le dessein de nous nuire ? Je n'ai point à répondre, dès l'abord, à ces questions. Je convie mes lecteurs à en juger eux-mêmes, dans les chapitres qui vont suivre et où je crois avoir exposé sans idée préconçue tout ce que j'avais appris.





On pourra d'abord me dire, à bon droit : Cette indulgence que vous recommandez devrait justement avoir, pour première manifestation, l'ignorance de certaines outrances ; elles se trouveraient ainsi annihilées, enlizées dans l'abîme du silence. Si, au contraire, vous les relevez, vous les investissez d'une importance qu'elles n'avaient pas : Trublion, pour donner à la haine une substance, répète attentivement les invectives du corne-guerre d'en face.

Oui, c'est vrai, malheur à celui qui entretient à dessein l'inimitié entre les hommes, malheur à celui qui cultive des légendes funestes et se tient aux aguets, pour faire écho à la prédication d'une certaine sorte de petits génies, dès qu'elle retentit de l'autre côté d'une de nos frontières.

De noises et de représailles nous ne voulons pas nous occuper en ce livre. Il ne nous conviendrait pas d'augmenter la surexcitation de quelques Italiens égarés en faisant avec eux assaut de fureur. Mais nous estimons que si les sentiments de nos compatriotes doivent demeurer impassibles, leur raison, cependant, a besoin d'être instruite. Rien ne prévaut jamais contre la vérité. Quoi qu'il advienne, nous ne voulons détester aucun peuple, mais il nous est indispensable de savoir quelle sorte de projets forme chaque peuple à notre endroit.

Nous voulons bien détruire en nous tout germe de ressentiment, mais qu'on ne nous demande pas de nous bander les yeux et de nous

boucher les oreilles. C'est une singulière chose qu'il suffise parfois de reproduire les discours de M. Mussolini tels qu'ils ont été prononcés, les articles de certains journaux italiens tels qu'ils ont été rédigés, et de joindre à tout cela une description de quelques scènes, telles qu'elles se sont passées, pour soulever chez nos amis de la Péninsule des accès d'indignation.

Nos voisins, chaque jour, se dépeignent eux-mêmes, se dénoncent eux-mêmes en nous vilipendant outre mesure. Mais ils ne veulent pas que nous nous en apercevions et ils prétendraient exiger que nous écoutions, dans la passivité d'une résignation silencieuse, leurs dénonciations. Aussitôt que celles-ci nous arrachent à notre torpeur nous devenons à leurs yeux de méchantes gens.

La caractéristique des Italiens représentatifs va-t-elle être désormais de se montrer toujours furibonds ? A la moindre contradiction et si l'on fait mine de douter qu'ils soient destinés à rénover l'Univers comme on retourne un gant, ils prennent des attitudes volcaniques, lancent du feu par les narines et crachent du soufre. Rappelez-vous toujours notre vieux dicton : « Tu te fâches, donc tu as tort. » Voyons, amis, frères latins, ne renoncez pas à tout esprit de finesse. Naguère bien des Français éminents ont rendu hommage à votre raison positive et calculatrice, à votre aménité déliée, à votre diplomatie toujours en travail. Croyez-vous qu'on puisse remplacer tout cela, du jour au lendemain, par les grondements du tonnerre ? Pourquoi ne discuterions-nous pas en famille, sans en venir aux

invectives. Cela devrait nous être d'autant plus facile que, d'homme à homme, nous nous comprenons toujours parfaitement et que nous réussissons souvent à former entre nous de solides amitiés.



Aujourd'hui encore, la plupart des Français, s'en rapportant à leur sanglante histoire, sont hypnotisés par le péril germanique et ne reconnaissent que celui-là. Quand nous discutons du désarmement, il est sous-entendu qu'il s'agit, avant tout, du désarmement des Allemands et des Français, le reste n'ayant à nos yeux qu'une signification secondaire.

Quelques historiens établissent que les Allemands ont envahi la France vingt-huit fois, pour ne parler que des grandes guerres, tandis qu'après la dislocation de l'empire romain, l'Italie n'a plus été pour nous qu'une lice où nous descendions à notre gré, mais d'où nul péril ne pouvait plus jamais surgir. Les Alpes étaient un mur que nous franchissions, sans que nos voisins tentassent d'en faire autant en sens inverse.

La grande épopée du <sup>xx</sup><sup>e</sup> siècle a paru confirmer de telles vues. Ses champs de bataille principaux ont été sur la Marne, sur la Meuse, sur l'Oise, sur la Somme. Ses collisions décisives se sont passées entre Germains, Gaulois et Anglo-Saxons. On conçoit qu'une habitude invétérée, une loi permanente des choses concentre l'imagination de nos militaires vers le Nord-Est de notre territoire.



Cependant aujourd'hui les populations italiennes, tirées du néant par Napoléon I<sup>er</sup>, suivant le mot de Stendhal, puis délivrées et unifiées par Napoléon III, ces populations, tout en se tenant envers nous sur le pied d'une amitié officielle, ont quelquefois à notre égard une attitude qui justifierait nos préoccupations.

Les pertes inouïes subies par nous pendant la grande guerre et les conséquences de notre malthusianisme, nous ont mis dans une situation démographique que bien des publicistes italiens comparent à la grande natalité constatée dans leur pays.

Certains esprits excessifs démontrent comment l'Italie, aujourd'hui plus peuplée que la France, n'a plus qu'à revendiquer la « direction des races latines (1) ». Nous sommes des « moribonds » et des moribonds encombrants qui se cramponnent indiscrètement à la vie et ne se décident pas assez vite à céder la place aux raccommodeurs de l'empire romain. Y a-t-il donc là, pour nous, un danger, un « autre danger » ? Il est bien vrai que d'une manière latente, éventuelle, le Reich germanique sera toujours notre voisin le plus puissant. A moins que les affaires humaines ne changent d'une manière inconcevable, il est improbable que l'Italie parvienne jamais à égaler l'Allemagne en capacité guerrière.

Cependant, aujourd'hui, les Allemands font mine, tout au moins, d'admettre la possibilité du pacifisme. Si ce sont des hypocrites, leur

(1) Mots très vagues ! Y a-t-il en Europe des « races » tranchées ? Existe-t-il des races latines. Et surtout ces races, si elles existent, ont-elles besoin d'une direction ?



hypocrisie vient, à Locarno et à Thoiry, rendre un éclatant hommage à cette vertu. L'Allemagne, en tout cas, a comme nous terriblement souffert de la guerre et la souffrance, tant qu'elle n'est pas oubliée, tient lieu aux humains de sagesse.

Pendant ce temps, M. Mussolini, lui, grince, vocifère, danse la pyrrhique, et semble être le représentant d'une nation qui n'aurait pas encore été suffisamment saignée. Il déclare tous les jours qu'il entend réaliser des desseins inouïs et promet tout simplement à son peuple des années « napoléoniennes ».

— Des années napoléoniennes, avez-vous dit? Comment l'entendriez-vous?

— Si, à nos portes, un chef d'État affirme être une réincarnation de Napoléon, nous avons besoin de savoir de quelle manière il agit et compte agir.



En France, l'opinion du public se divise nettement, devant le sujet de ce livre, en deux groupes d'égale importance. Alors que de très nombreux éléments de la classe bourgeoise veulent voir dans l'institution dite fasciste une sauvegarde contre des maux qu'ils redoutent, tous ceux qui, dans notre pays, sont attachés à l'idée démocratique sont irréductiblement hostiles à la dictature.

Une tentative de recherche objective m'exposerait probablement à me rendre antipathique, alternativement, aux deux éléments qui forment la pensée française. Tel est, le plus souvent, le sort

des hommes impartiaux. Chacun leur enjoint de dire la « vérité » tout en attendant d'eux qu'ils énoncent une « vérité » conforme à ses idées préconçues.

En Italie, se manifeste, ai-je montré, une extraordinaire susceptibilité à l'égard de toutes les observations publiées à l'étranger sur la vie nationale. Je dirais même que tel est le principal travers de ce grand peuple ; il attache beaucoup trop d'importance à l'opinion de ses voisins. Il n'a pas encore appris à se montrer flegmatique et à recevoir, avec une spirituelle bonne humeur marquée d'un peu de dédain, les remarques des étrangers.

Je touche ici le principal obstacle opposé à la présente investigation. Pour rien au monde, je ne voudrais contribuer à aviver les malentendus qui ne cessent de se produire entre la France et l'Italie. Pour renforcer la bonne amitié entre ces deux nations, nous devons aller jusqu'à l'application la plus extrême. Hélas ! pour donner pleine satisfaction aux Italiens qui vont me lire, je devrais m'astreindre, non pas quelquefois, mais perpétuellement, à l'impossible et constater chez eux cette perfection absolue qui, cependant, est étrangère à la nature humaine.

Ma tâche est donc scabreuse.

A mes lecteurs français, nés malins, et qui me comprendront toujours à demi mot, je dis : « Ayez la bonté de suspendre votre jugement sur le présent livre et de ne conclure à son endroit que lorsque vous aurez pris la peine de le lire intégralement. »

A mes lecteurs italiens, nés irritables, mais su-

prêmemment intelligents et, en définitive, pleins des meilleures intentions, je dis :

« N'exigez pas de moi que, pour vous complaire, je fasse de l'Italie un pays suprahumain, car alors l'Univers ne me prendrait pas au sérieux. L'imperfection est, hélas ! inhérente aux œuvres des hommes puisque, d'ailleurs, notre sensibilité est toujours déçue quand elle compare la réalité à l'idéal. Aucune médaille ne peut être sans revers. Le bien et le mal sont des notions toutes relatives et tout aussi inséparables dans l'esprit humain que la lumière et l'ombre. Le fruit radieux, avant même sa maturité, porte en soi les causes de sa décomposition. Tout système, comme toute organisation, contient en soi, à côté du germe de vie, le germe de mort. »

Un système politique ne vaut que par ses résultats. Or, l'observation, ce n'est que du présent, du présent instable, toujours en fusion, toujours en voie de métamorphose. Le voyageur recueille des symptômes, des faits du jour, des apparences. La masse de ces impondérables qui rendent l'avenir totalement imprévisible, échappe à son intuition.

Beaucoup de gens n'ont jamais visité l'Italie fasciste que pour y rechercher des arguments en faveur d'une certaine thèse : les partisans de la démocratie voulaient prouver les abus d'un régime où toute liberté est abolie. Par contre, pour mieux nous démontrer l'efficacité d'un système d'autorité, d'autres se bornaient à recueillir ici les éléments d'un panégyrique.

Faisant table rase des idées préconçues, nous professons, pour affirmer notre liberté, qu'on ne



peut jamais dire *a priori*, d'après une certaine théorie, quel est le « bon régime ». La démocratie n'est pas un dogme. Le droit divin, dont nous refusons le bénéfice aux monarchies, nous ne saurions le réclamer pour les républiques. Le « bon régime », c'est celui qui convient le mieux à un certain peuple, et à une certaine époque de l'évolution de ce peuple. C'est celui qui réussit, celui qui exalte la vitalité d'une nation et la rend mieux apte à servir le progrès. Que nous importe qu'un régime soit considéré comme « bon » par les moralistes, si, étranger au génie d'un peuple, il aboutit chez lui à la confusion, à l'anarchie, au favoritisme, à la corruption ! Que nous importe qu'un régime soit déclaré « mauvais » si ses effets sont bons ! L'efficacité d'une méthode prouve seule son excellence. Nous rechercherons empiriquement si, jusqu'à présent, la méthode fasciste a fait du bien ou du mal à l'Italie. Nous nous demanderons de plus si l'organisation fasciste résulta d'une sorte de conspiration machinée par un certain nombre d'hommes audacieux ou si, comme le bolchevisme, elle ne fut pas surtout déterminée par une coïncidence de circonstances historiques. Fut-elle un facteur ou un produit ? Le fascisme, n'est-ce pas avant tout un « moment » de la fermentation italienne ?

Il nous adviendra quelquefois, au cours de cette étude, d'avoir, pour la commodité de notre raisonnement, à comparer le bolchevisme et le fascisme. On voudra bien ne pas s'en offusquer. Issus tous les deux de la guerre, ces deux grands mouvements ont pour caractéristique commune de mépriser la démocratie, de nier la compétence



politique des foules et d'avoir été dirigés à leur début par deux hommes, Lénine et Mussolini, qui, tous deux, — ils l'ont souvent déclaré, — avaient lu et médité les *Réflexions sur la violence*, de Georges Sorel.

A ceux de mes amis français qui déclarent être « fascistes », je réponds : « C'est tout à fait votre droit. Mais êtes-vous bien sûrs de savoir exactement ce que c'est que le fascisme italien ? » Je me représente la perplexité de certains d'entre eux s'ils avaient entendu M. Grandi, secrétaire d'État aux Affaires étrangères, m'adresser ces propos :

« Bien que le fascisme soit né de la lutte ardente menée contre le communisme, cependant, nous sentons que nous aurions encore plus de chances de nous entendre sur quelques points avec la Troisième Internationale qu'avec la seconde. La Seconde Internationale ne représente à nos yeux qu'une pensée ossifiée, une phraséologie creuse, un assemblage de formules périmées, tandis que la Troisième Internationale, celle de Moscou, est tout au moins un organisme en pleine vie, en voie d'évolution constante et susceptible d'avoir une action puissante sur l'avenir. Quant au libéralisme, c'est un mot pâle dont on se sert pour désigner l'anarchie, la conspiration des intérêts privés en révolte contre l'intérêt public. Or, l'intérêt public, c'est en définitive toute la définition du fascisme. »

Vous le voyez, voilà un programme assez troublant et bien fait pour déconcerter ceux qui croyaient simplement voir dans le fascisme une gendarmerie supplémentaire montant une garde

assidue autour d'une rangée de coffres-forts. L'histoire contemporaine italienne est infiniment plus complexe, je m'en aperçois, qu'on ne se l'imagine à l'étranger. Les fascistes italiens ont pu, à un certain moment, être considérés comme des chiens de garde, mais ce sont des chiens de garde qui, plus d'une fois déjà, ont montré des crocs redoutables à ceux qu'on croyait être leurs propriétaires.

Le fascisme est une application, dans un cadre d'intense nationalisme, des *Réflexions sur la violence*. Le fascisme, comme vous le verrez, ne cesse de répéter qu'il n'est point le protecteur d'une classe, mais qu'il se fait fort d'obliger toutes les classes à se subordonner à l'intérêt de l'État. Le fascisme est avant tout un autoritarisme étatique qui ne permet à aucun citoyen, quel qu'il soit, de le discuter et de lui désobéir. Il n'admet en aucun cas qu'on dise à son sujet : « Je ne veux rien faire, avec ce régime-là ! »

Tout cela, j'essaierai de l'établir dans les chapitres qui suivront, mais, pour la commodité de mon récit, je veux premièrement consigner ici un certain nombre de constatations fondamentales qui répondront immédiatement à la curiosité légitime de mes lecteurs :

1° Quoique, après l'attentat de Bologne, de stupides échauffourées survenues à Vintimille et divers incidents de frontière aient donné l'impression du contraire, je constate qu'un Français voyageant en Italie est, en général, bien reçu et, peut-être même, mieux reçu qu'il ne l'eût été vers 1922. On m'a signalé quelques cas où des étrangers, pour avoir négligé de se découvrir

pendant que l'on jouait l'un des hymnes fascistes, auraient été maltraités. Personnellement, il ne m'est rien arrivé de semblable et je n'ai éprouvé en aucun cas le moindre désagrément.

2° L'Italie donne, en 1926, l'impression d'un pays heureux et prospère, plus heureux et plus prospère, je le reconnais, qu'il ne semblait l'être en 1922. La masse prolétarienne elle-même, autant qu'on puisse en juger, ne semble nullement avoir à souffrir du régime fasciste. Bien que je m'y sois maintes fois efforcé, il m'a été impossible d'amener un homme du peuple à récriminer et à dire que ce régime lui avait rendu la vie plus difficile. (*Objection d'un intellectuel anti-fasciste* : un espionnage minutieux pèse sur tout le pays et quiconque a été surpris critiquant le régime peut être bâtonné, condamné à plusieurs mois ou même à plusieurs années de prison.)

3° Il est parfaitement exact de dire que l'ordre et la sécurité règnent suprêmement aujourd'hui en Italie. On ne ment pas du tout quand on répète à satiété que les trains partent et arrivent à l'heure, ce qui ne se voyait guère autrefois. (*Objection* : c'est entendu, mais n'eût-on pas pu parvenir à ce résultat sans émettre la prétention de soumettre l'Italie, à perpétuité, à un régime de compression qui fait d'elle, en réalité, un pays étranger à la norme européenne ?)

Après l'attentat de Bologne, le caractère arbitraire du régime fasciste est devenu effréné. Des penseurs illustres, des professeurs d'Université ont été frappés par des individus qui n'eussent pas même été dignes de cirer leurs chaussures.

Au lendemain du 31 octobre, les riches biblio-



thèques de Benedetto Croce et de Labriola ont été saccagées. Dans toute l'Italie, de nombreux bureaux de journaux, des magasins, des appartements et jusqu'à une clinique, ont été pillés ou brûlés. Plusieurs centaines de personnes, formant l'élite intellectuelle du pays, ont été bestialement fustigées, bâtonnées, par des individus en chemise, qui, au nom de l'ordre, les couvraient aussi de crachats et d'ordures.

Les prisons regorgent. Cent vingt-quatre députés ont été chassés du parlement. Un tribunal spécial jugera, suivant la procédure adoptée par les cours martiales, en temps de guerre, tous ceux qui auront été accusés d'avoir mal parlé du régime. Nous voilà donc très près de la terreur. Mais, jusqu'à présent, peut-on dire que l'Italie ait encore subi de ces massacres en masse qui justifieraient l'emploi d'un tel nom ? Tout dépend du sens qu'on veut donner à cette expression : la terreur.

Seuls, ceux qui n'ont pas compris ce qu'avait été, ce qu'est encore la terreur bolcheviste ont pu songer à lui comparer le régime fasciste. Il y a eu, certes, en Italie, depuis 1922, des échauffourées, des coups de force, bien des assassinats hideux, mais rien, en définitive, qui rappelât les incessantes tueries de la Tcheka. En 1926, et quoi que certains de mes écrits antérieurs sur le fascisme aient donné lieu ici, à ce qu'il paraît, à des malentendus, j'ai pu me déplacer librement, de ville en ville, et m'entretenir avec qui bon me semblait sans me sentir une seule fois surveillé. Or, si j'obtenais actuellement la permission de retourner en Russie, jouirais-je de la même li-



berté et de la même sécurité ? Les récits de tous ceux qui sont revenus de Moscou, depuis 1920, témoignent unanimement du contraire. Je rapporte de la liberté d'allures qui m'a été laissée une impression favorable. Ne disons pas encore que l'Italie vit sous un régime de terreur et bornons-nous à constater que le système d'intimidation, de contrainte, de castration intellectuelle auquel on la soumet s'aggrave de jour en jour. (*Objection* : si vous étiez un sujet italien vivant dans quelque village, nous verrions comment vous vous accommoderiez du danger permanent où vous seriez d'être frappé par des porte-gourdins qui se sentant bel et bien au-dessus des lois.)

4° Jugeant d'après les éléments qui sont à ma portée, je conclus que personne, en Italie, ne fait plus d'opposition au régime fasciste. Son autorité est absolue. L'étranger qui parcourt l'Italie ne découvre plus nulle part d'hommes qui osent déclarer être les ennemis du gouvernement. Que cette opposition existe encore secrètement, dans des cœurs innombrables, c'est ce qui paraît hors de doute. Mais aucun groupement n'entreprend plus de mener ouvertement une politique opposée au fascisme. Il semble que par lassitude, par désarroi, par peur, une très grande quantité de gens aient abandonné toute idée de résistance et se soient laissés conquérir par l'extraordinaire ascendant qu'exerce sur ses semblables M. Mussolini, cet homme aujourd'hui plus puissant et plus infailible que le pape.

Qu'on s'explique la chose comme on le voudra : je suis obligé de consigner ici qu'au cours d'un séjour de plusieurs semaines je n'ai pas

rencontré plus de cinq ou six personnes qui osassent me dire franchement du mal du régime fasciste. Celles-ci appartenaient au monde intellectuel. Plus que tout autre, il souffre des restrictions apportées à la liberté de l'esprit. Mais, sous le régime de Napoléon, madame de Staël était en exil. Chateaubriand était censuré, surveillé. Il n'y a plus de place pour aucune intelligence novatrice dans un pays où un chef politique prend sur lui de décréter qu'il est le seul à bien penser. Dites que l'opposition a été supprimée par la force, dites que cet emploi de la force a été odieux, dites tout ce que vous voudrez : je me borne provisoirement à déclarer que l'opposition n'existe plus. Elle n'existe plus et je ne vois même pas comment elle pourrait renaître tant que Mussolini sera vivant, tant que les 300.000 gardiens du régime auront leur bâton bien en main, ou plutôt tant que quelque grande commotion internationale n'aura pas imposé un cours nouveau aux affaires humaines.

6° Il est une autre réalité que je désire mentionner dans cette préface parce qu'elle me paraît avoir la plus grande signification. L'impression dominante d'un Français qui parcourt l'Italie en 1926, c'est l'extraordinaire cherté de la vie. Les prix généraux pratiqués dans ce pays (indépendamment du change qui joue actuellement contre nous) dépassent en moyenne de 30 à 35 0/0 ceux auxquels nous sommes habitués et qui nous paraissent déjà si élevés. Or, comme les salaires obtenus par les travailleurs, sauf quelques exceptions, ne sont pas supérieurs aux nôtres, je conclus que la population italienne ne

peut supporter ce régime que grâce à ses habitudes de sobriété qui constituent, d'ailleurs, l'essentiel de sa force. Mais il est clair, dès l'abord, qu'un public français, habitué à une alimentation plus abondante, plus substantielle, ne saurait s'accommoder de ce qui paraît, pour l'instant, suffire à nos voisins. Les premiers programmes fascistes, si je m'en souviens bien, insistaient sur la nécessité d'une réduction du coût de la vie. Force m'est de constater que ce desideratum n'a pas pu être réalisé et que, tout au contraire, les dépenses strictement indispensables ne cessent d'augmenter. Cette question, indiscutablement grave, sera discutée dans le chapitre VII, mais il m'a paru indispensable qu'on la connût dès l'abord.

Conclusion à ce sommaire : non seulement M. Mussolini concentre dans ses mains tout le pouvoir de l'État, mais rien ne fait prévoir que son autorité puisse être diminuée, de quelque manière que ce soit, à moins qu'un accident ne survienne à sa personne. Un accident ? Avertie par les coups de revolver de la dame irlandaise et de ses imitateurs maladroits, la garde du dictateur relâchera moins que jamais plus sa vigilance. Quant à la santé de M. Mussolini, — force m'est de le dire, parce que c'est vrai, — elle me semble aujourd'hui bien meilleure qu'au temps où il me parut, à Locarno, un peu fatigué et amaigri. Un de mes amis de la presse américaine ayant accompagné le *Duce* en Tripolitaine, lors de son récent voyage, me dit avoir été émerveillé par sa force de résistance, son activité inlassable, ses manifestations de vigueur. D'autres per-



sonnes, qui le voient de près, m'affirment que sa puissance de travail dépasse réellement les facultés d'un homme ordinaire. A supposer même qu'il soit malade ou qu'il l'ait été, ou qu'il puisse le redevenir, rien ne donne à croire que sa force intellectuelle et son énergie doivent faiblir avant les délais normaux assignés aux vivants par la nature. Ce calcul de probabilités est important quand il s'agit d'un chef non seulement absolu, mais unique, et auquel nul n'aperçoit, pour le moment, de successeur éventuel.

Cette puissance sans bornes qu'il détient en Italie, tout fait donc présager qu'elle ne sera pas vite interrompue. Voilà pourquoi il sera extrêmement utile d'en étudier soigneusement tous les éléments et d'essayer de prévoir ses aboutissements.



Ses aboutissements !

— Ne vous êtes-vous pas demandé, me confie, à Rome, un philosophe obstinément attaché à l'idée de liberté, ne vous êtes-vous pas demandé au nom de quoi on pourrait imposer à un peuple civilisé l'amoindrissement de dignité que nous subissons ? A un semblable régime, il faut tout au moins, devant la logique, un prétexte, une excuse, un mobile. Vous prenez sur vous de supprimer par la force, dans une nation, la liberté de penser, la liberté de la presse, la liberté de réunion, le droit parlementaire, toute espèce de droits. Au nom de quoi faites-vous cela ? Quel grand dessein contemplez-vous donc ? Si ce n'est point une sublime et tragique nécessité qui vous

inspire, si vous ne préparez point quelque chose d'immense, si ce n'est point pour la vouer à quelque formidable entreprise que vous contraignez la nation à l'obéissance passive, alors de quelle manière justifierez-vous votre prodigieux arbitraire devant la raison humaine qui finira bien par vous demander des comptes ? Qu'attendez-vous ? De quelles éventualités espérez-vous un jour profiter ? Voilà pourquoi je dis que notre dictateur, même s'il ne nourrissait pas, quand il a pris le pouvoir, des intentions redoutables, sera, par la force des choses, amené à les concevoir, tout simplement parce qu'il lui faudra, un jour ou l'autre, donner un sens à des actions qui, autrement, en seraient totalement dépourvues. La fatalité de l'extraordinaire pèse sur lui.

— Monsieur, répondis-je poliment, vous vous surexcitez peut-être d'une manière excessive et, nouveau venu en ce pays, je ne saurais vous suivre en vos hypothèses hasardeuses, car, au demeurant, l'avenir des humains est toujours un grand mystère.

Nous marchâmes longtemps, en silence, dans le sombre des rues qui avoisinent le Panthéon.

— Regardez ! fit mon interlocuteur.

Hé bien ! oui. Peinte sur le mur, à hauteur d'homme, une tête de Mussolini braquait sur moi des yeux sévères. Mon Dieu ! Qu'ai-je donc fait de mal ? Dans toutes les villes italiennes, des patriotes zélés ont, à l'aide d'un pochoir, multiplié jusqu'à l'infini, sur toutes les surfaces disponibles, un portrait du dictateur stylisé « à la Napoléon ». Impossible de rechercher un endroit écarté, une encoignure discrète où le visage

impérieux du dictateur ne vous observe pas. Vous écoutez les confidences d'un ami, et la tête noire, pendant ce temps, vous regarde. Prenez garde ! Lorsque vous échangez des phrases angoissées, la face est sur le mur et scrute vos pensées ! Chut ! Parlons plus bas !

— Hein ?

— Quoi ?

— Comment dites-vous ?

— Prenez garde ! La tête noire nous regarde !

— Et puis, après, répondis-je.

Et puis après ? Pour nous, Français, seules importent en ce tohu-bohu les visées de l'Italie hors de ses frontières. Or, dès 1881 et 1882, les livres mémorables d'Auguste Brachet nous révélèrent les sentiments réels, nourris, à notre endroit, par nos frères. La tête noire n'a rien à nous apprendre. Bien avant que nous eussions délivré l'Italie, elle convoitait déjà nos dépouilles : « L'Afrique du Nord revient à l'Italie », écrivait Mazzini en 1838. Mussolini n'est que le continuateur de toute une lignée de politiciens qui ont, avant sa naissance, Auguste Brachet l'a prouvé, discoursé sur la résurrection de l'empire romain, la ruine de Carthage, le lac italien et ce *primato* en vertu duquel, disait Gioberti en 1842, l'Italie doit diriger le monde. Qu'y a-t-il donc, aujourd'hui, de changé ? Nous le verrons plus loin.



## CHAPITRE II

### CHOSSES VUES

I. « C'est nous qui sommes les Romains », ou un bond de 20 siècles à travers l'histoire. — II. Notre grand-père Jules César. — III. Comment nos frères préparent le désarmement moral. — IV. Une apothéose du Duce à Milan. — V. Les musiciens de Magenta et la grande œuvre de Napoléon III. — VI. Une occasion. Mais au détriment de qui ? — VII. *Haaa !* — VIII. O stupide vingtième siècle. — IX. Les ruines. — X. Un pays gouverné par sa Ligue des Patriotes. — XI. Elles sont toutes enceintes !

Dans toute l'Italie, la célébration du *natale di Roma* allait être, assurait-on, l'occasion de fêtes sans pareilles. J'observai ces fastes à Turin où d'immenses affiches, rédigées dans un style lyrique, avaient invité les citoyens à l'enthousiasme.

En les lisant je songeais :

« O incompréhensible jeunesse d'une partie de l'humanité qui, cependant, se targue d'être très vieille ! Comme elles sont ingénues, ces proclamations où il n'est question que de triomphes

en vue, de gloire, de réparations indispensables, d'apothéoses prochaines, de suprématie à conquérir, de discipline invincible à instaurer grâce à l'imitation de la légion romaine ! Mais quels périls motivent ces élans ? Les barbares sont-ils donc en marche ? La paix est-elle sur le point d'être violée ? Une exécrable oppression pèse-t-elle sur ce peuple ? »

Rome, en tout cas, sera vigilante, Rome sera entreprenante, Rome entend bien redevenir le centre de l'univers ! Rome ! Rome ! Rome ! La patrie ! La patrie ! Soyons prêts ! Soyons prêts ! Soyons les légionnaires de Rome ! L'étranger, en lisant tant de journaux enfiévrés, tant de manifestes vibrants, se demande quelles causes justifient ce tumulte.



Depuis Romulus et Remus et depuis Jules César, il s'est passé en Italie, si je ne me trompe, des événements.

J'ai lu que, dès le troisième siècle de notre ère, la décadence de l'empire fut irrémédiable. Par l'incorporation de toute une population esclave, à Rome, au cours des temps, une infiltration de sang étranger avait été croissante. A la longue ces affluents avaient fini par recouvrir de leurs alluvions les berges du fleuve primitif. Au IV<sup>e</sup> siècle, les barbares considérèrent l'empire comme une proie. Le fougueux Alaric, roi des Goths, saccagea Rome en 408. Depuis longtemps d'ailleurs, les Romains et les Italiens fuyaient le service militaire : Rome n'était plus que le nom

d'un sépulcre de pierre, piétiné par les hordes du Nord.

Des siècles se succédèrent où tout ne fut plus que carnage et dévastation. La ville de Rome, dans sa splendeur, n'avait jamais compté plus d'un million d'habitants. La race romaine avait été anéantie, submergée quand, les invasions succédant aux invasions, le Hun Odoacre, un familier d'Attila, devint roi d'Italie au cinquième siècle. Le roi des Goths, Totila, prenant Rome d'assaut en 546, n'y trouva presque personne !

Au cours des siècles suivants se ruèrent sur l'Italie les Lombards, les Arabes, les Normands. Au milieu du <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle, il n'y avait à Rome que 17.000 habitants : des spectres errant sur des ruines. Et, même en 1870, la population de la ville papale ne dépassait pas 200.000 habitants !

Or, aujourd'hui, les zélateurs du fascisme, prenant au pied de la lettre la théorie des idées-forces, font un bond vertigineux à travers l'histoire, escamotent une vingtaine de siècles et entreprennent de persuader les descendants des races innombrables qui ont pris pied dans la péninsule qu'ils sont des légionnaires romains, des petits-fils de Jules César.

Aux Grecs et aux Arabes du Sud de l'Italie, comme à ces authentiques Gaulois qu'on retrouve au Piémont, il est déclaré aujourd'hui qu'ils sont « les Romains » ; ils devront donc, en toute circonstance, se conduire comme les Romains et songer à reconstituer l'empire de leurs pères. On entreprend ainsi de réaliser l'unité morale italienne.



De telles exhortations, quand elles s'adressent à des adultes, ont peu de chances de modifier leur mentalité profonde. Si vous affirmez à un restaurateur turinois ou à un cocher de fiacre napolitain qu'il descend d'un centurion ou d'un quirite, en est-il pour cela persuadé ? Mais quand cette propagande s'adresse aux petits garçons et aux petites filles, elle a toutes les chances de former des générations turbulentes.

Or, à Turin (et, comme je l'ai su par la suite, dans toutes les villes de l'Italie), la fête du *natale di Roma* m'a paru être principalement celle des enfants des écoles. Par ordre supérieur, garçons et filles étaient tous uniformément costumés en fascistes, avec la chemise noire et, sur la tête, la chéchia de même couleur. Le parti au pouvoir a simplement décrété que tous les bambins et toutes les bambines de l'Italie devraient porter sa tenue et penser comme lui. Je ne formule aucune critique ; je constate. Tout le jour, dans cette superbe ville de Turin, formés en longs cortèges, les enfants des deux sexes marchèrent militairement, frappant du pied le sol en cadence et chantant des refrains patriotiques.

Ce ne furent partout que drapeaux flottant au-dessus de tant de milliers de visages innocents ; ce ne furent que fanions, guidons, cuivres retentissants, défilés, évolutions dirigés avec le plus grand zèle par les instituteurs et les institutrices. Ceux-ci, de la manière la plus évidente, tenaient à ne pas se faire « mal noter ».

Des enfants, toujours des enfants ! Les localités voisines avaient aussi envoyé leurs marmots et leurs jouvencelles. Ces foules juvéniles,

précocement caporalisées, paraissaient conscientes de participer à un grand événement.

Le peuple italien, d'ailleurs, s'il est extrêmement intelligent, a, semble-t-il, moins que nous le sens du ridicule. Une certaine ironie par quoi nous tempérons toujours nos excès lui échappe. Ce petit monde semblait croire à l'importance de son rôle ; il ne songeait pas à se moquer. Jugez d'ailleurs de ce que doivent être les sentiments des enfantelets dans un peuple aimable, mais dont les adultes eux-mêmes nous font toujours l'effet, à nous, d'être extraordinairement « jeunes ».

J'ai connu, naguère, nos bataillons scolaires ; il fut un temps où la France mutilée, exposée aux attaques d'un formidable ennemi, disciplinait ses garçons. Elle trouvait alors sa justification dans ses souffrances passées, dans ses revers. Mais l'Italie, grâce à la victoire de la coalition dont elle a fait partie, est sortie agrandie et respectée d'une guerre où d'autres, elle le sait bien, ont souffert beaucoup plus qu'elle.

Or, jugeant seulement d'après les spectacles que je viens de décrire, on pourrait s'imaginer que l'Italie endure actuellement les conséquences d'une atroce défaite et qu'elle se sentira humiliée jusqu'à l'époque d'un nouveau recours aux armes.

Elle donne l'impression d'un peuple qui, dans l'excès de sa souffrance, aspire fiévreusement à la revanche.

Contre qui donc et à propos de quoi ?

Si nous avons autrefois fait manœuvrer nos

bataillons scolaires, du moins avons-nous épargné ces jeux rudes à l'adorable délicatesse des petites filles. Quand je vois défiler en marquant le pas, très sages, très attentifs, les garçonnets italiens et quand je songe qu'il en est de même, à la même heure, dans toutes les villes de la péninsule, je ne fais que m'inquiéter en me disant qu'on nous prépare là une singulière Europe. Les pacifistes en chambre de Genève seraient offusqués s'ils constataient de quelle manière on s'occupe ici du désarmement moral. Mais quand je vois les délicieuses petites Italiennes ainsi caporalisées et obligées de marcher au pas (Une, deux, Une, deux !), alors j'éprouve un malaise et en même temps je me sens un peu rassuré.

Je ne sais plus qui a dit que tout ce qui est excessif est insignifiant. Ce mot n'est pas absolument exact, car bien des choses excessives ont eu longtemps une portée redoutable. Il n'en demeure pas moins vrai que l'exagération d'un sentiment lui donne les apparences d'une crise, d'un engouement et fait douter qu'il puisse se manifester longtemps sans se transformer.

Pendant qu'ont lieu ces festivités organisées par l'autorité, j'observe que la masse de la population ne manifeste aucune opinion ; les magasins étant fermés, il y a beaucoup de promeneurs dans la rue, mais ce sont des promeneurs qui n'extériorisent pas leurs impressions. J'entends cependant des clameurs. Elles sont poussées par des fascistes qui passent dans un camion automobile.

Quand j'arrive au bord du Pô, le grand



nombre de personnes qui rament sur cette rivière m'étonne. Elles ont donc préféré, aux effusions patriotiques, leur récréation paisible ? Que de canotiers ! Quelle belle jeunesse nombreuse et vigoureuse ! Vers la tombée de la nuit, les portes d'un édifice municipal s'ouvrent et je vois surgir, le fusil sur l'épaule, environ cent cinquante miliciens fascistes qui se rangent sur la place comme une infanterie ordinaire et s'éloignent en bon ordre. A la première alerte, le parti au pouvoir peut réunir trois cent mille de ces hommes, à cause de quoi la raison est toujours de son côté.



Quelques jours plus tard, j'étais à Milan et, comme M. Mussolini se trouvait dans cette ville, il fut annoncé par des affiches innombrables qu'il haranguerait le peuple, un certain soir, sur la place du Dôme. Il me parut d'abord que la foule assemblée pour acclamer le dictateur était mince, mais elle grossit quand arrivèrent des divers quartiers et de plusieurs localités de la banlieue des délégations fascistes accompagnées de leurs musiques. La pluie ne cessait pas de tomber, une pluie roide et drue, mais les assistants la dédaignaient ; ils tenaient ferme et ils se découvraient consciencieusement chaque fois que retentissait l'un ou l'autre des hymnes du fascisme.

A ce moment, la foule subissait l'influence d'une sorte de ferveur irraisonnée. Tous ces gens qui m'entouraient paraissaient vraiment être

dans l'attente de quelque chose de grand ; ils étaient, eût-on pu croire, en proie à une émotion causée par des tribulations inouïes, par des dénis de justice à propos desquels ils venaient solliciter une réparation solennelle. Des gamins de quinze ou seize ans, autour de moi, paraissaient les plus exaltés ; ils entonnaient en chœur, avec enthousiasme, les chansons fascistes.

Soudain, on entendit une grande clameur, des cuivres puissants vibrèrent sur la place du Dôme. C'était la musique de Magenta qui arrivait, à marche forcée, soucieuse de donner, elle aussi, sa sérénade au grand homme. Magenta ! Je tressaillis quand je déchiffrai ce nom sur le drapeau des musiciens, car je croyais l'avoir déjà vu quelque part. Magenta ? Ah ! oui. Il n'y a que soixante-sept années, en 1859, Victor-Emmanuel II et Napoléon III entraient ensemble à Milan, après la sanglante victoire de Magenta. Il y a sur la place même du Dôme, à quelques mètres des fenêtres où nous nous attendons à voir surgir M. Mussolini, un piédestal fameux où des bas-reliefs montrent les grenadiers français salués par une foule attendrie.

C'était alors, avant 1859, que l'Italie était malheureuse, quand, morcelée, dominée par l'étranger, elle aspirait à l'indépendance. D'où vient donc qu'aujourd'hui, bien qu'elle soit libre, unifiée, puissante, elle nourrisse, inassouvie, des rancunes dont on la sent trépidante, des revendications qu'on pourrait aussi bien appeler des convoitises ?

Et la pluie tombait, tombait. Les musiciens de

Magenta, au souffle infatigable, enrroulaient parmi les froides lances de l'averse leurs arabesques de sonorités martiales. Tout à coup, dans un cadre de maisons illuminées, dans un brouhaha de musiques, soumis à la brutale clarté d'une projection électrique, le *Duce*, en pleine apothéose, parut à la hauteur d'un troisième étage, majestueux comme un dieu antique !

Alors un grand cri monta de la terre.

Vous eussiez cru qu'un peuple foulé, avili, meurtri, exaspéré venait d'apercevoir le héros dont la présence était le sûr gage de sa délivrance prochaine. Je me demandai alors si les uniformes blancs des Autrichiens n'attristaient pas encore la Lombardie. La tension était extrême. Il était évident que, pour tous les jeunes gens qui étaient là, de vastes desseins nationaux restaient encore à accomplir. Des rêveries grandioses sont ainsi entretenues dans des esprits exaltés qui croient voir dans M. Mussolini leur réalisateur prochain.

M. Mussolini, averti sans doute par le retentissement de ses discours de Tripolitaine qu'il y a des inconvénients à trop parler, ne jeta cette fois à ses admirateurs que quelques mots, mais bien sentis. Et il conclut :

« De même que vous êtes restés impassibles sous l'averse, je compte que vous saurez, quand il le faudra, rester fermes sous les obus. »

Diab! Diab! C'est tout de même un peu plus difficile. Et puis, pourquoi le chef de l'Etat, sans nécessité, nous parle-t-il d'obus à recevoir puisque, signataire du traité de Locarno, il doit nécessairement être attaché à la paix ?



De quels obus s'agirait-il ?

Que se passe-t-il donc ?

Voilà, pourtant, le *leitmotiv* de tous les discours et de tous les écrits fascistes.

Il s'agit toujours de se tenir prêts à marcher au premier signal.

« Faites-nous un signe, Duce, et nous partons », concluait hier un chef fasciste.

Partir ?

Mais pour quel endroit ?

M. Mussolini a lui-même déclaré « qu'il ne laisserait passer aucune occasion ».

Une occasion de quoi ?

Au détriment de qui ?

Longtemps mirent les manifestants à s'écouler après cette scène d'exaltation, et d'ailleurs l'orphéon de Magenta, rangé en cercle au centre de l'imposante galerie Victor-Emmanuel, s'obstinait à répandre ses torrents d'harmonie.

O grenadiers français immobiles sur votre piédestal, ces rumeurs martiales, dues au zèle des enfants de Magenta, réchauffèrent sans doute vos grandes âmes. Mais non ! Vous saviez bien, désabusés, qu'elles ne s'adressaient pas à vous et que j'étais probablement le seul, dans cette humanité enfiévrée, à évoquer votre souvenir. Ce sont, nous assure-t-on, d'autres pensées qui se propagent sourdement aujourd'hui parmi tous ces naïfs fanatiques.

Des cris rauques, tout à coup, furent entendus. Une colonne de miliciens fascistes, en bon ordre, traversait la ville d'un pas très rapide : en tête, à des intervalles réguliers, un chef psalmodiait seul quelques paroles auxquelles ses aco-

lytes répondaient en chœur, de toutes leurs forces, par l'exclamation de *Haaa !*

Ils criaient : *Haaa* ; ils répétaient : *Haaa*. Et je songeais : Ces hommes-là ont une opinion très nette : *Haaaa !*

La foule milanaise s'écarta silencieusement pour laisser passer ce détachement. Que pensait-elle ? Il eût été impossible d'en juger. Longtemps nous entendîmes s'affaiblir dans la nuit les *Haaa* terribles de ceux qui s'éloignaient.

Au fond du Corso Vittorio-Emmanuele vers lequel ma rêverie m'avait entraîné, la cathédrale entassait dans une vapeur effiloquée par le vent son énorme marbrerie gothique. Guipure découpée dans une eau congelée ! Eruption de stalagmites projetées vers le ciel ! Il en a tant vu passer, des hommes turbulents, l'antique monument ! Que reste-t-il de ce Bonaparte qui naguère, de son sommet, contempla le cadre neigeux de ses batailles ? Que reste-t-il de celui qui, dit Stendhal, a tiré l'Italie du néant ?



Les jours passèrent.

Je gagnai le Sud.

Un dimanche, fatigué déjà de la chaleur de Rome dont la soudaineté m'avait surpris, j'avais pris le tramway électrique pour aller me reposer quelques heures à Ostie.

Quelle œuvre des hommes, si émouvante soit-elle, apaise notre esprit comme la contemplation de la mer ? Elle se suffit à elle-même et elle contente à elle seule tous nos désirs, l'illimitée, la

grande Internationale, l'éternelle. Que lui importent à elle nos contestations et nos zones d'influence ?

Ayant marché longtemps parmi les ruines de ce qui fut, il y a deux mille ans, le port de Rome, je somnolais au bord du flot quand des pas cadencés me tirèrent de ma torpeur. Une, deux ! Une deux !

Allons, bon ! Encore des écolières qu'on oblige à marcher comme des conscrits à l'exercice. Plusieurs escouades sont là rangées. Pour quoi faire, ô mon Duce, pour quoi faire ? Les pauvrettes sont habillées en tenue officielle. Une, deux ! Leur drapeau m'apprend que j'ai devant moi des *piccole fasciste* de Rome : chéchia noire, chemise noire, jupe brunâtre. L'un des fanions de ces petites demoiselles porte cette devise : *Valeo atque audeo*.

Hélas ! tant de pureté adorable précocement compromise par les préméditations qu'on devine dans l'esprit de ceux qui contraignent l'innocence à s'affubler ainsi !

Quand nous aimerions à vous contempler sous les voiles de la première communiant, ô vous, plus pures que cette onde dont vous ignorez encore la perfidie, faut-il que vous nous apparaissiez costumées en cantinières ? Quand tout en vous n'est encore que tendresse, faut-il qu'on vous exerce déjà à détester ceux qui parlent autrement que vous ? O stupide xx<sup>e</sup> siècle !

A Rome, en rentrant, je croise un cortège d'hommes qui s'en vont déposer une couronne sur la tombe du Soldat inconnu. Les citoyens qui marchent en tête sont des fascistes en costume ;



ceux-ci, à des intervalles réguliers, crient tous ensemble avec force : *Haaa !* Les civils qui les suivent immédiatement, se sentant surveillés, disent au même moment, mais un peu moins fort : *Haa !* Les hommes qui forment le milieu de la colonne ouvrent aussi la bouche, mais il n'en sort que l'agonie d'un : *a*. Et la grande masse qui se traîne derrière, elle, chemine passivement, silencieusement et ne se donne même pas la peine de simuler quoi que ce soit. Décidément, les troupes populaires sont les mêmes partout. Des minorités énergiques les font obéir.



Un soir, sur le Corso, un rassemblement de foule me donne à penser qu'une manifestation extraordinaire va se produire. Des bousculades font tourbillonner la populace devant un théâtre. Les carabiniers sont débordés en dépit des renforts qu'ils reçoivent à chaque minute. En quelques moments instructifs, les joyeusetés et l'indiscipline spontanée de la foule m'en disent long sur les caractéristiques invétérées des races. « Chassez le naturel, il revient au galop. » Je prévois l'arrivée du Duce quand tout à coup une formidable acclamation monte, entrecoupée d'éclats de rire et de cris d'animaux. Les voilà ! Les voilà ! Douglas Fairbanks et Mary Pickford descendent solennellement d'un taxi. Ces deux magnifiques Mastuvu éclipsent les plus célèbres Mastuvu de la politique. Ah ! qu'ils sont beaux ! Ah ! qu'ils sont bien ! C'est un triomphe ! La bêtise

de l'Européen moyen, quel que soit le pays où on l'observe, est à peu près invariable.



Un autre soir, dans la vaste salle de l'Augusteo, on présentait *la Croisière noire*, devenue ici la *Crociera Nera*. La plus élégante société romaine s'était réunie à cette occasion et elle se penchait vers la duchesse d'Aoste pendant que celle-ci recevait dans sa loge fleurie M. Citroën. L'accueil fait à nos compatriotes en cette circonstance fut incontestablement de la plus parfaite courtoisie. La salle entière applaudissait avec frénésie quand certains détails de la projection rappelaient que des explorateurs italiens avaient déjà parcouru plusieurs de ces étapes.

Ce fut l'impression de quelques personnes que, dans le fracas incessant des airs nationaux italiens, des hymnes fascistes et des acclamations suscitées par ces hymnes, le public italien s'était en quelque sorte approprié la *Crociera Nera* et ne s'était pas rendu un compte très précis qu'il s'agissait là, en définitive, d'une entreprise étrangère.

Il est vrai que, depuis le voyage de M. Mussolini en Afrique italienne, la propagande coloniale est si intense qu'elle peut tourner bien des têtes.

Pendant plusieurs soirées consécutives, sur la piazza Colonna, au son de retentissantes musiques, on a fait des projections cinématographiques destinées à persuader les Italiens des charmes de la vie coloniale. Des palmiers, des

artisans indigènes, des fantasias, encore des fantasias et toujours des fantasias. Nous sommes contents de voir nos amis trouver du charme aux fantasias.

On leur montre aussi quelques ruines romaines de la Tripolitaine auxquelles on entremêle, comme par hasard, celles de Carthage et de Timgad. Dans tous les lieux où ont subsisté des vestiges antiques, M. Mussolini suppose qu'il pourrait avoir des reprises à exercer. Voilà pourquoi sans doute, lors de certaines scènes d'exaltation, des troupes de fascistes ont naguère crié : « A Paris A Paris ! » Ces « Romains » susceptibles s'irritaient de penser que les thermes de Julien restassent au pouvoir des Gaulois. Mais Boulogne-sur-Mer a aussi les fondations d'une tour de Caligula et on trouve en Grande-Bretagne toutes sortes de maçonneries et de voies romaines dont il faudra bien que la perfide Albion rende compte au conseil fasciste, tout ce qui a été romain étant italien.

Pendant qu'ont lieu, en plein vent, ces projections remarquables, la presse déborde sur ce sujet d'articles lyriques. Mussolini n'est plus Mussolini tout court. C'est Mussolini l'Africain.

On ne peut pas nier que nos amis connaissent l'art d'employer un langage très vibrant à propos d'événements qui, si on les considère objectivement, paraissent modestes.

La grève générale britannique fut l'occasion pour la presse italienne de comparer la misère des infortunés Anglais, exposés à l'anarchie, à l'ordre inflexible institué en Italie. Durant les deux ou trois premiers jours de cette grève, les



journaux de la péninsule me parurent avoir une tendance à s'en exagérer énormément la portée. Ils crurent ou voulurent croire l'Angleterre à la veille d'un cataclysme. Quelques personnes qui eussent dû être mieux renseignées, semblèrent admettre qu'une véritable révolution sociale allait être tentée outre-Manche, d'un moment à l'autre. Elles s'imaginèrent, sembla-t-il, que l'ordre ne pourrait, en tout cas, pas être rétabli en Angleterre par le jeu normal des lois démocratiques. Certaines, qui touchaient d'assez près le pouvoir, allèrent même jusqu'à dire : « Le sort du fascisme italien se joue présentement en Angleterre. » Et, d'ailleurs, c'était vrai. En fait, il me parut que la puissance des institutions politiques britanniques était ici inexactement appréciée. On eût souhaité que, même en Angleterre, en son pays natal, le parlementarisme s'effondrât, dût céder la place à une copie du système italien... Il n'en fut rien et il n'en sera rien.

C'est ainsi qu'en général tous les événements, grands ou petits, sont interprétés ici à travers la doctrine fasciste et jugés d'après l'influence qu'ils pourront exercer sur l'avenir du parti. Les succès sportifs italiens sont célébrés comme des victoires nationales. Un gros athlète dont le nom slave ne ferait pas deviner la nationalité italienne, Raicevitch, terrasse un autre obèse, mais un obèse étranger. Aussitôt le voilà promu champion du monde, la presse prend feu et M. Mussolini lui-même accorde une audience prolongée au vainqueur. Aux devantures des photographes sont exhibées des épreuves où l'on voit M. Mussolini, l'air songeur, conversant avec

le roi du tapis, qui a bien l'air d'un fin politique. Cela ne fait de mal à personne, mais on trouve là un indice de plus d'une remarquable exaltation du sentiment national. Au temps où la lutte à main plate florissait à Paris, nous n'avons jamais songé à faire de Pons ou de Laurent le Beaucairois les prototypes de la valeur française.

Tous les Français ont sincèrement admiré l'exploit accompli à bord du *Norge* par le colonel Nobile. Là-dessus, nous sommes unanimes et nous pensons que cette exploration mémorable fait le plus grand honneur à l'Italie. Ce succès avait en soi assez de valeur, croyons-nous, pour qu'on eût pu le commenter sans hyperboles et sans vouloir y voir, en même temps qu'une victoire fasciste, la démonstration des droits de l'Italie sur le bien d'autrui.



Tout ce qu'on observe présentement en Italie se résume en ceci que ce pays est gouverné, d'une manière absolue, par sa Ligue des Patriotes. Quel mal voyez-vous à cela, me dira-t-on, et n'avons-nous pas connu en France l'agitation de Déroulède ? Est-ce qu'il n'y a pas présentement en Allemagne des groupements influents qui réclament la revanche et poussent à l'extension des armements ?

C'est vrai, mais il faut distinguer, et je demande la permission de bien préciser à cet égard ce que je veux dire.

En France, la Ligue des Patriotes n'eut jamais que l'influence d'un stimulant. Le gouvernement était opposé à ses excitations et, quand bon lui semblait, il les réprimait. Le mouvement boulangiste, bien qu'il fût soutenu par la Ligue des Patriotes, avorta. Paul Déroulède avait été incontestablement, à sa manière, une grande figure, mais il mourut sans avoir exercé sur les destinées du pays une action directe.

En Allemagne, aujourd'hui, si les nationalistes sont nombreux et influents, ils ne gouvernent pas. Leur action est forte, mais n'empêche pas la République d'exister. Les membres du ministère font profession d'aimer la paix et de vouloir exécuter les traités.

L'Allemagne — on oublie trop ce fait important — a supporté sur son territoire, jusqu'au début de 1927, la présence des missions de contrôle interalliées. Dans ses bureaux officiels, à Berlin, surveillant l'exécution du plan Dawes, sont installées des commissions internationales dont font partie des Français. Quelles que puissent être ses arrière-pensées, l'Allemagne, elle, s'efforce tout au moins de présenter au monde un visage pacifique.

En Italie, la Ligue des Patriotes, ou Ligue fasciste, gouverne d'une manière absolue. Elle a annihilé le Parlement, anéanti la liberté de la presse, interdit toute opposition, supprimé toute critique. Elle subordonne tout, sur son territoire, à la propagande patriotique. Elle s'est emparée de la jeunesse, dans laquelle elle s'applique présentement à enraciner cette idée que les plus grandioses destinées sont réservées à l'Italie et



que des circonstances surgiront ou des actions héroïques devront être accomplies.

Venue tardivement à l'unité, l'Italie se persuade aujourd'hui qu'elle a été jusqu'à présent, dans le partage des biens de ce monde, une déshéritée. Sans attacher la moindre signification aux accords de Genève et de Locarno, où les vieilles nations guerrières, l'Allemagne, la France et l'Angleterre, affirmèrent, tout au moins platoniquement, que la paix vaut mieux que la guerre, l'Italie, elle, dissimule à peine qu'elle ne croit pas à la paix et qu'elle considère la guerre comme la grande vérificatrice des valeurs humaines.

Voilà pourquoi je crois que, s'il me fallait dire quelle est la partie de l'Europe où les humains sont présentement les plus étrangers à l'esprit de Locarno, je désignerais sans hésiter l'Italie, l'Italie soumise sans aucun contrepoids à la direction de sa Ligue des Patriotes.

Et, en écrivant cela, je n'offenserais en rien le parti fasciste ; il ne saurait me démentir sans se rétracter. Le parti fasciste, se refusant à tenir pour vrai qu'un esprit nouveau règne présentement en Europe, entreprend d'imiter plus ou moins cette culture du nationalisme à laquelle se livrèrent les intellectuels allemands après Iéna...

Ces cortèges d'enfants des deux sexes, défilant avec des drapeaux, rappellent à s'y méprendre des scènes déjà vues par moi, il y a bien longtemps au Japon, quand le gouvernement de ce pays surexcitait le patriotisme de ses sujets.

L'Italie fasciste, tournant résolument le dos aux idéalistes qui croient à la possibilité de faire,

dans « l'esprit européen » la synthèse de tous les particularismes, se voue à ce qui nous semble à nous être un anachronisme et elle professe que la guerre sera toujours le recours le plus juste.

Maintenant, faut-il prendre au pied de la lettre toutes ces harangues enflammées ?

A Milan, où c'est seulement depuis peu qu'on voit beaucoup d'automobiles, les chauffeurs de taxis, encore novices, font du matin au soir, avec leur trompe, un bruit insupportable.

Il en va peut-être de même du nationalisme italien.

Dans ce pays où l'unité date d'hier, dès qu'on parle de patrie on se croit obligé de forcer la mesure ; on vocifère ; on montre l'exagération propre aux néophytes. Mais, de même que les chauffeurs de Milan finiront par s'apercevoir qu'on peut conduire correctement sans produire un vacarme inutile, de même le patriotisme italien, déjà si développé, se fera sans doute plus silencieux à mesure qu'il deviendra dans les cœurs un sentiment plus traditionnel et plus inné.



Regrettez-vous ces temps où l'Italie était encore comme engourdie et somnolait dans la poussière des siècles, l'époque où les cris d'une actualité ambitieuse n'avaient pas troublé la majesté des ruines ?

Il y a seulement trente-six ans Paul Bourget pouvait encore écrire ses *Sensations d'Italie* sans prendre beaucoup en considération l'existence des Italiens de son temps. Quelquefois, il re-

marquait « un garçon de mine avenante et fière », ou « des forçats remplissant du cliquetis de leurs chaînes, un château au bord de la mer », ou « un vieux cocher qui citait la Divine Comédie ». Mais il retournait aussitôt à sa rêverie archaïque. Il croyait retrouver dans les rues, en Lombardie, les Hérodiades chères à Luini ; à Venise, les dogaresse du Titien et de Véronèse ; à Parme, les gracieuses Madones du Corrège ; à Florence, les nymphes de Botticelli. Il s'extasiait devant les couches superposées d'un passé débordant de magnificences. Il demandait aux monuments des piétés anciennes de lui révéler le secret des cœurs millénaires, et il ne s'occupait pas des cœurs gonflés de sang qui battaient autour de lui le rythme de l'Italie moderne.

Un parti pris comme celui-là ne saurait animer aucun voyageur, lorsque se termine le premier quart du  $xx^e$  siècle. Ce que nous regardons, nous, c'est la coulée des vivants, le grouillement des foules, le pullulement des marmailles, l'évidence des besoins ; c'est l'ardent fleuve des passions et des appétits ; c'est le naturaliste étalage de la vie physique ; c'est tout ce qui fait que l'Italie est un grand peuple, palpitant de vitalité et de convoitises.

Pour notre récréation personnelle et notre propre culture nous dérobons, à notre étude générale, bien des heures passées dans les musées et parmi le grandiose décor de l'histoire, mais, avant tout, ce sont les gestes et les aspirations de nos contemporains qui nous requièrent, nous absorbent et nous donnent à penser. Il fallait cette explication pour justifier notre inquisi-



tion sans vergogne et pour trouver une excuse à nos regards brutaux indiscrètement portés jusqu'à des détails qu'un galant homme, dit-on, doit faire semblant de ne pas remarquer.

Mais le présent chapitre étant intitulé *Choses vues*, j'ai contracté l'obligation morale de décrire tout ce qui impressionne mon regard.

Or, que vois-je ?

La plupart des Romaines promènent sans dissimulation, avec une espèce de fierté inconsciente la promesse des maternités futures. Ah ! que nous sommes loin ici de ces pays désolés où la femme, considérant sa propre personne comme le principal aboutissement de tout, consacre le meilleur de son attention à cultiver sa propre stérilité et croit devoir cacher, comme un accident malheureux, la rare floraison de son amour.

Il est, je m'en souviens, des contrées où la femme, déformée par une maigreur préméditée, entend se rendre belle en niant les lois mêmes de la beauté. La Romaine, elle, est belle d'une beauté plastique, altière et un peu lourde ; elle est belle comme une belle femme est belle, et, si j'en crois le témoignage de mes yeux, la grossesse est pour elle une chose si ordinaire qu'elle ne s'avise même point d'y prendre garde. Quand on observe à Rome ces innombrables gestations exposées avec une candeur naïve par de très jolies dames aussi bien que par les femmes du peuple, on ne parvient déjà plus à s'expliquer pourquoi, sous d'autres cieux, toute promesse d'une naissance future semble être dissimulée comme une indécence et regrettée comme une calamité.

Une note que j'ai tracée en cours de route

sur mon carnet, afin de ne point oublier cette constatation importante, est formée seulement de ces mots :

« Toutes les femmes sont enceintes. »

Et je déchiffre cet autre raccourci écrit un peu plus tard :

« Pays déjà surpeuplé... ressources précaires, aliments très coûteux. Où et comment se nourriront ces êtres nouveaux qui vont pulluler ? Rechercher à cause de quoi la péninsule italique dont la population fut assez restreinte pendant des siècles, subit, depuis trente ans, une sorte d'explosion de procréation. »

Plus tard, le passage suivant de l'*Italia* écrite par Théophile Gautier, vers 1850 est tombé sous mes yeux :

« La signora Elena achevait sa quarantaine de relevailles et gardait encore la douce pâleur des mains et de la figure qui est comme la récompense des jeunes mères. Mariée de bonne heure, elle avait eu déjà plusieurs *avocats*. Que cette phrase ne fasse en rien soupçonner la pudicité de cette charmante femme. Quoiqu'on vive vieux à Venise, les enfants s'y élèvent mal et *il en meurt beaucoup en bas âge*. Ces petits innocents vont tout droit au ciel et plaident la cause de leurs parents devant le tribunal de Dieu. De là le nom *d'avocats*. Aussi, dans cet espoir, se console-t-on facilement de leur perte. »

La signora Elena, en 1850, avait eu déjà plusieurs enfants. La plupart étaient morts en bas âge. Faut-il admettre que les mêmes causes par lesquelles on explique présentement l'énorme dé-

veloppement de la population japonaise soient valables aussi pour l'Italie ? Au Japon la diffusion de l'hygiène européenne a, depuis une quarantaine d'années, diminué progressivement cette mortalité infantile par quoi une population déjà suffisante était empêchée d'atteindre un chiffre dépassant trop ses ressources.



## CHAPITRE III

### INDISPENSABLE RETOUR EN ARRIÈRE

I. 40 o/o d'illettrés ! — II. Comment l'augmentation prématurée du corps électoral fut funeste à la démocratie. — III. La jeunesse mouvementée de Benito Mussolini et les premières heures du fascisme. — IV. Dans un pays arriéré, sans éducation politique, l'oligarchie bourgeoise mate le suffrage universel. — V. Un homme qui, malgré tout, émane du peuple.

J'ai eu à me convaincre, au cours de ce voyage, que les événements actuels restent inintelligibles à quiconque refuse d'étudier l'évolution de l'Italie durant les années qui ont précédé l'ère fasciste.

Avant toute discussion il est indispensable de nous rappeler que la forme même de la péninsule la prédispose au particularisme. Son unification remonte seulement à 1859. Avant cette date, le Milanais et la Vénétie subissaient la domination autrichienne. L'Italie comprenait, en outre, trois royaumes et des principautés. Le Piémont seul avait alors des institutions à peu près modernes. Partout ailleurs et pour des mobiles différents, les Italiens étaient systématiquement maintenus en état d'obscurantisme et de pauvreté, si bien

qu'en 1859 il n'existait aucune industrie italienne.

Fait capital : en 1872, les illettrés formaient les trois quarts de la population masculine de 21 ans. Au recensement qui a précédé 1911, cette proportion était encore de plus de la moitié. On me dit qu'elle atteindrait aujourd'hui 40 0/0.



Depuis la création de l'unité (le statut sarde de 1848 ayant été étendu à toute l'Italie) et jusqu'en 1882, le corps électoral ne dépassa pas 600.000 membres, dont le choix dépendait d'un système censitaire.

La loi du 21 janvier 1882, plus démocratique, porta le nombre des électeurs à 2 millions. Institué enfin en 1912, le suffrage universel comportait encore cette restriction que les « analphabets » deviendraient seulement électeurs à trente ans.

Les élections de 1913, faites sur ce principe, portèrent le corps électoral à 5 millions et elles doublèrent le nombre des députés socialistes qui avait été jusqu'alors de 40.

Or, au lendemain de la guerre mondiale, on décida que les « analphabets » ayant courageusement versé leur sang seraient désormais des électeurs comme les autres. Le corps électoral atteignit tout à coup 11 millions.

Alors, sous la pression de cette énorme masse dépourvue d'aucune éducation politique, d'aucune expérience de la liberté, la crise du suffrage universel éclata en Italie.

Avant et pendant la guerre, la lutte ardente entre les « interventistes » et les « neutralistes » avait produit de graves scissions dans les classes dirigeantes italiennes. Pour obtenir l'adhésion des foules à l'intervention, il avait fallu les flatter, leur affirmer que dès la paix une grande place leur serait accordée dans la direction de l'Etat.

L'Italie d'ailleurs, l'Italie entière, dans son inexpérience, avait fondé sur la guerre des espérances excessives. Elle avait cru, de bonne foi, qu'une immense prospérité découlerait inévitablement de la victoire. Les classes prolétariennes avaient pris au sérieux ces promesses ; elles avaient été dupes de ces mirages. En proie à la désillusion que leur causait l'issue des hostilités, elles votèrent, en 1919, d'une manière qui consterna les anciennes classes dirigeantes. Cent cinquante-six socialistes, l'œillet rouge à la boutonnière, et cent populaires élus avec un programme très voisin du socialisme apparaissaient à la Chambre.

« Si, écrit Bonomi, le système proportionnel n'avait pas permis aux minorités constitutionnelles du Nord d'être représentées, la députation de ces régions aurait été entièrement socialiste, à l'exception de quelques représentants populaires animés aussi d'un esprit de réaction contre la guerre. La députation du Midi, elle, n'aurait pas compté de socialistes. La crise de la société italienne se serait peut-être compliquée d'un antagonisme régional qui aurait compromis l'unité nationale. »

Quand, en 1921, Giolitti, après son retour au



pouvoir, prononça la dissolution de cette Chambre subversive et dirigea des élections d'après les méthodes anciennes, il apparut que le socialisme avait déjà perdu beaucoup de son ascendant, mais il fut toutefois impossible de former une majorité parlementaire qui pût se passer du concours des populaires. Ce qui restait définitivement démontré, après les élections de 1919 et de 1921, c'était que les masses électorales étaient devenues incontrôlables !

Les habiletés, les subterfuges, les équivoques, dont les premiers ministres s'étaient généralement servis pour gouverner l'Italie jusqu'à 1915, avaient perdu leur efficacité.

Quelles étaient donc ces anciennes équivoques ? Par un système tout à fait particulier à l'histoire italienne, les agitations retentissantes du Parlement n'avaient guère empêché, jusqu'à 1915, que les successifs gouvernements ne fussent l'émanation non point des partis, mais de la Cour.

C'est au temps de Depretis que cette pratique eut son plein effet. Elle réussit un peu moins bien à l'époque crispinienne durant laquelle survinrent de violentes convulsions politiques.

Mais, le 29 juillet 1900, le roi Humbert fut assassiné, Victor-Emmanuel III monta sur le trône, et alors Giolitti, en arrivant au pouvoir, mit toute son habileté à ressusciter la politique de Depretis.

Tacticien consommé, Giolitti s'inspira de cette réalité que sur 508 *collegi* il y en avait 200 à peine où les députés fussent élus par des partis

à peu près organisés. Dans les autres, les députés, en dépit de leur étiquette, ne représentaient aucune tendance politique nettement définie. Les candidats étaient désignés et soutenus par des coteries concurrentes dans une atmosphère d'intrigues et de compromissions. Dans ces *collegi*, l'appui du gouvernement était presque toujours le facteur essentiel du succès.

M. Giolitti, homme de *combinazione*, réussit toujours à bien « faire les élections » et à se composer une clientèle parlementaire intéressée à le soutenir. Les trois élections générales qui ont eu lieu sous le règne de Victor-Emmanuel III avant la guerre (1904, 1909, 1913) ont trouvé M. Giolitti président du Conseil et ministre de l'Intérieur. C'est dire que les partisans de l'ordre voyaient en lui le plus habile manipulateur de la matière électorale.

En résumé, M. Giolitti, grâce à la domination qu'il exerçait sur des Chambres faites par lui et où il savait s'organiser une majorité disciplinée, parvint presque toujours, par un jeu savant de machinations et de corruptions, à faire du parlementarisme italien une simple parodie. Cette fiction parlementaire donnait seulement une sanction légale et une apparence démocratique à des décisions prises en réalité par d'autres que les représentants du peuple. Un tel système, dirigé par cet homme suprêmement habile, permit en tout cas à l'Italie, pendant près de dix ans, de connaître la prospérité et la tranquillité.

La participation de l'Italie à la guerre bouleversa décisivement les mœurs politiques ita-

liennes ; elle engendra, on l'a vu, les deux Chambres éruptives de 1919 et de 1921.



Certes, la biographie de M. Mussolini a été maintes fois publiée, mais combien il demeure instructif d'en faire ressortir quelques traits particuliers !

Un soir de 1903, à Lausanne, au club socialiste italien un jeune maçon italien entra, s'approcha de Serrati, l'un des chefs de cette organisation. Il demandait la permission d'introduire dans le club un compatriote malheureux qui avait quitté l'Italie pour échapper au service militaire (1).

Le nouveau venu implorait des conseils et un secours. Son allure était humble ; il dit à voix basse : « Je me nomme Benito Mussolini de Predappio en Romagne, je suis instituteur, mon père est établi dans ce pays ; voici comme pièce d'identité un certificat de sortie d'une école de Forlìmpoli. »

Serrati, compatissant, lui répondit : « Vous êtes ici chez vous. Parlez sans fausse honte, ne craignez rien ; dites-moi si vous avez faim. »

L'assistance était assez nombreuse. Evidemment gêné par la présence de ceux qui l'entouraient Mussolini murmura qu'en effet il était affamé. Serrati lui fit servir quelque nourriture et pria un camarade de procurer, à ce pauvre bougre, un logement. Le futur « Duce », ce soir-là, avait quinze centimes pour toute fortune !

(1) D'après le *Droit du Peuple*, de Lausanne.



M. H. Viret un socialiste suisse, raconta cette anecdote en 1926, dans le *Droit du Peuple* de Lausanne. Il cita le nom de nombreux socialistes qui étaient présents au Club, et furent témoins de cette scène. Plusieurs d'entre eux habitent encore Lausanne.

Dès son arrivée, Mussolini fut admis dans l'entourage immédiat de Serrati. Ce dernier le maintint à flot en l'aidant à trouver des engagements comme conférencier dans des meetings socialistes. Les questions syndicalistes n'intéressaient guère le jeune Mussolini ; il leur préférait des idées générales et discutait « le militarisme » ou « la religion ». La violence de ses propos attira sur lui l'attention des autorités fédérales suisses. Les choses se gâtèrent même tout à fait le jour où M. Emile Vandervelde, aujourd'hui ministre des Affaires Etrangères de Belgique, fit une conférence à la maison du peuple de Lausanne. Il soutint cette thèse raisonnable que la religion est une question de convenance personnelle ; elle concerne dit-il chaque individu ; par conséquent un socialiste n'est pas obligé de se montrer antireligieux.

M. Vandervelde trouva en Mussolini un contradicteur enflammé. Celui-ci déclara que le socialisme devait être violemment opposé au clergé. De plus en plus mal noté en Suisse, Mussolini fut harcelé par la police de Lausanne. Un arrêt d'expulsion fut prononcé contre lui (1).

(1) En arrivant au pouvoir, observe le *Droit du Peuple*, Mussolini fit arrêter Serrati. Celui-ci eut à subir, dit-on, de mauvais traitements en prison. Je laisse la responsabilité de ce récit à son auteur.



Cependant le temps s'écoule. Après diverses péripéties, le jeune Benito rentre en Italie. Ce révolutionnaire ardent, dès 1910, excite la foule à s'opposer au départ des soldats pour la Libye et il est, à cause de cela, incarcéré pendant un an. Au congrès de Reggio Emilia, en 1912, il présente un ordre du jour antidynastique. Lors de la semaine rouge de juin 1914, il salue avec joie « la fusion des divers éléments révolutionnaires : anarchistes, syndicalistes et républicains ».

Disciple de Georges Sorel, il professe que la société moderne devrait être renversée par la violence. Toutefois, il exige déjà, dans l'action révolutionnaire, la discipline, une discipline qu'il entend imposer à ses séides. Il est antiparlementaire, il méprise le suffrage universel ; déjà il est impérieux et dictatorial...

Quand se pose la question de savoir si l'Italie devrait intervenir dans la guerre mondiale, Mussolini fait tout d'abord, dans l'*Avanti*, une opposition résolue à ceux qui conseillent que l'Italie prenne les armes. Puis, soudainement, en octobre 1914, il quitte bruyamment l'*Avanti* et se sépare du parti socialiste qui jamais n'allait cesser de se montrer hostile à la politique de guerre. Il fonde le *Popolo d'Italia* et soutient avec enthousiasme la cause de la participation à « la guerre régénératrice ».

Les mobiles profonds de cette volte-face sont expliqués par diverses hypothèses psychologiques

et je ne sais rien quant à l'origine des moyens d'action dont il disposa dès ce moment. Je note toutefois que, très jeune, vers 1909, Mussolini avait écrit à propos du Trentin une brochure où il avait manifesté des sentiments défavorables aux Allemands. Il y a en somme toujours eu, dans le socialisme de Mussolini, une tendance nationaliste et ce détail restitue à sa carrière un certain caractère d'unité.

En janvier 1919, Benito Mussolini et son journal, le *Popolo d'Italia*, déclarent vouloir grouper « les interventistes qui entendent déterminer leur attitude spirituelle et politique à l'égard des problèmes nationaux de l'après-guerre ». Dans ses premiers manifestes adressés à la « Constituante des Interventistes », Mussolini dit qu'il faut à l'Italie un personnel nouveau, tant pour affronter la ploutocratie italienne, incapable de tendre la main avec équité aux travailleurs revenus de la tranchée, que pour lutter contre la ploutocratie internationale acharnée à frustrer l'Italie des fruits de sa victoire. Mussolini réclame alors le suffrage universel pour les deux sexes et il se prononce personnellement en faveur du régime républicain. Mussolini préconise un impôt aussi lourd qu'extraordinaire sur le capital, la confiscation des bénéfices de guerre et celle des biens ecclésiastiques.

Suspect alors à tous les partis, suspect au peuple qui, navré d'avoir pris part à la guerre, lui reproche d'avoir poussé à l'intervention, suspect aux bourgeois qui voient encore en lui, malgré sa propagande anticommuniste, un chef révolutionnaire, Mussolini est absolument impuis-



sant. Aux élections générales de 1919, son parti n'est pas même pris au sérieux. Durant presque toute l'année 1920, il est sans force. « A nous qui sommes les *Morituri* de l'individualisme, écrivait, au printemps de 1920, Mussolini, il ne reste pour le présent obscur et le demain ténébreux que la religion, désormais absurde, mais toujours consolatrice, de l'anarchie. » La remise des usines aux ouvriers, le parti fasciste en mars 1919 la réclamait lui-même ! En mai 1919, le *Popolo d'Italia* approuva fort des ouvriers qui, à Dalmine, près de Milan, s'étaient enfermés dans une fabrique et y avaient arboré non pas, il est vrai, le drapeau rouge, mais le drapeau tricolore. Mussolini se rendit lui-même à Dalmine pour congratuler ces précurseurs qui, les premiers, avaient osé « occuper » leur usine.

On s'en souvient, l'année tragique en Italie fut celle de 1920 (il y aurait eu, à ces tumultes, d'étranges dessous) (1). En août et en septembre les communistes s'emparèrent des usines, commirent des violences et aboutirent d'ailleurs à reconnaître eux-mêmes, presque instantanément, que, sans capitaux, sans matières premières, sans capacités techniques, ils étaient incapables de réaliser leurs doctrines. Ils finirent en pleine débâcle.

Or, en septembre 1920, Mussolini, malgré l'ardeur de ses campagnes contre les communistes,

(1) « Le premier ministre Giolitti avait deux espèces d'ennemis féroces : les nationalistes et les gros industriels menacés de lourds impôts. Ces derniers essayèrent de le renverser. Il semble que, pour réussir, ils n'aient pas hésité à favoriser (tout d'abord) les tentatives bolchevistes ». — *Communisme et Fascio* par Jean Alazard. Paris 1922.

n'intervint pas pour s'opposer à l'occupation des usines ; il affirma la neutralité du fascisme ; « celui-ci, déclara-t-il, ne pouvant se faire l'instrument de la bourgeoisie menacée ». D'ailleurs, le parti fasciste resta longtemps si faible qu'aux élections générales du 15 mai 1921 il allait n'obtenir que 35 sièges sur 520 !

Durant cette période, la situation exacte de la Russie commençant à être connue, un grand désenchantement s'emparait des prolétaires d'Italie. L'année 1920 avait vu un million de grévistes dans l'agriculture ; douze cent mille dans l'industrie, soit près de deux millions et demi d'ouvriers en agitation. L'année 1921 n'en vit plus que quatre-vingt mille dans l'agriculture et six cent quarante-cinq mille dans l'industrie, soit un total de sept cent mille, assez voisin de celui de 1915. Il est donc inexact de dire que les fascistes ont vaincu les communistes puisque ceux-ci avaient perdu leur ascendant dès 1921, bien avant que (le 30 octobre 1922) Mussolini n'entrât triomphalement dans Rome.

C'est seulement à la fin de novembre 1920, quand déjà, de toutes parts, la population exaspérée a entrepris d'exercer des représailles contre les excès communistes, que les faisceaux commencent à jouer un rôle réellement important dans la vie italienne. Dès le 11 novembre, M. Giolitti a obtenu un succès en faisant célébrer avec un grand éclat de fête de la Victoire, et cette commémoration triomphale marque le revirement de l'opinion. Un instant épouvantées par l'émeute d'un prolétariat ignorant qui a menacé de tout anéantir, les classes bourgeoises se re-

dressent, s'organisent et décident de rendre coup pour coup. Comme les faisceaux mènent déjà la lutte contre les communistes, ils deviennent des centres autour desquels se groupent tous ceux qui veulent reconstituer l'ordre ancien. Les contingents du fascio se multiplient sur tout le territoire. Etudiants, intellectuels, petits bourgeois, propriétaires agricoles, industriels, arditi et légionnaires de d'Annunzio, tous se joignent au parti fasciste et grossissent ses rangs de telle manière que, submergé, il perd sa physionomie primitive.

« Ceux qu'abhorrait la majorité des fascistes se mirent à l'ombre de leur drapeau : je veux dire les gros industriels qui, écrit Jean Alazard (*Communisme et fascio*, 1922), devaient leur fortune aux fournitures militaires. » Mussolini se sent débordé ; tout d'abord il s'inquiète, cherche même à mettre un terme aux violences exercées contre les socialistes. « Il faut, dit-il, éviter de donner au fascisme le caractère d'une réaction conservatrice. » Lors de l'ouverture de la nouvelle Chambre, en 1921, Mussolini, soucieux d'attester son républicanisme, s'abstient démonstrativement d'assister à la séance où doit paraître le roi. Mais la masse des nouvelles recrues fascistes s'étonne de cette attitude, la blâme et n'en tient pas compte.

« Le 23 juillet 1921, écrit Bonomi, Mussolini tente encore une fois de faire refluer le fascisme vers ses origines. A la stupeur de ses compagnons, il se déclare disposé « à une alliance entre » les trois partis émanés des masses : fascistes, » populaires et socialistes, pour inaugurer une



» audacieuse politique fondée sur l'assentiment  
» de la grande majorité des Italiens. »

Malgré la réprobation croissante des nouveaux adeptes du fascisme, Mussolini affirme encore une fois qu'il faut cesser les violences contre les organisations ouvrières. Il est l'artisan du pacte de pacification qui se conclut solennellement en août 1921 sous les auspices du président de la Chambre. Aussitôt, les faisceaux de l'Emilia, de la Romagne et de la Toscane refusent de ratifier ce qui eût pu être au moins une trêve. De son côté, le parti socialiste commet la maladresse, lui, déjà vaincu, de s'obstiner dans une attitude de résistance. Ainsi il fournit lui-même les arguments convaincants à ceux des lieutenants et des séides de Mussolini qui le poussent à l'écrasement complet des organisations révolutionnaires.

Décidément, des forces colossales se sont désormais agglomérées. Elles agissent toutes dans un sens hostile aux revendications prolétariennes. La multitude, elle, a perdu ses cadres et n'est plus qu'un troupeau. Le nombre n'est plus le nombre quand il est dissocié et ne subit plus que des remous analogues à ceux de la matière fluide. Voilà ce que Mussolini, au congrès de Rome, en novembre 1921, avec son intelligence très aiguë, va définitivement comprendre. Il ne pourrait conserver la direction du parti fasciste qu'en abandonnant toute idée d'indulgence à l'égard des éléments subversifs, dont la déroute apparaît complète. C'est alors seulement, semble-t-il, qu'il franchit le Rubicon et qu'il cesse totalement de se rattacher à son passé révolutionnaire. A

partir de cette date, le caractère originel du premier fascisme est dépassé ; il se métamorphose en un mouvement catégoriquement hostile à tout socialisme et même à toute conception démocratique : ce qui devra résulter de cette réaction, c'est un autoritarisme rigoureux destiné à mater le suffrage universel. Son but, désormais, c'est la conquête de l'Etat.

Cependant, Benito Mussolini, une fois encore, va se souvenir de son tumultueux passé. Comme le gouvernement Bonomi s'efforce de réduire à l'impuissance les squadristes, Mussolini, dans son discours parlementaire du 1<sup>er</sup> décembre 1921, l'invite à ne pas « marteler » par des mesures policières le fascisme, car celui-ci pourrait s'allier au communisme pour renverser l'Etat, quitte à se battre ensuite avec le nouvel associé pour la « répartition du butin ».



Quand on étudie la carrière de Mussolini, on voit qu'elle fut avant tout déterminée par son « interventisme » de 1914. En s'abandonnant alors à une impulsion patriotique, il devait forcément se séparer de la masse de son parti obstinément opposée au bellicisme. La scission, une fois accomplie, allait aboutir, dans la réciprocité des représailles, à une lutte toujours plus acharnée. A l'heure marquée par le destin, le rôle militant qu'il jouait avec une âpre énergie groupa soudain autour de lui des forces immenses qui, tout en le choisissant pour leur chef, lui imposèrent une direction imprévue.

Toute la bourgeoisie italienne, rendue implacable par le péril qu'elle venait de courir à la fin de 1920, voulut s'assurer que de semblables angoisses ne pourraient plus, avant longtemps, lui être infligées. Le parti fasciste devint l'armée formidable de la réaction bourgeoise. De puissantes subventions financières décuplèrent bientôt ses moyens d'action. Mais le fait est que l'écrasement du socialisme survenu alors fut la poursuite d'une armée en retraite, dit Bonomi, et non la bataille entre deux armées également puissantes.

Nitti, écrit Prezzolini, avait lutté, on l'a vu, contre le fascisme, sans le ruiner. Giolitti commit l'erreur de vouloir s'en servir, et, ainsi qu'il arrive souvent à ceux qui évoquent les esprits, il le trouva dressé contre lui, hostile et fortifié. Giolitti arma les fascistes, croyant pouvoir après les élections (de 1921) les absorber et les dominer. Les fascistes, une fois qu'ils furent armés et habitués à l'aide des « gardes », c'est-à-dire des forces de police, des carabiniers et des autorités, acquirent une si grande supériorité parmi les partis bourgeois, par leur jeunesse, leur ardeur, leur détermination que les grandes forces financières, agricoles et industrielles elles-mêmes se persuadèrent que seul le fascisme leur permettrait de vaincre définitivement le socialisme et de rétablir l'ordre en Italie. »



En dernière analyse, nous voyons qu'une plèbe



inculte prématurément investie de la capacité politique s'était, au lendemain de la guerre, abandonnée aux plus exorbitantes rêveries. Elle avait ainsi amené dans le pays un tel état d'anarchie et d'improductivité qu'elle était la première menacée de se trouver éprouvée par la disette.

L'ancienne classe dirigeante, ses premières terreurs passées, s'est ressaisie et, profitant du désarroi où se trouvait la masse révolutionnaire après ses déconvenues, elle a organisé une défensive qui bientôt est devenue une offensive.

Le suffrage universel, le gouvernement des multitudes illettrées, avait exposé l'Italie à une subversion totale ; il fallait donc qu'il disparût. La démocratie fut d'autant plus facilement détruite en Italie que, comme nous l'avons vu plus haut, elle n'avait jamais été dans ce pays qu'un simulacre.

Les institutions parlementaires, d'ailleurs, ne sont pas nées spontanément en Italie : le peuple italien, livré à lui-même, n'a jamais créé des institutions libérales ; il n'a point encore le sens de la solidarité publique. Les libertés supprimées par le fascisme ne sont pas de celles auxquelles il tiennent. Si peu aptes que nous soyons, nous autres Français, à un régime représentatif, il y est encore infiniment moins apte que nous. Les défauts que nous y apportons, il les a, au décuple. Le parlementarisme italien, à la fin de 1922, était tombé au plus bas degré de l'incapacité et de la déconsidération.

Puisqu'il semblait décidément indispensable aux anciennes classes dirigeantes que le suffrage universel fût ligoté, Mussolini eut à ramener par

la force l'Italie à un état de subordination où Giolitti, lui, l'avait maintenue longtemps par la ruse. Quoi ! Mussolini ne serait-il donc que le continuateur de Giolitti ? Sans aucun doute.

Une parodie du système parlementaire était possible en Italie tant que le parlementarisme émanait d'un nombre restreint d'électeurs. Dix millions d'électeurs incultes, illettrés allaient inévitablement engendrer l'impuissance gouvernementale et, à travers l'anarchie, la dictature.

Le fascisme, ainsi compris, serait donc la suprême tentative faite pour empêcher le suffrage universel, trop tôt institué, d'enlever le pouvoir à une oligarchie qui, de très bonne foi, se croit seule apte à gouverner l'Italie. C'est la défense d'une bourgeoisie qui entend ne pas abandonner son poste de direction parce qu'elle se sent nécessaire et que, d'ailleurs, dans un pays encore retardataire, personne n'est capable de la remplacer. C'est l'obligation de subir sans murmurer une impulsion unique, un pouvoir central, imposé à un peuple dont la tendance naturelle, l'individualisme indiscipliné, s'aggravait dangereusement sous un régime de démocratie. C'est l'affirmation que l'Italie, avec ses 40 0/0 d'illettrés, n'est pas du tout prête à jouir de la liberté et qu'elle ne saurait prospérer sans être rigoureusement gouvernée.

On voit à quel point le dictateur italien a été produit par un enchevêtrement de circonstances spécifiquement italiennes. Ce fils de forgeron, cet instituteur primaire devenu, en exil, un maçon, a éprouvé tous les sentiments des classes laborieuses et militantes. Jusqu'en 1914 la tour-

nure générale de son esprit n'était pas très différente de celle d'un Lénine.

Je me trompe : une dissidence l'écartait des partis internationalistes, car ce socialiste avait plutôt la conception de solidifier en vue d'une action commune le bloc italien. Cette dissidence, peu à peu, allait faire de lui le champion des classes nationalistes, qui sont aussi les classes possédantes, jusqu'au jour où emporté par les événements, il serait amené à dire : L'État, c'est moi !

Ce mot ne fut pas prononcé, en Italie, par quelque vieux général en proie aux idées fixes et aux spécialités de sa carrière ; il ne fut pas prononcé par le produit satisfait d'une caste privilégiée, par un héritier-bourgeois qui prétendait résoudre la question sociale sans la connaître et en la considérant seulement du haut de sa morgue. Il a été prononcé par un homme qui émane du peuple, a partagé ses misères et connaît la limite réelle de ce que celui-ci peut endurer.

Au regard des classes laborieuses italiennes, le dictateur italien reste malgré tout un homme du peuple, et c'est en cela surtout que la synthèse momentanée des forces nationales italiennes, représentée par le fascisme, serait difficilement imitée en d'autres pays.



## CHAPITRE IV.

### UN PORTRAIT DE BENITO MUSSOLINI EN NOVEMBRE 1922

- I Un Napoléon très approximatif... Mais c'est quelqu'un ! —  
II. Un homme qui ne perd pas son temps dans les musées.  
— III. Ne prenez pas la question de Tunisie à la légère.  
— IV. C'est cela ou Malthus ! — V. Le chevalier à la rose.

L'auteur du présent livre fut envoyé à Rome quand les forces fascistes s'emparèrent du pouvoir. Il fut reçu alors par M. Mussolini et traça du dictateur, dans le *Temps* du 26 novembre 1922 un portrait que plusieurs de ses amis lui conseillent aujourd'hui de recueillir. Le fait est que le narrateur est, lui-même, intéressé par ces lignes qu'il avait oubliées, mais où certains traits, à quatre années de distance, ont pris de la signification. Voici donc ce texte :



« Le développement du fascisme fut un phénomène spécifiquement italien et c'est sans aucune

raison qu'on a prétendu le comparer à l'une ou l'autre des manifestations de la politique française. Je me fais fort, quand on le voudra, de rendre lumineuse cette vérité fondamentale : elle me met à mon aise pour tracer aujourd'hui, en toute objectivité, un portrait de celui qui, dans son pays, gagna un grand prestige en anéantisant le parti communiste.

Quelques-uns des plus studieux connaisseurs de la vie italienne avouent que la psychologie du dictateur demeure, aujourd'hui encore, énigmatique ; il leur est difficile de discerner le trait dominant de son esprit. Combien de commentaires contradictoires ne m'ont pas été fournis, déjà, par des admirateurs de cet homme au nom retentissant !

A vrai dire il est aujourd'hui le chef de partisans aussi différents les uns des autres qu'ont pu l'être naguère chez nous les adeptes du boulangisme.

Certains de ses séides m'avaient affirmé qu'il se rapprocherait de plus en plus de la droite et materait définitivement le Caliban populaire ; d'autres m'avaient assuré que cet ancien socialiste évoluerait bientôt vers la gauche, chercherait l'appui des masses et se rapprocherait du syndicalisme.

Où donc était la vérité ? De quelle manière, songeais-je, M. Mussolini s'y prendra-t-il demain pour contenter tout le monde et son père ?

M. Mussolini, soudainement, m'apparut, très simple, très cordial, et nullement l'ogre que je m'étais parfois imaginé. Il est de taille moyenne ; svelte, bien pris, robuste sans aucun doute mais

sans rien de cette poigne et de ces contours athlétiques que certains de ses fidèles lui attribuent.

« Il est solide, agile, mais ce n'est pas un *Ercole* m'avait dit véridiquement un socialiste qui naguère a fait un an de prison en sa compagnie. »

Sous son front bombé et vaste que surélève encore la menace d'une précoce calvitie, ses prunelles noires et ardentes saillent et flamboient. Le nez est droit, la bouche est grande, fortement dessinée et très souvent déformée par un tic qui projette en avant les deux lèvres serrées l'une contre l'autre et donne alors au personnage une expression qui n'est pas celle de la bonté.

Détail très particulier, le visage de M. Mussolini vu de face semble assez arrondi, tandis que si on le regarde de profil, dès le premier coup d'œil on est impressionné par la saillie d'un menton exceptionnel, véritablement napoléonien et toujours bleui d'ailleurs par une barbe dont le rasoir le plus acéré n'efface pas le souvenir.

Beaucoup de ses admirateurs affirment qu'il ressemble à Napoléon. Mon Dieu, c'est un Napoléon sans la mèche, un Napoléon au nez droit, c'est-à-dire un Napoléon très approximatif. Mais, convenons-en, c'est un personnage dont la physionomie pétille d'esprit et de résolution ; c'est un autoritaire dont la principale force réside dans la confiance que lui inspire son propre jugement. Il croit en soi et je ne m'étonne plus de ce détail que m'ont confié plusieurs de ses anciens compagnons d'aventures : « Partout où il passe, il faut qu'il soit le chef. Il commande comme on respire. »

Au demeurant, une physionomie typiquement



italienne très mobile, très insaisissable, constamment modifiée par des moues, des contractions, des mouvements de paupières, une physionomie dans laquelle il y a tour à tour de l'homme d'État, du condottière, du poète, du *comediante* et du prêtre de messe noire.

Sans aucun doute c'est quelqu'un. Mais qui est-ce ? L'âme de notre semblable est un mystère dont longtemps nous apercevons ce que notre propre illusion nous suggère et rien d'autre.

Déconcertante tout d'abord est cette remarque que le grand maître des porte-gourdins tient par l'extrémité de sa tige, et toute droite dans sa main, comme un sceptre, une superbe rose rouge dont il va humer amoureusement le parfum jusqu'à l'instant où ses doigts nerveux déchiquetteront ses pétales.

Mais, en définitive, quoi d'extraordinaire que cet homme joue avec une fleur et allons-nous édifier là-dessus le moindre raisonnement ? N'avons-nous pas entendu dire que notre entreprenant confrère s'est souvent montré dans la vie un aimable compagnon, spirituel, caustique, plein d'humour et faiseur de bons mots. Pour-quoi donc n'aspirerait-il pas la senteur d'une rose, si tel est son caprice ?

De ce politicien jeune encore et qui vient pour la première fois de parvenir au pouvoir, ce que je vais, avant tout, avoir lieu d'admirer, c'est la circonspection, la réserve avec lesquelles il va exposer en homme d'État responsable et devant un journaliste étranger ces mêmes problèmes internationaux que, la veille encore, il abordait avec toute la fougue du polémiste et de l'agita-

teur et dans un esprit qui, sans aucun doute, nous eût alors donné fort à penser. Mais l'ancien socialiste, l'ancien proscrit, le transfuge du prolétariat devenu le chef des chauvins à la chemise noire, s'est changé cette fois en un premier ministre en redingote, et il joue ce nouveau rôle avec l'aisance de ce Fregoli qui représentait à lui seul tous les personnages d'une seule pièce.

M. Mussolini va nous faire l'honneur de nous parler, et très clairement, dans notre langue ; il la connaît et la prononce bien, et sa bouche ne s'égare que dans ces mots où il y a un *ç*, dont il tend à faire un *ch*, de sorte que pour parler des *maçons*, il dira (ainsi d'ailleurs que beaucoup d'Italiens cultivés), des *machons*.

« La France et l'Italie, assure-t-il, doivent rénover leur entente et, s'inspirant du principe de l'égalité et de la réciprocité, la rendre plus étroite, plus agissante, plus utile. Entre elles, point de conflits fondamentaux, mais seulement des désaccords « incidentaux » (*sic*). Il faut que la France prenne conscience de ce que nous sommes ; c'est-à-dire un peuple de 40 millions d'habitants plein de vitalité et de besoins, et dont tous les problèmes sont dominés par celui d'une natalité toujours croissante. Augmentons les rapports intellectuels entre nos deux pays. Puissent les Français venir en très grand nombre en Italie, mais pour voir, dans un esprit de compréhension, les Italiens d'aujourd'hui, les Italiens vivants. Laissons dormir les morts sous leurs pierres poudreuses ; quant à moi, je respecte l'antiquité et j'ai de la considération pour les œuvres de la Renaissance ; mais, je vous le dis franchement,

durant toute ma vie, je ne suis pas entré plus de deux fois dans un musée, car je m'occupe des grandes difficultés matérielles qui s'imposent inévitablement à un peuple fécond et n'ai point le temps d'aller rêver au royaume des ombres. Aimez l'Italie, mais que ce soit l'Italie des Italiens en chair et en os.

Avant tout, il est indispensable que la France fasse une politique libérale envers les Siciliens qui s'installent en si grand nombre en Tunisie. La France ne peut pas prétendre franciser, par la force, des citoyens qui, s'ils cédaient à une telle contrainte, ne seraient jamais que de mauvais Français. Ne prenez pas cette question à la légère : si vous la négligiez, il y aurait alors des raisons de concevoir une inquiétude très vaste (*sic*). Nous serions obligés de voir là un acte d'inimitié. En vérité, je vous le dis, n'aggravez pas la question tunisienne ; trouvons une solution moyenne inspirée par un esprit d'amitié et de loyauté et ne perdez jamais de vue que nous sommes strictement obligés de faire une politique réaliste suscitée par des nécessités impérieuses. Nous sommes déjà quarante millions sur un territoire trop petit pour nous contenir. Il nous faut donc une vaste expansion. Oui, l'expansion ! C'est cela ou... (Ici la voix de M. Mussolini se fait sombre et comme effrayée.)

C'est cela ou Malthus ! »

Là-dessus M. Mussolini passe en revue les différentes parties de la terre où l'émigration italienne rencontre actuellement des difficultés. On



devine qu'il considère très sincèrement comme sacrilèges les communautés étrangères qui n'acceptent pas de recevoir, sans certaines restrictions, les innombrables produits de l'exubérante natalité italienne.

— Mais, dis-je, monsieur le président, la surface du globe n'est pas illimitée (1) ; cette natalité, admirable en soi, ne pourrait-elle point finir par inquiéter les peuples voisins de l'Italie et moins prolifiques qu'elle ?

M. Mussolini me regarde, ses prunelles flamboient et je crois deviner quelles pensées animent l'esprit du grand maréchal du fascisme. (Ne savons-nous pas d'ailleurs ce que ses adeptes disaient et écrivaient il n'y a pas si longtemps ?) Mais il se contient ; il se souvient opportunément qu'il est devenu chef d'État et il parle de paix, de concorde, de travail et de fraternité. A une question que je lui pose sur le fascisme à l'étranger, il élude le sujet et il se borne à dire que ces groupements pourront faire une œuvre utile en maintenant le sentiment de la nationalité parmi les émigrés italiens établis aux quatre coins du monde.

Il resterait à savoir, songeais-je, si certains peuples verraient d'un bon œil la constitution, sur leur territoire, de groupes italiens compacts, unifiés et prêts peut-être, à la première occasion, à réclamer des droits spéciaux. Mais notre entretien se poursuit et M. Mussolini, très maître de soi, très pondéré, prononce sans éclat un certain

(1) En tout cas la surface *organisée et immédiatement habitable*, sans un apport préalable de capitaux, est loin d'être illimitée.

nombre de phrases laconiques où il envisage avec lucidité les divers problèmes qui se posent à l'heure actuelle.

Quelle impression, en définitive, m'a faite cet instituteur primaire qui débutait il y a quelques années dans une école de village avec un salaire mensuel de 56 lire ?

Est-ce à bon droit qu'en s'emparant de la dictature il a posé hardiment en principe qu'il était de tous les Italiens le plus apte à résoudre les difficultés nombreuses qui menacent aujourd'hui son pays ?

Que son intelligence paraisse vive et audacieuse, que sa bouche soit spirituelle et qu'il soit un homme plein de confiance dans sa propre valeur, voilà ce qu'il ne me paraît pas possible de nier. Sa physionomie est sans aucun doute celle d'un être supérieurement doué, et par ailleurs quelques-uns de ceux qui l'ont connu durant d'autres périodes de sa vie m'assurent que sa fougue, sa résolution s'associent très bien à un esprit calculateur, opportuniste, habile à profiter des contingences et capable quelquefois de tâtonner, d'atermoyer, afin de mieux réussir. (D'ailleurs n'est-il pas lui-même, avant tout, un produit des circonstances extérieures et ses victoires sur les communistes italiens ne résultèrent-elles pas de la débâcle des bolchevistes russes ?)

Oui, je crois volontiers que tout cela est vrai, et je suis persuadé que M. Mussolini n'est pas un personnage vulgaire.

Mais c'est du génie qu'il faudrait pour résoudre des problèmes innombrables et mériter aujourd'hui d'être le dictateur de l'Italie.

Bien avant qu'il conquît Rome, un de ses partisans, M. Pietro Gorgolini, fasciste notoire de Turin, le comparait successivement à Alexandre, à Annibal, à César, à Richelieu, à Charles Quint, à Gustave-Adolphe, à Frédéric II, à Cromwell, à Napoléon, à Bismarck, à Cavour, à Garibaldi, à Crispi.

C'est beaucoup pour un seul homme, et voilà, comme disent les Anglais, *a large order* !

M. Mussolini a-t-il oui ou non du génie ?

Je ne serais pas du tout étonné qu'il en eût, mais, dans l'impossibilité où je suis pour le moment d'en juger, je répète, ainsi d'ailleurs qu'un très grand nombre d'Italiens qui l'attendent à l'œuvre :

« *aspettiamo.* »



Quatre ans plus tard, en relisant ces lignes, quels souvenirs survivent dans mon esprit ?

1° Je me rappelle que M. Mussolini m'impressionna dès lors comme une personnalité très jeune, dominatrice, extraordinairement sûre d'elle-même, apte en même temps à se contenir et à bien feindre. Il croit vraiment que « c'est arrivé ». Je me rappelle avoir pensé, pendant qu'il parlait, que si l'étudiant Prinzip n'avait point tiré sur l'archiduc, mon important interlocuteur ne serait sans doute encore qu'un pauvre agitateur socialiste discutant, avec quelque obscur Lénine, dans l'officine d'une petite gazette révolutionnaire de Zurich. Ainsi vont les affaires du monde.



2° Je me rappelle la conviction joyeuse avec laquelle il attesta son profond mépris pour l'antiquité, les musées, le royaume des ombres, et je trouve intéressant de constater aujourd'hui qu'il est devenu un Mécène protecteur des archéologues, un évocateur de la grandeur de Rome, un conférencier d'histoire racontant avec émotion la destruction de Carthage.

3° Je me rappelle que, s'étant exprimé d'une manière réservée et très prudente sur tout le reste, il eut des instants de volubilité quand il aborda la question tunisienne, celle, sans contredit, qu'il avait le plus à cœur. Je me souviens très bien d'avoir, par prudence, atténué dans le *Temps*, plutôt qu'accentué le caractère de sa déclaration sur ce point. Elle fut, en réalité, insistante, prolongée et empreinte d'un caractère de gravité. Quand il s'écria d'un ton horrifié : « C'est cela, ou Malthus ! » je me suis dit : après tout, si la loi de Malthus agit très fortement en France ; si sous le nom de *birth control* elle amoindrit désormais la natalité anglaise ; si dans les grandes villes allemandes elle sévit avec intensité ; si les Américains du Nord sont très peu prolifiques, pourquoi les Italiens du Sud seraient-ils les seuls blancs à se reproduire comme aux premiers âges du monde ? S'il vous convient de procréer des myriades d'enfants, libre à vous ; c'est que vous savez, apparemment, comment leur faire un sort sans pour cela être obligés de nuire à la civilisation. Car préméditer une guerre, c'est, après tout, commettre un bien plus grand crime encore que d'écouter les conseils de Malthus.

## CHAPITRE V

### LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DU FASCISME

I. Mussolini francophile... mais est-ce à la manière de Crispi?  
— II. La politique de l'intimidation : Retenez-moi, ou je fais un malheur ! — III. Celui qui attire l'attention sur lui est surveillé. — IV. Au moment solennel que ferait-il ? — V. Une opinion de Bonaparte. — VI. — Aimons-nous, mais que ce ne soit pas féroce. — VII. Ce qui est changé depuis l'avènement du fascisme. — VIII. Le dossier du nationalisme. — IX. La « grande prolétaire » serait-elle une Bolchevique d'une nouvelle sorte ? — X. Rendons-nous justice les uns aux autres. — XI. L'Italie débarrassée de toute crainte dans le Nord inaugure l'ère méditerranéenne. — XII. Ceux qui veulent rénover la France ! — XIII. R souvenir de Carthage. Mussolini en redingote et Mussolini en chemise ou le nouveau Janus. — XIV. Si nous pouvions donner satisfaction à l'Italie. — XV. L'Italie et les Anglais.

Le présent chapitre devrait être, de tous ceux qui concernent l'Italie, le moins difficile à écrire. En effet, s'il est toujours délicat, pour un étranger, de paraître s'immiscer dans le régime intérieur d'un peuple, comment ne se sentirait-il pas entièrement libre quand les rapports de plusieurs peuples entre eux sont en jeu ?

Il s'agit alors d'une discussion où la valabilité

de divers arguments contradictoires est courtoisement envisagée. A quel titre une nation prétendrait-elle considérer la moindre observation comme une insulte, quand sa propre presse emploie, à chaque instant, à l'égard des autres pays, le langage le plus véhément ?

Je ne ferai pas à nos amis d'Italie l'injure de prétendre qu'il soit plus difficile de parler d'eux que des Anglais ou des Allemands. Je ne tolérerai pas qu'on leur impute une telle infériorité. Les peuples de civilisation égale ont pris l'habitude de se juger les uns les autres en toute indépendance d'esprit. A ce qu'il me semble, plus ils sont sûrs d'eux-mêmes et plus est imperturbable le flegme avec lequel ils accueillent la critique des étrangers. Je défie un journaliste continental de faire mettre en colère des Anglais, à moins qu'il ne commette la maladresse de s'en prendre à la personne même de leur roi.



Un Français appliqué à l'étude de la politique extérieure italienne voit, d'emblée, deux séries de symptômes dont la contradiction l'embarrasse.

Rarement les relations officielles franco-italiennes avaient été aussi paisibles et aussi courtoises que durant la période comprise entre l'avènement du dictateur, à la fin de 1922, et les derniers mois de 1926 quand se produisirent, contre sa personne, les attentats de Porta Pia et de Bologne. Après la tentative de Lucetti, un bizarre discours prononcé par Mussolini est venu contredire brusquement cette observation générale. Un



homme d'État, convenons-en, ne donne pas un signe de supériorité quand il s'abandonne à la nervosité parce que sa personne a été menacée. Quant aux odieuses violences commises à Vintimille sur des citoyens français, au lendemain de l'action criminelle de Bologne, rien ne les excuse. Mais, avant ces deux incidents, d'ailleurs graves, on pouvait dire, reconnaissons-le, que les rapports officiels franco-italiens s'étaient améliorés sous le régime fasciste et n'étaient plus troublés par ces grossières manifestations très fréquentes avant octobre 1922.

Encore aujourd'hui, quand des Français de marque se rendent en Italie, ils sont reçus avec une considération et un empressement très agréables. Les représentants de la France, chaque fois qu'ils ont un éclaircissement à demander à M. Mussolini ou à ses seconds, sont toujours accueillis de la manière la plus amicale. Dans les interviews qu'il accorde à la presse, le Duce s'exprime à l'égard de notre pays avec modération et courtoisie :

« Il faut, dit-il, aborder franchement et sans périphrases les problèmes que doivent résoudre en commun la France et l'Italie. Chacun y gagnera. Aucune question vitale ne nous divise ; aucune difficulté n'est insoluble : ni politique, ni économique, ni coloniale, ni ethnique. Nous ne devons que réfléchir, prévoir et nous accorder. »

Aussi bien, M. Mussolini lui-même, jusqu'à présent, a voulu être réputé francophile ; sa culture est toute française ; il a enseigné notre langue. En fait, comme homme, il ne nous est nullement hostile. Quoi qu'il puisse dire parfois, des

Français seront toujours disposés envers lui à une particulière complaisance, car enfin, quand il s'est agi de décider si l'Italie participerait à la guerre, sa courageuse agitation inspirée par des sympathies qu'il disait avoir pour notre cause n'a pas été sans influence.

Mussolini eût pu, alors, se cantonner dans le neutralisme de son parti. Mais non ! A un moment où cela nous était utile, il a voulu la guerre, après quoi il y a personnellement pris part. Quand nous avons à le juger aujourd'hui, tenons-lui largement compte de l'attitude qu'il a eue en 1914. Imposons-nous l'effort de persister, aussi longtemps que cela paraîtra plausible, à voir en lui notre grand ami.

Non seulement Mussolini a fait figure de francophile, mais encore bien des traits de sa carrière le montrent hostile aux Allemands. En 1909, nous l'avons dit, il écrivit contre eux une brochure relative au Trentin. Tout récemment, on a vu avec quelle énergie il est intervenu dans la question du Haut-Adige quand ses discours violents ont soulevé l'indignation de la Germanie. Il est important de savoir qu'en prenant l'initiative de telles attaques, M. Mussolini a, en quelque sorte, révélé à son propre peuple qu'il existait pour lui, depuis le traité de paix, une question de cette nature. Les Italiens n'en avaient cure ; la plupart d'entre eux n'avaient sur la question du Trentin que des notions vagues ; ils étaient depuis longtemps retournés à leurs idées d'avant guerre qui étaient loin d'exclure une certaine admiration pour l'Allemagne. C'est la vocifération mussolinienne qui vient de les contraindre à re-

garder, avec un certain effarement, vers la frontière des Alpes.

M. Mussolini, vous l'aurez déjà remarqué, se donne quelquefois les gants de connaître l'Allemagne, de la surveiller personnellement, de dénoncer ses armements, ses desseins secrets. On pourrait même aller jusqu'à dire qu'il se montre souvent plus germanophobe que nous-mêmes et que, quand il soupçonne en nous la velléité de nous rapprocher de nos anciens ennemis, il s'inquiète, il s'inquiète pour nous et son agitation devient extrême.

Sans vous abuser, en quoi que ce soit, sur la constance de tels sentiments, et sans croire qu'ils engagent en rien l'avenir, (nous en jugerons mieux encore tout à l'heure) vous voyez quelles raisons nombreuses et importantes nous avons eues de ne point détester Benito Mussolini.



Tout cela étant admis, que signifie la grande et menaçante clameur qui monte périodiquement du sol italien ? Comment faut-il la comprendre ? Comment s'expliquer ses renouvellements ? Qu'une intempérance de langage se produise une fois ou deux fois, qu'un accident oratoire survienne, cela peut, à la rigueur, s'admettre. Mais de quelle manière justifier la récurrence de tels excès ? Ce ne sont que discours à la poudre sèche et à l'épée aiguisée ; ce ne sont que promesses d'une année « napoléonienne » ; ce ne sont qu'exhortations à l'héroïsme et desseins de reconstituer l'empire romain !



Quand on s'informe amicalement, auprès des Italiens instruits, du sens de toutes ces grandiloquences et quand on essaie de leur donner à comprendre qu'un peuple n'est pas sage s'il fait toujours blanc de son épée, ils sourient finement et déclarent que ces rodomontales sont seulement une nourriture grossière accordée à l'esprit enfantin d'une plèbe qu'il faut garder en haleine et dont il est indispensable en même temps de contenir l'impatience. « Mais, ajoutent-ils, des étrangers éclairés ne devraient pas être dupes de ces artifices destinés en réalité à agir sur la situation intérieure. Naguère, les combinaisons et les palabres de la politique étaient pour les Italiens des distractions perpétuelles et toujours renouvelées. Or, le fascisme les a supprimées. Il faut bien qu'il compense leur perte, la perte de toutes les libertés, en donnant désormais au peuple cette illusion que, grâce à sa nouvelle discipline, il joue enfin un rôle de premier plan dans les affaires de l'Europe et se prépare à des actions grandioses.

On fait valoir et sans mentir que, jusqu'à présent, la diplomatie fasciste n'a point connu un seul échec. L'affaire de Corfou a bien tourné pour elle. Le 5 décembre 1925, la négociation italo-égyptienne, ajournée depuis 1919, aboutit à d'importantes cessions dont l'Italie fut bénéficiaire. L'entrevue du 29 décembre 1925 à Rapallo qui allait être suivie en 1926 de celle de Livourne, flatta l'amour-propre italien. C'était sir Austen Chamberlain qui venait lui-même négocier avec le chef de l'État sur le territoire national, tandis qu'autrefois les ministres italiens se rendaient à

Londres, attendaient en sollicitateurs et, dit-on, n'obtenaient rien. Le prestige de l'Italie dans l'Univers, souligne-t-on, a considérablement augmenté. M. Mussolini lui-même déclare que grâce aux méthodes instituées par lui, l'Italie peut regarder aujourd'hui les autres puissances européennes « les yeux dans les yeux ». Eh bien, oui, c'est vrai, il semble que Benito Mussolini, par le vent de ses moulinets, ait impressionné ses divers interlocuteurs diplomatiques.



Cependant distinguons : la politique « à l'esbroufe » entraîne inévitablement des conséquences qui, à la longue, ne sauraient être toutes avantageuses. Profitant d'un moment où les colosses de la force et de la richesse, voulant panser leurs blessures, ont retiré leur armure et fredonné des romances sentimentales, M. Mussolini, persuadé que personne pour le moment ne voudrait occuper l'arène sanglante, s'y est précipité et, devant l'horizon vide, il a lancé de retentissants défis.

Les géants meurtris ont observé avec ahurissement ce paladin imprévu, ce « cavalier seul » et, interloqués, ne sachant trop s'il s'agissait d'un héros, d'un fou, d'un mystificateur ou d'un malin, ils se sont tenus sur la réserve, évitant, en tout cas, d'engager le fer avec le sien, avant d'avoir procédé à un supplément d'enquête.

L'attitude d'intimidation peut réussir pendant la période où, provisoirement, les puissants ont résolu de se montrer timides. Le grand mérite

de M. Mussolini fut d'être assez astucieux pour profiter de cet entr'acte.

« Retenez-moi, donnez-moi satisfaction ou je fais un malheur ! » criait-il. A tout hasard on lui céda, mais ses attitudes n'avaient pas passé inaperçues.

Même la calculatrice Albion descendit du Nord pour regarder de près ce champion exubérant, ce latin tapageur, ce glorieux, se demandant si elle ne pourrait pas exploiter son besoin de prestige personnel pour faire de lui un nouveau Napoléon III qui expédierait, le cas échéant, quelques centaines de milliers d'hommes vers une nouvelle Crimée...

Mais, si la froide combinatrice aime bien les conquistadores étrangers dont il lui est possible, momentanément, de faire servir les aventures à ses nécessités propres, elle éprouve de l'inquiétude et de l'antipathie quand ceux-ci multiplient les allusions à la destruction de Carthage, déclarent être les continuateurs de l'empire romain, prétendent devenir les gérants, les concierges de la Méditerranée et, en somme, exposent des plans qu'on ne saurait exécuter sans changer tout le cours de la civilisation. Préférant avant tout le *statu quo*, Britannia, *on the look out*, tient aujourd'hui l'Italie dans une observation attentive, différant le moment de décider si toute cette exubérance pourra être, oui ou non, employée par elle.

La France, elle, animée inlassablement des meilleurs sentiments envers l'Italie, n'est cependant pas disposée à une abdication que sa « sœur latine » lui réclame quelquefois comme un dû. Les discours de M. Mussolini ne l'ont pas frappée



de panique ; ils l'ont simplement alertée. Toute politique éventuelle d'expansion italienne met en cause des intérêts français : en Tunisie, à Tanger, à Djibouti, en Syrie, sans parler de la cession éventuelle du Togo ou d'un autre mandat africain, sans parler de cette immigration italienne qui est devenue abusivement une colonisation intensive du Sud de la France et que les insistances du fascisme nous ont révélée comme un danger trop longtemps toléré. Voilà donc la France « à l'herte », *all'erta*, regardant de haut ce qui se passe.

L'Allemagne a encore le souvenir douloureux des sarcasmes et des violences de M. Mussolini. Quand, précisément, le Reich, de par le traité de Versailles, avait le devoir juridique d'être désarmé, il s'entendit signifier par M. Mussolini que l'Italie se montrerait au besoin implacable, disposant de forces formidables et irrésistibles. On ne pouvait faire mieux pour inspirer à l'Allemagne la conviction que son propre réarmement, à elle, était indispensable. En effet, eût-elle été exposée à s'entendre ainsi traiter quand elle était armée ? Parlons franchement : M. Mussolini eût-il osé lancer un défi aux Allemands, s'ils avaient, en 1926, disposé de leur organisation de 1914 ?

L'Espagne, inquiète, hésite à suivre M. Mussolini dans la voie où celui-ci eût voulu l'entraîner ; la Roumanie n'approuve pas le traité conclu par M. Averesco ; la Yougoslavie s'exaspère des sévices infligés aux minorités slovènes en Italie, comme des menées italiennes en Albanie ; la Tchécoslovaquie est méfiante, la Grèce,

depuis la chute de Pangalos, cherche sa voie. La Russie juge surprenant que l'Italie soit précisément, de toutes les puissances conservatrices, celle qui la traite avec le plus de cordialité apparente. Ce bloc enfariné lui est suspect et cela se conçoit bien. Quant à la Turquie, peuplée de gens fort coriaces et peu habitués à plaisanter, elle se tient en état de semi-mobilisation, prête, chacun le sait, à résister à toute entreprise italienne en Anatolie. Alarmée par des rumeurs toujours plus menaçantes elle ne cesse d'augmenter ses précautions militaires, et, à Odessa, elle s'est rapprochée de la Russie qui pourrait lui fournir, tout au moins, un grand matériel de guerre. La Turquie, adossée à la Russie, c'est quelque chose. Mais l'occasion est belle, pour M. Mussolini, de nous montrer qu'il n'évoque pas en vain l'ombre de Jules César. Va-t-il se borner toujours à vociférer ? Quand ira-t-il pourfendre les *Teurs* ?

De sa colonie d'Erythrée, l'Italie a jeté ses regards sur l'autre rive de la mer Rouge. Elle a signé un traité de commerce avec l'iman Yahia, le chef arabe du Yemen, et s'est ainsi réservé l'exportation des produits de ce territoire. Des techniciens italiens entreprendront, dit-on, sa modernisation. Une ligne de navigation va relier directement l'Yemen à l'Erythrée. Mais de telles nouvelles ont exaspéré la presse arabe d'Égypte. Les patriotes égyptiens s'inquiètent des visées de l'Italie dans la mer Rouge. En Abyssinie, le ras Taffari, pour les mêmes raisons, se tient de plus en plus sur ses gardes. Quant à l'Angleterre, en dépit des conversations entre M. Chamberlain et M. Mussolini, il est improbable qu'elle consente

à voir italianiser les deux rives de cette étroite mer Rouge qui est la route des Indes. Il suffit de regarder une carte pour comprendre que, là aussi, les projets de l'Italie pourront se heurter à de grands obstacles.

En réalité, les clameurs de M. Mussolini ont tout d'abord valu à l'Italie certains avantages payés aujourd'hui par l'inconvénient qui résulte pour cet homme d'État d'être désormais attentivement surveillé, entouré de puissances dont le silencieux travail pourrait un jour se manifester de la manière la plus imprévue.

M. Mussolini, jusqu'à présent, a spéculé sur les désirs de paix des puissances européennes pour donner à entendre que si on l'exaspérait, il n'aurait pas peur, lui, de faire parler la poudre. Il compte ainsi exploiter l'instabilité du monde pour réaliser sans coup férir un programme d'expansion. Mais l'inconvénient d'un tel système, c'est d'être vite percé à jour et d'obliger celui qui le pratique à enfler toujours davantage sa voix. Or il y a des limites, même aux pires excès. Celui qui croirait pouvoir intimider toujours ses semblables, ferait peut-être, à la longue, un mauvais calcul.

Néophyte de la politique extérieure, M. Mussolini donne l'impression de chercher fiévreusement une idée de génie, une décisive trouvaille, un stratagème auquel personne n'aurait pensé avant lui. Mais la politique extérieure, comme la finance, met un homme d'État aux prises avec des forces latentes contre lesquelles les procédés de la réunion publique ne peuvent rien. Aussi a-t-il si souvent, déjà, modifié ses desseins que le



monde a pris l'habitude de compter avec son instabilité et de prévoir, de sa part, de nouvelles volte-face.

A l'heure où ce chapitre est écrit, M. Mussolini semble vouloir neutraliser la petite entente en constituant un bloc roumain-bulgare-grec et magyar. Il serait, en effet, plausible d'exploiter contre la Yougoslavie les rancunes bulgares. Mais, non loin des Bulgares, il y aussi les méchants Turcs avec lesquels tous les peuples balkaniques sont habitués à compter. Et puis le temps n'est pas si ancien où M. Mussolini voulait s'allier aux Yougoslaves afin de corriger les Bulgares de Stamboulisky et les Grecs déraisonnables. M. Mussolini a, en matière de politique extérieure, des convictions fortes, mais ce ne sont pas toujours les mêmes. Naguère, il avait rêvé d'unir contre ces « nations repues » : la France et l'Angleterre, les « nations prolétaires » : L'Italie, l'Allemagne et la Russie. Mais l'Allemagne, il l'apprit vite, ne désirait pas du tout être classée de cette manière péjorative. Plus tard, le dictateur a songé à créer le bloc latin-catholique, composé de l'Italie, de la France et de l'Espagne. Il s'agissait alors de mettre les Anglais à la porte de la Méditerranée.

A la fin d'octobre, d'après la presse fasciste, l'Italie était toute prête à donner à la France des preuves de son bon vouloir et de son amitié. D'« importantes négociations » allaient s'ouvrir entre les deux pays. Mais, en novembre, l'*Impero* et d'autres journaux italiens annonçaient la restauration de l'amitié italo-allemande. Grâce à cette restauration, l'Europe allait enfin commen-

cer une vie nouvelle. La question du Trentin n'était en définitive qu'une bagatelle. Plus de malentendus désormais entre l'Italie et l'Allemagne ! On eut, un certain temps, l'impression qu'à l'occasion de discussions ouvertes en vue d'un traité d'arbitrage le Duce avait fait à Berlin certaines avances. Quand je corrige les épreuves de ce livre, je manque de données assez précises pour adopter, au sujet de ces tentatives, aucune conclusion et j'en déduis seulement une démonstration nouvelle de la versatilité de l'homme qui nous occupe. Manifestement, il est à la recherche du « plus offrant ». S'est-il mis dans la tête de nous devancer, à Berlin ?

De bloc en bloc et de système en système, M. Mussolini donne, en définitive, l'impression de combiner de perpétuelles embuscades et de n'avoir en réalité qu'un but : celui de prendre, n'importe quand, n'importe quoi, à n'importe qui. Il s'efforce de susciter des circonstances que l'Italie, croit-il, pourrait exploiter parce qu'elle en aurait été l'initiatrice. Mais les puissances, grandes ou petites, voient clair dans ces turbulences. Elles ont, à l'unanimité, compris que le fascisme cherche à réaliser, sans trop de risques, et le plus tôt possible, une affaire.

Chacune sait très bien que si des complications graves survenaient en Europe, M. Mussolini se rangerait, spontanément, du côté qu'il supposerait pouvoir lui assurer les meilleurs avantages. Tout ce qu'il aurait pu dire préalablement resterait lettre morte. On l'attend donc à l'échéance. Ainsi, à vouloir être trop habile, on s'affaiblit. Le monde finit par se persuader qu'un personnage

si machiavélique et aux intentions si variables, ne saurait jamais montrer de sincérité durable, et qu'il faudra décidément connaître l'ultime aboutissement des événements pour savoir de quel côté ses calculs de la dernière heure le porteront.

M. Mussolini, dans son désir ardent, et pour ainsi dire touchant de bien faire, échafaude à toute occasion un système nouveau ; il bâtit fiévreusement dans son imagination un monde dont l'Italie serait le centre. Ce centre, il en est le maître, mais l'Univers autour de lui se dérobe obstinément à son attraction.

La politique extérieure d'un peuple est une œuvre de patience ; il est impossible d'y introduire la précipitation fébrile d'un parti, en quête de ces mêmes succès immédiats que les coups de théâtre de la politique intérieure procurent quelquefois. On a dit maintes fois, et nous le redisons, que le parti fasciste est un parti pressé. Voilà précisément ce qui compromet sa politique extérieure ; il met tant de hâte à modifier ses desseins qu'on se demande s'il a jamais su, exactement, ce qu'il voulait.

L'enchevêtrement et l'interdépendance des intérêts nationaux, l'arbitraire des frontières, les morcellements de l'Europe, les contradictions économiques qui compliquent la situation de chaque état et l'empêchent d'adopter une politique précise, tous ces éléments rendent évident aux nationalistes eux-mêmes que l'Occident devra tendre à s'unifier. Il se guérira par la synthèse de ses forces, s'il doit survivre. L'Europe est persuadée que pour un long laps, tout au moins il lui faut vivre en paix ; elle sent que la guerre doit



être bannie momentanément de ses intentions.

Anachronique lui paraît donc M. Mussolini avec ces ténébreux et variables projets de coalitions qu'il ne cesse de proposer aux uns contre les autres et qui devraient logiquement aboutir à une conflagration dont personne ne veut... pas même lui.

Ce qu'il préconise, c'est, en définitive, l'aggravation des anciennes conspirations diplomatiques : c'est le retour à des procédés périmés dont les grandes puissances viennent de comprendre la vanité et auxquels, justement, elles cherchent à substituer des possibilités d'entente.

Rien ne garantit d'ailleurs que l'exaltation fasciste ne finira point par faire survenir une catastrophe. Un malin, appliqué à simuler la folie, escompte le désir de paix de ses voisins et croit qu'on lui cédera toujours, pour ne point déterminer en lui un accès de fièvre chaude. Mais un jour pourrait venir où sa malice s'envenimerait au point de ressembler à une folie véritable dont résulterait, à l'improviste, le malheur des hommes.



C'est donc, tout compte fait, un jeu dangereux celui qui consiste à surexciter chaque jour davantage les convoitises de partisans turbulents et à leur laisser croire que le jour est prochain où ils pourront faire main basse, à leur gré, sur des biens situés hors de l'Italie. S'ils sont « impatients », n'est-ce point parce qu'on leur a fait d'imprudentes promesses ? Un jour, c'est la parole du chef qui enflamme ses séides et, le lende-

main, la frénésie des séides exige du chef des paroles toujours plus audacieuses. En outre, si l'on compare le langage courant des journaux aux discours intermittents du Duce, on voit qu'en dépit des assurances officielles données aux étrangers, une tactique d'excitations chauvines se poursuit sans arrêt.

En des instants d'inquiétude et de pessimisme, on se prend à songer à ce que fut l'attitude de ce signor Crispi qui, tout en s'obstinant à grouper contre nous nos ennemis, envoyait l'escadre de la Méditerranée saluer M. Carnot lors de son passage à Toulon en 1890, et déclarait la même année dans un discours :

« Personne ne conçoit et ne saurait concevoir l'Europe sans la mission de cette France qui est le plus sympathique sourire de la civilisation moderne et possède une force d'attraction irrésistible (1). »

(1) Ces lignes étaient écrites quand j'ai lu dans l'*Afrique française*, publiée à Tunis (avril 1924), les considérations suivantes : « M. Mussolini a rarement manqué de se dire notre ami. *Il l'est en réalité comme l'était François Crispi.* Les admirateurs du dictateur et lui-même ne perdent pas une occasion de souligner l'analogie qu'il a avec l'homme d'Etat italien qui nous a le plus détestés depuis et avant l'unité du Royaume. *Tenons-nous donc sur nos gardes* et ne tombons pas bénévolement dans les pièges que « nos amis » cherchent à dresser sur notre route. »

Voilà une coïncidence inquiétante. Quoi ! Une reminiscence, hasardée par moi comme une boutade, avait déjà hanté d'autres esprits. Faut-il donc la prendre au sérieux et se demander si M. Mussolini, à son tour, n'essaie pas de grouper nos ennemis ou même de nous susciter des inimitiés ?... il dit pourtant qu'il nous aime. Un trait commun à quelques politiciens italiens c'est d'avoir médité Machiavel, un auteur beaucoup moins machiavélique qu'on ne le croit et dont toutes les malices m'ont toujours paru cousues de fil blanc. Que dit Ma-

Cependant, la situation actuelle est très différente des temps que nous évoquons. L'Italie et la France, en pleine épopée, ont renouvelé l'alliance du sang. L'Italie a aujourd'hui un chef dont l'acte le plus mémorable, songeons-y toujours, a été précisément de s'insurger contre l'impératif légué par Crispi. Pendant toute la crise de la Ruhr, dit un observateur de premier ordre, « l'attitude de M. Mussolini a été aussi serviable que possible et telle que nous n'aurions pu en attendre de pareille d'aucun autre chef de gouvernement italien ». Lors de la catastrophe du *Dixmude*, toute l'Italie se leva pour rendre hommage à la dépouille d'un mort illustre...



Il a fallu l'évocation du nom fameux de Crispi pour nous rappeler que, si l'Italie nous cause parfois certaines préoccupations, ce n'est point là un phénomène qui soit particulier au temps présent.

« L'Italie, écrivait Taine, fille aînée de la civilisation moderne, imbue de son droit d'aînesse,

chiavel ? Il dit : « Le point est de bien jouer son rôle et de savoir à propos feindre et dissimuler. » Il semble qu'il n'y ait point là une grande découverte. Pourtant une feinte, quand elle est persistante, finit par suggestionner certains esprits de valeur ordinaire. La pénétration est une qualité psychologique dont la majorité des humains est dépourvue. On peut même être très instruit, très éloquent, très laborieux et très naïf, très sensible à la flatterie. Voilà pourquoi, avec leurs ruses enfantines, les machiavéliques réussissent souvent. L'art de désarmer un homme d'Etat ou un diplomate étranger c'est de paraître avoir pour son génie personnel une admiration mêlée de crainte.



obstinée dans sa rancune contre les Transalpins, héritière haineuse de l'orgueil romain et du patriotisme antique... » Et Taine citait ces lignes écrites, le 29 septembre 1797, par Bonaparte (qui devait s'y connaître) à propos de l'Italie : « Un peuple foncièrement ennemi des Français, par préjugés, par l'habitude des siècles, par caractère. »

La vérité semble être que les rapports franco-italiens ont toujours été faits d'alternatives et de contrastes. Dans ces rapports, en bien ou en mal, la passion l'emporte le plus souvent sur la raison. Grands élans d'affection et grands soubresauts de colère. Querelles de cousines susceptibles qui, dans les crises les plus graves, se rappellent à temps leur parenté et s'embrassent en pleurant !

En 1859, l'armée française créait l'unité italienne et, en 1875, les Milanais (ô Napoléon III !) recevaient avec enthousiasme la visite de l'empereur allemand, accompagné de Moltke. En 1881, la France ayant occupé la Tunisie, l'Italie s'alliait aussitôt à l'Allemagne et à l'Autriche. Bien avant qu'on entendît parler de Mussolini, la gallophobie et la mégalomanie s'étaient incarnées dans Crispi. Mais d'autre part, en 1914, la masse populaire italienne se montrait hostile à l'idée de combattre à côté des Germains et, au moment suprême, elle semblait malgré tout subir l'influence sentimentale de la parenté latine.

« Si, écrit le professeur italien Salvemini dans la revue américaine *Foreign Affairs*, les gouvernements de Vienne et de Berlin avaient, en temps voulu, offert à l'Italie le Trentin et une part

convenable dans les conquêtes coloniales que procurerait l'éventuelle victoire, il est certain qu'une écrasante majorité, *non point dans le peuple*, mais parmi les hommes d'État, aurait amené le pays à participer à la guerre dans les conditions prévues par la Triple Alliance. Mais les gouvernants austro-hongrois n'entendaient rien céder aux nationalistes italiens. En outre, l'intervention inattendue de l'Angleterre en faveur de la France produisit un revirement dans l'esprit des politiciens italiens. La victoire de la Marne fit le reste. » En un mot, l'Italie politique déterminait son attitude après avoir bien considéré le pour et le contre et soupesé les forces en présence. Mais l'Italie populaire, elle, d'instinct, fut toujours, de cœur, avec nous, comme nous serons toujours, de cœur, avec elle.



Hélas ! au lendemain de la guerre mondiale, les Italiens, au lieu de se réjouir de tout ce qu'ils obtenaient, grâce à la victoire de la coalition dont ils avaient si glorieusement fait partie, s'indignaient des obstacles opposés à leurs désirs illimités. Comme toujours en pareil cas, ils s'en prenaient à la France, accusée par eux, à ce moment-là, d'avoir des sympathies pour les Yougoslaves, pour les « Croates ». Des soldats français étaient lâchement assassinés dans Fiume. Une mission militaire française, expressément invitée par le gouvernement royal, était insultée à Venise. J'ai vu moi-même à Turin les blocs de pierre qui bombardèrent notre consulat. A

Naples, la France était huée. A Rome, notre ambassade devait être gardée par la troupe.

Il faut se rappeler l'époque déplorable durant laquelle le premier ministre Francesco Nitti était toujours prêt à concevoir, dans la fermentation de son esprit, des formules qui nous fussent nuisibles, toujours prêt à surenchérir sur les palinodies du peu loyal M. Lloyd George. Le ministre Nitti, dit-on, ne cherchait pas à réagir contre les venimeuses campagnes de presse entreprises contre nous dans son pays et il fut remarqué que les journaux les plus soumis à son influence étaient les plus acharnés à nous dénigrer.

Dans le flot des événements nouveaux, on aurait tendance à perdre de vue que les manifestations d'une certaine animosité italienne à notre égard ne datent pas du tout de l'avènement de M. Mussolini. En réalité, avec des aspects multiformes et pour les mobiles les plus variés, elles n'ont guère, depuis 1870, cessé de se produire.

Pourquoi, demande M. Charles Roux (l'ancien *alter ego* de M. Barrère, à notre ambassade à Rome) dans un remarquable article de la *Revue des Deux-Mondes*, pourquoi, au lendemain de la guerre, le sentiment de déception, d'amertume, d'irritation de l'Italie se manifesta-t-il surtout contre la France ?

« Parce qu'il ne pouvait en être autrement, étant donné les habitudes sentimentales et intellectuelles des Italiens. Ils prétendent que, nous aimant plus et mieux que tous les autres, ils nous en veulent davantage quand nous ne répondons pas à leur attente ; que, nous ayant donné plus de leur cœur pendant la guerre, ils ressentent davan-



tage ce qu'ils appellent notre ingratitude. Cette explication est un peu forcée, mais non pas inexacte. Elle n'est toutefois pas complète. Il y faut ajouter que nous sommes, invariablement, pour les Italiens le point de mire et le terme de comparaison. Ce sont là d'excellentes conditions pour que nous devenions leur bouc émissaire, quand il leur en faut un. »

Les Italiens nous aiment et se sentent nos frères latins, mais à la condition que nous devançons tous leurs désirs et que, par exemple, sur notre propre territoire (le seul champ d'émigration qui leur soit aujourd'hui largement ouvert), ils puissent mener à leur guise leurs desseins. Ils nous aiment réellement, sincèrement, tant qu'il nous est possible de ne pas les contrecarrer. Si nous risquons une observation, ils sont tout de suite enclins à nous exécrer et à concevoir le désir de nous corriger en se substituant à nous dans la jouissance de nos biens.

Quelques-uns de mes amis de Rome vont me dire que décidément j'exagère. Eh bien, oui, j'en conviens, j'exagère un peu, mais pas tout à fait autant qu'ils le croient. S'il nous était permis d'exprimer un vœu, nous préférerions une Italie qui, tout en continuant à nous aimer, le fît avec moins de fougue et plus de ferme raison. Apportons de part et d'autre un peu de sagesse à l'amélioration de nos rapports et, réciproquement, reconnaissons les torts que nous avons pu avoir.



Si M. Mussolini n'a fait qu'hériter de ten-

dances latentes, chroniques, bien antérieures à son avènement, et s'il apporte même, dans les rapports franco-italiens, lui, personnellement, la préoccupation tout au moins extérieure de rester avec nous en des termes de parfaite confiance, qu'y a-t-il donc de changé depuis qu'il détient le pouvoir ?

Nous avons, dans un chapitre précédent, montré comment le fascisme primitif, d'origine révolutionnaire, s'était trouvé grossi et pour ainsi dire submergé, à la fin de 1921, par tous les éléments conservateurs qui s'étaient soudainement incorporés à lui. Aucune action sociale de vaste envergure et de longue durée n'est possible si ses chefs ne disposent pas du « nerf de la guerre ». Qui veut la fin veut les moyens, et Mussolini, emporté par la haute idée qu'il avait de sa destinée, accepta, pour les besoins de sa cause qu'il identifiait naturellement avec le bien public, les subventions que ne lui marchandèrent pas les détenteurs de la richesse.

Quelques historiens étrangers ont adopté l'idée simpliste qu'il s'est, en cette circonstance, vendu au plus offrant comme un vulgaire *condottiere* du moyen âge. Considérant tout ce que nous savons de son passé, nous nous croyons autorisés à considérer comme trop peu analytique cette explication grossière.

Il n'en est pas moins vrai que, devenu le généralissime d'une armée irrégulière, il eut besoin de fonds, en reçut, ce qui permit à ses adversaires de dire que les fascistes étaient les soldats de ceux qui les soldaient. Et, se trouvant dans cette situation, il était inévitable que Mus-

solini eut à composer avec les membres du parti nationaliste. Ceux-ci, en effet, depuis longtemps, étaient précisément les hommes de confiance des industriels, des fabricants d'armes et de l'état-major. En fait, pour deux raisons différentes et très fortes, les fascistes, ces anciens révolutionnaires, se trouvèrent entraînés dans l'alliance nationaliste. D'une part, celle que nous venons de dire fut indéniable. Mais, d'autre part, les membres du *fascio*, presque tous des combattants de la grande guerre, avaient eux-mêmes conçu, dans la tranchée, l'idéal d'une société disciplinée, hiérarchisée, rendue plus apte, par sa sévère unité, à mieux faire valoir ses droits devant l'étranger. Et cet idéal nouveau coïncidait singulièrement avec la doctrine exposée pendant la guerre de Tripolitaine par le parti nationaliste.

« L'idée de nation, seule réalité effective et vivante, écrit Bonomi, constituait aussi la substance du nationalisme traditionaliste, restaurateur des valeurs religieuses, négateur inflexible de la démocratie, du régime parlementaire et de toutes les théories socialistes. Aussi le fascisme finit par se reconnaître dans le nationalisme : « Nous vous avons apporté le nombre, dit un » jour le chef des fascistes, et vous nous avez apporté la doctrine. » Ainsi le fascisme devint le national-fascisme. »

Mussolini, marchant sur Rome durant les fameuses journées d'octobre 1922, n'avait pas été rejoint à Civita-Vecchia par le prolétariat révolutionnaire, mais par les « chemises bleues », par les hommes de la nouvelle droite, les hommes du



nationalisme, et, avec eux, il était entré dans la capitale pour y instaurer, d'accord avec eux, sa dictature. Je me rappelle très bien comment je rencontrai à Rome, en octobre 1922, un journaliste italien que je connaissais de longue date. Cet écrivain de talent, appartenant au parti nationaliste, m'expliqua que le rôle des hommes en « chemise bleue », dévoués avant tout à la monarchie, était de surveiller l'évolution du mouvement fasciste qui, jusqu'au dernier moment, avait été soupçonné d'incliner vers l'idée républicaine.

Et mon ami, parlant de Mussolini, eut ce mot :

— Il est de la lignée de Cavour ; il réalisera, lui, la grande Italie.

Voilà comment le parti fasciste, riche en énergies et en facultés d'action, mais pauvre d'idées de culture et d'expérience, subit la greffe que lui apportaient les nationalistes. Les chefs de ceux-ci, comme Federzoni, Corradini et Rocco, étaient des intellectuels de premier plan, sortes de Maurras italiens, dont l'assurance était renforcée d'ailleurs par ce sentiment qu'ils représentaient de substantielles, d'indispensables influences.

Le fascio, issu primitivement du syndicalisme, devint l'armée de ce parti qui avait toujours prêché le chauvinisme le plus extrême, le culte de la force, les idées d'expansion et qui prétendait être le serviteur respectueux du trône et de l'autel.

De telles considérations inspirent à beaucoup de gens cette conclusion que l'idéologie actuelle du fascisme, ses manifestations grandiloquentes,

ses revendications âpres ne lui viennent pas de son inspiration primitive. Elles sont issues en droite ligne du parti nationaliste que nous connaissions de longue date. Ce parti a fini par imposer sa doctrine au fascisme, sa doctrine où se concentraient les aspirations et les rancunes de l'Italie, toutes ses vues grandioses.

Avant 1922, ceux qui, parfois, déblatéraient contre nous, en Italie, étaient des journalistes irresponsables, des « folliculaires ». Ceux qui manifestaient contre nous dans la rue appartenaient à des bandes. Le gouvernement pouvait toujours prétendre voir en eux des énergumènes et les mettre en prison. Une certaine agitation se manifestait de temps en temps contre nous en Italie, mais elle était sporadique, désordonnée, incohérente et ne paraissait pas entraîner, pour la nation, une responsabilité collective.

Avant 1922, il existait en Italie un Parlement libre où ceux qui eussent mené une trop violente agitation contre nous eussent trouvé, à côté de certains approbateurs, des accusateurs. Aujourd'hui, c'est le gouvernement lui-même qui a pris en main le dossier des revendications et des convoitises italiennes et, quand la presse dont il a le contrôle absolu se laisse aller à des violences à notre dam, c'est en son nom qu'elle parle.

Il est décidément gênant pour un gouvernement d'avoir supprimé la liberté de la presse. Il est tenu pour responsable quand, après s'être arrogé le droit absolu de réprimer les excès de ses publicistes, il ne juge pas à propos de le faire. Sous un régime de censure, tous les journaux

paraissent être et sont des journaux officieux. Les articles dont l'autorité gouvernementale italienne n'interdit point la publication ont, par ce seul fait, son approbation.

Dans le décousu et l'incohérence des régimes anciens, on pouvait toujours imaginer une explication satisfaisante à n'importe quelle noise par l'hypothèse d'un malentendu. Le régime parlementaire que ses détracteurs accusent d'être un régime flasque est, dans tous les cas, un régime souple. On a vu dans plus d'un cas une crise ministérielle apporter une solution à certains différends internationaux. Dans l'Italie politique et oratoire, vouée aux diversions infinies de la controverse, il y avait, en somme, peu de danger que l'agitation menée contre nous par une minorité exaltée pût jamais aboutir à une intention nationale de nous nuire. La Triple Alliance elle-même fut tellement contrebattue par des influences souterraines, des dissidences actives qu'elle aboutit, au moment suprême, à une volte-face italienne.

Aujourd'hui, l'État s'est débarrassé de tous les organismes intempérants qui pouvaient le contraindre à livrer prématurément ses desseins profonds aux quatre vents de la publicité. Il n'y a plus de journalistes en vue pour lui adresser des sommations, plus de députés étourdis pour lui poser des questions inopportunes. Son absolutisme ne rend des comptes à personne. Il ne tolère, dans le pays, aucune autre pensée politique que la sienne. L'autorité, ainsi comprise, a tous les caractères d'une conspiration qui permet à ceux qui la détiennent d'ourdir silen-



cieusement leurs projets tout en cajolant les représentants de certaines puissances.

Si les sentiments généraux de l'Italie n'ont guère, depuis 1870, changé, ils ont cessé d'être des impressions vagues, fugaces, intermittentes, des thèmes déclamatoires dont se servaient des publicistes irresponsables, pour devenir le programme précis, le ferme propos d'un pouvoir absolu qui ne cache pas du tout son désir de parvenir dans le monde à des réalisations magnifiques. Autour du Duce, les influences nationalistes l'emportent. La *Fortnightly Review* faisait récemment remarquer, après l'installation de M. Federzoni au ministère de l'Intérieur, de M. Rocco au ministère de la Justice et de M. Volpi, le représentant des grandes banques, au ministère des Finances, que les groupes ploutocratiques qui avaient naguère subventionné le fascisme venaient de s'assurer le contrôle direct de ceux des services d'État qui ont une influence immédiate sur la vie de la nation.

Voilà pourquoi ils se préparent peut-être de profondes surprises ceux qui, à l'étranger, par habitude invétérée, par paresse d'esprit, s'obstinent à parler de l'Italie en se rapportant à ce qu'ils connurent d'elle avant 1922. En effet, tout témoigne dans l'histoire qu'aucun peuple n'a de caractéristiques immuables. Les nouvelles générations italiennes formées sous la discipline de l'État absolu et strictement unitaire, surexcitées par l'enseignement nationaliste, fanatisées par cette idée fixe que leur pays a souffert jusqu'à présent d'une révoltante injustice, pourront, dans l'action, se montrer

profondément différentes de ce que nous les connaissons sous un régime de morcellement moral et d'individualisme indiscipliné.



Si j'avais à définir, aujourd'hui, d'une manière synthétique la politique de M. Mussolini, je dirais, le jugeant d'après ses propres discours, que cet ancien socialiste a tout à fait l'attitude d'un chef profondément persuadé que l'Italie ne saurait trouver le bonheur en s'agitant à l'intérieur de ses propres frontières. Il semble dire à ses compatriotes : « Au lieu de nous battre entre nous et de rechercher, dans la lutte des partis, des solutions décevantes et ruineuses, unifions-nous, disciplinons-nous, soyons de vrais Romains et attendons l'occasion de saisir, hors de chez nous, un riche butin. Plus de discussions oiseuses en Italie, plus de morcellements de la volonté nationale. Nous avons bien mieux à faire. Vous allez adopter, sous ma direction, une pensée unique, en vue d'une action unique. Qu'importent, en effet, les bribes que nous pourrions nous disputer entre nous, dans notre Italie surpeuplée, en comparaison des biens dont nous nous assurerons la jouissance lors du prochain réajustement de l'Univers ? »

Si nous suivions jusqu'au bout cette hypothèse, nous dirions que la « grande prolétaire » (cette expression a été créée par des Italiens), renonçant chez elle à la guerre des classes et aux stériles épreuves qu'elle entraîne, entend faire sa révolution non point sur son propre territoire,

mais dans le monde et au détriment des peuples qu'elle juge être trop bien lotis, trop munis de richesses et de territoires. Elle transporterait les revendications des biens et des subsistances sur le terrain international et, bolchevique d'une nouvelle sorte, elle se poserait en nation prolétaire aux aguets d'une bonne occasion qui lui permettrait d'exproprier certaines nations bourgeoises et trop repues.

C'est à une telle arrière-pensée que correspondrait l'intense surexcitation du chauvinisme à laquelle on soumet ouvertement, comme nous l'avons vu, les enfants italiens. Ne semble-t-on pas littéralement vouloir les habituer à penser qu'ils sont nés pour se vouer à une entreprise de *razzia* ? Et voilà ce qui fait dire à des hommes particulièrement versés dans l'étude profonde des questions italiennes que, si le danger causé par l'effervescence italienne n'est pas immédiat, il atteindra par contre son paroxysme vers 1932, à supposer que la présente agitation ait duré. Considérée sous cet aspect, l'Italie, renonçant à un socialisme suivant lequel elle n'aurait à dévorer que sa propre substance, lui substituerait une conception tirée du darwinisme social, elle donnerait à sa revendication l'assise d'une loi biologique universelle.



Après avoir, nous l'avons dit, trop attendu de la guerre, l'Italie passa, dès 1919, par une période d'amer désenchantement durant laquelle



l'antimilitarisme se manifesta brutalement dans ses villes. Les officiers et les mutilés étaient fréquemment insultés et frappés. Le gouvernement n'osait plus faire commémorer des anniversaires glorieux. Une jeunesse ardente, forgée par la rude existence des tranchées, s'indigna d'un tel abaissement et c'est avec ce stimulant que se formèrent les premiers faisceaux de combat. Le mot d'ordre donné par M. Mussolini fut alors qu'il fallait tout entreprendre pour parvenir à la « valorisation de la victoire ». Mais, comme il est ordinaire dans les choses humaines, un excès n'est utilement combattu que par un autre excès. Après avoir passé par une période où, sous la pression des socialistes, elle semblait elle-même renier l'immense et glorieux effort qu'elle avait accompli, l'Italie, par la voix des fascistes, se mit à déclarer qu'après avoir été le principal artisan de la victoire, après avoir accompli les plus décisifs exploits et sauvé la coalition, elle avait été traitée par ses alliés avec une ingratitude atroce.

Rien n'est plus délicat, rien n'est plus gênant que d'avoir à discuter aujourd'hui de telles récriminations et nous voulons tout d'abord rendre un éclatant hommage à cette résolution qu'ont montrée nos frères latins quand ils ont suppléé par leur vaillance, leur esprit de sacrifice à l'insuffisance proclamée par eux-mêmes, dès 1914, de leurs préparations techniques. Les Italiens ont fait ce qu'ils ont pu, tout ce qu'ils ont pu ; ce qu'ils ont pu, relativement à leurs moyens, a été grand, et nous ne leur ménagerons jamais notre gratitude.

Mais, quoique chacun des belligérants, em-

porté par la passion, puisse prétendre affirmer aujourd'hui, l'histoire impartiale connaît déjà exactement le chiffre des pertes supportées par les uns et les autres. Les Russes, qui ont combattu simultanément les Allemands et les Autrichiens, considéraient les premiers avec respect et les seconds avec dédain.

L'univers entier sait que le colosse germanique représentait de beaucoup la force prépondérante du bloc central : aucun résultat obtenu sur d'autres théâtres n'eût été en rien valable, tant que les armées allemandes n'eussent pas été entamées. L'univers sait à quelle nationalité appartenaient le plus grand nombre des soldats qui sont tombés en repoussant les hordes teutooniques. A quoi sert-il, dès lors, de prétendre donner aux événements un autre sens que le sens reconnu, unanimement, pour véridique, par les états-majors du monde entier ?

Puisque la France a eu cette gloire atroce, ce malheur grandiose, de sacrifier un million et demi de ses enfants pour que les divers membres de la coalition pussent, comme elle-même, réaliser leurs « buts de guerre », ne serait-il pas simplement équitable et sage de respecter en elle, tout au moins, l'immensité de ses pertes, l'immarcescible rayonnement de son martyr ?

Un ancien allié agit-il d'une manière louable quand, essayant de faire le silence sur ces exorbitantes hécatombes, il prétend aujourd'hui accrédi-ter, parmi sa naïve jeunesse, l'idée que la guerre mondiale a été gagnée par lui ?

Oui, certes, les prouesses accomplies par les Italiens ont été d'autant plus mémorables que

l'unification de leur patrie était récente et qu'ils n'étaient pas, comme nous, obligés par des nécessités inéluctables d'intervenir dans la guerre. Voilà sans doute ce que bien des Français n'ont pas encore, jusqu'à ce jour, suffisamment compris : assaillis, nous étions bel et bien contraints de nous défendre, tandis que les Italiens, eux, par leur propre décision, se sont engagés dans une épopée dont beaucoup de leurs hommes d'État avaient redouté pour eux les hasards. Nous ne devons jamais oublier cette distinction ; il faut toujours nous dire que les Italiens, s'ils l'avaient voulu, eussent pu rester neutres, mais que, dans leur mâle résolution, ils ont choisi de ne pas le rester.

Mais diminueraient-ils leur propre mérite en reconnaissant les holocaustes sans précédent dont leur alliée, pendant quatre ans, s'est fait une loi ? En diverses régions de l'Italie, de nombreuses personnes m'assurent que les enfants sont élevés avec cette idée que leur pays, bien qu'il ait été le sauveur de la civilisation, a été traité, par la suite, avec une sorte de déloyauté. D'ailleurs, le langage de la presse laisse peu de doute sur les idées qui tendent à s'accréditer ici. On se demande, avec inquiétude, quelles intentions animent les instigateurs de ces campagnes. Quand ils s'efforcent de fanatiser la jeunesse italienne, en lui faisant croire qu'elle devra redresser d'abominables dénis de justice, quel est leur dessein ? Une telle propagande n'est-elle pas manifestement contraire à ce que les peuples s'étaient promis à Genève et à Locarno ?

Il est vrai qu'à cet égard l'Italie fasciste ne



trompe personne. Elle déclare ouvertement qu'elle ne croit pas à la pacification des peuples. Elle considère les accords de Locarno comme une duperie et elle les tournerait volontiers en ridicule. Quand on s'entretient avec des Italiens, on est frappé de constater qu'ils arrêtent volontiers leur esprit à l'éventualité de la « prochaine guerre ». Un journal italien constatait récemment avec complaisance que, si les grandes puissances continuaient toutes à supporter l'effet d'épuisement et d'affaissement consécutif à la grande épopée, l'Italie seule faisait exception à cette loi, ayant déjà récupéré ses forces et se sentant animée d'ardeurs nouvelles.

Un langage de cette sorte m'était tenu par un de mes amis, « francophile » déclaré et homme très informé. Près de dix années déjà, observait-il, s'étaient écoulées depuis l'issue de la guerre. Il était grand temps de prévoir des événements nouveaux, car, de toutes manières, l'idée de la paix perpétuelle était une utopie et les effusions de Locarno ne changeraient rien au cours logique des choses. D'autres pays paraissaient se sentir enclins à somnoler dans un *statu quo* réparateur, mais l'Italie, elle, ne se complaisait guère dans cette léthargie et elle se sentait frémissante d'énergie.

— C'est possible, observai-je, mais, si j'étais Italien, je m'inquiéteraï un peu de voir l'humeur officielle de mon pays si profondément différente des idées qui, pour l'instant, paraissent communes au reste de l'Europe. Quand plusieurs puissances font la tentative plus ou moins sincère d'engendrer un esprit européen, il n'est pas

agréable et il n'est pas prudent de représenter la négation et de se montrer à elles comme un obstacle surgi du fond du passé.

En outre, une élémentaire logique amène à penser que les divers belligérants ont conservé, des hostilités, un souvenir proportionné aux souffrances endurées par chacun d'eux.

La fatigue que vous croyez remarquer chez vos anciens alliés, est proportionnée à leurs prodigieuses pertes. On garde d'autant moins le souvenir d'un mal qu'on en a soi-même moins souffert que les autres, bien qu'on en ait cependant souffert beaucoup.



Double semble être la politique de M. Mussolini : il voudrait ne pas se fâcher avec nous, des liens moraux et sentimentaux l'attachent à nous : A défaut d'autres convoitises, les deux cent mille Allemands du Haut-Adige fournissent au germanisme une traite sur l'Italie. A longue échéance, l'hégémonie teutonique pourra redevenir, pour la péninsule, le plus grand péril. Mais, hors d'Europe, l'Italie a certains desseins que M. Mussolini voudrait, amicalement, nous persuader de satisfaire.

L'arrière-pensée de M. Mussolini serait d'avoir à nous rendre service, de nous accorder son concours pour résister à de nouveaux empiètements germaniques, moyennant quoi, soit de bonne volonté, soit sous le coup de notre affaiblissement ou de nos défaites, nous serions amenés,

dans nos colonies, à d'importants renoncements (1).

Voilà pourquoi l'indignation des fascistes éclate en paroles acerbes chaque fois que la possibilité d'un rapprochement franco-allemand se trouve envisagée. Ils se rendent compte que leurs espoirs de nous faire payer, par l'abandon d'une ou de plusieurs colonies, leur soutien, se trouveraient ainsi réduits à rien. Les Italiens fascistes ont avant tout horreur du *statu quo* ; rien ne leur est plus odieux que l'idée d'une paix perpétuelle. Ils ont besoin que se produise en Europe un nouveau grabuge fournissant l'occasion d'un réajustement qui, songent-ils, devrait leur être profitable et leur permettrait sans doute de ramasser Tunis, dans le bagage français, comme ils ont pris Trieste et Trente dans la débâcle autrichienne.

La dernière guerre générale, en saignant à blanc tous leurs voisins, leur a été en définitive fructueuse. Viciée, en son principe, par ses objectifs nettement divergents, l'alliance franco-russe accomplit une œuvre capitale : la destruction de cet empire autrichien dont l'existence était si nécessaire à la France. Quelle aubaine, pour l'Italie, que cette succession de grandes batailles qui s'appelèrent Tomachow, Rava-Roussky, Lwow, Przemyśl, les Carpathes,

(1) « Ou bien la France fera la guerre à l'Italie et, dans ce cas, elle sera dans l'impossibilité d'employer ses réserves coloniales et devra, dès lors, abandonner toutes ou presque toutes ses colonies, ou bien elle fera la guerre, en alliance avec l'Italie et, s'il en est ainsi, il lui faudra payer l'alliance italienne par la cession d'une grande partie de ses possessions africaines et asiatiques. » *L'Impero*, 6 février 1926.



Volhynie-et-Bukovine. Czernowitz, où les soldats autrichiens tombèrent par centaines de mille. La plus grande partie des forces de tout l'empire russe fut constamment employée à disloquer l'empire autrichien; de 1914 à 1917. Aujourd'hui, l'Austro-Hongrie est effacée de la carte, la Russie elle-même s'est effondrée... mais le Reich allemand n'a rien perdu de sa puissance latente. C'est donc, en réalité, pour notre affaiblissement, mais au plus grand bénéfice de l'Italie que nos affaires ont été menées. Aussi le journal *Lavoro*, explique que, débarrassée, depuis la paix, des craintes d'une invasion par le Nord, l'Italie a inauguré, effectivement, l'ère méditerranéenne. « Sa vision s'est élargie. Elle se sent maîtresse de ses destinées. » (Sincères félicitations).

Si ce qui reste de la population mâle française se faisait anéantir dans une nouvelle conflagration, un vaste champ se trouverait immédiatement ouvert, en France même et en Afrique, à la colonisation italienne. Voilà pourquoi les Italiens fascistes manifestent une terrible indignation, quand il apparaît que nous pourrions songer à vivre en bons termes avec les Allemands.

Un adversaire non italien du fascisme va jusqu'à me dire : « Plutôt que de se résigner à une paix définitive, à une stabilisation de l'état actuel des frontières et des colonies, ils préféreraient de beaucoup rendre une nouvelle guerre plus probable en offrant d'avance leur concours à l'un des belligérants éventuels. Ils iraient jusqu'à souhaiter une nouvelle conflagration où,

alliés de la France, ils mèneraient, dans les inexpugnables montagnes de leur frontière, une guerre défensive et mesurée, cependant que, dans les parages rhénans, le coq gaulois, toujours désireux d'acquérir de la gloire, livrerait les batailles décisives et se ferait ainsi extraire fort à propos ce qui lui reste de sang. »

L'Italie nous dit ceci (qui n'est pas déraisonnable) : « Je suis prête à m'allier à vous en Europe, mais ayez la sagesse de comprendre mes besoins coloniaux hors d'Europe. » Toutefois, aurons-nous inévitablement besoin de son soutien ? Tout en restant cordialement attachés à notre sœur latine, jugeons-nous inévitable d'éterniser notre conflit avec la Germanie ? Pourquoi ne serions-nous pas tous de bons Européens ?

Bons Européens ?

Je reviens à cette rêverie :

Derrière le cercle de montagnes qui lui fait une frontière à peu près inviolable, l'Italie politique médite ses ambitions, suppute l'éventualité de ces grabuges où elle pourrait trouver l'occasion de s'attribuer les débris de nouveaux effondrements. Avec son énorme natalité, et privée d'exutoires, l'Italie politique songe que le jour où les Européens, en folie encore une fois, se massacreraient à outrance, elle survivrait à cette déperdition beaucoup plus aisément que ceux des peuples où déjà sévit le malthusianisme. Et puis, la géographie militaire a ses lois invariables : par la force des choses, les chocs les plus décisifs et les plus meurtriers se passeraient comme toujours dans les parages du Rhin...

Faut-il accepter sans précaution cette explication et peut-il y avoir dans l'esprit des nationalistes italiens un aussi macabre machiavélisme?

Ces conceptions romantiques ont cependant trouvé leur expression dans un journal directement influencé par M. Mussolini. Le *Roma Fascista* a expliqué que le peuple italien, qui ressemble au peuple français de mille manières, prétend à l'honneur de rénover la France :

« Prolifique, dur au travail, honnête, aimant la vie de famille et l'épargne, le peuple italien, dit-il, logiquement porte l'étendard de la civilisation latine. Et la France le sait bien, en dépit de son attitude de dédain chauviniste. Que la France vienne donc à nous ! Nous ne fonderons pas un empire italien pour ne froisser les susceptibilités de personne. Non ! La France et nous, nous serons unis sous un nom qui nous est également cher : l'empire romain. Ce sera une création à la fois nouvelle et antique, l'association de deux grands peuples, à laquelle la France apportera sa très ancienne tradition unitaire, la force de son histoire militaire et civile, son riche empire colonial, c'est-à-dire des trésors que d'autres pourraient capturer, profaner et détruire. Nous apporterons, nous, notre jeunesse, le miracle de notre civilisation toujours jeune, bien qu'elle dure depuis des milliers d'années, la force incorruptible de notre esprit de famille, la prodigieuse fécondité de nos femmes, la forte volonté de nos ouvriers. Un bloc de 80 millions de Romains s'étendant de l'Atlantique à la Méditerranée et tenu dans la puissante poigne de Mussolini résoudrait le sombre et ardu problème



de l'Europe. Nos paysans, déjà, connaissent le chemin qui conduit dans les champs riches de la France. Nos artisans sont prêts à infuser un sang nouveau dans ses industries et ses entreprises et, en ce qui concerne les chefs, les leaders, nous les avons : ils ont le cœur fort ; ils sont prêts et capables ! Dans l'espace d'une seule année, la France redeviendrait elle-même. Elle contribuerait puissamment à réédifier la gloire de Rome. Et si le peuple français, néanmoins, était inexorablement destiné à disparaître, en dépit de nos efforts pour lui infuser un sang nouveau, il aurait tout au moins la consolation de s'éteindre dans les bras immortels qui le bercèrent quand il était enfant. Il ne serait pas détruit par les barbares, mais absorbé dans le sein maternel de Rome ! »

Tout beau, messieurs ! Il n'est question que de notre mort là-dedans, et nous ne sommes pas du tout disposés à mourir ! Nous nous sentons au contraire bien vivants et nous avons, pour le rester, plus d'un tour dans notre sac.

Ce qui est un peu pénible à supporter, disons-le franchement, de la part de quelques-uns de nos amis italiens, c'est cette compassion avec laquelle ils parlent de la France : ils affectent de la considérer comme une moribonde dont ils dissimulent à peine qu'ils attendent impatiemment la succession.

— Que voulez-vous, cher ami, me disait hier un Italien « francophile », rien n'est éternel ; les plus puissants empires se sont écroulés. La France a eu ses heures de gloire incomparable, mais si le destin a marqué l'heure de son déclin

en ne lui donnant plus qu'une natalité insuffisante, rien ne saurait aller là-contre.

Mais, sachons-le bien, un semblable état d'esprit n'a pas été la création du fascisme. Bien des années avant 1914, j'ai entendu certains journalistes italiens expliquer déjà que leur nation serait fatalement « une héritière » et qu'elle était avoisinée de puissances dont l'affaiblissement ferait inévitablement sa grandeur. Ces hâbleries passaient alors pour des tartarinades dont on pouvait sourire, tandis qu'elles sont devenues le corps de doctrine d'un Etat absolu, acharné à supprimer toute pensée qui n'est pas la sienne propre. On aurait le plus grand tort de s'en moquer.

\*  
\* \*

La clameur fasciste est avant tout la réclamation d'une Italie surpeuplée, enfiévrée, ambitieuse, surexcitée, poussée à l'action par ce que Proudhon appela le paupérisme : le besoin de manger. Quelques-uns de nos « frères latins », il y a quelque temps, s'emportèrent parce qu'un journaliste français, sans y voir malice, avait écrit : « L'Italie, cette nation pauvre »... Pourtant, très souvent, les Italiens, nous l'avons vu, appellent eux-mêmes l'Italie « la grande prolétaire » et ils se font un argument de leurs besoins en les considérant comme des droits. Mais, ce qu'ils disent d'eux-mêmes, quand bon leur semble, ils ne veulent pas se l'entendre dire. Quoi qu'on fasse, de quelque manière qu'on s'y prenne, s'exposera-t-on donc toujours à les courroucer ? Ils réfléchiront à toute la philosophie

qu'il nous a fallu souvent pour ne pas nous offenser de leurs violences, qui ne se sont pas toujours bornées à des paroles.

La revendication fasciste, c'est l'insurrection d'un peuple prolifique contre un *statu quo* jugé par lui insupportable parce qu'il la laisse sans des colonies où il pourrait, s'imaginer-t-il, d'une part se procurer les matières premières qui lui manquent et où, d'autre part, il trouverait un lieu d'établissement pour le surplus de sa population.

Aujourd'hui, sept millions d'Italiens vivent hors de leur pays : il se publie, loin du royaume, 280 journaux italiens dont 157 paraissent en Amérique. A New-York seulement, trois organes italiens tirent quotidiennement à près de 100.000 exemplaires. Une énorme force d'expansion et nulle place pour y employer cette force, sous le drapeau national, voilà quel est le sort de l'Italie et la raison de sa colère. Aussi les écrivains fascistes ont, tour à tour, jeté les yeux vers différentes parties du monde, vers l'Australie qui, disent-ils, se ferme arbitrairement aux émigrants européens, vers le Canada où une population infime accapare un continent, vers la Russie même dont certains territoires, disent-ils, pourraient être placés « sous mandat européen ». Ils ne cessent de déplorer (et nous ne saurions sur ce point les contredire) qu'on n'ait point placé l'Afrique allemande du Sud-Ouest et le Cameroun sous la responsabilité italienne. Ils disent que l'Asie Mineure serait pour eux une terre promise et, de leur île de Rhodes, ils jettent des regards de convoitise vers les étendues fertiles de l'Anatolie.



« La carte actuelle de la Méditerranée doit être changée, a écrit *l'Idea Nazionale*, et ce changement ne peut être amené que par un acte de force. »

Un autre écrivain fasciste a protesté contre le fait que tant de colonies immenses soient détenues par certaines puissances « dont l'une ne dispose d'aucun excédent de population et ne peut exploiter ses possessions exotiques qu'en se servant du labeur étranger ». Enfin, j'ai été frappé pendant mon séjour à Rome du grand nombre de personnes qui m'ont déclaré que tout, en définitive, s'arrangerait pour le moment si l'Italie se voyait attribuer les colonies portugaises. Mais que diraient de cette solution les Portugais ?

★  
★★

Un écrivain nationaliste connu, M. Coppola, précisait récemment : « Quand nous parlons de créer un empire italien, nous entendons un empire colonial, un empire extra-européen, un empire d'outre-mer. » (On aurait pu quelquefois comprendre autrement ce terme.) Le *Duce*, lui, se défend d'avoir en vue aucun territoire en particulier. Jamais, assure-t-il (mais ne se trompe-t-il pas ?), les journaux fascistes n'ont parlé de Nice, de la Savoie, de la Corse, comme de terres italiennes *irredente*. En Tunisie, tout ce qu'il nous demande avec une insistance marquée, c'est de rendre absolument définitif un système jusqu'à présent provisoire, suivant lequel les enfants d'Italiens nés dans ce pays conservent la nationalité de leurs parents. Nous sommes con-

vaincus que les intentions de M. Mussolini sont parfaitement loyales, mais *le Petit Marseillais* observe que certains journaux de la péninsule vont jusqu'à considérer comme des *martyrs*, privés de liberté et d'un gagne-pain, leurs compatriotes installés dans la régence. Que signifient ces contre-vérités ? Pourquoi le gouvernement tolère-t-il qu'elles soient publiées ?

Il serait intéressant de savoir quels appuis ont pu recevoir certains agitateurs auxquels M. Pierre Omessa, dans le journal *la Dépêche tunisienne*, fit, il y a quelque temps, allusion en ces termes :

« Des individus que l'on connaît — couverts, prétendent-ils, de hautes investitures — répandent, parmi nos protégés, des semences de rébellion. Ils ont réussi à en soudoyer quelques-uns et même à les attirer à Tripoli pendant le court séjour qu'y fit récemment le Duce.

« Qu'on veuille bien nous faire la grâce de croire qu'il n'est rien, dans ces lignes, qui n'ait préalablement subi un rigoureux contrôle. Voici quelques spécimens des « bobards » servis aux indigènes :

« L'occupation de la régence par l'Italie est imminente. A cet effet, attendent à la frontière tripolitaine, prêts à partir, des fantassins, des cavaliers, des automobiles, des mitrailleuses, des auto-cannons et de nombreux chars d'assaut. La coopération de ses nationaux armés, ouvriers, mineurs, etc., vivant en Tunisie, est assurée à l'Italie. Son prestige dans le monde entier croît chaque jour davantage et, sous peu, par son action, l'ancien empire romain sera reconstitué. La

France est incapable de lui résister : elle n'a plus ni argent, ni crédit, ni soldats disponibles ; son gouvernement, d'autre part, est hostile à la guerre.

» La Tunisie sera donc italienne à bref délai. »



M. Mussolini lorsqu'il s'entretient, en redingote, avec des hommes politiques ou des journalistes français affirme invariablement n'avoir, au sujet de la Tunisie, que les intentions les plus mesurées et les plus loyales. Mais, dès le lendemain, en chemise, il continue à cultiver parmi ses séides des idées grandioses suivant lesquelles, pour s'assurer une hégémonie dans la Méditerranée, les Italiens devraient posséder la côte septentrionale de l'Afrique ainsi que Malte. Il est expliqué couramment, par les journaux, que les mouvements des flottes italiennes entre la mer Tyrrhénienne et l'Adriatique sont menacés par la puissance étrangère installée à Bizerte. Mais pourquoi Bizerte n'appartiendrait-elle pas à l'Italie ? Le « Duce » n'a-t-il pas pris récemment la peine de raconter lui-même aux étudiants de Pérouse comment, après la destruction de Carthage, la Méditerranée est devenue un lac romain ? Remontant à des événements antérieurs, de deux siècles seulement, à la naissance du Christ, l'éminent orateur a raconté les hauts faits de ses ancêtres spirituels, les Scipion, et il a éveillé ainsi dans l'esprit de ses auditeurs un rêve de grandeur archéologique. On vit présentement en Italie dans une perpétuelle épopée... on gagne



pour la seconde fois les victoires de Rome ; on bouillonne dans une gloire rétrospective ; on reverse un sang que deux millénaires ont séché ; on porte en triomphe des héros invisibles dont le spectre a été prodigieusement affiné par l'usure de vingt siècles. M. Mussolini, si compassé dans ses entretiens officiels, en redingote, va-t-il nous dire qu'il n'est pour rien dans ces exaltations lui qui, en chemise, proclama comme un bulletin de victoire, devant les badauds haleotants, le texte de ce traité où Carthage, après la bataille de Zama, abdiqua... il n'y a que deux mille cent vingt-huit ans ! Quand il est en redingote, M. Mussolini manifeste envers la France un amour éperdu. Mais, quand il se met en chemise, alors, quelquefois, nous tournant le dos, il relève avec ostentation, le pan, agité dans notre direction, de ce vêtement. Espièglerie !



Pour les mêmes motifs, on voudrait bien apprendre qui inspire un certain mouvement particulariste mené en Corse avec un piètre succès, mouvement contre lequel la population entière de Bastia vient de manifester avec indignation. Nous sommes certains que le gouvernement italien désavoue hautement, et tout à fait sincèrement, ces manœuvres.



Nos amis sont nos amis, c'est sûr, et je défends qu'on dise le contraire. Qui aime bien châtie

bien et, s'ils nous châtient avec ardeur, c'est pour nous améliorer. Par exemple, la *Critica Fascista* décrivait l'autre jour la situation de l'Europe comme suit : « La Tchécoslovaquie est isolée, l'Autriche et la Hongrie sont affamées, la Pologne se sent étreinte par l'Allemagne et la Russie, les relations entre la Yougoslavie et la Grèce sont insupportables. » A qui la faute ? A la France, qui mène « une politique de guerre et d'anarchie ».

Comment ! Nous commettons de telles infamies et nous n'en savions rien. Faut-il que nous soyons des scélérats pour que nous n'ayons pas même conscience de nos turpitudes ! Heureusement, tout, en ces régions désolées, va maintenant aller beaucoup mieux, car, « désormais, dit notre confrère italien, M. Mussolini y domine la situation entière ». Rome, paraît-il, s'est substituée à la France dans le Proche-Orient aussi bien que dans les Balkans et c'est elle qui inspire aussi la Petite Entente. Mais alors, de quoi se plaint la *Critica Fascista* ? Puisque les fascistes dirigent l'Europe, crions tous en chœur : « Vive la paix ! »

★  
★★

M. Mussolini nous dit encore :

« Vous avez tant de monnaies d'échange ! De la Tunisie au Proche-Orient, nous avons bien des sujets de conversation. La Syrie vous intéresse-t-elle au point que vous ne puissiez reconnaître notre prépondérance commerciale sur les côtes d'Asie Mineure et jusque dans les ports lointains de la mer Noire ? »

Hantée par les souvenirs que lui léguèrent Gênes et Venise, l'Italie, depuis longtemps, rêve de parvenir à une sorte de suprématie dans la mer Egée et sur les côtes d'Asie Mineure. Elle a gardé, depuis le traité d'Ouchy, Rhodes et le Dodécanèse, où elle trouverait au besoin des bases d'opération pour une expansion continentale. En 1917, d'ailleurs, les alliés, à Saint-Jean-de-Maurienne, avaient compris Smyrne dans une zone réservée à l'Italie, en Asie Mineure. Par la suite, les Anglais déclarèrent cet accord caduc ; les Grecs, qui s'étaient faufiletés à Smyrne, s'en firent chasser. Si les Italiens étaient allés à Smyrne, ils ne s'y seraient pas maintenus, pas plus qu'ils ne sont restés à Adalia occupée par eux et pas plus, observe la *Revue des Deux Mondes*, que nous ne sommes nous-mêmes restés en Cilicie.

L'Italie cherche-t-elle, oui ou non, à nous inciter à lui céder la place en Syrie ? Il ne manque pas de Français, et de Français compétents, qui ne considéreraient pas comme un immense malheur que nous lui donnions satisfaction sur ce point s'il pouvait être ainsi mis fin, une fois pour toutes, à ses récriminations (1). Mais, dans

(1) Le 24 novembre, le *Daily Mail*, de Londres, disait que, d'après lui, aucun gouvernement français ne pourrait envisager sérieusement l'abandon à l'Italie de notre mandat en Syrie. « Mais, ajoutait-il, si la France est attachée par de nombreux liens à son mandat sur la Syrie, il n'y a rien qui nous lie à nos mandats en Palestine et en Irak.

« L'Angleterre n'a rien à gagner en ces deux pays qui lui coûtent beaucoup d'argent et où les importations anglaises, particulièrement en Palestine, sont en forte et perpétuelle décroissance. Nous avons toujours maintenu que c'était une grande faute d'avoir accepté ces deux mandats. S'ils étaient transmis à cette nation amie, l'Italie, celle-ci pourrait arriver à en faire des colonies. »



l'état où nous la voyons présentement, sommes-nous sûrs que, si nous accomplissions à son égard un tel acte de générosité, elle n'y verrait pas la démonstration d'une faiblesse dont elle se prévaudrait pour nous présenter de nouvelles « revendications » ? Au lieu de nous traiter de bons cousins, les Italiens ne démontreraient-ils pas que nous tombons en morceaux ? Voilà l'inconvénient de certaines effervescences ; elles rendent beaucoup plus difficiles les élans des cœurs fraternels.

\*  
\* \*

Quoi qu'il en soit, nous agirions avec justice et avec sagesse en faisant en sorte que l'Italie ne puisse pas douter de nos bonnes intentions à son égard. Des ententes économiques entre les deux pays, pour la répartition des matières premières nécessaires à l'Industrie, seraient non seulement souhaitables, mais réalisables. Ni l'Italie ni la France n'ont besoin de se disputer la direction des races latines. Aucune d'elles n'a besoin de vouloir conquérir sur l'autre une sorte de « premier prix ». Chacune d'elles a ses qualités qui peuvent s'affirmer sans qu'il lui soit besoin pour cela de nier la valeur de sa voisine. Aussi bien pour maintenir l'équilibre, la liberté de la navigation et la paix dans la Méditerranée que pour faire respecter en Europe centrale l'ordre établi par les traités, l'accord entre la France et l'Italie est nécessaire.

Puisse la France considérer avec sympathie et justice les besoins de l'Italie dans leur réalité physiologique ; puisse-t-elle contribuer, dans la

mesure de ses moyens, à leur apporter des remèdes !

Nos amis italiens se plaignent de manquer de subsistances pour leur excédent de population qui atteint chaque année, disent-ils, au demi-million. Mais, en même temps, par la voix de l'un de leurs ministres, ils proclamaient récemment qu'ils entendaient bien rester une nation prolifique. Qui leur a jamais demandé de ne pas le rester ? Personne n'a songé à se mêler, en cette question, de leurs affaires. Mais ils agiraient sagement, eux aussi, en n'invoquant pas, à chaque instant, leur natalité pour réclamer le droit d'intervenir dans les affaires des autres.

Ni le Piémont, ni la Lombardie n'ont aujourd'hui la prolificité du Sud et, pourtant, ces deux provinces, qui ne le cèdent en rien à aucune autre partie de l'Europe, jouent en Italie un rôle prépondérant. Cet exemple, qu'ils trouvent sur leur propre territoire, nos amis d'Italie voudront bien le méditer. Plus pauvres, plus ignorantes et plus superstitieuses que le Piémont et la Lombardie, les provinces méridionales s'accordent le luxe d'une immense natalité. Qu'elles en soient ici louées et admirées sans que, à cause de cela, le cours entier de la civilisation doive être changé. Une telle prétention serait abusive. Mais on commettrait un autre abus si l'on prétendait nier, radicalement, l'importance d'un facteur qui donne à l'Italie des besoins si naturels et si urgents.

La France, bien loin de vouloir contrecarrer l'Italie, comme certains de nos amis de la péninsule en conservent l'injuste soupçon, la France

serait heureuse de lui voir obtenir le domaine colonial dont elle estime devoir s'assurer l'exploitation. En considération du rôle courageux assumé par l'Italie en 1914, nous entendons qu'elle trouve toujours chez nous les plus chaudes sympathies et les appuis les plus sûrs. L'auteur du présent livre ose affirmer que, s'il en avait le pouvoir, il irait très loin pour donner une satisfaction importante aux désirs de l'Italie.

Enfin, disons-le franchement, tant que l'Italie aura pour la Grande-Bretagne et sa flotte la considération qu'elle continue à montrer, il est peu vraisemblable qu'elle se laisse aller à des initiatives auxquelles le cabinet de Londres n'aurait pas donné au préalable une certaine approbation. Par conséquent, lorsqu'on raisonne sur la politique italienne, il y a là un élément positif dont il importe de tenir compte, bien qu'il soit extérieur à l'Italie.

## APPENDICE AU CHAPITRE V

[Les fascistes, on le sait, ont pris la déplorable habitude de relever toute critique française, même exprimée avec mesure et courtoisie, comme un outrage. En même temps, ils font le silence sur des attaques bien plus fortes quand elles leur viennent du monde anglo-saxon. Au milieu de l'année 1926 deux Revues américaines des plus importantes, la *North American Review* par la plume de son éditeur et la *Review of Reviews* sous la signature de l'écrivain bien connu



Frank Simonds ont publié sur l'Italie des jugements sévères. Nous reproduisons ces documents afin de convaincre nos lecteurs que nos propres appréciations sont exprimées avec beaucoup moins de ménagements, en Amérique, par des écrivains que leur nationalité prédispose cependant à une complète impartialité :]

*Extrait de la Review of Reviews (Juillet 1926).*

« Vous ne pouvez rester longtemps dans n'importe quel pays d'Europe, sans avoir le sentiment que, comparées à la question italienne, toutes les autres sont de peu d'importance, lorsqu'on essaie de comprendre la situation internationale. La question que l'Europe entière se pose avec une crainte croissante, c'est celle-ci : « Où va Mussolini ? »

Vous pouvez vous rendre compte que, sa révolution intérieure désormais accomplie, son autorité consolidée, il a encore à faire face à un problème formidable : les exigences d'un esprit national bouillonnant. Il a enflammé l'imagination et les passions d'une nouvelle génération ; il lui a communiqué la foi et la volonté de rendre son pays beaucoup plus grand, en un mot de ressusciter la tradition romaine.

Rien n'est plus frappant que le contraste qui existe aujourd'hui dans certains détails importants entre Rome et Paris, Londres, Berlin et Vienne. Dans aucune capitale, vous ne verrez autant de drapeaux, d'uniformes, vous n'entendrez autant de phrases patriotiques prononcées avec une emphase passionnée, que dans la capitale italienne. De la Tamise au Danube, les peuples qui ont pris part à la grande guerre sont, pour le présent du moins, las de tout ce qui parle de nationalisme, de tout ce qui exprime les aspirations d'une nation vers des aventures hors de ses frontières.

Il en est tout autrement en Italie. Rome donne l'impression d'une ville à l'heure de la mobilisation, ou du moins c'est l'impression qu'elle donnait au moment précis de l'attentat contre la vie de Mussolini, attentat qui fournit le prétexte à une formidable explosion du sentiment national. On constate ici un nationalisme excité, exacerbé. L'Italie cherche quelque chose, demande quelque chose, essaie d'obtenir quelque chose qu'elle n'a pas. Son désir s'exprime avec véhémence et même avec violence à l'égard de l'Étranger. Les yeux de son peuple sont tournés dans toutes les directions, à la recherche d'un moyen quelconque d'expansion : des colonies, de nouveaux territoires, un futur fait de suprême autorité. Ce rêve-là remplit la presse ; il trouve son expression en toute occasion. Il y a de la fièvre dans l'air.

Dans tout le reste de l'Europe, c'est-à-dire dans l'Europe occidentale et même dans l'Europe centrale, même dans les Balkans turbulents, les hommes songent à l'organisation de la paix, à l'approche du désarmement ; ils en discutent. Par contraste, l'Italie est un volcan en éruption qui vomit un nationalisme passionné et plein d'exigences. Son patriotisme fait littéralement explosion. Elle est débordante, frémissante d'un sentiment nouveau de puissance nationale et de virilité.

A l'heure actuelle, Mussolini, a, dans son pays du moins, l'autorité d'un Napoléon ; il a été jusqu'à parler à son peuple et à parler au monde dans la langue de Napoléon. Il peut mener son peuple où il lui plaît. Mais peut-il maintenant se soustraire à la nécessité de le mener quelque part ? L'Europe entière se pose cette question. Pour l'Europe, le fascisme est le problème capital, le seul problème depuis que le bolchevisme a au fond échoué. La victoire du fascisme dans le pays où il a pris naissance ne se discute plus. L'Europe, maintenant,

attend de savoir quels vont être les desseins et les méthodes du fascisme hors de l'Italie.

Il y a encore un autre point à considérer. En Grande-Bretagne, en Allemagne, mais par-dessus tout et d'une façon frappante, en France, le système parlementaire fait de mauvais travail. De moins en moins il répond aux besoins de la nation ; le progrès et la reconstruction sont continuellement retardés par les querelles d'hommes inférieurs qui sont à la tête de partis inférieurs. Je ne pense pas que, depuis la veille de la grande révolution, la complète incapacité du gouvernement français se soit révélée comparable à celle de l'heure présente.

Si une démocratie parlementaire échoue entièrement en France, si elle est renversée par une dictature, alors, cela saute aux yeux, nous entrerons dans une ère nouvelle de l'histoire de l'Europe et qui sera, je crois, très tumultueuse. Car, l'essence même de ce à quoi l'Italie a abouti, c'est le nationalisme, un nationalisme exalté, c'est le système de la force et encore de la force ; c'est la marche impitoyable vers l'assouvissement des aspirations nationales, c'est la recherche des butins à l'étranger, après l'unification complète de la patrie à l'intérieur. Qui peut imaginer ce que serait une Europe dans laquelle vivraient un Mussolini français, un Mussolini allemand ainsi qu'un Mussolini italien sans ressentir une profonde anxiété, en ce qui touche les perspectives de paix ?

L'Amérique, à l'opposé de l'Europe, a, je crois, par trop envisagé la révolution italienne comme un simple phénomène domestique. Elle a trop peu compris la provocation fondamentale et pleine de signification qui est inhérente au mouvement fasciste ; elle n'a pas compris qu'il est un défi lancé à la démocratie représentative des autres pays, et que par la fabuleuse impulsion qu'il donne au nationalisme il



apporte violemment un obstacle au besoin grandissant qu'ont les peuples d'une compréhension internationale et d'un compromis international. L'Europe occidentale a échappé au bolchevisme, cela a été une grande victoire, le bolchevisme n'est plus un péril et le fascisme peut facilement devenir un danger. En effet, si on juge sainement les événements, on s'aperçoit que le fascisme entre dans une phase internationale, non pas uniquement parce que Mussolini doit maintenant trouver, sur des territoires étrangers, des occasions d'expansion italienne, occasions qui correspondraient aux espoirs qu'il a fait naître. Il faut considérer par surcroît que la méthode qui a eu du succès en Italie a de plus en plus d'attraits pour des peuples qui souffrent, chez eux, des mêmes maux que le fascisme a abolis en Italie et qui ne peuvent pas trouver un remède à ces maux dans le système démocratique actuel.

Voilà les raisons qui font du fascisme, pour le moment, l'événement le plus intéressant et le plus significatif en Europe. C'est un mauvais présage dont personne ne peut prévoir le sens précis mais dont l'immense importance devient, de jour en jour, d'heure en heure, de plus en plus évidente. »

*Extrait de la North American Review* (août 1926).

« Où et quand ? »

« L'Honorable Mussolini, comme l'appelait, il y a trois ans, son pénétrant commentateur, le baron Bernardo Quaranta di San Severino, ou le *Duce*, comme on le nomme couramment maintenant, est-il un simple *Bombastes Furioso* ou un maniaque de l'égoïsme, doué d'une astuce extraordinaire ? Telle est la question qui préoccupe le plus les chancelleries d'Europe.

Ce n'est pas sans raison qu'il en est ainsi. Tant que le dictateur s'était borné à exercer son étonnante activité à l'intérieur des frontières de l'Italie, pour le bien apparent de ce pays, il y avait moins de raison de s'inquiéter du succès du fascisme que d'en être satisfait, étant donné le terrain que gagnait le bolchevisme chez les peuples démocratiques du Continent.

Si phénoménal que cela paraisse, l'ascension de Mussolini à un poste d'autorité qui n'a jamais été surpassée en Italie par aucun César, cette ascension fut tout d'abord considérée comme rien de plus qu'une phase passagère des tumultueuses suites de la grande guerre. On s'imaginait généralement qu'il serait mis fin à cette situation, soit par une révolte populaire, soit par un assassinat.

Mais, il y aura bientôt quatre ans que le roi a accepté la démission de M. Facta et qu'il a nommé Mussolini président du Conseil, et aucune des suppositions susdites ne s'est réalisée. Si l'on considère les événements actuels, c'est exactement le contraire qui est arrivé. L'inutile attentat d'une démente étrangère contre Mussolini n'a abouti qu'à éveiller de la sympathie envers lui et à magnifier la figure héroïque du « Duce » à un point tel que le président de la Chambre des Députés a été accueilli par un tonnerre d'applaudissements lorsqu'il lui a attribué une origine divine : « Dieu nous a donné Mussolini ! s'écria le Signor Casertano, malheur à celui qui lève la main sur lui ! »

Et l'« Imperator » lui-même, avec le geste de désapprobation qu'on eut pu attendre d'un comédien né, repartit avec calme :

« L'événement qui a provoqué votre magnifique démonstration dont j'apprécie la sincérité s'est effacé de mon souvenir. Si quelquefois j'y songe, c'est avec un sentiment de lassitude et d'ennui comme celui

qu'on éprouve quand on pense à des sottises. » Puis il ajouta en élevant la voix :

« Je ne veux pas d'exagération. Mussolini a ceci de particulier qu'il aime à courir des risques et bien que j'admette éprouver une certaine anxiété, je déclare que je n'ai nullement l'intention de me cacher ou de perdre contact avec les masses fascistes et le peuple italien. A l'heure actuelle, nous avons d'autres sujets de soucis et je déclare solennellement que toutes les vies humaines sont dans la main du destin. J'ajoute que, dans aucun cas et sous aucun prétexte, le fascisme n'atténuera son programme. Dès à présent, tout est préparé. Qu'on le sache, en Italie et à l'étranger, le fascisme continuera à conduire les destinées du peuple italien avec une main de fer. »

Quand un homme d'État se met à parler de lui-même à la troisième personne, c'est de mauvais augure. Mais la signification de cette attitude semble n'être qu'une bagatelle comparée à la menace de faire sentir à *perpétuité* la « main de fer », domination aboutissant à la complète soumission d'un peuple entier depuis le roi jusqu'au plus humble paysan, à une sorte de personnification de la force et de la terreur. Déjà, nous avons appris, par des journaux européens non coutumiers d'assertions fantastiques, que Mussolini a fait des préparatifs pour la continuation indéfinie de la règle fasciste en organisant, pour les enfants, des centres d'entraînement appelés « Balilla » et dans lesquels des marmots, âgés de moins de sept ans, reçoivent l'enseignement suivant :

### *Catéchisme.*

*Question* : Combien de commandements l'Italie a-t-elle donnés à ses fils et quels sont-ils ?



*Réponse* : Il y a dix commandements :

- 1° Je suis l'Italie ta mère, ta souveraine, ta déesse.
- 2° Tu ne reconnaîtras pas d'autre mère, d'autre souveraine, d'autre déesse, au-dessus de moi.
- 3° Tu honoreras son Dieu, tu célèbreras ses fêtes, etc., etc.

### *Articles de foi.*

*Question* : Que signifie l'expression être un fasciste ?

*Réponse* : Cela signifie que les commandements, les préceptes et les sacrements de l'Italie doivent être observés ?

*Question* : Quel est son culte ?

*Réponse* : C'est le culte enseigné par les apôtres de l'Italie et du fascisme.

*Question* : De combien d'articles se compose-t-il ?

*Réponse* : De douze articles qui sont les suivants :

1° Je crois dans la Rome éternelle, la mère de mon pays.

2° Et dans l'Italie, son aînée.

3° Qui prit naissance dans son sein virginal par la grâce de Dieu,

4° Qui souffrit sous l'invasion des barbares, fut crucifiée, immolée et enterrée.

5° Qui descendit au sépulcre et ressuscita d'entre les morts au xix<sup>e</sup> siècle.

6° Qui monta au ciel dans sa gloire en 1918 et en 1922 (par la marche sur Rome).

7° Qui est assise à la droite de sa mère Rome.

8° Qui pour cette raison viendra juger les vivants et les morts.

9° Je crois dans le génie de Mussolini.

10° Et dans notre Saint père le fascisme et dans la communion de ses martyrs.

11° Dans la conversion des Italiens et

12° Dans la résurrection de l'Empire. Amen !

Si l'on excepte une dénonciation de ce credo sacrilège par l'évêque de Brescia, avec l'assentiment du Vatican, pas une seule protestation publique ne fut enregistrée par la presse italienne. Quand l'honorable Mussolini s'appelle lui-même « le Duce » il est vraiment par trop modeste. Comparé à lui, Louis XIV n'était qu'un pitoyable imposteur quand il disait : « L'État c'est moi. »

Après avoir, au cours de son voyage-réclame en Tripolitaine, profondément ému les huit puissances qui exercent présentement un droit de souveraineté dans la Méditerranée, en criant continuellement « *Mare nostrum* », « Notre destinée est sur la mer », « Personne ne peut entraver notre volonté inexorable », et ainsi de suite, le Duce quand il est revenu en Italie s'est toutefois prononcé d'une manière moins catégorique.

Ayant élevé jusqu'au plus haut degré de l'émotion frémissante l'attention de ses auditeurs il parla de cette manière :

« Vous êtes certainement dans l'attente impatiente de quelque chose. (*Cris de oui, oui.*) Je vous ai promis, l'an dernier, que vous auriez une belle occasion et j'ai tenu parole. Me croirez-vous si je vous dis qu'un jour votre impatience sera apaisée ? (*Oui, oui !*) Avant que je prononce un mot sur ce sentiment qui est aussi le mien, il est nécessaire que vous vous discipliniez jusqu'à la dernière limite, en faisant votre travail quotidien. La grande heure ne sonne pas à n'importe quel moment et elle ne sonne pas à toutes les horloges. La roue du destin tourne ; sage est celui qui la guette et connaît le moment où il faudra la saisir quand elle passera à portée de sa main. Il est nécessaire que notre Italie fasciste, divine et adorable, soit vigilante et ferme dans le travail de paix, qu'elle s'adapte aux nécessités du labeur,

qu'elle devienne systématique, tenace et persévérante. Je désire corriger les Italiens de quelques-uns de leurs défauts traditionnels : par exemple leur optimisme toujours satisfait, la négligence qui suit, chez eux, une excessive diligence, leur laisser-aller après le premier effort et l'illusion que tout est accompli alors que beaucoup de ce qu'il y a à accomplir n'a pas encore été commencé. Si le fascisme parvient à réformer le caractère italien, vous pouvez attendre dans le calme, vous pouvez être certains que lorsque la roue tournera nous serons prêts à la saisir et la pousser selon notre volonté. (*Acclamations.*) Camarades, à l'ombre de nos drapeaux qui furent bénits par un prêtre de la religion de nos pères qui est aussi la nôtre, il est beau de vivre, mais il sera encore plus beau de mourir, s'il le faut ! »

Exprimé par de froids caractères d'imprimerie, tout cela semble ridicule, mais vociférée avec une éloquence fiévreuse, dans une langue latine, une telle harangue dépassa les prévisions de l'orateur lui-même. D'ailleurs, il n'avait pas manqué d'habileté, quand par une transition abrupte il avait passé des exploits maritimes qu'il avait d'abord envisagés, à des conquêtes territoriales plus réalisables semblait-il.

De nouveau, les divers pays qui se sentent dans le champ de sa vision cherchent fiévreusement à découvrir la direction qui sera probablement indiquée par « la main de fer » à une armée de 500.000 soldats soutenus par trois millions de réservistes organisés.

La Turquie, la Grèce, les États balkaniques, l'Allemagne, l'Autriche, tous restent dans l'orbe du « Duce », tous se méfient, tous ont peur, plus ou moins. Les paroles conciliantes de M. Briand lui-même dissimulent à peine un sombre malaise. L'Angleterre, au milieu de difficultés domestiques sans



précédent, montre franchement qu'elle est très inquiète de cet obstacle nouveau apporté à un état de paix stable dans le monde, état de paix qui pourtant, considérant son rôle économique, serait indispensable à sa propre existence.

Les journaux anglais, de déduction en déduction, ont conclu que Mussolini ne pouvait pas envisager une expansion de l'Italie vers le nord, ni en Afrique « à l'ouest aux dépens de la France » ou « à l'est aux dépens de l'Angleterre », ni dans l'Amérique du Sud au mépris de la doctrine de Monroe.

Il ne reste que l'Asie Mineure, peut-être Smyrne et son hinterland, et c'est là, probablement, suggère *The New Statesman*, que « Mussolini aura sa guerre ». Car une guerre il en aura une, cela est admis. L'histoire montre que les dictateurs doivent avoir leur guerre s'ils ne veulent pas que leur peuple se fatigue d'eux et considère leurs discours comme évanescents. C'est une règle à laquelle Napoléon lui-même a dû se soumettre et que le « Duce » lui aussi a pleinement reconnue quand, affrontant ses partisans, il leur a promis de tenir compte de leur « impatience » pour l'action.

Donc, c'est ici qu'est l'énigme de la situation italienne : pour maintenir sa position de dictateur et même pour sauver sa propre peau, Mussolini, qu'il le veuille ou non, qu'il y soit prêt ou non, doit conduire ses chemises noires à la conquête de la terre bénie qu'il leur a promise. Il lui faut loger cet excédent de population, qui n'a pas le droit d'entrer aujourd'hui aux États-Unis. Il lui faut tenter de reconstruire cet empire des Césars dont il a fait mitoyer d'une manière si alléchante les magnificences, devant les yeux enflammés de ses partisans ».

## CHAPITRE VI

### LA POLITIQUE SOCIALE EN 1926

I. Le fascisme prétend ne pas être une gendarmerie spéciale proposée à la défense d'une classe. — II. La raison d'Etat. — III. Au ministère des Corporations. — IV. L'Etat juge des intérêts et directeur des consciences. — V. Une souscription volontaire. — VI. Les devoirs du riche.

Le jour même de mon arrivée à Turin, un placard, collé sur les murs de la ville à de très nombreux exemplaires, affirmait que les fascistes ne constituaient pas une gendarmerie spéciale préposée à la défense d'une classe. Ceux-ci, en toutes circonstances, entendaient ne s'inspirer que du bien public et de l'intérêt national.

Je me demandai jusqu'à quel point une telle assertion était sincère et, voulant considérer un cas concret, je fus porté à rechercher ce qu'il était advenu, sous le régime fasciste, de la loi de huit heures. Vous comprenez pourquoi.

En France, un grand nombre de chefs d'industries et de représentants de la classe dite « bourgeoise » ne dissimulent pas qu'ils considèrent la

loi instituant la journée de huit heures comme un fléau. On leur ferait très aisément déclarer que la première œuvre d'un dictateur, s'il en surgissait un chez nous, devrait être de supprimer cette disposition qui est, assurent-ils, la principale cause de nos maux. Certains directeurs éminents, comme M. Citroën et comme la plupart des chefs de l'industrie américaine, ont, croyons-nous, d'autres vues. Pour eux, l'intensité du labeur, pendant chaque heure, importe plus que le nombre des heures consacrées apparemment au travail. Quoi qu'il en soit il faut connaître ce point très intéressant qu'en Italie la loi rendant la journée de huit heures obligatoire avait été l'œuvre du parti fasciste lui-même. La « journée de huit heures » avait formé, sous les gouvernements précédents, la principale revendication, à côté du droit de grève et d'association, des partis avancés. Mais aucun ministère, même ceux qui semblaient céder chaque jour un peu de terrain aux socialistes, n'avait adopté cette réglementation dans son programme.

Or voici que, au moment même où, attendri, j'étais tout disposé à considérer comme une preuve de ses bonnes dispositions à l'égard de la classe ouvrière le maintien de la loi de huit heures, le parti fasciste la supprime !

Cette réforme, allais-je écrire, que certains attendraient, chez nous, le cas échéant, d'un Mussolini français, le Mussolini italien ne l'a point faite et il n'a point cherché à la faire. Il n'a pas modifié la législation sociale italienne qui, à bien des points de vue, convenons-en, était plus avancée que la nôtre et



rappelait assez la législation sociale allemande. Mais la situation, soudainement, se modifie et réduit à rien le raisonnement que je préparais.

Encore faut-il dire que le gouvernement fasciste déclare sa décision transitoire ; elle lui est dictée, assure-t-il, par une force majeure : la nécessité de faire face à une crise industrielle. Fier d'avoir été le premier à donner à l'Italie la « loi de huit heures », il y reviendra, assure-t-il, quand il le pourra. Eût-il donc mieux valu, demande-t-il, réduire les salaires ? Il a préféré laisser ceux-ci intacts et obtenir des ouvriers un rendement supérieur. Les travailleurs de certaines industries (les textiles et la métallurgie) ne toucheront aucun supplément pour le surcroît de besogne qu'on leur demande ; les autres industries accorderont, à leur gré, la moitié ou un tiers du salaire normal pour l'heure supplémentaire.

D'après la thèse officielle, en donnant à l'industrie des conditions plus favorables, on tend à améliorer le sort des travailleurs eux-mêmes puisqu'on fera ainsi baisser le coût de la vie. Mais bien des personnes doutent que la diminution du prix de la production, destinée à soulager certaines industries embarrassées, doive amener la réduction des prix de vente. Pour le moment, on doit se borner à enregistrer cette nouvelle expérience du régime fasciste, les difficultés qu'elle révèle, les observations qu'elle entraîne et les perplexités qu'elle soulève.

J'ai été frappé de la vivacité avec laquelle, en diverses villes, plusieurs chefs du mouvement fasciste m'ont affirmé que, depuis son avène-

ment, leur parti s'était, en plusieurs circonstances bien connues, prononcé nettement en faveur des ouvriers contre leurs employeurs. D'après ce que j'ai pu apprendre par la suite, ces assertions sont incontestables. On sait très bien comment, à différentes reprises, les intentions manifestées par certains grands patrons de diminuer exagérément les salaires de leur personnel se heurtèrent sans appel au *veto* fasciste.

Quand j'ai dit dans mon chapitre initial que le prolétariat italien ne paraissait pas être plus malheureux qu'autrefois, me suis-je trompé ? Probablement non, car il était le premier à souffrir, avant 1923, des perpétuelles grèves que lui imposaient à la légère, sans le consulter, des agitateurs de carrière. De 1919 à la fin de 1922, a écrit M. Bonomi, ancien président du Conseil, « le socialisme italien crut qu'à sa révolution suffisait la pratique de la grève, partielle ou générale, c'est-à-dire la plus inepte des tactiques, celle qui consiste à attendre passivement que l'abstention du travail, une espèce de fête supplémentaire au calendrier, s'éteigne dans sa propre impuissance. Aucune méthode ne fut plus désastreuse ; la pratique de la grève à outrance, accompagnée de violences, de tumultes au Parlement et de petites insurrections locales, finit par exaspérer les autres classes sociales sans leur porter un tort irréparable ».

En 1922, une seule société métallurgique supporta 120 journées de grève, bien que, sans contredit, la majorité de ses ouvriers eussent préféré ne pas interrompre leur travail. Or, les fascistes ayant pris le pouvoir le 30 octobre, cette même

société, à cause de ce seul événement, eut, durant cette année-là, une production supérieure de 500 tonnes à la production de 1921. Pendant l'exercice 1921-1922, 923 ouvriers produisaient 5.602 tonnes, tandis que, pendant l'exercice 1922-1923, 750 ouvriers produisaient 6.292 tonnes. Le même ouvrier qui, en 1921-1922, n'avait travaillé à cause des grèves que pendant 1.475 heures pour gagner 6.750 lire, s'employait en 1922-1923 pendant 2.593 heures et (bien que le prix de l'heure eût été diminué) recevait un salaire total de 8.750 lire.

Aujourd'hui, si une milice armée s'oppose énergiquement aux grèves, l'ouvrier en souffre peut-être dans sa liberté, mais il n'en souffre pas dans ses intérêts. Autrefois, après tout, sa liberté se trouvait, de même manière, méconnue par une minorité combative, mais il en résultait pour lui des pertes qui le réduisaient à la misère. Voilà, sans doute, ce qui explique l'apparente résignation avec laquelle il se plie à l'actuelle contrainte. Elle lui coûte moins cher que l'ancienne.



M. Rossoni, le fameux animateur de l'organisation syndicale fasciste, m'a cependant déclaré : « Des grèves ? Mais j'en ai moi-même organisé, quand il s'est agi de vaincre certaines résistances qui nous paraissaient injustifiées. Ce que nous ne permettons pas, c'est que les revendications du prolétariat finissent par aboutir à de véritables révoltes d'esclaves, à d'aveugles remous, à des mouvements désordonnés, destructeurs de la



prospérité publique et dont la masse populaire est invariablement la première à pâtir. Mais, en dehors de cela, notre but principal, celui que nous cherchons à atteindre, est le bonheur du plus grand nombre, c'est la santé de la nation et nous n'admettons qu'aucune classe, quelle qu'elle soit, puisse aller là-contre. »

A supposer même — et c'est là un point sur lequel nous reviendrons plus tard — que le parti fasciste soit, en fait, une gendarmerie au service de la classe riche, que lui a-t-il jusqu'à présent donné ?

Il lui a donné l'annihilation à peu près complète du droit de grève et la destruction des syndicats ; il lui a donné cette sécurité dont elle manquait tant autrefois ; il lui a donné la suppression de tout impôt sur les successions entre consanguins ; il lui a donné le bénéfice d'un système financier qui tire ses ressources de l'impôt indirect plutôt que de l'impôt direct. Tout cela est considérable, il faut en convenir. Mais il ne lui a pas reconnu le droit de modifier à son gré, par sa propre décision, le statut de l'ouvrier, c'est-à-dire d'augmenter ses heures de travail ou de diminuer arbitrairement son salaire.

A mesure qu'il s'habitue au pouvoir et prend conscience de ses responsabilités, le parti fasciste tend de plus en plus à tout courber sous le formidable autoritarisme de sa raison d'État. Il est devenu si fort qu'il n'y a guère plus d'intérêts particuliers, si vastes qu'ils soient, qui puissent l'intimider ; il en arrive à une conception si absolue du bien public qu'il s'attribue un droit d'examen sur tout ce qui se passe sur le territoire national.

Sous l'ancien régime absolu des Français, il était admis que tout était au roi. Le régime fasciste italien, à l'heure actuelle, n'est pas loin de penser qu'aucune affaire italienne ne doit échapper à son contrôle, le salut de la nation primant toute autre considération.

Certes, on a pu, à fort bon droit, aux premières heures de l'action fasciste, croire qu'elle était destinée à s'employer contre l'étatisme. En effet, M. Mussolini, dès son avènement, déclarait la guerre aux monopoles d'État. Mais, aujourd'hui, on voit clairement que la notion du bien public et la nécessité d'obliger les intérêts privés à se subordonner à lui ont amené le dictateur à tout courber sous un autoritarisme qui n'admet pas de résistance et ne s'accommode d'aucune critique. La doctrine fasciste, c'est présentement l'intérêt national, l'intérêt national tel que le comprend M. Mussolini. Dans sa besogne de transformation de toutes les organisations de l'État et même de la législation nationale pour les faire entrer dans les inflexibles cadres du fascisme, M. Mussolini, en personne, a développé une activité extraordinaire et une puissance de travail dont conviennent ses détracteurs eux-mêmes.

Si j'ai bien compris les très intéressantes explications qu'a bien voulu me donner M. Rossoni en personne, le fascisme, par sa création d'un ministère des Corporations, ne se propose rien moins que de créer, entre les diverses classes d'hommes qui participent à la production, un tel état de solidarité et en quelque sorte de synthèse que les conflits sociaux n'auraient pour ainsi dire plus lieu d'exister, du moins sous

une forme retentissante. Le principal rouage du ministère des Corporations sera un collège, une magistrature du travail dont la fonction spéciale sera de se prononcer sur les différends économiques. Aux assertions des patrons et des ouvriers, ce tribunal comparera celles des techniciens qui devront toujours, s'ils en sont requis, le renseigner véridiquement sur la marche d'une affaire. A la notion marxiste de la lutte des classes, génératrice de révolution, le fascisme entend substituer une sorte de fusion des intérêts des classes dans l'unité corporative. Au ministère des Corporations, les représentants des différentes classes discuteront constamment, non point dans un esprit d'antagonisme, mais, au contraire, dans une perpétuelle intention de conciliation.

Le 3 avril 1926, une loi sur les Syndicats a institué quinze associations, placées sur un même pied d'égalité, uniformément reconnues, et recevant de l'État la garantie de leurs intérêts légitimes. Ces quinze associations forment trois confédérations : 1° employeurs, 2° employés et ouvriers, 3° professions libres.

Quiconque appartient à une profession est le ressortissant d'un syndicat rattaché à une fédération dotée de la personnalité civile. Cette fédération monte de l'arrondissement à la province, de la province à la région et se présente finalement comme nationale. Alors elle entre dans une des quinze Confédérations d'employeurs, d'employés ou de professions libres. Tout citoyen, en théorie, demeure libre d'adhérer ou non à l'unique Syndicat que l'État désigne comme af-



férent à sa profession. Par ce Syndicat seulement, il peut entrer dans la filière des Fédérations dotées de la personnalité civile. Mais celui qui n'y adhère pas renonce ainsi à exercer aucune influence sur la vie juridique de sa profession. Le Syndicat officiel ou, à l'un quelconque de ses degrés, la Fédération nationale dont le Syndicat fait partie, a seul qualité pour passer des contrats collectifs ou des conventions collectives de travail. Les accords ainsi conclus ont force obligatoire pour tous les membres de la profession, patrons et ouvriers, qu'ils soient ou non adhérents au Syndicat officiel.

Toutes les anciennes bourses du travail ont été définitivement abolies. A Milan, à Turin, à Bologne, à Gênes, à Florence, tous les édifices naguère occupés par des organisations prolétaires sont devenus les centres des corporations fascistes.

Sous l'ancienne législation libérale, les contrats n'engageaient que les parties contractantes. Désormais, si une corporation industrielle quelconque prend une décision, cette décision devient obligatoire pour les travailleurs faisant partie de cette corporation et pour tous ceux qui, n'y étant pas inscrits, appartiennent cependant à la même profession. Il s'ensuit que, lorsqu'une corporation, celle des textiles, par exemple, adoptera le nouvel horaire (celui des neuf heures de travail), cet horaire devra être observé par tous les salariés de l'industrie textile. O droit de l'individu, que deviens-tu donc sous ce rigorisme inflexible?

Mais M. Mussolini ne manque jamais de se poser en adversaire de l'individualisme et d'un

« libéralisme vieilli ». « Nous représentons, dit-il, en avril dernier aux secrétaires provinciaux, l'antithèse nette, catégorique, définitive de la démocratie, de la ploutocratie, de la franc-maçonnerie, des principes immortels de 1789 : fraternité sans fraternité, égalité inégale, liberté avec caprices... »



En définitive, tout me paraît en revenir finalement à ceci : le gouvernement fasciste, décidé à empêcher que l'initiative de personnalités turbulentes et ambitieuses ne puisse à l'improviste causer des conflits désastreux, entend faire de l'État le bon et impartial père de famille dont le jugement, dicté par les circonstances, remplacera préventivement les hasardeux résultats des grèves. C'est lui qui, en dernier ressort, appréciera de quel côté se trouve le bon droit et dira qui doit céder. Lorsqu'il aura pu vérifier qu'une entreprise n'a que de faibles profits, il découragera totalement les revendications de ses salariés. Et, par contre, des exploitants prospères seront poussés par lui à la générosité.

Industriels et ouvriers se trouveront, théoriquement en tout cas, dans une même situation, au regard du ministère des Corporations. Le fait est donc que la conception fasciste abolit autonomie et liberté. De part et d'autre, employeurs et employés doivent se soumettre à une volonté supérieure qui a pour fonction d'exprimer, nous dit Rossoni, « l'idée et le sentiment d'une exigence nationale au-dessus de toutes les catégories d'intérêts ».

C'est pour parvenir à un tel résultat, explique-t-on, que, peu à peu, le fascisme a supprimé la force de la Confédération générale du travail qui était aux mains des socialistes. Il est arrivé à absorber les syndicats ouvriers et à les incorporer dans l'État fasciste. Désormais, l'ouvrier ne pourra trouver un point d'appui qu'au sein de la corporation ; il se sentira justiciable du ministère des Corporations qui ne négligera pas de considérer équitablement ses intérêts autant du moins que l'intérêt général de la nation le permettra. On va, en définitive, vers une sorte d'État syndical qui remplacerait le parlementarisme par les corporations.

Un tel programme est incontestablement intéressant, mais il est clair qu'il laisse subsister fort peu des traditionnelles libertés : il leur substitue une notion de subordination à une discipline d'État. On voit clairement que ce système serait idéal si l'Italie avait à son service un certain nombre de saints.

En effet, il faudrait des saints et des saints intelligents pour trancher en dernier ressort ceux des conflits où, de part et d'autre, les adversaires s'obstineraient à ne pas céder. Mais, supposer que des arbitres, des fonctionnaires, des humains ordinaires puissent être des saints, n'est-ce pas retourner en pleine utopie, alors qu'on voulait anéantir l'utopie marxiste ? Telle est l'incurable faiblesse de notre esprit !

N'est-il pas à prévoir aussi que, dans plus d'un cas, la classe prolétarienne sera encline à supposer que des influences occultes se sont exercées contre ce qu'elle considérerait comme le bon



droit ? Quel recours aurait-elle, je le demande, contre une décision qu'elle considérerait définitivement comme injuste ?

En outre, les industriels seront-ils toujours satisfaits de voir leurs transactions étudiées de si près par des conciliateurs officiels qu'on ne manquerait pas en France d'appeler des inquisiteurs ? Que deviendra, dans tout cela, le « secret des affaires » ? Seule la mise en pratique de ce système démontrera jusqu'à quel point il est susceptible de s'adapter à la nature humaine.

A l'heure qu'il est, la grande force du parti fasciste, c'est d'avoir supprimé toute opposition verbale ou écrite. Il peut ainsi appliquer une innovation avec le maximum d'énergie sans qu'elle soit immédiatement contrebattue par les insinuations ou les attaques directes de ceux dont les intérêts privés ou les privilèges anciens se sentiraient menacés. Il peut *agir* tandis qu'ailleurs des discussions interminables entre les avocats des différentes thèses, également soutenables, paralysent toute action.



Mais M. Rossoni va plus loin. Il a exposé, en ma présence, une théorie remarquable sur la manière dont doivent être répartis finalement les bénéfices produits par une entreprise quelle qu'elle soit. La théorie du vieux « bourgeoisie », c'était que le travail était une marchandise qui, une fois payée, laissait son acquéreur libre de toute obligation. Or, M. Rossoni considère que le salaire obtenu par le travailleur a re-

présenté simplement pour lui l'indispensable « moyen de vivre ». L'employeur ne pouvait pas faire autrement que de le lui donner s'il voulait que l'exploitation continuât. Mais il devrait être aussi admis dans certains cas, d'après M. Rossoni, que le labeur puisse en quelque sorte être « capitalisé », faire partie des forces initiales de l'entreprise, exister comme actionnaire et être représenté, à ce titre, au règlement des comptes. Nous sommes extrêmement loin, comme on le voit, de la théorie « vieille bourgeoise » qui s'exprimait par ces mots : « Je vous ai payé, je ne vous dois rien ! »

Nous rapprocherons avec intérêt, de ce programme avancé, un article du comte de Fels paru dans *la Revue de Paris* du 1<sup>er</sup> mai 1926 et intitulé « le Redressement français » :

« Nous avons commis, en tant que catégorie sociale, écrit l'auteur, une faute capitale en nous tenant obstinément au point de vue de l'économie politique, libérale et orthodoxe, qui veut que le travail soit une marchandise et qu'après l'avoir payée nous soyons entièrement quittes envers qui nous l'a vendue ».

On le voit, les idées cheminent ; une évolution s'opère malgré tout dans les esprits. Mais, convenons-en, il a fallu pour qu'on y vînt que des revendications fussent d'abord formulées avec véhémence. Tout, dans le monde, finit donc par avoir son explication.

Quelques-uns disent que la façon dont le fascisme entend protéger la bourgeoisie est une façon qui gâte un peu le plaisir d'être bourgeois. Toute cette subordination à des principes supé-

rieurs, ces nécessités multiples d'obéir à un intérêt commun, cette domination d'un État omnipotent, infaillible, voilà qui réduit singulièrement le vieux droit d'user et d'abuser. La bourgeoisie ainsi comprise a encore de beaux restes, mais enfin l'œil de Mussolini la contemple.

Ainsi, en juillet 1924, le *Duce* recevant le député Bagnasco, secrétaire de la Fédération des syndicats fascistes piémontais, n'accusa-t-il pas les industriels de s'être fait allouer indûment par l'État 300 millions d'intérêts sans faire la moindre concession aux ouvriers (1) !



Il y a quelques mois, le gouvernement fasciste organisa une souscription volontaire, dite souscription du dollar, analogue à la souscription volontaire ouverte récemment en France, avec peu de résolution. Tandis que, dans notre libéralisme, respectant pleinement le sens du mot « volontaire », nous reconnaissons à chacun le droit de ne point participer à la souscription ou de se

(1) Le 29 juillet 1926 les journaux ont publié la dépêche suivante :

« Il semble que la nouvelle loi syndicale se heurte assez fréquemment à l'hostilité de la classe patronale qui hésite à passer des contrats de travail conformes aux desiderata des syndicats fascistes.

Rossoni, secrétaire général des corporations, a lancé un nouvel avertissement aux patrons, qu'il invite à ne pas saboter la loi dont la réussite dépend de la collaboration de tous les intéressés. Le gouvernement est, du reste, fermement décidé à ne point laisser enlever à la loi le caractère de défense sociale des ouvriers sur lesquels il compte pour mener à bonne fin la bataille économique engagée. »



mettre apparemment en règle par le subterfuge d'un don infime, les fascistes italiens, eux, ont, de manière péremptoire, fait comprendre à chacun ce que devrait être le minimum de sa contribution volontaire. Les écoles elles-mêmes ont su quel effort global était attendu d'elles. Une banderole délivrée, après contribution, par les comités fascistes était apposée, par les commerçants, à leur vitrine. Cette banderole attestait le civisme du marchand qui avait obtenu le droit d'en orner ses carreaux. Mais ce droit, n'en doutez pas, avait été payé à un prix fixé par d'autres que par lui.

En un mot, la contribution « volontaire » italienne s'effectua sous le contrôle de la discipline nationale ; il ne fut laissé à personne le moyen de se chercher des scrupules de conscience, des expédients, des oppositions de principes. Chacun, sous peine de se faire classer opposant et suspect, eut à donner largement, proportionnellement à sa fortune, et voilà comment la souscription nationale réussit merveilleusement en Italie, tandis qu'elle allait languir en France. C'est que, dans l'Italie fasciste, la volonté de l'État s'impose sans appel aux mièvreries particulières, aux caprices des dissidents. Quand les organisateurs français chuchotent : « Voudriez-vous bien souscrire ? », le parti fasciste italien, lui, dit : « Vous allez payer ! »

Ce ne sont pas seulement des détracteurs du régime actuel qui m'affirment que, si Mussolini protège les financiers et leur fait gagner de l'argent, il les tient en respect et leur demande, à chaque instant, des sacrifices nouveaux et non

prévus par la loi. Je me borne aujourd'hui à noter que, d'après des partisans enthousiastes du dictateur, il est hors de doute qu'en dehors des impôts, de lourds tributs personnels sont à chaque instant obtenus de la classe possédante, incitée, par tous les moyens appropriés, à soutenir le parti qui lui donne la sécurité. Tout le monde connaît très bien le nom de ce grand banquier d'origine étrangère qui, pour avoir un jour manqué de souplesse, eut le désagrément de lire dans les journaux fascistes que le jour était prochain où son corps se balancerait au bout d'une corde !

Récemment, dans l'un de ses grands discours de Tripolitaine, Mussolini vitupéra les jeunes riches oisifs, les dégénérés qui, dit-il, s'abrutissent dans les dancings tandis que de nobles initiatives s'offriraient à eux dans le vaste univers.

★  
★★

Vous le voyez, si on a le droit d'être riche dans l'Italie d'aujourd'hui et même si le fascisme adopta pour système de favoriser autant que possible la formation des capitaux, du moins l'agrément de posséder une fortune ne va pas sans comporter quelques responsabilités ; nul ne peut dire maintenant en Italie qu'il est à l'abri de certaines censures et de certaines pressions. Ici, richesse oblige ! L'essence abstraite du fascisme résidant toute dans l'idée de nation et dans cette conviction que cette entité est supérieure aux classes, aux partis, aux personnes, le fascisme n'est que strictement logique en étendant partout et sur tous son regard. Il se démentirait lui-

même s'il ne le faisait pas. Un pas de plus et la situation d' « homme riche » ne serait plus qu'une fonction...

Voilà pourquoi, aujourd'hui en Italie, dans des milieux nullement subversifs, il n'est pas extrêmement rare d'entendre des gens envisager cette hypothèse que Mussolini pourrait très bien, quelque jour, si les circonstances s'y prêtaient, « retourner à gauche » ! Certains ouvriers aussi, se rappelant les extraordinaires épisodes de son activité révolutionnaire, espèrent qu'il a son plan, ses arrière-pensées et qu'il redeviendra tel qu'ils le connurent. Des gens à l'esprit compliqué insinuent qu'il pourra fort bien évoluer quand, ayant assuré la situation financière de l'État, il secouera définitivement l'influence des capitalistes qui subventionnèrent naguère les mobilisations fascistes.

« Il apparaît dans le syndicalisme fasciste, écrivait Prezzolini dans son livre de 1925, un germe révolutionnaire qui pourrait, le cas échéant, se développer rapidement. Mussolini pourra faire sortir, quand il le voudra, de la boîte syndicaliste, le diable révolutionnaire pour effrayer les groupements patronaux qui ne marcheraient pas à son gré. »

Que faut-il en penser ? Qui voudrait, dans un tel cas, prophétiser ? Pour ma part, je suis enclin à supposer que les idées impérialistes détermineront avant tout sa destinée. Cette tendance de son esprit rend peu vraisemblable un retour de celui-ci vers les conceptions socialistes.



## CHAPITRE VII

### L'ÉCONOMIE DU FASCISME

I. Élévation extrême du prix de la vie. — II. La rigueur des impôts. — III. La poursuite des contribuables. — L'« ordre » coûte cher. — IV. Une balance commerciale très défavorable. — V. L'accroissement très rapide des naissances et l'accroissement très lent des substances. — VI. Rigueur de l'emprise américaine sur toute l'économie italienne. — VII. Énormité des dépenses somptuaires. — VIII. Hypothèses romanesques sur l'origine de l'argent. — IX. Impossibilité d'aucun contrôle. — X. Les signes avant-coureurs d'une grande crise.

Quand je suis entré cette fois en Italie, muni de mes francs amaigris d'un cinquième comparativement à la lire, mon observation a été aussitôt que je me trouvais dans un pays où tout coûtait extrêmement cher et où il se faisait, à propos de tout, de considérables dépenses.

Il me fallait donner bien plus de lire que nous ne donnons chez nous de francs pour obtenir un même service ou une même fourniture. En chemin de fer, en taxi, à l'hôtel, au restaurant, au théâtre et jusque dans ces musées dont je ne pou-

vais franchir le tourniquet sans donner cinq ou six lire, partout il me semblait visiter un pays où l'argent s'était avili.

L'élévation extrême du prix de la vie est toujours un symptôme grave, dans n'importe quel Etat et à n'importe quelle époque. La disette a été l'une des causes de la Révolution russe comme de la Révolution française et, en réalité, de toutes les révolutions. L'homme repu est pacifique. L'histoire contemporaine de l'Italie abonde en épisodes sanglants, en crises ministérielles suscitées par la difficulté des subsistances. En mai 1898, pour ne citer qu'un cas, des troubles éclatèrent à Milan parce que le pain était trop cher ; ils firent des centaines de victimes.

Personne, à l'heure actuelle, en Italie n'ose se plaindre ouvertement du prix des denrées. Toujours aux aguets, le régime a rendu l'optimisme obligatoire. Il est interdit ici de se sentir malheureux. Cependant, certaines rumeurs me sont parvenues du tréfonds de la population où bien des gens, m'assure-t-on, ne mangent pas à leur faim. Confirmation significative : les ouvriers italiens occupés en France, quand ils reviennent chez nous après un congé passé sur la terre natale, rapportent la nouvelle que le bas peuple mène chez eux une existence d'extrêmes privations.

Mais, d'abord, que gagne-t-on ? De combien dispose-t-on ? Après avoir noté beaucoup de chiffres pour me rendre un compte exact des salaires italiens, j'ai fini par m'apercevoir que le plus véridique serait de les considérer comme à peu près égaux aux nôtres, sinon légèrement in-

férieurs. Quelques spécialistes, cependant, comme les employés de banque, sont mieux rétribués en Italie que chez nous. Cela dit, une fois pour toutes, la liste des prix relevés par moi-même, en de nombreux magasins de la péninsule, prendra toute sa signification. Ces prix règnent depuis plusieurs mois ; ils tendent à augmenter :

Pain ordinaire, de 2 l. 90 à 3 l. 10 le kilo ; pain de la meilleure qualité, 4 l. le kilo ; sucre de bonne qualité, 7 l. 60 le kilo ; café grillé, 42 l. le kilo ; café vert, 34 l. le kilo ; riz, de 3 l. à 4 l. 50 le kilo ; pâtes alimentaires, de 3 l. 70 à 3 l. 80 le kilo ; haricots crus, de 3 l. 50 à 4 l. le kilo ; chocolat, 16 l. le kilo ; cacao, de 12 à 18 l. le kilo. Quant au prix moyen de la viande, il est plus difficile de l'établir, car la question de qualité, la proportion d'os et de déchets intervient pour modifier la valeur apparente du kilo. Le filet de bœuf se vend de 28 à 30 l. le kilo ; la qualité dite *magro*, qui me semble être de la tranche ordinaire, vaut de 20 à 22 l. Le *magro* de veau atteint un prix de 30 lire.

Du poisson ? L'Italie, bien qu'elle soit presque une île, en pêche si peu que cela ne vaut pas la peine d'en parler. Le poisson, aliment surabondant en Grande-Bretagne et fort abordable en France, devient en Italie une denrée de luxe parce qu'elle est, en majeure partie, obtenue à grands frais de nos ports de Boulogne et de la Rochelle. Nos frères latins prétendent quelquefois être les gérants de la Méditerranée et ils n'arrivent pas à en extraire les poissons qui s'y trouvent. La statistique a l'œil sur tout. Elle sait qu'il y a en France 112.470 pêcheurs prenant annuellement



pour 512 millions et demi de poisson et en Italie 162.755 pêcheurs prenant pour 17 millions de poisson. C'est que notre flotte de pêche comprend 1.500 chalutiers à vapeur et que l'Italie n'en a pas. Boulogne, avec sa forte natalité, ses armateurs entreprenants, est voisine des bassins houillers français, anglais et belges. Elle a industrialisé la pêche. De là vient cette suprématie qui lui ouvre jusqu'au marché italien... dénué de charbon. On ne saura jamais à quel point le manque de charbon pèse sur les destinées de l'Italie. Mais, pour un peuple, posséder des gisements de houille, ce n'est pas un mérite ; c'est une simple chance. Si les Italiens n'ont pas de charbon, ils n'en sont pas responsables... mais nous encore moins.

L'Italie est essentiellement un pays vinicole et, pourtant, le vin le plus commun s'y vend considérablement plus cher qu'en France : 3 lire pour un fiasco d'un litre et demi. Dans les cafés, on sert ce que nous appellerions un *demi* (c'est-à-dire un double bock) de bière pour 1 l. 80. Quand le timbre-poste coûtait encore 0 fr. 30 en France, il valait déjà 0 fr. 60 en Italie. Le paquet de dix cigarettes ordinaires, qu'on a augmenté graduellement de 0,10 centimes chaque fois, a fini par atteindre 1 l. 60 !

Aussi, tandis qu'il existe encore en France des restaurants à prix fixe où, moyennant 6 ou 7 francs, l'homme de faible pécune peut se mettre à table et se procurer ainsi la sensation d'avoir presque fait un repas, ce genre d'établissements a disparu d'Italie où le premier prix d'un déjeuner très modeste atteint environ 10 lire. Au-des-

sous de ce chiffre, il faut, ce me semble, se contenter de saucissonner, dans de petites osterie, sur un carré de papier qui sert de nappe et d'assiette. Le plus bas prix d'une pension quotidienne, dans un petit hôtel, au bord de la mer ou en montagne, est de 55 lire.

Nous nous plaignons du prix de nos loyers. Que dirions-nous si nous étions Italiens ? Il a été admis, jusqu'à juin 1926, que tout propriétaire pouvait, en n'importe quel cas, élever jusqu'au quintuple ses exigences d'avant guerre. Et encore nous voici parvenus à une époque où cette limite elle-même n'existera plus ; désormais, les locations seront totalement libres, réglées simplement par la loi de l'offre et de la demande. On assure que, dans un pays de grande natalité, cette politique est indispensable puisque elle seule peut encourager les capitalistes à édifier de nombreuses bâtisses. On me dit que, l'an dernier, l'Italie a dépensé en constructions 5 milliards de lire, les propriétaires escomptant des revenus adéquats à leurs débours.

Je veux bien le croire et cet argument a sans doute sa valeur. Il est inévitable, cependant, qu'une semblable disposition doive amener une crise, une crise qui ne fera que s'aggraver jusqu'au jour où les appartements disponibles dépasseront enfin en nombre les demandes de locataires. Les plus chauds partisans du fascisme me déclarent eux-mêmes que les loyers atteignent des prix vraiment fantastiques. Tel est leur mot. A Rome, dans le quartier de Porta Trionfale, un logement ouvrier composé de deux pièces et d'une cuisine est porté aujourd'hui à 280 lire par mois,

quand il en valait 34 avant la guerre. Dans une ville du centre, un consul étranger se voit contraint de déménager, l'appartement qu'il occupait depuis des années valant désormais 14.000 lire. Or, je ne puis m'empêcher de me rappeler qu'à diverses reprises, depuis trente ans, des échauffourées ont éclaté en Italie, causées justement par la question des loyers qui n'a jamais été aussi accablante qu'à présent. Aujourd'hui, on n'ose pas récriminer. Mais que pense-t-on ?



La conséquence de tout ce qui précède, c'est que, comme je l'ai dit en commençant cette série, le peuple italien doit se contenter de vivre dans des conditions de parcimonie auxquelles, sans contredit, sa traditionnelle sobriété l'a préparé, mais qu'il lui serait difficile de réduire encore. Il est incontestable que, grâce à son climat et à ses habitudes ataviques, le peuple italien a cette grande force de consommer relativement peu et de ne pas être alcoolique. Il n'éprouve pas le besoin d'absorber à chaque instant ces mixtures qui, au détriment de sa santé, coûtent si cher au prolétariat français. En général, les familles ouvrières, où tout le monde travaille, s'accommodent assez bien, finalement, de la situation actuelle. Comme en France, les vrais pauvres sont les employés, les retraités, les petits bourgeois et certains intellectuels. Mais enfin, considérée dans son ensemble, la population italienne végète sur un plan que nous jugerions tout à fait inférieur et inacceptable. Dans les campagnes,



les paysans se contentent de fort peu et, m'assure-t-on, ne mangent même pas de viande une fois par semaine. Les ouvrières, dans les usines, n'absorbent guère que du pain, des tomates, des oignons. Les gens chargés d'une progéniture nombreuse subsistent dans la promiscuité, ignorent le fumet de la viande, se contentent de brouets inconsistants, de mets flasques.

Ce qui frappe le travailleur italien immigré en France, c'est la bonne chère. Elle est loin de lui déplaire. Dans le *Revisor* de Gogol, le personnage principal dit qu'un moujik ne souffre pas des privations qu'il doit subir parce que, de père en fils, les moujiks sont habitués à mourir de faim. C'est, à mon avis, une habitude dont ceux qui l'ont ne demandent qu'à se débarrasser. L'exemple des Italiens installés en France en témoigne. Je crois que, si le peuple italien s'est toujours alimenté très mal, il ne s'est jamais plus mal alimenté qu'aujourd'hui, mais, à cet égard, il changerait volontiers de mœurs ; il souffre ; il souffre de plus en plus et voudrait bien souffrir moins.



La rigueur des impôts, dans la Péninsule, cause les privations que nous venons de dire. Les Italiens subissent à peu près tous les impôts directs que nous connaissons. Leur impôt sur le revenu est peut-être plus dur que le nôtre. Ils supportent, par surcroît, des impôts indirects vraiment accablants qui vont jusqu'à frapper la fabrication du sucre, à l'usine même, d'une taxe de 4 lire par kilo ! Quand, à mon arrivée ici, des Italiens

m'ont affirmé qu'on payait dans leur pays beaucoup plus d'impôts qu'en France, j'ai cru à une fanfaronnade méditerranéenne. Quand j'ai contrôlé cette assertion, sa véracité m'a été confirmée par plusieurs commerçants français fixés dans ce pays.

Ceux de nos propriétaires agricoles qui réclament de « l'ordre » se satisferaient peut-être mal de la sorte d'ordre que M. Mussolini a fait régner, car l'un de ses premiers actes a été de rechercher des contribuables nouveaux. Rien que dans les campagnes, il en a découvert 1.260.000 : des paysans aisés et parfois même très riches qui, désormais, sont bel et bien contraints de verser (outre tout ce que les impôts indirects leur escamotent) 12 0/0 de leur revenu au Trésor.

C'est une légende de dire que le cultivateur est insaisissable ; la preuve, c'est que le fascisme a parfaitement su l'empêcher d'échapper au fisc. On ne songe pas à frauder quand on a devant soi un percepteur intraitable que renforcent des gendarmes, des miliciens bâtonnistes et quand on se sait réellement en danger d'aller en prison. La première de toutes les fraudes, c'est l'impunité accordée aux fraudeurs.

Les sociétés anonymes et, en général, toutes les exploitations, quelles qu'elles soient, sont bien plus taxées qu'en France. Les agents du fisc sont nombreux, rigoureux, inquisiteurs, mettent en doute l'exactitude des livres qui leur sont présentés, exigent des preuves, obligent le contribuable à batailler, à marchander, à se justifier.

Un grand industriel français, homme aimable et d'opinion conservatrice, m'avoue qu'il sup-

porte sans murmurer, à propos de sa succursale italienne, des impositions qui le feraient hurler de fureur en France si le même traitement lui était appliqué. Voilà ce que c'est que « l'ordre ». Il consiste, en premier lieu, à exiger un silence respectueux de ceux qu'on oblige à participer, dans la mesure de leurs moyens, aux dépenses de l'Etat.

Le mussolinisme, en action avant tout, se manifesta par un renforcement rigoureux et une généralisation de la fiscalité. Eux-mêmes, les humbles copistes de tableaux, qu'on voit à l'ouvrage, dans les musées, gens de pauvre escarcelle, se virent questionnés, amenés devant le fonctionnaire argentier et finalement obligés de verser leur obole. L'« ordre » règne en Italie. Je rirais énormément si un « ordre » de cette sorte était appliqué dans notre pays à un certain nombre de mes amis. Ceux-ci, de nos jours, réclament à grands cris « l'ordre » sans se douter que l'ordre consisterait tout d'abord pour eux à ne plus pouvoir continuer à frauder.

Que le contribuable italien soit sévèrement pressuré, cela me paraît incontestable. A la date du 31 mars 1926, les estimations primitives du revenu pour l'année courante avaient été excédées de plus de 2.000 millions de lire représentant des impôts effectivement perçus. Cette augmentation était constituée par 873 millions de lire provenant des douanes (pour compenser les pertes occasionnées par le change), par 500 millions d'impôts sur les transactions, par 500 millions d'impôts directs et 313 millions d'impôts indirects.



« La gestion du budget de l'Etat, écrit le comte Volpi, ministre des Finances, est limpide et ne peut pas être critiquée ; elle rendra triple à la clôture de l'année 1925-1926 l'excédent budgétaire pour le porter à plus d'un milliard deux cents millions. »

Nous en prenons acte et, de même, nous ne songeons pas à nier que le régime fasciste ait grandement amélioré le régime des voies ferrées. Dans l'anarchie d'autrefois, celles-ci finissaient par arriver à un milliard et demi de déficit. On a congédié 54,260 employés et ouvriers parasites et aujourd'hui elles fonctionnent bien et rapportent de 300 à 400 millions de bénéfice. Voilà, du moins, la version officielle, mais de mauvais esprits prétendent que quand les expulsés sortaient par une porte, 33.157 salariés pro-fascistes entraient par l'autre.

En outre, les chemins de fer italiens, depuis plusieurs années, n'ont construit aucun matériel nouveau. Quand il faudra remplacer les locomotives et les wagons devenus hors d'usage, le gain apparent dont on parle aujourd'hui sera remplacé par une perte. Le bénéfice réalisé aujourd'hui par les chemins de fer semblerait donc n'être qu'un trompe-l'œil.

L'ancien ministre des Finances du fascisme écrivait le 21 février 1926 que, finalement, la diminution totale du nombre des fonctionnaires de tout ordre n'avait été, à la date du 1<sup>er</sup> octobre 1925, que de 8.279. La loi fasciste, qui abolit les administrations municipales électives (et non payées) dans les communes de moins de 5.000 habitants, a créé pour les remplacer

7.300 *podesta* ou commissaires fascistes largement appointés.

La question même de l'excédent budgétaire est discutée attentivement par certains adversaires du régime. Ceux-ci prétendent que le pouvoir fasciste a surtout bénéficié des dispositions prises par les cabinets précédents et dont les conséquences se développèrent au cours des années, en même temps que les paiements des dettes de guerre effectués par le Trésor allaient en s'amoin-drissant. Par exemple, en novembre 1919, fut instituée une nouvelle taxe extraordinaire sur les fortunes personnelles. Cette taxe, dont la collection ne pouvait être organisée d'un seul coup, ne produisit que 480.000 lire en 1920-1921 et 600.000 lire en 1921-1922. Mais, en 1924-1925, arrivée, par la force des choses, à un meilleur fonctionnement, elle a donné 994 millions de lire et on s'attend à ce qu'elle ait rapporté en 1925-1926 mille millions. Durant la même période, le prix de la houille britannique s'est abaissé, le charbon des réparations est devenu disponible : ces circonstances ont facilité le travail des usines et l'exploitation des voies ferrées. Le nouveau régime n'a été en réalité pour rien dans ce concours de circonstances. C'est une thèse. Je la mentionne sans être en état de dire si je l'adopte ou non.



La réalité profonde à laquelle il faut toujours en revenir, c'est l'état défavorable de la balance du commerce. Celle-ci, avant tout, détermine la

situation économique de l'Italie. Elle a présenté, l'an dernier, sept milliards de déficit.

Les huit premiers mois de 1926 ont été encore plus défavorables et comme rien ne fait prévoir l'amélioration d'une telle situation, il faut s'attendre, à la fin de 1926, à un déficit de onze milliards au minimum, ce qui veut dire que la valeur des produits achetés par l'Italie hors de chez elle dépasserait de cette somme le prix de ce qu'elle aurait elle-même exporté. Il est vrai que les exportations invisibles, la dépense faite par les étrangers en Italie et les envois de fonds effectués dans la mère patrie par les très nombreux émigrés italiens réduisent de près de moitié un manque qui n'en reste pas moins énorme.

L'Italie a, tout le monde le sait, cette malchance, dont nul n'est responsable, d'être extrêmement mal partagée en fait de ressources minéralogiques. A cause de cela, ses industries métallurgiques ne peuvent avoir qu'un caractère factice et précaire. Privée de matières premières, elle n'a aussi qu'une agriculture insuffisante, puisqu'il lui fallait, en 1922 et en 1923, des céréales et d'autres produits alimentaires importés pour 3 milliards et demi de lire ! M. Mussolini, avec une énergie à laquelle il faut rendre hommage, a voulu stimuler la culture des céréales. Ces efforts ont même pris, dans la phraséologie fasciste, un nom pompeux : la bataille du blé ! En fait, la bataille du blé a déjà donné des résultats encourageants, mais il est au-dessus des forces humaines de modifier, d'une manière instantanée et décisive, les destinées de la péninsule.



Celle-ci, quoi qu'on imagine, et à moins de transformations qui prendraient beaucoup de temps et engloutiraient d'énormes capitaux, ne peut pas nourrir quarante millions d'habitants ; l'Italie est trop petite, trop peu productive pour que les hommes s'y multiplient sans mesure.

Les masses italiennes souffrent d'une disproportion accablante entre l'accroissement très rapide des naissances et l'accroissement très lent des subsistances. Leurs besoins, leurs désirs, leurs appétits, considérés en eux-mêmes, sont légitimes, mais l'état économique du pays les empêche de s'assouvir, ce qui rend les masses italiennes difficiles à gouverner et attentives à la voix des conquistadores qui situent leur bonheur futur dans les terres promises...

Le gouvernement fasciste, récemment, a pris des mesures douanières destinées à favoriser l'agriculture du Midi, même si l'industrie du Nord devait avoir à en souffrir. Il le fallait probablement, mais ces dispositions n'étaient point de nature à préserver l'industrie de la crise qui, déjà, s'abattait sur elle. Les valeurs industrielles avaient naguère monté d'une manière pleine de promesses. Leur chute n'en a été que plus sensationnelle. Elles sont loin de s'être valorisées en proportion du prix de la lire. A l'heure actuelle, le marché de ces valeurs est frappé d'une véritable paralysie. Il y a dans le pays un défaut évident de capital circulant. L'argent est cher. Les banques prêtent à des taux élevés. J'ai la preuve que les maisons industrielles apparemment les plus solides ne paient pas régulièrement ce qu'elles doivent. Elles se font « tirer l'oreille ».

Voilà, sans contredit, un des symptômes les plus alarmants de la situation. Par contre, le cours de la rente est satisfaisant. On me dit que c'est là, indubitablement, une manifestation de confiance. Ici, le petit peuple a conservé plus de respect que le nôtre pour les fonds d'État. A plusieurs reprises, le gouvernement, voulant essayer de diriger une partie de l'épargne nationale vers l'industrie, a dû diminuer l'intérêt des bons du Trésor.

Le cours de la lire, stabilisé à peu près depuis une année, ne nous paraît merveilleux qu'à cause de la baisse extraordinaire du franc. Quand Mussolini a pris le pouvoir, 100 francs valaient environ 170 lire ; ils ne valent, le 1<sup>er</sup> décembre 1926, que 85 lire. Mais, comparée aux monnaies-or, la lire n'a nullement fait ce bond dont notre propre chute nous donne l'apparence. Le fascisme a trouvé la Livre à 112 ou 115 lire ; il la payait 126,75 en juin 1925 ; elle lui coûtait en août 1926 120 lire, en octobre 112 lire et, en décembre 1926, 114 lire, puis 112 lire.



Il s'agirait de savoir à quel prix la stabilisation relative de la lire fut un instant réalisée. Durant l'été de 1925, 50 millions de dollars furent obtenus de la banque Morgan, sous la forme d'une ouverture de crédit, et, à la fin de l'année, cette opération se transforma en un emprunt de 100 millions de dollars. Le taux de l'intérêt était de 7 0/0, mais l'emprunt fut conclu à 94 1/2 et coûta, dit-on, 20 0/0 payés en diverses commissions.

Ces accords étaient, remarquez-le, consécutifs au règlement de la dette italienne aux États-Unis par le comte Volpi. Alors que la France, se sentant fondamentalement plus riche, résiste énergiquement jusqu'au jour présent aux dures prétentions américaines, l'Italie fasciste, en dépit des discours tonitruants de ses chefs, s'y est soumise d'emblée.

L'Italie s'est engagée à payer les États-Unis, même si elle n'était pas payée par l'Allemagne et quelle que puisse être l'influence de ces paiements sur le cours de ses changes. Elle s'est mise dans une situation plus défavorable que celle où se trouve l'Allemagne depuis l'adoption du plan Dawes. En vertu de celui-ci, les transferts de marks, pour les réparations en espèces, sont suspendus dès qu'ils sont susceptibles de nuire aux cours du mark. Les versements du Reich en marks sont arrêtés dès que 5 milliards sont, de ce fait, immobilisés en Allemagne. Au contraire, l'Italie devra payer les États-Unis, quelque préjudice que doive en subir la lire. Elle est seulement autorisée à ajourner de deux ans le versement de ses semestrialités, en payant un intérêt de 4 1/2 0/0.

L'Italie a remis soixante-deux bons d'Etat correspondant, pour le montant, la date et le taux d'intérêt, aux soixante-deux échéances prévues par le *settlement*. Tous ces bons, d'une valeur totale de 2.042 millions de dollars, seront payables au pair, augmenté des intérêts en monnaie-or des États-Unis ou en valeurs d'Etat américaines émises après le 6 avril 1917.

Les États-Unis se réservent la faculté de de-



mander à tout moment au gouvernement italien et pour un montant indéterminé l'échange des bons d'Etat contre des obligations définitives en lire, à émettre dans le public, en Italie ou ailleurs. Ces obligations privilégiées, exemptes de tous impôts ou taxes, pourront, à défaut de rachat par l'Italie, être négociées dans les Bourses que désignera la Trésorerie fédérale, le gouvernement italien s'engageant par avance à user de ses bons offices pour faciliter leur admission.

Or, rappelez-vous bien que si l'Allemagne a remis à ses créanciers, en vertu du plan Dawes, 11 milliards de marks-or d'obligations des chemins de fer et 5 milliards de marks-or d'obligations industrielles, elle ne s'est pas engagée à les absorber.

Ainsi, les États-Unis pourront, à tout moment, mettre en vente 2 milliards de dollars d'obligations italiennes. Ils tiennent ainsi à leur discrétion le crédit de l'Italie. Ils peuvent submerger le marché de ses fonds publics sous une avalanche d'obligations. Le cours de la lire est à leur merci, puisqu'ils peuvent inonder tous les marchés du monde de lire, représentées par ces obligations. Ils tiennent sous leur coupe la puissance productive de l'Italie, ayant le moyen de conquérir ses éléments essentiels par la vente de ces obligations sur les places italiennes.

Avant la guerre, le capital de l'Italie n'était évalué qu'à moins de 20 milliards de dollars, avec un revenu de 2 à 3 milliards de dollars. La créance des États-Unis sur l'Italie, convertie en lire, est estimée à un cinquième de la richesse totale de l'Italie. La créance totale des Anglo-

Saxons, après le règlement de la dette britannique, s'élève à près de la moitié de cette richesse. La réalisation de leur créance peut permettre aux Anglo-Saxons de prendre le contrôle des principales affaires industrielles, commerciales et financières, celles-ci étant, relativement, peu nombreuses.

Ainsi donc, la stabilisation de la lire n'a pas été due à un miracle accompli par les financiers fascistes. L'avantage apparent que la monnaie italienne s'est assuré sur la monnaie française, et dont les ignorants font tant de bruit, consacre, hélas ! cette douloureuse vérité que le gouvernement italien s'est plié beaucoup plus vite que nous aux exigences des banquiers américains. Ce gouvernement, soucieux avant tout d'améliorer sa situation présente, de gagner du temps et de marquer un succès momentané, a fait bon marché de l'avenir. Qui peut dire, songe-t-il, de quoi l'avenir sera fait ? C'est à ces conditions accablantes qu'il a obtenu la participation du groupe Morgan à la stabilisation de la lire. Les hommes d'Etat français, on le sait, ont jusqu'à présent fait des efforts désespérés pour ne pas consentir à une telle aliénation de notre indépendance et voilà pourquoi une lire nous coûte, le 1<sup>er</sup> décembre, 1 franc 17, après nous avoir coûté, trois mois auparavant, beaucoup plus.

Avant 1914, l'emprise germanique était dénoncée par les hommes d'affaires italiens. Aujourd'hui, ce péril est bien moins grave que le péril anglo-saxon. Avant de préparer la résurrection de l'empire romain et le triomphe du Midi latin, il faudrait d'abord songer à ne pas changer la

péninsule en un simple Dominion américain.

★  
★★

Les Italiens ne sont pas les seuls à être obérés et nous nous sentons pleinement solidaires de leurs soucis. Cependant, devant une situation aussi complexe, aussi troublante que la leur, l'accroissement constant de leurs dépenses publiques doit étonner. Un exposé officiel du 31 mars 1926 révèle les augmentations de charges que voici : 300 millions de lire pour le ministère de l'Intérieur (y compris 121 millions affectés à une réorganisation de la police) ; 586 millions pour la Guerre ; 60 millions pour la Marine ; 103 millions pour la Navigation aérienne ; 96 millions pour les Colonies.

Mais, avant tout, c'est l'ampleur des dépenses somptuaires qui est vraiment surprenante. Là-dessus, il n'y a qu'un cri ! Dans toutes les branches de l'activité sociale où son prestige est directement intéressé, le gouvernement fasciste se comporte avec magnificence ; il sème l'argent à pleines mains. Le voyage du *Duce* en Tripolitaine a coûté à lui seul 300 millions de lire. Reçoit-on des délégués étrangers comme ces mutilés belges qui ont visité récemment l'Italie ? Rien alors n'est épargné et on les traite avec faste. Renouvelle-t-on l'ameublement d'un local affecté à de hauts fonctionnaires du parti ? Les bois et les cuirs les plus coûteux sont employés. S'agit-il de subventionner des fouilles archéologiques et de faire apparaître de glorieuses ruines ? Les fonds ne sont pas ménagés. Partout on construit, partout



on assainit de vieux quartiers, on « haussmanise » partout, on procède à des embellissements. Quand les syndics municipaux, inquiets, déclarent n'avoir plus de crédits, il leur est répondu : « Agissez ! L'argent sera obtenu. » Le programme des travaux publics a, dans chaque cité, mais principalement à Rome, une ampleur vraiment impressionnante. On refait des champs de courses, on subventionne des villes, des sociétés sportives ou des entreprises dramatiques comme celle de Pirandello. Il en est ainsi en tout et pour tout. Là-dessus, Italiens et étrangers sont unanimes. Le gouvernement fasciste, dans tous les cas où il lui est donné d'intervenir directement, se comporte en grand seigneur, comme s'il y avait, dans les caves de ses ministères, des mines d'or. En songeant à tout cela, les plus dévoués partisans du régime s'émerveillent et demandent : « D'où peuvent bien venir de telles ressources ? D'où vient l'argent ? »

Il y a encore une autre énigme. Comment s'effectue le paiement de la milice fasciste ? Ce corps comporte environ 300.000 hommes, mais ceux-ci ne sont jamais tous mobilisés en même temps et ils ne touchent une solde de 30 lire par jour que quand ils sont en service. Les suppositions varient à l'infini quant aux effectifs probables de la milice dans toute l'Italie durant 365 jours. Puisqu'on voit des chemises noires partout, est-il excessif de supposer que le nombre des mobilisés atteigne le sixième des disponibilités ? Or, 50.000 hommes, dans ce cas, coûteraient 547 millions par an, tandis que le chiffre prévu au budget est infiniment moindre.

Raisonner d'après des suppositions est toujours scabreux. Qui, en dehors des chefs fascistes, pourrait dire combien de miliciens sont employés dans toute l'Italie au cours de 365 journées ? Bien des gens, dont la tournure d'esprit ne me paraît pas opposée au fascisme, inclinent à penser que la milice fasciste coûte beaucoup plus cher que la somme hypothétique considérée plus haut. Quelques Italiens, sans critiquer en rien le régime, font remarquer que c'est dans toute la force du terme un régime d'exception. Il n'a de comptes à rendre à aucun Parlement ; il n'admet les critiques d'aucune presse. Dès lors, il n'est nullement obligé de gérer ses finances par les voies et moyens ordinaires et il peut lui paraître excellent d'assurer, par des procédés connus seulement de lui, le bien public.

— Monsieur, dis-je à celui qui me tenait des propos de cette sorte, vous aventurez là d'imprudentes paroles, M. le comte Volpi vient, tout au contraire, de déclarer que les finances de l'Italie sont parfaitement claires.

— Allait-il donc proclamer le contraire, repartit mon interlocuteur, et la raison d'Etat n'est-elle point là pour lui commander certains devoirs ? Puisque vous entendez dire partout que le gouvernement fait des dépenses immenses et inexplicables, expliquez-moi d'où lui vient l'argent. Ne faut-il pas qu'il se soit assuré certaines ressources dont il ne juge pas à propos de nous entretenir ?

— N'est-il pas plus raisonnable et moins romanesque de penser, dis-je, que l'État, drainant tout à lui par la rigueur de ses impôts, il est

d'autant plus riche que les entreprises privées sont plus appauvries.

— Le budget, en tout cas, devrait porter compte de certaines sorties vastes et continuelles dont nous ne retrouvons point trace. Il y a donc autre chose...

— Comment l'entendez-vous ?

— Ou bien, comme cela se dit couramment, le gouvernement fasciste continué à obtenir des riches propriétaires, des grands industriels et des banquiers, en un mot de la classe dont il a été le protecteur, certains subsides supplémentaires dont la comptabilité de l'Etat n'a pas à tenir compte... Ou bien...

— Ou bien quoi ?

— Ou bien, interprétant d'une manière large, mais logique, sa propre doctrine et la poussant jusqu'à ses dernières conséquences, il se fait lui-même le régulateur de la circulation monétaire. Certain de l'excellence de ses intentions et concevant que le pays entier, soumis à une rigoureuse unité, constitue en réalité le gage des signes de la valeur, il s'octroierait ce dont il jugerait le maniement indispensable, bien persuadé que ce qu'il y a souvent de pire dans un mal, c'est la publicité qu'on lui donne et qu'il est peu de chose quand le monde n'en sait rien. Quoi ! notre gouvernement refuse de discuter ses comptes devant le Parlement de l'Italie, devant la presse italienne, et, tout à fait inutilement, il initierait l'étranger aux secrets de sa trésorerie ? A d'autres ! Quand on est imbu, comme il l'est, de l'idée du bien public, on se trouve perpétuellement sous le coup d'une force ma-



jeure et on ne relève que de sa conscience.

— N'allez pas plus loin, m'écriai-je exaspéré. J'essaie de procéder à une étude sérieuse et ne désire nullement rédiger des contes fantastiques. Vos insinuations méconnaissent les données les plus élémentaires de l'économie politique. Comment admettre ces billevesées ? L'Italie n'est-elle pas amenée à rechercher du crédit ? Les banquiers américains ne lui auraient rien prêté, s'ils avaient soupçonné chez elle quoi que ce fût d'anormal.

— Mais de quelle manière les banquiers américains se sont-ils renseignés ?

— Assez, monsieur, dis-je, n'insistez pas ! Brisons là ! Tout tend simplement à démontrer je le répète, que, dans la situation actuelle, l'Etat a trop d'argent et l'industrie pas assez. Si ce que vous essayez de me donner à entendre correspondait à la réalité, il y aurait inévitablement dans le pays surabondance de fonds et flux d'argent dans les banques, tandis que le contraire se manifeste. Ainsi la preuve est faite et réduit à rien vos divagations.



J'ai reproduit cette conversation baroque, cette conversation que je n'invente pas, pour donner à mes lecteurs un exemple des difficultés où se débat celui qui essaie de se faire une idée précise de la situation de l'Italie. C'est la faiblesse des régimes absolus que leurs adversaires, faute de débats contradictoires et de libre discussion, peuvent toujours donner à leur cautèle cette insi-

dieuse conclusion : « Après tout, nous ne savons pas. Personne ne peut savoir. Qui pourrait assurer le contraire de ce qui vient d'être dit ? » De telles phrases, en effet, suggèrent des appréhensions infiniment plus graves que la vérité n'en causerait si elle était nettement révélée et circonscrite par des limites précises.

Beaucoup des étrangers fixés en Italie n'ont pas d'antipathie pour le régime fasciste. Plus d'un, pourtant, en dépit d'une longue connaissance du milieu, dit être désorienté par ce fait que les nouvelles italiennes sont toujours données « d'un seul côté » et ne permettent de contempler qu'un tableau sans perspective, d'où les ombres sont absentes. Aux informations de source officielle, nulle contre-partie n'est apportée ; l'imagination quelquefois y supplée, fort au delà, peut-être, de ce que serait la discussion du réel. On finit, à la longue, en de telles circonstances, par tout admettre et par tout considérer comme possible. Aussi bien, le penchant naturel des hommes est d'aimer les explications extraordinaires. Nous ne détestons pas qu'on flatte, par des anecdotes, notre goût pour le romanesque. Rien n'est moins amusant que le froid bon sens. Voilà pourquoi même ceux des étrangers qui se font les défenseurs du régime fasciste, quand on les questionne sur un point où celui-ci pourrait être en défaut, finissent généralement par répondre : « Comment voulez-vous savoir cela ? Nul moyen d'investigation n'est à votre portée. » Une impression d'indécision, d'incertitude, domine constamment l'esprit de celui qui cherche à faire ici une étude sincère. A chaque instant, il

rencontre des messieurs, les uns Italiens, les autres étrangers, qui lui répondent : « Ce sujet est un de ceux sur lesquels il n'existe présentement aucun moyen d'être fixé. » Dans ce pays où la masse populaire juge prudent de rester silencieuse, où la presse est officieuse, rien, décidément, n'est moins public que les affaires publiques.

★  
★★

Par contre, il faut le dire, les dernières mesures prises pour défendre le crédit de la nation sont intelligentes et courageuses. Les fascistes entendent soustraire la population aux abus de certains intermédiaires avides. Marchés et revendeurs sont attentivement surveillés. La confection du pain gris, *unique*, à l'exclusion d'aucun autre, assurera d'importantes économies. Mussolini vient de supprimer 95 sous-préfets sur 167. On porte la hache dans des administrations paresseuses où, naguère, les parlementaires groupaient leurs agents électoraux. La grande force du fascisme, je suis bien obligé d'y insister, c'est d'être toujours capable d'une action résolue et immédiate. Il ne se sent point paralysé par la résistance de ces intérêts privés qui, en d'autres pays, trouvent toujours des avocats obstinés et de retentissantes tribunes. Le fascisme, lui, est tout action.

★  
★★

L'année 1926, convenons-en, se termine d'une manière qui déconcerte les grandes espérances conçues aux premières heures du fascisme. Na-



guère, poursuivant une politique de prestige, et pour donner les apparences d'un renouveau économique on a poussé les sociétés à se développer au delà de toute mesure. Sous l'excitation gouvernementale les banques ont libéralement favorisé les initiatives des compagnies industrielles.

Depuis 1922 on a fait en Italie des émissions deux fois plus importantes que les émissions françaises du même temps, bien que la France soit considérée par les experts anglo-saxons comme un pays trois fois plus riche que l'Italie. On dit qu'à l'heure actuelle, les banques italiennes détiennent dans leurs coffres 9 ou 10 milliards de titres émis, non placés et non plaçables. Aussi bien il y a eu dans presque toutes les opérations de Bourse un caractère spéculatif inquiétant, les valeurs étant rarement acquises par des personnes désireuses de s'en rendre stablement propriétaires. C'est bien en vain qu'on a menacé les spéculateurs en Bourse. La pénurie de capitaux *réels* est un mal sans remède.

Aujourd'hui la politique financière du gouvernement comporte un resserrement rigoureux du crédit au point que les entreprises et les transactions se trouvent paralysées. Défense, en même temps est faite aux patrons de congédier des ouvriers. Mais la nécessité rend néanmoins ce débauchage inévitable. Il devient très important et selon toute probabilité ne va faire que croître, infligeant à l'Italie le fléau du chômage. Les industries métallurgiques, en dépit de leurs subventions énormes végètent ; les hauts fourneaux travaillent au ralenti. L'industrie automobile et celle de la soie artificielle subissent une

crise très forte. Dans les fabriques de gros tissus on ne produit plus que pendant quelques heures par semaine. Bon nombre de magnats qui ont soutenu le fascisme de leurs deniers, quand il s'acheminait vers la conquête du pouvoir, s'alarment maintenant du tour pris par les événements et voient s'approcher des temps d'épreuves.

Sans pouvoir en prendre la responsabilité puisque je ne dispose d'aucun moyen de les contrôler je suis obligé de consigner un certain nombre d'allégations recueillies fréquemment par moi et qui, si elles étaient toutes véridiques, nous obligeraient à conclure que la situation monétaire de la Péninsule est *extrêmement grave* :

De nombreux experts affirment que le surplus du budget n'est pas réel, ils dénoncent des tours de prestidigitation, exécutés pour donner le change aux étrangers. Sont-ils dans le vrai ?

En août 1926, le grand journal démocrate américain *New-York World* a prétendu prouver que les financiers fascistes n'accusaient un excédent de recettes que grâce à une succession d'expédients. Ce journal a publié le texte intégral d'un décret du 5 juin 1926 autorisant le gouvernement royal à prélever, avant la clôture définitive de l'exercice, les trois quarts de l'excédent et à incorporer cette somme dans un chapitre spécial, incontrôlable et secret, destiné à faire face aux charges des dépenses militaires et des reconstructions économiques.

Cet artifice permet de ne pas révéler, aux nations étrangères, les vraies dépenses militaires. Si, par exemple, les dépenses militaires se montent à cent, on les inscrit dans le budget à

concurrence de cinquante ; le budget accuse un surplus, mais ce surplus à quoi est-il employé ? Aux dépenses militaires. Ainsi, on a masqué les dites dépenses, tout en grossissant, aux yeux de l'étranger, les recettes de l'État ! Succès double !

Au budget de 1925-26, on a extrait du budget 1.190 millions, transportés du service des dettes de guerre à une caisse d'amortissement spéciale. Et cette caisse reçoit seulement 200 millions de revenus ! Que sont devenus les 900 millions ainsi volatilisés ? En réalité, le vrai budget a dû se clore, dit-on, avec un déficit de presque un milliard. Un grand nombre de dépenses ne figurent d'ailleurs pas dans le budget. De quelle manière l'aviation et les travaux publics sont-ils réglés ? Mystère !

Comment s'expliquer, dans ces conditions, que la lire ait pu, jusqu'à présent, se maintenir à un cours supérieur à celui du franc ? C'est que, assure-t-on, le marché de la lire est artificiel ! Pour défendre un cours factice et satisfaire ainsi un désir de grandeur, on méconnaît les lois inéluctables de l'économie. D'immenses emprunts ont été contractés en Amérique, non plus par l'Etat lui-même, mais par des industriels et des agriculteurs italiens qui donnaient en gage leurs fabriques, leur outillage, leurs terres, afin, disaient-ils, de pouvoir se munir de matières premières. Simple artifice de l'Etat fasciste qui allait se faire remettre les dollars ainsi obtenus. Un décret du 10 février 1926 a décidé que les industriels verseraient au gouvernement les monnaies étrangères que leur procureraient leurs emprunts. Les producteurs italiens reçoivent, en



échange, des lire et non une monnaie saine. Lorsqu'ils devront régler leurs engagements à l'extérieur, quelles ne seront pas leurs difficultés ?

La *Review of Reviews* de Londres dit :

« Par un certain nombre d'expédients désespérés et par l'augmentation, jusqu'à un point dangereux, des dettes italiennes à l'étranger, la valeur internationale de la monnaie italienne a été « forcée ».

« Après avoir absorbé tous les crédits disponibles en dollars, le Trésor italien donne maintenant une garantie aux banques privées italiennes qui essaient de contracter, onéreusement, des emprunts à court terme dans les banques américaines. Le Trésor se fait délivrer ces sommes aussitôt qu'elles ont pu être obtenues et remet des lire aux emprunteurs. Une telle tactique ne peut avoir qu'une issue désastreuse (1). »

(1) Le *Journal des Finances* du 22 octobre 1926 disait, de son côté :

5° Contrairement aux informations prodiguées, la circulation ne diminue pas ; la réduction accusée est fictive. Voici comment a été réalisée la prétendue diminution de 500 millions de lire qu'aurait effectuée la Banque d'Italie. Le *Consorzio Sovvenzioni Industriali* a versé à l'Etat 500 millions de bons du Trésor (en octobre, il devra donner encore 500 millions) ; l'Etat a crédité le *Consorzio* sur son compte courant à la Banque d'Italie pour la somme correspondante de 1 milliard 300 millions) et la Banque a rendu à l'Etat une somme égale en bons du Trésor, qui étaient destinés à l'amortissement de la dette. Les billets restent les mêmes et pour la même somme.

Enfin, on a annoncé le passage à la Banque d'Italie de 90 millions de l'emprunt Morgan. Mais cet emprunt, comme on l'a déclaré lors de sa réalisation, n'a-t-il pas couvert l'ouverture de crédit de 50 millions renouvelable de six mois en six mois, commencée le 1<sup>er</sup> juin 1925 par la Banque Morgan aux banques d'émission italiennes, somme affectée par la

Ces observations, dont il est d'ailleurs impossible au public ordinaire d'approfondir les détails, ont cependant un caractère assez précis pour justifier des appréhensions.

Un décret du 7 novembre 1926 établit que les bons du Trésor à un, trois, cinq ou sept ans seront *obligatoirement* convertis en dette consolidée. Cette décision coïncide avec la baisse rapide du consolidé italien. Et, chose plus inquiétante encore, un article du même décret impose, aux instituts de crédit et de prévoyance, la contrainte d'acheter du consolidé dans la proportion de la moitié de leurs disponibilités actuelles. Un emprunt de huit milliards est lancé pour atténuer les effets de ces décisions. On ne peut qu'attendre ceux-ci avec sympathie pour le peuple italien, mais non sans certaines alarmes.

M. Mussolini a déclaré qu'il défendrait la lire « jusqu'à son dernier souffle, jusqu'à sa dernière goutte de sang ». Nous ne doutons point de son courage ; nous le croyons, certes, fort capable de sacrifier sa vie à une cause qui, d'ailleurs, le concerne plus que personne. Mais une monnaie ne se défend ni avec des souffles ni avec du sang, pas plus qu'on ne peut combattre une épidémie à coups de baïonnette.

M. Mussolini se trouve actuellement aux prises avec ces implacables fatalités économiques auxquelles ni l'éloquence, ni les menaces, ni les clameurs des foules ne peuvent rien. Ces fatalités

suite à la disposition de la défense des changes ? Dans l'affirmative, la Banque Morgan n'aurait mis à la disposition du Trésor italien que 40 millions.

ne sauraient être atténuées que par beaucoup de travail silencieux, beaucoup de raison, beaucoup de patience et par l'adaptation sage de tout un peuple aux possibilités, aux ressources, aux espaces qui lui sont accessibles.

M. Mussolini, habitué à triompher dans les luttes de la politique intérieure par des coups d'audace et des actes de volonté s'exaspère contre l'inertie d'une force insaisissable à laquelle les cris d'indignation et les attitudes crispées ne changent rien. Napoléon lui-même n'a jamais réussi à modifier durablement le cours de la rente.

Les besoins matériels d'un peuple ne peuvent être assouvis que par des productions substantielles. La surexcitation chauvine ne donne à manger à personne ; elle peut seulement finir par exposer un pays au risque d'une guerre, sans lui procurer les milliards dont il lui faudrait disposer pour l'entreprendre.

Il nous est donc, en Italie, démontré que les péripéties les plus tapageuses de la politique ont peu d'influence sur les facteurs fondamentaux qui déterminent l'existence d'un peuple. Il y a incompatibilité entre l'économie politique d'une part, et d'autre part, le tonnerre de l'éloquence et les promesses d'une magie soupçonnée de n'être qu'une simple prestidigitation.

Le rôle du fascisme a été de mettre fin à la période d'anarchie commencée en 1919. Mais, quelles que soient les habiletés ou les sévérités d'un régime, celles-ci ne sauraient, à la longue, prévaloir contre la nature des choses.

L'Italie de 1926, considérant les ressources



qu'elle a et celles qu'elle n'a pas, considérant aussi les besoins que lui donne une natalité toujours accrue, ne saurait, par des expédients administratifs, se procurer ce qui lui manque. Les chemises noires ne sont pas des sacs de blé. Il serait très difficile à M. Mussolini ou à n'importe qui de modifier décisivement le sort du peuple italien par des efforts accomplis sur le sol même du royaume.

Il y a beaucoup trop d'habitants dans cette péninsule où, durant des siècles, ne végéta qu'une population très restreinte. Toutes les difficultés italiennes se résument par cette constatation et voilà justement pourquoi le dictateur ne cesse de regarder vers le vaste univers.

## CHAPITRE VIII

### L'ARMÉE ET LA MARINE

I. Comparaisons. — II. L'Italie entretient en réalité deux armées actives. — III. Progrès incontestables des forces italiennes. — IV. Les effets présents et futurs de la discipline fasciste — V. S'il fallait mobiliser? — VI. L'Italie tributaire de l'étranger pour toutes les matières premières nécessaires à l'armement. — VII. La frontière du Brenner. — VIII. Les qualités de la flotte italienne. — IX. Les dettes de certains États leur tiendront lieu de sagesse.

Qu'y a-t-il, exactement, derrière le chatoyant décor où retentit le mugissement de tant de discours auxquels le monde a fini par prêter une sérieuse attention ?

Récemment, la *Rassegna Italiana* écrivait : « L'Italie ne demande pas de garanties pour sa puissante frontière des Alpes. Elle s'occupe de développer son armée, sa marine, sa force aérienne. Nous tenir prêts, voilà ce qui est nécessaire. Tout le reste n'est que discussion académique. » Fort bien. Mais, ce développement, où en est-il ?

Je passerai sous silence les données sensationnelles et un peu enfantines auxquelles, aisément,

aurait pu me conduire mon investigation : thèmes de grandes manœuvres militaires et navales paraissant quelquefois adopter certaines hypothèses où nous jouerions, nous, Français, le rôle de l'ennemi ; frontière italienne, en face de notre territoire, hérissée de forts et de canons ; tirs d'artillerie pratiques à deux pas de chez nous ; projectiles éclatant malencontreusement en terre française... Que sais-je ?

Si l'on voulait répéter et grossir ce que certaines gens racontent, on tomberait dans le roman-feuilleton. Par système, je n'admets rien de ces histoires, persistant à douter que des hommes intelligents comme les Italiens soient capables de se conduire envers nous d'une manière offensante et un peu niaise. Attachons-nous à rechercher des notions vraiment dignes d'être retenues (1).

Quand on arrive en Italie, on est frappé du grand nombre d'officiers qu'on voit circuler dans

(1) Ai-je bien raison de le prendre ainsi ? Un commandant en retraite, ancien officier dans un corps des Alpes m'écrit : « La frontière des Alpes, face à la nôtre, *depuis la Suisse jusqu'à la mer*, est, depuis plusieurs années, soumise à des travaux formidables autant qu'onéreux : constructions de routes et de chemins stratégiques extrêmement nombreux, abris creusés dans le roc, emplacements pour armes automatiques, installation de pièces de 305 pouvant tirer sur tous les points de notre organisation défensive. On a d'autant plus le droit de se montrer inquiet, *que nous n'avons absolument rien fait dans cette région, depuis un temps bien antérieur à la guerre...* En définitive nous avons des voisins encombrants et dangereux. Sous les dehors d'une amitié officielle ils se préparent, moralement et matériellement, à des hostilités qui ne peuvent être dirigés que contre nous. En France personne n'en sait rien ou ne veut y croire. Ceux qui réfléchissent un peu sont bien en droit de se demander ce que l'avenir nous réserve. »

En outre, ce ne saurait être à la légère que, le 12 no-



toutes les villes. Il semble qu'il ait subsisté ici un militarisme ostentateur. Mais cela s'explique en partie par ce fait que les officiers italiens sont toujours en uniforme. Peut-être aurait-on une impression du même ordre en France si beaucoup de nos officiers ne s'habillaient pas souvent en civil.

Il n'est point rare qu'on voie ensemble des officiers de la véritable armée et des officiers de la milice fasciste, mais cela ne m'a paru non plus très fréquent. Les deux troupes semblent voisiner sans beaucoup se pénétrer. Il a fallu, assez récemment, relever d'environ 50 0/0 la solde des officiers de carrière (et celle des sous-officiers), parce que, comparant ce qu'ils touchaient aux appointements reçus par les officiers fascistes d'un grade égal au leur, ils se jugeaient par trop désavantagés. Depuis que satisfaction lui a été donnée, le corps des officiers semble s'accommoder extrêmement bien du régime fasciste. Se rappelant l'époque où son uniforme était insulté dans les rues, le monde militaire ne peut qu'être favorable au nationalisme des fascistes. Le 1<sup>er</sup> novembre, une sanglante collision se serait produite, à Gênes, entre soldats réguliers et miliciens fascistes. De cet incident isolé, ne tirons pas de conclusion.

Tous les détachements de troupes que j'ai ren-

vembre 1926, M. le député Eugène Frot a dit à la tribune de la Chambre : « Au moment où je parle — et vous ne l'ignorez pas — l'état-major italien réorganise ses lignes de défense nationale, c'est-à-dire d'attaque internationale, du côté des Alpes françaises. Il a créé des corps d'armée nouveaux. Il aurait même modifié son grand plan pour le diriger dans le sens d'une attaque contre la France. » (*Voir aussi l'important appendice du présent chapitre.*)

contrés en diverses parties de la Péninsule m'ont paru bien tenus, très correctement vêtus et montrant tous les dehors d'une parfaite discipline. Ils pouvaient certainement supporter, à cet égard, une comparaison avec les soldats de n'importe quelle puissance européenne.

Si l'on s'en rapporte aux estimations strictement documentaires d'un annuaire qui prétend à une froide objectivité, comme le *Statesman's year book* publié à Londres, on voit que l'armée italienne compte, de notre temps, 18.000 officiers et 290.000 hommes, y compris les carabiniers. Ce chiffre a, paraît-il, été réduit récemment à 225.000 hommes.

Quoi qu'il en soit, l'armée italienne est formée de trente divisions et, notons-le en passant, l'armée française n'en aura pas un nombre aussi grand, après l'adoption du service à court terme.

Empressons-nous d'indiquer que bien des techniciens ne considèrent pas comme une supériorité, le fait d'entretenir beaucoup de divisions constituées d'une manière incomplète. Certains croient qu'il vaut mieux disposer d'un moins grand nombre de divisions, à condition que chacune soit une véritable force pourvue de cadres puissants, munie de tout son matériel et immédiatement prête à faire campagne.

On explique encore que l'instruction militaire rendue extrêmement complexe, par la multiplicité sans cesse croissante des engins de combat, ne saurait être réellement assurée que dans de telles unités, perpétuellement maintenues à effectif de guerre. Or les difficultés financières de l'Italie l'obligent, bien que la durée du service militaire

soit, en principe, de dix-huit mois, à libérer chaque année, 50.000 soldats après six mois seulement de service. Ces mêmes difficultés l'empêcheront probablement de donner tout l'outillage technique indispensable à ses trente divisions exposées, dès lors, à végéter dans l'anémie... Nous voyons là, encore une fois, que la prolificité n'est pas tout car il faut énormément de ressources pour constituer et maintenir en état d'efficacité constante une *véritable* division.



Jusqu'à présent, l'armée active française compte théoriquement 421.000 hommes. Mais, les deux armées, l'italienne et la française, ont, de part et d'autre, à côté d'elles, des éléments puissants qui modifient ces chiffres apparents.

En Italie, la milice nationale instantanément mobilisable compte de 200 à 300.000 volontaires fascistes, les « chemises noires », tous, ou presque tous, anciens soldats : un corps d'élite, en vérité, militairement organisé, formé d'hommes jeunes, enthousiastes et remplis d'une foi mystique et vraiment touchante dans le génie de leur chef. En réalité, l'Italie entretient l'une à côté de l'autre deux armées dont l'effectif total avoisine 600.000 hommes (1).

(1) Certains experts objectent que si les 300.000 fascistes combattaient comme tels ils manqueraient à la mobilisation et que, par contre, s'ils étaient mobilisés normalement, leurs milices disparaîtraient. Sans doute l'existence des milices fascistes, au lendemain de l'achèvement d'une mobilisation générale, ne donnerait pas à l'Italie un combattant de plus. Mais, en temps de paix, la constitution permanente d'une milice



La France, elle, a une armée coloniale, une légion étrangère et des troupes de couleur qui comptent théoriquement 238.951 hommes, ce qui fait que toutes ses forces actives additionnées se montent à 660.110 hommes. La légende du militarisme français commence dans l'univers à être percée à jour ; autrement il nous faudrait bien attirer l'attention de nos lecteurs sur les chiffres qui précèdent. Notre armée coloniale campant, en majorité, sous des cieux lointains, on peut se rendre compte qu'en Europe même notre « militarisme » est, de toutes manières, numériquement dépassé.

Cela dit, je sens la nécessité d'empêcher mes compatriotes d'aller tomber dans une erreur dont ils comprendront eux-mêmes l'absurdité. Si dans le présent chapitre je suis quelquefois amené à mettre en regard une « situation française » et

belliqueuse permettant de doubler instantanément l'armée active est un élément avec lequel il faut compter. Il pourrait rendre possible un coup de surprise, une offensive inattendue. Le 28 septembre 1926 on a lu dans les journaux la dépêche suivante :

Rome, 28 septembre. — Dans plusieurs villes d'Italie, les fascistes font des essais de mobilisation générale. Hier à midi, l'alarme a été donnée à Gênes et a provoqué une vive émotion parmi la population qui ignorait tout des intentions fascistes. Environ 2.500 fascistes ont répondu à l'appel et ont embarqué, avec mitrailleuses et matériel de guerre au grand complet, sur le vapeur *Ordine* mouillé dans le port. Le navire, fanaux éteints, se dirigea sur le cap Bertà pour opérer un simulacre de débarquement nocturne. Après plusieurs opérations militaires au cours desquelles ils occupèrent Diane-Marina, les fascistes établirent leurs mitrailleuses à Imperia. Plusieurs généraux assistaient à ces manœuvres destinées à prouver que les fascistes pouvaient répéter, en cas de guerre, les exploits des mille Garibaldiens. — Le 18 novembre, on annonçait que la distribution des carabines serait accélérée, à raison de 6.000 par mois, jusqu'à ce que tous les légionnaires fussent armés.

une « situation italienne », ce n'est point que je veuille établir entre les deux pays une rivalité sacrilège. Seulement, raisonner, n'est-ce point toujours comparer ?

Si je donnais isolément des documents italiens, ils perdraient, pour les neuf dixièmes de mes lecteurs, toute signification ; ils deviennent clairs quand je fournis, à côté d'eux, un élément de confrontation.

J'ai maintes fois répété que l'Italie et la France n'ont nul besoin de se disputer un « premier prix » au concours général des peuples. D'ailleurs, deux peuples peuvent se mettre en parallèle aussi bien dans le dessein de s'associer qu'avec l'intention de se nuire. L'Italie et la France, liées l'une à l'autre par les souvenirs de 1859 et de 1915-1919, n'ont jamais rien à redouter d'une explication amicale.

Bien que les militaires de profession, dans chaque pays du monde, aient le plus souvent une tendance invincible à raisonner comme si la « guerre future » devait être faite seulement par les armées actives, les événements de 1914 à 1918 ont prouvé que, dans ces luttes grandioses, chaque peuple lutte, finalement, avec tous ses citoyens, toutes ses ressources, toutes ses industries, toutes ses finances, toutes ses énergies morales (1). Pour évaluer la force réelle d'un peuple,

(1) Ne méconnaissons pas, toutefois, la valeur d'une thèse suivant laquelle, au début des guerres futures, des avantages d'une importance décisive pourront être conquis par ceux qui disposeront immédiatement d'une organisation technique leur permettant de frapper, dès l'abord, de grands coups et de conquérir, d'emblée, certaines zones d'une importance exceptionnelle. Or, convenons-en, cette organisation technique, elle

il faut donc scruter d'abord chacun de ces facteurs avant de les additionner.

L'Italie prétend avoir aujourd'hui près de deux millions d'habitants de plus que la France. L'énorme natalité que lui donnent surtout ses provinces du Sud lui vaut des classes très abondantes et incontestablement plus nombreuses que les nôtres. Elle a au total plus d'hommes que nous. Toutefois l'émigration, bien qu'elle se soit ralentie, est cependant un facteur qui atténue de manière sensible l'effet militaire de cette prolificité. En outre, je le répète, le facteur numérique, s'il a une très considérable importance, n'est pas inévitablement décisif, comme la débâcle de la Russie (plus prolifique encore que l'Italie) nous l'a montré.

Grâce à leur technique, à leur outillage et à leur capacité militaire supérieure, les Allemands, qui ne furent jamais très nombreux sur le front oriental, luttèrent aisément, dans la proportion de 1 à 5, contre les Russes, et les Russes, de leur côté, à égalité de nombre, enfonçaient toujours les Autrichiens (1).

dépend, avant tout, de la puissance financière de chaque État, rationnellement employée en temps de paix.

(1) Ce n'est point du tout pour rappeler à nos amis d'Italie la sinistre réalité de la grande guerre que nous nous livrons à ces évocations. S'il plaît à certains d'entre eux d'oublier des événements titaniques nous n'oublierons pas, nous, notre devoir d'être justes et courtois envers tous nos alliés. Nous sommes sûrs que les Italiens sauraient, le cas échéant, se mesurer avec les Allemands, mais, durant la dernière guerre, c'est en France et en Russie que les Allemands ont combattu ; sous la terre française dorment la plupart des soldats que l'Allemagne a perdus. C'est là une vérité inscrite au Panthéon universel ; des millions de sépultures témoignent de ces chocs inouïs où s'affrontèrent les Germains, les Gaulois et les Anglo-



Je puis dire, en parfaite connaissance de cause, que l'armée russe, de 1914 à 1918, a été inspirée par deux sentiments : une considération respectueuse envers les Allemands et un mépris inénarrable à l'égard des Autrichiens.

Pour vaincre, il faut avoir, outre le nombre, la supériorité du commandement, il faut disposer d'un meilleur armement que celui de son adversaire, il faut avoir plus de projectiles que lui, il faut montrer une énergie plus grande que la sienne.

Rien ne nous autorise à supposer que la moyenne des généraux italiens soit inférieure à la moyenne des généraux d'une autre nation et l'on me dit que le corps des officiers tend à s'améliorer. De tous côtés, au lendemain de la guerre mondiale, j'ai entendu dire qu'il en avait besoin.

L'armement italien en général est bon ; l'artillerie se ressent d'avoir été réunie à l'issue d'une grande guerre et de compter bien des pièces abandonnées par l'ennemi ; elle est encore un peu disparate, mais elle est en voie de rénovation. Les Italiens aimeraient à se donner une artillerie plus moderne. Des études ont été menées, la construction de canons à longue portée a été envisagée ; le service chimique a aussi été développé. Mais les avis diffèrent sur la question de savoir si on dispose aujourd'hui de crédits suffisants pour entreprendre des réalisations pratiques.

Saxons. Dès lors à quoi bon vouloir composer une autre histoire que celle dont le sol de la France contient les preuves atroces ?

En général, les militaires italiens montrent une grande intelligence à rechercher les formules les plus nouvelles et à utiliser les plus récentes applications de la science; mais pour toutes sortes de raisons complexes, il faudra encore beaucoup de temps avant que l'artillerie italienne puisse s'égaliser à l'artillerie française. Il y a de ces retards techniques auxquels il est impossible de remédier rapidement.

Les états-majors étrangers estimaient en 1925 que la France avait 1.351 avions militaires et que l'Italie en avait environ 800 qui eussent pu être employés par l'armée. Mais, à partir de 1925, un nouveau programme de constructions a été adopté par l'Italie; il ne tendait à rien moins qu'à porter le nombre des avions à 4.500 disent les uns, et à 2.000 seulement, disent les autres. Ce programme est actuellement en voie d'exécution. J'apprends de diverses sources que l'effort accompli par les Italiens de ce côté est des plus vastes. Quelques personnes croient même que déjà nos voisins nous auraient, dans cette catégorie de l'armement, dépassés, mais il y a certaines raisons d'en douter. L'armée italienne ne disposerait pas, à l'heure qu'il est, de plus de 900 avions. Là encore, la réalité financière vient s'opposer à des ambitions excessives. Il ne suffit pas de voir grand ou de parler grand, il faut pouvoir faire grand. Certaines organisations très complexes ne s'improvisent pas.

\*  
\* \*

Rien ne serait plus enfantin et plus stupide que

cette supposition suivant laquelle les Italiens seraient moins aptes à faire la grande guerre que les autres Européens.

Je sais très exactement tout ce qu'on a pu dire, de 1915 à 1919, en France et en Russie, sur certaines particularités observées dans l'armée italienne. Nos alliés, à cette époque, ont eu à surmonter, non point du tout des caractéristiques raciales, mais certaines circonstances historiques parfaitement transformables.

En 1915, l'unification de l'Italie était toute récente, le pouvoir central était en réalité faible et l'éducation civique des combattants très rudimentaire. Les Italiens n'avaient, reconnaissons-le, ni des « buts de guerre » aussi impérieux que les nôtres, ni une préparation matérielle et morale aussi forte, et jusqu'à la fin, leur parti socialiste fut hostile à l'intervention.

Ces circonstances suffirent à expliquer quelques difficultés passagères rencontrées par nos amis, mais c'étaient là des faiblesses momentanées dont la discipline fasciste prétend empêcher le renouvellement.

Les jeunes générations sont élevées, nous l'avons déjà dit, dans des sentiments de chauvinisme intensif ; elles n'entendent parler que de la *patria*. Plusieurs observateurs me communiquent cette supposition que, si la propagande fasciste continue, les années de 1932 à 1940 verront des générations italiennes turbulentes, fanatisées et tout à fait aptes à l'action.

En réalité, à condition qu'on les monte préalablement à une certaine atmosphère d'exaltation et qu'on leur donne des cadres énergiques, tous les



Européens sont susceptibles de s'égaliser sur le champ de bataille.

Un fasciste m'explique que si les Français de 1793 furent héroïques, c'est parce qu'ils croyaient porter au monde le message d'une vie nouvelle. « Il faut donc, dit-il, préparer les jeunes générations italiennes à transmettre au monde le message fasciste. »

Mais quel est ce message ?

Voilà, je le dis franchement à nos amis, ce que je n'ai pas encore pu discerner bien clairement. Si je ne me trompe, les Français de 1793 croyaient lutter pour l'humanité, tandis que les Italiens du vingtième siècle, ils le clament eux-mêmes à chaque instant, ne veulent lutter qu'au profit de l'Italie.

Porter un message est une action noble, si ce message renferme une formule d'affranchissement, une cause de progrès, mais encore faut-il en avoir un qui puisse au moins faire illusion. Revendiquer des biens pour soi-même peut être un programme : ce n'est pas un apostolat.

D'autre part, et puisque nous faisons ici l'analyse de la psychologie italienne, il nous faut aller jusqu'au bout de notre idée et bien compter avec cette constatation qu'aujourd'hui, encore, les grandes masses populaires passent pour être hostiles au fascisme. Elles sont restées profondément pacifiques.

En temps de paix, seuls les jeunes soldats de l'armée active et les miliciens fascistes ont des armes. Mais s'il fallait mobiliser et armer tout à coup trois ou quatre millions d'hommes, de quelle manière ceux-ci réagiraient-ils ?

En Russie, quand la garde impériale et tous les officiers du cadre eurent été détruits, les moujiks habillés en soldats se soulevèrent et brisèrent le despotisme. Et d'ailleurs, longtemps auparavant, la guerre de 1870 n'avait-elle pas été funeste à Napoléon III ? La contrainte expose parfois ceux qui l'exercent à de dangereuses surprises.

En 1914, en Italie, certains socialistes bien connus soutinrent la cause de l'intervention, faisant valoir que quand le prolétariat entier serait armé la Révolution deviendrait réalisable.

Mais il n'y a là que des considérations vagues, des analogies incertaines, des rêveries si l'on veut. Ces rêveries, on peut les envisager un instant, sans ignorer tout ce qu'elles ont d'inconsistant, puisque, d'ailleurs, pour mobiliser, il faudrait de l'argent et que l'Italie est bien loin d'en avoir plus que nous.

En résumé, l'Italie possède tous les éléments d'une très belle armée, d'une armée qui s'améliore chaque jour et pourrait disposer d'énormément d'hommes endurants et sobres. La bravoure individuelle de l'Italien est incontestable. Cette bravoure individuelle, la discipline fasciste saura, sans l'atténuer, la faire servir à des buts grégaires. Toutefois, on notera que parmi ces hommes, la proportion des illettrés reste très forte et on n'oubliera pas que la supériorité du « Prussien » en 1870 et celle du Japonais en 1904-1905 sur l'ignorant moujik furent attribuées, en partie, à leur meilleure instruction. D'autre part, il y a dans la race italienne, même parmi ses éléments dénués de culture, une finesse native, une

intelligence héréditaire dont le soldat du tsar, beaucoup plus dur, était dépourvu.

Sous l'impulsion personnelle du roi, les généraux italiens recherchent les innovations, tournent le dos à la routine et, par exemple, partout où c'est possible, tendent à remplacer le cheval par le tracteur mécanique. Les Italiens ont des savants de premier ordre, d'excellents ingénieurs, des inventeurs qui comptent parmi les plus grands ; rien ne s'oppose à ce qu'ils aient la plus brillante technique militaire, et ils l'ont.

Cependant, un hasard de la nature, une malchance dont ils ne sont nullement responsables (et nous encore moins) les a privés de fer, de charbon et de presque toutes les matières premières indispensables à la continuation d'une grande guerre. Sans un allié industriel qui les réapprovisionnerait, ils manqueraient vite, semble-t-il, de canons et de projectiles comme ils manqueraient du blé indispensable à la nourriture de leur excessive population.

L'Italie ne saurait donc entreprendre une guerre sans l'approbation et même la connivence des puissances qui, dès le temps de paix, lui fournissent par an plus de trois millions de tonnes de minerai de fer, de ferraille, de débris de fonte, de houille et d'autres matières. En outre, l'Italie, jusqu'à présent, importe tous ses carburants. Après quelques semaines d'hostilités, si elle était isolée, ses avions et ses camions seraient paralysés. Or, on ne voit pas pourquoi la haute finance anglo-saxonne, qui tient à sa merci le crédit italien, encouragerait à notre détriment une guerre d'agression où les Italiens préten-



draient conquérir la maîtrise de la Méditerranée.

La nature avait prédisposé nos amis à la culture intellectuelle et aux arts, où ils excellent. Mais ils veulent à tout prix brandir le marteau de Vulcain et lancer la foudre. Tant que les choses seront ce qu'elles sont, ils auront besoin, pour y réussir, d'un allié bien muni de ces substances qui leur font défaut.

Les Italiens politiques se montrent agités, aujourd'hui, précisément parce qu'ils voudraient se garantir la possession de tels moyens d'action. Mais, d'autre part, s'ils les avaient et considérant leur état d'esprit actuel, à quelle sorte d'entreprises seraient-ils portés ?



Un très grand avantage dont bénéficient nos alliés de 1859 et de 1915-1918, c'est d'être entourés de tous côtés soit par la mer, soit par une frontière montagneuse à peu près infranchissable. C'est dans le but de mieux garantir leur sécurité que le concert des puissances leur a donné la montagne du Brenner, bien que deux cent mille Allemands soient établis au Sud de celle-ci, dans le Haut-Adige.

Maintenant, il conviendrait d'examiner si le Brenner est aussi inexpugnable que le vulgaire se l' imagine. L'opinion de l'état-major italien est-elle à cet égard conforme à celle de la foule ? Pour apporter des troupes au Brenner et les alimenter de munitions, l'Italie ne dispose présentement que d'une seule voie ferrée, celle qui monte, de Trente et de Bolsano, vers le Nord. De l'autre côté

de la frontière, des troupes austro-allemandes, opérant vers le Sud, seraient desservies par trois lignes, celle qui vient d'Augsbourg, celle qui part de Munich et celle qui, descendant de Salzbourg, court parallèlement à la chaîne des glaciers. Il s'ensuit donc qu'une attaque austro-allemande dans cette zone disposerait de certains avantages matériels qu'une défensive italienne n'aurait pas. Il est vrai que, pour s'assurer à son tour l'avantage des voies ferrées, l'armée italienne n'aurait qu'à rétrograder un peu vers le Sud, mais il lui faudrait se résigner à un abandon momentané auquel sa vaillance ne consentirait pas. En substance, on doit dire que les Italiens tiennent solidement le Brenner et peuvent le défendre sans que cependant cette position soit à considérer comme réellement inattaquable.



De 1914 à 1918, la France, aux prises incessantes avec le principal adversaire de la coalition, ne put pas penser à l'accroissement de sa flotte. L'Italie, moins rudement étreinte, continua ses constructions navales et se constitua ainsi une belle marine de guerre.

Sans tenir compte ni de la situation géographique de la France baignée par deux mers ni de la nécessité où elle est de maintenir la liaison avec ses possessions coloniales, le traité de Washington a placé celle-ci sur un pied d'égalité avec l'Italie.

Ni le négociateur italien à Washington, ni son

conseiller naval n'avaient primitivement rêvé d'obtenir un semblable résultat dont la possibilité leur fut suggérée par l'attitude des autres membres de la conférence.

Consolons-nous en songeant que, pour l'instant, la question n'est pas tant d'avoir un grand programme que de suffisantes finances et des chefs clairvoyants que l'esprit de corps et la routine n'engourdissent pas.

La flotte italienne a aujourd'hui un tonnage qui représente les deux tiers du tonnage français, mais les navires italiens sont, d'une manière générale, plus modernes que les nôtres, surtout en ce qui concerne les contre-torpilleurs, vieux et hétéroclites chez nous et tout à fait récents en Italie. Toutes les fois que je me suis approché des ports de guerre italiens, j'ai vu évoluer dans leurs parages des sous-marins. Cependant, je crois savoir que, de ce côté, notre supériorité est généralement incontestée. Le tempérament des marins italiens convient essentiellement à la manœuvre des torpilleurs, des sous-marins et des avisos extrêmement rapides. Pendant la guerre ils ont réalisé avec ces engins de grands exploits, des coups d'audace et même de témérité, mettant en relief, de manière remarquable, leur tempérament individualiste. Aujourd'hui encore, la marine italienne est surtout une marine de bâtiments légers. La flotte française reste supérieure en cuirassés et en croiseurs cuirassés ; la flotte italienne a l'avantage en ce qui concerne les croiseurs légers, les contre-torpilleurs et les torpilleurs. Plusieurs de ces petits croiseurs ont une vitesse de 33 à



37 nœuds ; les contre-torpilleurs, nombreux et considérés par les amirautés étrangères comme particulièrement efficaces, ont une vitesse de 30 à 35 nœuds.

La prépondérance que semblent nous conserver nos gros bâtiments pourrait bien être un leurre. L'enseignement de la dernière guerre ne permet pas de compter trop sur l'efficacité des cuirassés. Les spécialistes qui assument la responsabilité de notre sécurité savent assurément ce qu'ils ont à faire. Mais, le sachant, le font-ils ? Espérons que, dans ces fonctions d'une importance suprême, il n'y a aucune place pour des hommes légers, pour des favoris, pour des protégés. Regardons en tout cas les chiffres :

Les crédits accordés à la flotte italienne en 1923-1924 étaient de 773 millions de lire, contre 1.028.237.000 francs dépensés en France.

D'une manière générale, il est admis que la flotte italienne a la suprématie dans la Méditerranée orientale, mais que, d'autre part, elle nous disputerait difficilement celle de la Méditerranée occidentale.

Il suffit de regarder la carte pour comprendre que, dans toute guerre où l'Italie interviendrait contre nous, les attaques de ses bâtiments légers, de ses torpilleurs et de ses sous-marins rendraient difficiles nos communications avec l'Afrique du Nord. D'énormes travaux de fortifications ont été entrepris il y a quelque temps en Sardaigne. Une collaboration loyale entre les deux pays serait incontestablement la combinaison la plus utile à l'un comme à l'autre, tandis que, s'ils se livraient à une lutte mari-

time, ils sont en situation de s'infliger réciproquement de grands dommages.

Plus encore que dans les guerres terrestres on peut dire que, dans les guerres navales, la supériorité de la technique annihile totalement le nombre. Faut-il supposer que toutes les amirautes européennes soient d'intelligence à peu près égale ? Alors ce sont les peuples les plus capables de supporter de lourdes dépenses ; ce sont les peuples les plus sérieux, les plus honnêtes, ceux où toute filouterie est le plus rapidement découverte et réprimée, qui peuvent finalement se procurer les engins les plus modernes et les plus perfectionnés. A cet égard, on ne lira pas sans intérêt la statistique établie par la Société des Nations et concernant les dépenses en armements navals, militaires et aériens des principales nations du monde. Ces dépenses sont évaluées comme suit, en millions de livres :

Grande-Bretagne, 114, soit, par tête d'habitant, 2,12 ;

Etats-Unis, 110, soit, par tête d'habitant, 1 ;

France, 51, soit, par tête d'habitant, 1,12 ;

Japon, 43, soit, par tête d'habitant, 0,14 ;

Italie, 31, soit, par tête d'habitant, 0,16 ;

Russie, 38, soit, par tête d'habitant, 0,10 ;

Allemagne, 21, soit, par tête d'habitant, 0,7.

Mais ces chiffres, représentatifs des dépenses engagées, ne le sont pas du tout des résultats obtenus. Ainsi une dépense de 43 millions de livres faite au Japon, où les salaires sont bas, donne une production bien plus grande que si cette même somme avait été employée en Angleterre,

où les salaires sont très hauts. En outre, l'administration japonaise, dont très peu d'Européens connaissent la langue, a des moyens aisés de présenter sa comptabilité comme bon lui semble, et chez elle la cachotterie est une tradition séculaire. L'Allemagne, de son côté, depuis plusieurs années est soupçonnée de pratiquer certaines dissimulations.

Les comptes de l'Italie sont probablement authentiques ; néanmoins, on ne perdra pas de vue que, sous un régime absolu où aucune discussion publique n'est tolérée, un gouvernement, s'il en éprouvait l'envie, serait beaucoup plus à son aise qu'un gouvernement démocratique pour donner le change à l'étranger (1). Un gouvernement absolu est, spontanément, sur le pied de guerre et peut employer, en pleine paix, des procédés qui ressemblent à ceux du temps de guerre.

Tout en ayant la plus absolue confiance dans les assurances que nous donne une administration étrangère, j'ai les plus sérieuses raisons de dire que nous ne devons jamais perdre une occasion de bien vérifier si la réalité les confirme. Si nous ne sommes pas trompés, quelle joie pour nous de constater la sincérité de notre ami. Si nous sommes trompés, quelle justification apportée à notre vigilance ! Soyons méfiants. Nous ne serons jamais assez cordiaux, assez disposés aux démonstrations amicales, et jamais assez méfiants.

Quoi qu'il en soit et si l'on peut affirmer que l'armée et la marine italiennes sont en état de

(1) Lire à cet égard la page 179.



progrès constant et si, sous la direction de M. Mussolini, elles représentent des forces chaque jour plus considérables, on n'avait pas eu, jusqu'en ces derniers temps du moins, le droit de dire que l'Italie fit des préparatifs d'armement permettant de lui attribuer de mauvaises intentions. Subitement, à la fin de 1926, des concentrations de troupes, près de notre frontière, ont paru étranges. (Lire l'appendice au présent chapitre.) Jusqu'alors, je n'avais relevé aucun symptôme précis d'où j'aurais eu le droit de conclure que l'Italie de 1926 préméditât une guerre immédiate. C'est que, en réalité, en dépit des ardents désirs où se complaisent certains peuples, leur situation financière et le boulet de leurs dettes pèsent sur leur conscience et leur tiennent lieu de sagesse.

Les peuples qui primeront dans l'avenir seront ceux qui auront le mieux utilisé leurs savants, ceux qui se seront le plus résolument affranchis de la routine, ceux qui auront su le plus intelligemment employer, dès le temps de paix, « le nerf de la guerre », ceux qui auront été les plus probes et les plus vertueux et qui, à cause de cela, auront eu des spécialistes austères résolument dévoués à leur tâche et à leur tâche seulement. Pour nous qui sommes menacés de nous trouver privés du nombre, le salut est en avant, toujours en avant.

## APPENDICE AU CHAPITRE VIII

On a lu notre importante note de la page 186. Au lendemain des odieuses échauffourées de Vintimille, M. Charles Maurras a publié dans l'*Action française* (22 novembre 1926) un article dont sa signature décuple l'importance. On a le droit de ne point s'accorder avec notre éminent confrère sur certaines conceptions politiques sans nier l'étendue de ses facultés et de ses connaissances. Quand un homme comme lui écrit les lignes qui suivent, je suis obligé de les consigner, documentairement, dans ce livre :

« ... Sur un point, sur le point et dans la mesure où le mouvement fasciste ressemble à un mouvement plébiscitaire, à l'aveugle élan d'une multitude insuffisamment disciplinée, ce gouvernement est exposé à de lourdes fautes. Fautes qu'il expierait durement.

J'ai vu beaucoup de patriotes de la Provence orientale, hommes d'esprit sain et de ferme raison : leur inquiétude est sans limites. Ils suivent du regard le mouvement des troupes italiennes de l'autre côté des Alpes. Ils n'arrivent pas à concevoir ce que cela signifie : — Eh ! quoi, disent-ils, les places de grande garnison se trouvent en Italie à moins de 100 kilomètres de la frontière, et l'espace qui les en sépare est de plus en plus garni d'hommes, d'ouvrages et de voies d'accès perpendiculaires à notre pays. La zone correspondante, chez nous, est absolument dépourvue et vide. Nos forces sont cantonnées à Toulon, à Aix, à Marseille, à Nîmes, soit à plus de 200 kilomètres de la frontière, et les voies d'accès, routes, chemins de fer, y suivent des tracés trop facilement vulnérables. Au torrent humain qui pourrait nous arriver de Turin, d'Alexandrie, de Gênes, il n'y a d'opposable que Nice, peu défendue, en somme, et Antibes qui a un bataillon de chasseurs ! De Coni, ou du nord, de Vintimille ou de l'est, de la mer ou du sud (une escadre italienne est à Port-Maurice), une petite ar-

mée peut enlever Nice instantanément : tout est rassemblé de l'autre côté pour cet enlèvement.

— Supposez, me disait encore un Niçard qui n'a pas oublié que « *Nice est provençale de toute éternité* », supposez simplement un de ces coups de main dont rêve le fascisme, continuateur du garibaldisme, supposez une expédition des Mille, analogue à celle que Pierre Dominique annonce, mi-sérieux, mi-railleur, dans son livre des *Fils de la louve*, supposez cette expédition menée contre la Corse, où l'on compte bien exploiter le sentiment de juste envie que fait naître le chef-d'œuvre d'activité et de prospérité réalisé en Sardaigne; supposez ces enfants perdus lancés dans cette voie : croyez-vous que le gouvernement de Mussolini soit de taille à protester, à regretter, puis à lâcher ses compatriotes ? Tout est préparé pour une issue contraire. Les autorités militaires de l'Italie ont tout arrangé, tout conçu, tout voulu, pour que le Chef subisse la tentation, suive sa troupe au lieu de la conduire et que, son consentement accordé, sa ratification arrachée, il suffise d'un bond pour précipiter les armées qui sont à pied d'œuvre sur la belle proie fascinante. Les autorités militaires ont pratiquement supprimé les intervalles entre l'ordre et l'exécution. Le « oui » fatal à peine formulé ne pourra plus être repris ni réparé. Hommes, armes, munitions, tout se ruera. L'action trop facile et moralement décisive aura consommé la folie, fauché l'amitié, créé l'irréparable entre les deux nations. Tout ce qui peut et doit flamber est réuni. Il n'y faut plus que l'étincelle. Va-t-elle jaillir ? »

Ceux qui se le demandent donnent des dates si précises, évoquent des délais si courts (pas des saisons, pas des mois, pas des semaines, des jours !) que l'imagination ne peut s'empêcher d'en éprouver comme du vertige : cependant, les faits sont là. Le bruit d'armes est là. Le pas des légions en marche est là. Il faut le voir, l'entendre ou se fermer absolument aux réalités, éblouissantes réalités des Alpes, du Niçard, du Piémont, de la Ligurie où la convexité du front extérieur ajoute un appui naturel à l'industrie guerrière et à la marche guerrière de l'homme italien. Ou les faits les plus clairs



sont dépourvus de sens, ou il faut bien s'en rendre compte, leur sens ici est ce qu'il apparaît : agression, invasion.

Comment conjurer le péril ?

La réflexion la plus sereine n'offre absolument qu'un moyen : la mise en défense. Seule une mise en défense énergique, rapide, serrée et dense peut faire disparaître cet appel quasi fatal, cette sollicitation presque insurmontable qui attire une foule en armes sur un territoire désarmé, peu ou mal armé. La pire des idées à laisser dans l'esprit des maîtres populaires de l'Italie, c'est qu'une violation de frontière bien conduite puisse donner Nice sans coup férir. Couvrez Nice, vous couvrez la paix. Découvrez Nice, vous attirez la guerre. Et, en sauvant Nice, en sauvant la paix, vous sauvez Mussolini de lui-même, vous sauvez le fascisme et le jeune peuple italien de la plus terrible et de la plus meurtrière des illusions. Il est intelligent, clair d'esprit : que la querelle, que la guerre lui paraisse, en cette affaire, un jeu qui n'en vaudra pas la chandelle, une aventure qui ne paiera pas, non pas même au début, qui ne donnera ni profit, ni gloire, ni même gloriole, qui exposera nécessairement à tomber sur le terrible bec de gaz des forces militaires françaises opportunément rassemblées au point vif, il suffira de ces images pour que l'effervescence tombe et que la maîtresse raison de Mussolini trouve aisément des alliés nombreux et puissants dans l'esprit politique de ses amis et dans le bon sens de son peuple. Au contraire, comme en 1914, la négligence, l'abandon, le désarmement local, toutes les formes du pacifisme en faveur stimuleront les ambitions, leur monteront à la tête de la façon la plus dangereuse pour l'Italie, pour la France, pour l'univers... »

Le ton de cet article paraîtra plus alarmant que l'ensemble de notre chapitre VIII. C'est que j'ai écrit d'après des renseignements recueillis dans toute l'Italie, tandis que notre éminent confrère a formé son opinion dans l'atmosphère extrêmement agitée de la frontière.

Est-ce à dire que je veuille contredire l'article de

M. Charles Maurras ? En aucune manière. Il est peu probable que M. Mussolini soit décidé à risquer immédiatement une guerre contre nous. Il préférerait nous poser ses conditions, le jour où il nous surprendrait en mauvaise posture. Mais les événements ne se précipiteront-ils pas ? On ne sait trop quelles machinations pourraient être ourdies parmi un certain nombre d'aliénés, d'ambitieux et d'aventuriers suspects. On ne sait trop ce qui pourrait être tramé, en certains conciliabules. Et puis, ne l'oubliez pas, la faim fait sortir le loup du bois. Je conseille, moi aussi, et de toutes mes forces, que des précautions soient prises sans une heure de retard et avec le maximum d'énergie, à tous les points vulnérables. Bien coupable serait un gouvernement qui somnolerait, en ces heures dangereuses. Ne prononcez pas un mot mais soyez prêts à frapper, — instantanément — et de façon mémorable. Hélas ! C'est bien ici le cas de le dire, qui veut la paix prépare la guerre. Que la responsabilité d'une telle nécessité retombe sur les imprudents provocateurs.

## CHAPITRE IX

### LE FASCISME ET L'ÉGLISE (1)

I. Le fascisme s'efforce de se concilier les bonnes grâces du Vatican. — II. Attitude du haut clergé à son égard. — III. L'internationalisme de la papauté ne peut se concilier avec l'ardent nationaliste fasciste. — IV. Le Saint Père et le parti populaire. — V. La morale évangélique du Vatican et la morale darwinienne des fascistes. — VI. Une Italie bismarckienne pourrait-elle conserver le privilège de fournir des guides au monde catholique ?

... Sous le soleil, dans la poussière chargée de chaleur, quelle armée lente et sombre s'avance là-bas, tout le long de la via de San-Stefano-Rotonda ? Des soutanes, des bannières, des encensoirs, des bouches qui s'ouvrent à l'unisson, psalmodiant ! Discrètement, fascistes et carabinières protègent la procession de cette grande foule pieuse.

Ceux qui prennent part à la solennité ne sont

(1) Ce chapitre a été signalé comme « remarquable et plein de signification » par le grand journal religieux anglais, le *Church Times* du 17 septembre 1926.



point presque tous, comme ce serait le cas en France, des femmes et des vieillards. Le nombre de ces dévots romains me surprend moins encore que la forte proportion, parmi eux, d'hommes jeunes encadrés par des prêtres, des frères, des moines de plusieurs ordres, chaussés et déchaussés.

La colonne, toujours exhalant des cantiques, a envahi le long rectangle de la piazza San-Giovanni di Laterano et ses premiers échelons s'engouffrent dans la belle église qui a donné son nom à cette place. Tout le monde regarde en silence s'avancer le cortège. Point de démonstrations. Point de lazzis. La procession est maîtresse de la rue, spectacle qui, à Paris, sous les lois existantes, ne pourrait être vu.

Nous sommes loin décidément, en 1926, de ces propagandes d'impiété et d'anticléricalisme qui, par exemple, en 1889, firent ériger sur la piazza Campo di Fiore, à deux pas de notre ambassade, un monument à Giordano Bruno, le fougueux Napolitain brûlé là, en 1600, par l'Inquisition, pour avoir enseigné une philosophie trop audacieuse. Que les temps sont changés !

M. Mussolini, en homme d'Etat réaliste et clairvoyant, a, depuis longtemps, compris quel renfort d'influence pourrait lui valoir l'appui du clergé. Le culte catholique domine encore en Italie la majorité des âmes et, constatons-le comme un fait, est assez puissant pour conserver, à la race, sa vitalité, en écartant du malthusianisme ceux qu'épouvante l'idée du péché mortel. Sa force reste immense et on conçoit qu'un chef de gouvernement, attaché principalement à

l'idée du succès national, se soit mis dans la tête de la capter.

Le fascisme fait donc les plus grands efforts pour se concilier les bonnes grâces du Vatican. Pour lui complaire, il a instauré, par décret, l'enseignement religieux obligatoire dans l'école primaire et il a concédé à l'autorité ecclésiastique le droit de désigner le personnel chargé dudit enseignement. Il a aussi rétabli les aumôniers régimentaires, remis la croix sur le Capitole, et, en général, pris toutes sortes de mesures attestant la ferveur de son respect pour le culte national. Et ces décisions suivaient certaines démarches officielles, comme la fameuse visite faite au cardinal secrétaire par le commissaire royal Cremonesi. Ce dernier personnage, le jour anniversaire de l'entrée dans Rome, prononça, par ordre supérieur, un discours exaltant l'autorité spirituelle de l'Eglise. En outre, M. Mussolini allait assister à des cérémonies religieuses et il y multipliait les manifestations de sa ferveur.

D'après ce qui m'est conté en divers lieux, le « Duce » ne néglige rien pour faire la conquête des hauts dignitaires de l'Eglise ; il accorde aux uns des augmentations de revenus, aux autres de grands honneurs et tous ces hochets dont on devrait cependant supposer que le chatolement serait vain aux yeux d'hommes dont la pensée ne s'arrête, soyons-en persuadés, qu'aux plus fiers sommets. A ceux qui croient sincèrement à la vie future, que devraient importer les vaines satisfactions d'une ambition terrestre ? Quoi ! L'infini va s'ouvrir à vous et vous sollicitez un ruban ? L'Eternel vous attend et vous recherchez

une prébende ? Dès qu'elle cesse d'être ascétique la religion ne renonce-t-elle pas à sa sublimité ?



Devant la persistante entreprise de Mussolini, quelle est donc la position présente du clergé italien ? C'est un personnage singulièrement bien informé (et d'ailleurs placé pour l'être), celui qui me dit qu'il faut aujourd'hui diviser ce clergé en trois groupes d'égale force. Le premier, conquis par les travaux d'approche des fascistes, collabore à leur action. Le second, indécis et inquiet, se retranche dans la neutralité et cherche prudemment à prévoir le cours des événements. Le troisième, composé principalement du bas clergé qui a l'action la plus directe sur les masses populaires, demeure irréductible, irréconciliable et obstinément attaché aux doctrines de son ancien chef, dom Sturzo.

Quant à la haute politique du Vatican, elle reste énigmatique et inscrutable. Une institution vieille de près de deux millénaires, une institution catholique (c'est-à-dire, au sens étymologique du mot, universelle), une institution qui, aux yeux de tous les croyants, est le centre spirituel du monde et son point de communication directe avec l'infini, cette institution-là, dans la pérennité qu'elle se sent, considère toute actualité de la politique comme un phénomène transitoire. Elle peut donc prendre son bien où elle le trouve, accepter les avantages qu'on lui offre sans cependant croire devoir se compromettre par une obligation de réciprocité.



Cependant, dans ces régions du Vatican où un vain peuple n'a jamais accès, d'ardentes controverses seraient aujourd'hui menées par les représentants de plusieurs ordres religieux. Dominicains, Bénédictins, Franciscains et Jésuites seraient aux prises. Ces pieux personnages n'auraient point un avis unanime sur l'attitude que le pape devrait adopter à l'égard de l'autre Infaillible.

Certes, l'intention de faire servir le rayonnement du catholicisme à la puissance de l'Italie et d'en faire un outil de la politique nationale n'est pas nouvelle. Bien longtemps avant l'ère fasciste, j'ai entendu des patriotes italiens s'enorgueillir de ce fait que leur capitale politique fût en même temps celle de la foi chrétienne. Ils voyaient là une source de prestige et de grandeur, une particularité merveilleuse qui, habilement exploitée, ne pourrait que servir leurs desseins. Bien loin d'entretenir une vaine rancune entre le Vatican et le Quirinal, il fallait, au contraire, les associer dans un glorieux sentiment de solidarité italienne et utiliser le rayonnement international du clergé afin de mieux promouvoir la grandeur de l'Italie. Et puis, quelles sources merveilleuses d'informations devaient être les chancelleries de la papauté et combien était grande la nécessité d'utiliser habilement, pour la gloire de l'Italie, tant de ressources intellectuelles (1).

(1) « Les Italiens voudraient rester bons catholiques, avoir chez eux la capitale du monde chrétien, et cependant réduire le pape au rôle de grand lama sans s'apercevoir qu'une fois dépouillé il est à jamais hostile. »

C'est cette idée que M. Mussolini exprima pour la première fois, si je ne me trompe, le 21 juin 1921, alors que, simple leader d'un petit groupe fasciste, il prononça, à la Chambre, le discours suivant :

« J'affirme ici que la tradition latine et impériale de Rome est maintenant représentée par le catholicisme. Si, comme disait Mommsen, il y a vingt-cinq ou trente ans, on ne reste pas à Rome sans une idée universelle, celle qui existe aujourd'hui à Rome rayonne du Vatican. Je suis très inquiet quand je vois qu'il se forme des églises nationales parce que je pense qu'il y a des millions et des millions d'hommes à ne pas regarder du côté de l'Italie et de Rome. C'est la raison qui me fait avancer cette hypothèse. Je pense même que si le Vatican renonce définitivement à son pouvoir temporel — et il me semble qu'il s'engage dans cette voie — l'Italie, profane et laïque, devrait assurer au Vatican les secours matériels, les facilités et tout ce dont une puissance peut disposer, car le développement du catholicisme dans le monde, la masse des 400 millions d'hommes qui, de toutes les parties du monde, se tournent vers Rome, constituent un objet d'intérêt et d'orgueil aussi pour nous qui sommes Italiens... »

On ne saurait mieux dire que le fascisme ne détesterait pas de s'introduire dans le décor du catholicisme, de s'approprier son armature et de faire mouvoir ses ressorts. La coupole de Saint-Pierre, vers laquelle s'oriente, dans les deux hémisphères, une ineffable piété, deviendrait le centre de rayonnement de l'empire. Un bon Ita-

lien a donc le devoir d'être un bon catholique parce que le catholicisme est destiné à être un instrument de la force créatrice et de l'expansion de l'Italie.

M. Mussolini, homme d'Etat, parviendra-t-il à faire oublier cette déclaration d'athéisme qu'il prononçait le 25 mars 1904 à la Maison du peuple de Lausanne ? Quoi ! Un athée ! Tout le monde aura-t-il perdu le souvenir de la préface de son *Jean Huss le véridique* (Jean Huss brûlé avant Giordano Bruno), où il disait (1913) : « En faisant imprimer ce petit ouvrage, je formule le souhait qu'il suscite dans l'âme des lecteurs la haine pour toute espèce de tyrannie spirituelle et profane, théocratique ou jacobine » ? Le 28 septembre 1919, M. Mussolini, parlant à Milan, aux garibaldiens revenus de l'Argonne, disait : « J'aimerais un peuple païen qui veuille la lutte, la vie, le progrès, sans croire aveuglément aux vérités révélées, et qui méprise même les panacées miraculeuses. »

Les imbéciles seuls, dit-on, ne changent jamais. M. Mussolini est très loin d'être un imbécile et il avait parfaitement le droit de changer sa métaphysique. Seulement, est-il bien sûr que, là-bas, aux impénétrables détours de la bureaucratie ecclésiastique, d'obstinés archivistes ne possèdent point, en un dossier complet, son *curriculum vitæ* où l'on trouverait aussi ce projet où il envisagea la confiscation des biens de l'Eglise ?

Le fascisme, bon nombre d'observateurs l'ont fait remarquer, est avant tout un « régime pressé ». Dans tous les domaines de son activité,



il aspire à des réalisations immédiates ; il veut, d'un jour à l'autre, marquer des résultats au tableau de ses succès. Une telle disposition est à la fois un grand avantage et un inconvénient dangereux : elle peut susciter beaucoup de bonnes actions, des réformes rapides, des décisions salutaires et aussi de retentissantes bévues.

Le fascisme avait rêvé de mettre, du jour au lendemain, un terme au différend qui, depuis l'entrée du roi d'Italie dans Rome, a fait du pape un reclus volontaire. L'Église, elle, a gardé une notion très vive du dommage qu'elle estime lui avoir été causé. Elle ne se laissera point consoler par l'improvisation de solutions sommaires. Extasiée par le sentiment qu'elle a de sa propre éternité, elle oppose l'inertie de ce qui est infailible et immuable à la fièvre des transitoires acteurs de la lutte politique.

Elle est vraiment émouvante dans la contradiction qu'elle exprime, la majesté de cette Rome qui se trouve être à la fois la capitale du puissant royaume d'Italie et la métropole du monde des croyants. Ce dôme colossal de Saint-Pierre, dont la splendeur rayonne jusqu'aux plus lointains confins de la civilisation, comme il serait opportun, comme il serait désirable, songent les politiciens fascistes, d'en faire peu à peu le plus magnifique symbole de la grandeur impériale !

Oui, mais l'Italie fasciste se voue à des fins particulières ; elle se concentre en son nationalisme étroit et turbulent, tandis que le Souverain Pontife incarne l'internationalisme et partage impartiallement sa miséricorde à l'universalité de ceux qui ont la foi. Comment faire pour changer

quelque chose à cette antinomie ? La papauté est tout italienne ; son état-major est tout italien, mais le Saint-Siège existe pour le monde. Comment, se demande l'habile combineur fasciste, aheurté à ses désirs, comment faire servir une telle organisation cosmopolite à la grandeur de cette Italie dont, après tout, elle est une émanation ?



Plus paradoxale encore semble la tentative faite par le régime actuel de se concilier l'appui de la papauté quand on songe que sa victoire a été due principalement à l'écrasement d'un parti, le *parti populaire*, dont l'état-major puisait couramment ses inspirations au Vatican.

Il faudrait remonter au temps déjà lointain du cardinal Rampolla (ennemi acharné, me dit-on, de la famille de Savoie) pour étudier une première idée suivant laquelle un parti démocratique catholique analogue au centre allemand eût pu être créé en Italie. Avorté, ce projet fut repris par Benoît XV (ancien secrétaire de Rampolla et pénétré, à ce qu'il paraît, de beaucoup de ses idées) ; le pape entendait préserver l'Italie d'une révolution bolchevique ; il conseillait que les problèmes du travail fussent résolus, sans porter atteinte à la propriété privée, par l'amélioration graduelle du sort des classes les plus nombreuses. Son programme semblait être celui qu'on a parfois désigné par le nom de socialisme chrétien. Analogue à celui de M. de Mun, de Gibbons et de Manning, il était inspiré par des idées de charité évangélique et de fraternité.

Né de l'appel « aux hommes libres et forts » du 18 janvier 1919, le *partito popolare*, pour ne pas compromettre le Vatican, se déclara extra-confessionnel et se défendit, avant tout, de représenter particulièrement la religion catholique. Utilisant ces souvenirs tenaces, en Italie, des anciennes communes du moyen âge, le parti populaire, avec le plus grand succès, défendit les particularismes régionaux et locaux. Il engagea la lutte, s'attribuant partout l'emblème des communes du moyen âge : un bouclier portant le mot *Libertas*. Ses représentants, en 1919, se faisaient écouter de la foule (excédée alors de la guerre)) parce que les dirigeants catholiques s'étaient toujours montrés hostiles à l' « inutile massacre ».

Aux élections de 1919, le parti populaire, dirigé par don Sturzo, conquist d'emblée cent voix au Parlement (à côté de cent cinquante-six socialistes) et il devint l'un des pivots essentiels de la politique italienne. D'ailleurs, certains de ses éléments, comme ces *ligues populaires* de la Basse-Lombardie, organisées par le député catholique Miglioli, se montraient, dans l'action, aussi révolutionnaires que les socialistes eux-mêmes.

Il y aurait des pages extrêmement intéressantes à écrire sur ce socialisme chrétien autorisé alors par le Vatican à continuer sa propagande. Recherchant, dans la parole même du Christ et dans l'enseignement des Pères de l'Église, la condamnation de l'esprit de lucre, il paraissait quelquefois imbu des sentiments et des idées qui, dans une autre atmosphère, ont donné naissance à l'esprit de révolution. « Dans tout chrétien qui



comprend les enseignements de son Maître et qui les prend au sérieux, a d'ailleurs écrit naguère Émile de Laveleye, il y a un fonds de socialisme, et tout socialiste, quelle que puisse être sa haine contre la religion, porte en soi un christianisme inconscient. » Tout le monde sait que l'ancien nonce du pape à Paris, le cardinal Cerretti, professait avec discrétion, en matière sociale et internationale, des idées avancées.

Populaires et socialistes avaient, à l'unisson, honni la guerre ; ils avaient de part et d'autre promis au peuple des réformes humanitaires. Il y avait entre eux, à la fois, des affinités évidentes et une concurrence violente. Ces affinités, émancipées principalement de leur commun pacifisme, firent que les fascistes, ces dévots de l'esprit guerrier et du culte de la force, les exécrèrent pareillement et, dès le début de leur agitation, les assaillirent, sans vouloir les distinguer les uns des autres.

En juillet 1922, le *partito popolare* formula l'idée d'un bloc du centre et des gauches destiné à défendre les libertés syndicales et politiques et à réprimer le *squadrisme fasciste*, preuve évidente qu'il voyait dans les séides de M. Mussolini des ennemis redoutables. Il ne se trompait certes pas !

Je me rappelle fort bien qu'à la fin de 1922 le fascisme s'étant emparé du pouvoir, un journal satirique italien publia une illustration en couleur montrant, soumis, les uns au bâton fasciste, les autres à l'ingestion d'une dose exorbitante d'huile de ricin, une foule d'ecclésiastiques du parti populaire. En fait, les violences commises

par les fascistes contre les religieux du *partito popolare* n'avaient différé en rien de leurs attaques à main armée contre les communistes et les socialistes. Il n'empêche que, dès l'avènement de Mussolini, le parti populaire acceptait d'être représenté dans le premier cabinet fasciste. Mais, quelques mois plus tard, il s'en séparait et passait à l'opposition.

« La politique de Mussolini, pendant l'année 1923, a écrit Prezzolini, a consisté à se libérer du parti populaire. Il a bien compris que la clef de voûte de ce parti était au Vatican. Les masses populaires sont inattaquables, prises de front. Elles ont une résistance plus forte que les masses socialistes, parce qu'elles se groupent autour de leurs curés. Ceux-ci les inspirent toujours, bien qu'ils n'apparaissent pas souvent comme directement responsables. Ils sont, par là même, plus puissants et moins sujets à être mis en cause. Mais Mussolini a voulu montrer au Vatican qu'il pouvait être garanti en Italie par le parti fasciste mieux que par le parti populaire. De là toute sa politique vis-à-vis de l'Église et du catholicisme. En retour, il a demandé au Vatican de ne plus reconnaître le parti populaire. Mais le Vatican ne l'a satisfait qu'à demi. Il a enlevé don Sturzo au secrétariat du parti, défendu aux prêtres ayant charge d'âmes de figurer dans les associations politiques, mais il a laissé don Sturzo poursuivre son œuvre... Par l'intermédiaire de dirigeants laïques, les associations populaires sont demeurées en contact avec l'Église. »

L'accord entre le Vatican et le fascisme a été maintes fois annoncé et maintes fois des incidents

imprévus sont venus ajourner une entente si désirée. Le lendemain des élections de 1924, dans la région de Brianza, les fascistes furent très mécontents des populaires. Ceux-ci s'étant permis de voter comme bon leur semblait furent attaqués : leurs maisons furent saccagées, leurs coopératives dévastées. Aussitôt, le pape, avec une lettre du cardinal vicaire, envoya 50.000 lire aux victimes d'un tel coup de force. Cette attitude du Saint Père causa une vive déception aux maîtres du pouvoir. Certains journaux fascistes, au langage habituellement violent, exprimèrent alors des menaces voilées où se trahissait comme une arrière-pensée anticléricale.

Au début de l'année 1926, le gouvernement fasciste avait élaboré un certain nombre de réformes de la législation ecclésiastique italienne susceptibles, tout le monde en a convenu, de donner d'importantes satisfactions aux dignitaires du clergé. Mais, dans une interview, le sous-secrétaire d'État fasciste commit l'imprudence de prononcer la phrase suivante : « Nous voulons passer d'un état de guerre sourde à un état *quasi concordataire* ». Et aussitôt, le journal du Vatican, l'*Osservatore Romano*, déclara que le projet de loi dont il était question était « une œuvre unilatérale du gouvernement ». Il précisait que, pour arriver à une totale pacification religieuse du pays, il faudrait d'abord assurer au Saint-Siège « *cette situation de pleine liberté et d'indépendance, tant réelle qu'apparente, aux yeux du monde entier, à laquelle il a un droit imprescriptible* ».

Des polémiques contenues mais très vives sui-



virent la publication de cette note. Le cardinal Gasparri, secrétaire d'État, auquel on attribue, à tort ou à raison, la direction occulte du parti populaire, fut personnellement attaqué. C'est alors que M. Farinacci, le secrétaire général du parti fasciste, osa, dans sa fougue et son inexpérience, invectiver contre le parti populaire, contre l'Église elle-même et contre le cardinal Gasparri traité de « vulgaire démagogue ». Un organe extrémiste, le *Tevere*, menaça le cardinal de la publication de certains documents que, le lendemain, il déclara avoir été déposés entre les mains du président du Conseil. Ce journal alla jusqu'à réclamer du pape la condamnation en règle du parti populaire et l'éloignement du cardinal Gasparri ! Mais le pape répondait aussitôt à ces violences en envoyant au cardinal, avec une médaille de prix, une lettre où il faisait allusion aux difficultés et aux peines « ni rares ni légères » que le cardinal éprouvait dans ses fonctions. « Celles-ci, déclarait le pape, vous désignent à tous comme Notre collaborateur quotidien et l'interprète autorisé de Notre pensée. Nous nous empressons ajouter, et Nous avons plaisir à le faire, que vous avez toujours été et Notre collaborateur infatigable et Notre interprète fidèle. »

Le pape ayant, de cette manière, affirmé à son secrétaire d'État sa confiance et sa solidarité, les attaques contre le cardinal Gasparri s'éteignirent et bientôt, d'ailleurs, le bouillant chef de gare Farinacci, dont les attitudes avaient plus d'une fois embarrassé et gêné M. Mussolini, était amené à renoncer au secrétariat général du parti fasciste.

De tels incidents montrent combien la situation du Saint-Siège est délicate. Lui est-il possible d'ignorer systématiquement toutes les concessions, toutes les améliorations que le régime fasciste prétend offrir, sans aucune arrière-pensée, à l'Église ? Mais, d'autre part, la diplomatie papale est trop subtile pour ne pas essayer de s'imaginer ce qu'on pourrait vouloir obtenir d'elle quelque jour, en compensation des avantages qu'on semble lui imposer plutôt que lui accorder.

Nous avons, dans un précédent chapitre, parlé de la suppression des syndicats sous l'impulsion de M. Rossoni. Or, les intérêts catholiques italiens ont, en grande partie, pour points de groupement, des œuvres et des organisations sociales. La sauvegarde des syndicats catholiques intéresse suprêmement le Vatican. Pendant toute une période, l'*Osservatore Romano* n'a cessé de combattre les projets de M. Rossoni et de défendre la liberté des syndicats. Dans l'allocution consistoriale du 14 décembre 1925, le pape a marqué lui-même, par une allusion très claire, l'intérêt qu'il prenait à cette question, mais l'*Idea Nazionale* a donné à entendre qu'on n'y prendrait point garde.

La lutte continue donc, sourdement, marquée d'épisodes divers. Récemment, avec l'assentiment du Vatican, Mgr Goggia, évêque de Brescia, n'a pas craint de s'élever, dans sa cathédrale, contre un certain catéchisme fasciste enseigné aux petits enfants, dans les centres d'éducation chauxvine connus sous le nom de « Balilla » (1).

(1) Voir la page 132.

Un seul fait d'actualité récente montre quelle est, sur le terrain international, la position prise par le Vatican. C'est avec son approbation que M. Marc Sangnier institua le congrès pacifiste de Bierville, auquel dom Sturzo lui-même et plusieurs évêques français et allemands apportèrent leur collaboration personnelle.

Nul n'a oublié non plus comment, au milieu de l'année 1926, l'autorité ecclésiastique donna une vaste publicité au fait qu'elle devait renoncer à organiser, à Rome, de grandes fêtes gymnastiques. De nombreux jeunes gens étrangers des patronages catholiques étaient sur le point de venir participer à cette réunion ; ils furent soudainement invités à ne point passer la frontière, car leur présence eût pu être cause de troubles. Il était ainsi fait clairement allusion, devant les nations, aux brutalités exercées, par les hommes en chemise noire, sur les représentants des sociétés catholiques italiennes.

Bien des personnes soupçonnent aussi que le pape, en faisant morigéner de temps en temps l'*Action française*, compte, en réalité, plus près de lui, donner à entendre certaines remontrances dont Charles Maurras n'est pas le principal destinataire. Quand les cardinaux déclarent qu'il ne suffit point de se montrer catholique par tactique, avec l'unique dessein d'exploiter le catholicisme, et qu'on ne saurait être un fidèle que dans la plénitude de son humilité et de sa foi, ce trait ne pourrait blesser dangereusement l'écrivain français, mais il ricoche et frappe en pleine poitrine l'autre infailible qui n'a pas été nommé.

Sous l'impulsion particulière du pape, l'Église



entend donc devenir de plus en plus une grande force pacificatrice et elle emploiera son influence internationale à la réconciliation des peuples. En s'attachant plus résolument que jamais à la cause du pacifisme, elle signifie qu'il ne saurait y avoir d'accord entre elle et ceux qui ont choisi de proclamer ouvertement le culte de la force. L'édifice sacré des fascistes n'est point Saint-Pierre ; c'est le Colisée.

Deux morales se trouvent en présence à Rome : l'une, issue de l'Évangile, affirme la fraternité fondamentale de tous les hommes ; l'autre, biologique, croit à la survivance du plus apte et s'inspire d'un naturalisme darwinien suivant lequel l'élimination des races considérées comme affaiblies est une nécessité même de la vie. Je ne me charge point du tout de dire laquelle de ces deux doctrines renferme en elle-même le plus de vérité profonde ; je me borne à constater qu'elles sont inconciliables, comme sont inconciliables l'eau et le feu.



Elle est en somme extrêmement audacieuse et primesautière l'attitude du parti fasciste dans ses rapports avec le Vatican. Il pose en principe que le catholicisme constitue une force et que cette force doit être italienne. Dès lors, son bon plaisir est que tout Italien loyal se donne l'attitude d'un parfait catholique. Mais, d'autre part, il voudrait obtenir des autorités ecclésiastiques une adaptation à ses intentions, une discipline sou-

mise, et c'est tout au plus s'il ne conseille point au Saint Père de revêtir la chemise noire.

Les fascistes ont leur politique religieuse à eux et ils ont l'intention d'y persévérer, envers et contre tous. Un curieux article de la *Tribuna Idea Nazionale* l'exposait il y a quelque temps : « ... Le gouvernement continue et continuera d'avancer avec un point de repère fasciste, celui d'appliquer, dans la lettre et dans l'esprit, l'article premier du statut qui déclare la religion catholique religion de l'État italien. Dans cette voie on peut encore rencontrer les protestations de l'*Osservatore* et les cataloguer, sans les surestimer. » Si l'on ne perd pas de vue que l'*Osservatore* émane en droite ligne du Vatican, on ne peut s'empêcher de penser qu'une telle manière de s'exprimer est paradoxale.

En effet, le dogme de l'infailibilité du pape n'a été voté qu'en 1870, précisément à l'époque où le Pontife se sentait exposé à perdre son pouvoir temporel sur l'étroit territoire dont il était encore le maître. En devenant, grâce à son infailibilité proclamée, le Souverain absolu de l'Église et en augmentant son autorité spirituelle sur tous les États catholiques, il diminuait d'avance l'importance de ce qu'on allait bientôt lui ravir, en son domaine matériel. L'histoire témoigne donc que plus on tente à Rome d'exercer des pressions sur le Saint-Siège et plus il se sent enclin à rechercher, dans un rayonnement universel, le moyen de dédaigner des tribulations locales : voilà précisément ce qui le rend insaisissable et incoercible.



Plus d'un symptôme donne à penser que l'évolution actuelle de l'Italie est suivie avec attention par beaucoup des plus hauts personnages de la catholicité. Si les desseins conçus par M. Mussolini se réalisaient, même partiellement, de semblables événements pourraient finir par amener une transformation graduelle dans la constitution générale de l'Église.

Tant que l'Italie fut une poussière de petits États, et même, après l'unification, tant qu'elle parut représenter des tendances humanitaires et pacifiques, des idées de modération, nul ne s'avisa de s'alarmer de ce fait que les plus hauts dignitaires de l'Église, les cardinaux et les papes eux-mêmes, fussent presque exclusivement des Italiens. Cette primauté spirituelle était d'un commun accord reconnue à une nation qui, jusqu'en des temps récents, n'avait point montré dans les compétitions universelles un particulier acharnement.

Il en irait tout autrement si l'Italie, définitivement, devait se renforcer dans cette attitude de combativité opiniâtre qui semble être le propre du fascisme. Aujourd'hui, l'Italie est un grand royaume de quarante-deux millions d'habitants, gouverné d'une manière absolue par une ligue patriotique qui ne fait nullement mystère des altiers desseins qu'elle espère réaliser. L'Italie fasciste vise à l'empire ; elle tourne ouvertement en ridicule les sentimentalités humanitaires de Genève et de Locarno ; elle exalte bruyamment



le culte de la force humaine. Sa mentalité profonde remonte à une époque préchrétienne. La Rome antique, ressuscitée par les hommes en chemise, refoule, aux catacombes, les apôtres de la fraternité.

Dans ces conditions, certains catholiques d'un haut rang commencent à se demander, discrètement, s'il pourra longtemps paraître sage de conserver, au clergé italien, dans les administrations du Saint-Siège, cette prépondérance que, jusqu'à présent, tous les autres clergés lui avaient avec beaucoup d'empressement reconnue. Une Italie bismarckienne, rajeunissant à son propre usage l'ancien jargon du pangermanisme, pourrait-elle se réserver longtemps l'ineffable privilège de fournir des guides au monde catholique ? On a pu lire récemment dans la *Dublin Review*, c'est-à-dire dans l'un des principaux organes d'un pays profondément dévoué au culte romain, une discussion significative à cet égard. Elle a osé poser la question suivante : « L'Église universelle n'est-elle pas, en fait, gérée presque exclusivement par des Italiens ? Ne serait-il point salulaire de donner un caractère international à l'administration ecclésiastique ? »

Quand le monde des fidèles croira la papauté plus italienne que catholique, une majorité non italienne finira par se former, dans un Sacré Collège transformé. Tous les papes anciens n'ont pas été des Italiens et nous entrevoyons une belle revanche pour Avignon !

En effet, il serait difficile d'admettre indéfiniment que les hauts directeurs d'un culte chargé de prêcher la charité, la douceur et la fraternité

à tous les hommes de bonne volonté, émanassent en grande majorité d'un peuple conduit à l'action suivant les plus implacables préceptes d'un *struggle for life* darwinien. Si les formules conquérantes du fascisme finissent par aboutir à certains résultats concrets, elles contribueront inévitablement, sans que pour cela le prestige de la religion s'en trouve diminué, à l'amoindrissement de cette sainte primauté spirituelle qui, durant des siècles, identifia la splendeur du catholicisme au rayonnement de Rome et à la ferveur des cardinaux nés en Italie.

## CHAPITRE X

### LE FASCISME ET LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

I. Comment l'autocratie tsarienne, puis Lénine en personne et les dignitaires fascistes s'exprimèrent de manière identique sur la liberté de la presse. — II. Réquisitoires contre cette liberté. — III. Qu'est-ce en réalité que l'opinion publique ? — IV. La sécurité de l'État est plus sacrée que n'importe quoi. — V. Cette sécurité est-elle parfois mise en danger ? — VI. La presse restera libre aussi longtemps qu'elle méritera suffisamment de l'être.

Si l'on tient absolument à employer, à propos d'une étude comme celle-ci, le terme rébarbatif d'« enquête », alors disons que le premier devoir d'un « enquêteur », c'est de publier tout renseignement susceptible d'éclairer son sujet. La vertu la plus nécessaire à un enquêteur, c'est, après l'impartialité, l'impassibilité ; il doit, chaque fois que le cas se présente, faire bon marché de sa sensibilité personnelle et même de son amour-propre. Nous allons le montrer ici.

Il peut quelquefois se trouver, dans les dossiers



d'un voyageur, de bizarres documents dont, longtemps, la publication a été différée par lui. Seule, la nécessité d'éclaircir certains débats l'amène à mettre en lumière des diatribes comme celles qui suivent :

« On nous somme de croire que la voix des journaux, ce qu'on appelle la presse, est l'expression de l'opinion publique. Hélas ! C'est une grande erreur et la presse est l'une des institutions les plus mensongères de notre temps. Le premier aventurier venu, n'importe quel bavard parmi les génies incompris, n'importe quel spéculateur véreux peut, avec son argent ou avec de l'argent emprunté à la spéculation, fonder un journal petit ou grand : il rassemble une foule d'écrivailleurs accourus au premier appel, des feuilletonistes prêts à écrire sur tous les thèmes, de reporters peu lettrés pour fournir les racontars, les potins. Et voilà son état-major formé.

» L'expérience de tous les jours nous démontre que des hommes sans la moindre valeur : un ancien usurier, un courtier équivoque, un colporteur de journaux, un habitué des tripots les plus louches, un croupier ruiné peuvent fonder un journal, trouver des collaborateurs de talent et lancer leur feuille sur la place à titre d'organe de l'opinion publique. Dans la masse des lecteurs, souvent désœuvrés, dominant, à côté de bons instincts, les penchants peu nobles pour les distractions oisives et les amusements faciles ; il est aisé d'attirer la foule des lecteurs en spéculant sur ces penchants du public et en satisfaisant ses goûts pour le scandale... Seul, le journaliste dont

le pouvoir s'étend à tout n'est soumis à aucune sanction. Personne ne l'élit, personne ne le nomme. Le journal est une autorité dans l'État, et cette autorité se passe d'investiture. Le premier venu peut devenir le détenteur de ce pouvoir, d'un pouvoir sans pareil. Peut-on imaginer un despotisme plus violent et moins responsable que le despotisme de la presse ? N'est-il pas bizarre et insensé que ceux qui exploitent le plus ce despotisme prétendent justement être les défenseurs de la liberté ? »

C'est en 1906, à Saint-Petersbourg, lors de la première révolution russe, que ce réquisitoire scandalisa ma conscience. Il était dû à C. P. Pobiedonostzeff, le célèbre procureur général du Saint-Synode, l'éducateur politique de deux tsars et le théoricien de l'autocratie. Alors je jugeai qu'un tel écrit paru dans le *Recueil de Moscou* était bien digne d'inspirer les représentants de la tyrannie, et je passai outre.

Treize années plus tard (treize années seulement !), la guerre mondiale était déjà terminée. Lénine trônait au Kremlin et les cendres de Nicolas II volaient dans le vent de la Sibérie. Quand je sortis de la prison de Boutirky, j'eus un entretien avec le dictateur. Comme il ne paraissait en rien s'offusquer de mes propos, je m'enhardis graduellement jusqu'à lui faire sentir combien je trouvais stupéfiant qu'il eût radicalement supprimé la liberté de la presse. Lui, l'ancien proscrit, n'était-il pas l'incarnation même de l'esprit révolutionnaire ? Lénine alors me répondit :

« Je n'ai rien supprimé du tout, attendu que la liberté de la presse n'était qu'un mot. Oseriez-

vous dire, vous, écrivain professionnel, que vous ayez jamais pleinement et couramment bénéficié de la liberté de la presse ? Sous le régime qui prévaut en Europe, il existe, pour certains grands entrepreneurs d'affaires, pour certains spéculateurs, le droit de fonder des journaux, mais, dans ces journaux, le droit pour l'écrivain d'exprimer sa pensée reste toujours précaire et conditionnel. Les esprits indépendants et novateurs sont éliminés sans bruit de ces milieux. Les autres, plus souples, se censurent spontanément eux-mêmes, sans même en avoir conscience, soucieux, avant tout, de s'adapter aux désirs de leurs employeurs et de gagner leur faveur. La liberté que j'ai supprimée, c'était tout simplement le privilège laissé à un petit nombre d'intrigants rusés, privilège grâce à quoi ils prétendaient exprimer l'opinion publique, se substituer à elle et influencer au mieux de leurs intérêts privés les affaires publiques. La liberté que j'ai supprimée, c'était celle d'exploiter la crédulité et l'ignorance laissée jusqu'alors à un certain nombre de *rasboïniki*. »

De cet entretien qui a eu lieu au Kremlin et dont tout le reste a été publié par moi, j'avais gardé inédites les phrases ci-dessus dont je me rappelle exactement jusqu'à l'accent et pour ainsi dire le son. Il fallait que je livrasse, un jour ou l'autre, à l'histoire, cette déclaration dont le grand fanatique m'avait rendu dépositaire...

Le temps a marché, des événements nouveaux m'ont appelé sous d'autres cieux. J'arrive d'Italie où les lois fascistissimes ont aboli radicalement la liberté de la presse. Cette abolition s'est faite au nom de quels principes ? Voilà ce que nous



expliquait récemment le sénateur Corradini, l'un des chefs de cet ancien parti nationaliste qui aurait, dit-on, fourni au fascisme la plupart de ses idées directrices :

« Dans celles des grandes nations dont la constitution est très ancienne, une absolue liberté de la presse peut se perpétuer comme un legs des temps révolus. Mais, quand il s'agit d'un régime politique nouveau, il est essentiel que la presse soit soumise à un certain état de subordination et ne jouisse que d'une liberté relative. La liberté du journaliste n'est que l'une des nombreuses libertés civiques et doit se proportionner à celles-ci. Comme celles-ci, le statut du journaliste doit se soumettre à l'autorité souveraine de l'État. Dans le cas contraire, que se passerait-il ? *L'État aurait tout simplement sacrifié sa suprématie à un petit nombre de privilégiés.* Le mot de *liberté* est un terme légal : comme tel, il est susceptible de limitation et de correction. Il existe une autre sorte de liberté sauvage appelée communément la licence. En Italie, la nation et l'État s'étaient accoutumés aux attaques licencieuses menées contre eux par une presse subversive, au nom de la liberté. Il était donc indispensable que le parti fasciste fît rentrer dans de justes limites la liberté de la presse. L'irresponsabilité est un privilège que personne ne devrait avoir le droit d'invoquer. »

Nos lecteurs voudront certainement bien se donner la peine de comparer les trois déclarations que nous venons de mettre sous leurs yeux. Ils constateront qu'avec plus ou moins de violence ou de ménagements elles sont à peu près

identiques. L'ancien conseiller de l'autocratie russe, le dictateur bolchevique et le théoricien du fascisme italien s'exprimaient de même manière sur la liberté de la presse. Et ils s'exprimaient de même manière parce qu'un même sentiment les inspirait. Tous trois, ils pensaient qu'un gouvernement doit avant tout gouverner et, dans sa défense du bien public, ne pas se laisser paralyser par le foisonnement des tendances contraires à la sienne. Tous trois, ils soutenaient la théorie de l'étatisme intégral.

\*  
\* \*

La doctrine profonde du fascisme consiste à ne laisser subsister de la liberté que ce qui peut ne pas gêner la politique de l'État et ne point compromettre ses intentions, immédiates ou lointaines. Le fascisme n'admet pas les schismes, les dissidences, les arguties, la pluralité : il est tout unité. Il ne veut pas que des personnalités sans mandat s'appliquent à décomposer en innombrables variétés l'âme italienne. Il entend que la nation, faite désormais de citoyens interchangeables, ait une mentalité commune, une discipline invariable et les mêmes desseins. Il ne veut point de la liberté parce qu'il ne veut point de ces diversités intellectuelles qui sont des causes de dispersion, de dissentiment et de faiblesse, et parfois même de guerres intestines. Là encore il révèle clairement ses projets qui sont de donner à la nation le maximum de sa force en contraignant chaque individu à subordonner ses velléités à la volonté de la collectivité. Il veut que

quarante millions d'Italiens tirent tous en même temps, d'un seul geste, sur le câble de la destinée italienne. Les fascistes sont une minorité impérieuse sous la pression de laquelle les Italiens, gens essentiellement individualistes, se voient contraints à une action grégaire, à des mouvements d'ensemble.



On a toujours mauvaise grâce à parler de soi, mais, quand il le faut, quand c'est indispensable, on doit le faire sans détour. L'auteur des présentes lignes, est-il besoin de le dire ? éprouve un sentiment de répulsion quand son devoir l'oblige à enregistrer ces impitoyables réquisitoires contre la liberté de la presse. Né, pour ainsi dire, dans les journaux, nourri depuis son adolescence par la vente du papier imprimé, il est saisi d'une espèce d'horreur quand il voit projeter, dans l'arche sainte, l'impudicité d'une lumière hostile. Et puis, ne sait-il pas combien il y a encore aujourd'hui, parmi les professionnels du journalisme, de héros inconnus supportant en silence la grandeur et la servitude d'un métier où l'idéal n'est point rémunérateur ?

On va lui dire :

« Il ne suffit point de vous attrister en silence ; il faut vous indigner, protester ; vous auriez dû commencer, premièrement, par ne point ébruiter tant de désolants propos. »

Là-dessus, il répondra que toute controverse mérite un examen. Il considère, lui, qu'avant



tout son devoir est de ne rien cacher au public. Les professionnels du journalisme, considérés individuellement, n'ont rien à redouter d'aucun débat. L'auteur de ces lignes ne va d'ailleurs faire que résumer ici les propos tenus devant lui, en Italie, par les adversaires de la liberté.

Est-ce sa faute si le temps a marché et si l'industrialisme a transformé les journaux comme toutes choses ? L'homme le moins prévenu se rend bien compte qu'il ne saurait découvrir aucune espèce d'analogie entre *le Vieux Cordelier*, de Desmoulins, ou *l'Ami du peuple*, de Marat, édités dans des échoppes, et ces feuilles que produisent aujourd'hui les grondantes usines où toute personnalité véritable est abolie. Quand Proudhon, en 1848, fonda *le Représentant du peuple*, ce fut grâce au crédit que lui consentirent un marchand de papier et un imprimeur. Autres temps, autres mœurs.

Eh bien, soit, disent les détracteurs de la liberté de la presse. Il convient d'accepter jusqu'à ses dernières conséquences une telle situation. Si les journaux sont de simples entreprises industrielles soumises à des groupements anonymes ou à de turbulents Crésus, l'État n'a nullement à leur appliquer un autre traitement que celui qui lui paraît le plus favorable à sa propre sauvegarde.

Le métier de journaliste est le plus sublime de tous quand il est exercé, sinon par des saints et des martyrs, du moins par des hommes rigoureusement attachés à l'expression de la vérité. C'est pour défendre les prérogatives d'un tel apostolat qu'il faudrait au besoin savoir mourir.

Mais que devient l'apôtre si toute chaire lui est refusée ?

Si quelquefois, ajoute-t-on, par une confusion de termes que commettent d'ailleurs aujourd'hui beaucoup de gens, le « publiciste » devient un « courtier de publicité », un collecteur d'annonces, un négociateur d'affaires, son métier peut être licite, nullement infamant, à condition que son bénéficiaire ne dissimule rien et convienne franchement qu'il est un commerçant comme un autre. Pourquoi donc prétendrait-il invoquer le code d'honneur des paladins et revendiquer des prérogatives morales, naguère concédées aux chevaliers, à ceux qui ne craignaient pas de s'offrir en holocauste. Ce serait par un singulier abus que ce Sancho Pança, cherchant à se prévaloir d'une grandeur qu'il ne pratique pas et se drapant dans la peau d'un lion, entendrait comiquement avoir droit à la considération exceptionnelle et aux privilèges moraux, aux lois spéciales mérités seulement par le désintéressement de Don Quichotte !...

Hâtons-nous d'abandonner, pendant qu'il en est temps encore, ce terrain désolé où l'on pourrait si aisément découvrir tant de vestiges lugubres. Qui qu'on soit, on ne saurait s'y aventurer avant d'avoir pris certaines résolutions qu'une étude comme celle-ci ne comporte pas. Nous ne voulons pas admettre encore que la presse, asservie, quelquefois, à certaines voracités, puisse se trouver en danger de perdre l'apanage précieux de cette liberté que nos aïeux conquièrent pour la défense du vrai et du juste. L'objet du présent chapitre est plus restreint. Il

s'agit d'examiner les raisons précises au nom desquelles le fascisme a cru devoir supprimer les prérogatives des journaux italiens.

« Quand les rois de France combattirent les grands féodaux, m'explique un lettré romain, ils voulurent faire en sorte que toutes sortes de volontés tumultueuses et d'ambitions égoïstes ne pussent pas s'opposer à la leur. Ils entendirent que l'intérêt français devînt unique et ne se décomposât plus en une infinité d'intérêts contradictoires. On ne saurait, mieux que par cette évocation, expliquer la suppression en Italie de la liberté de la presse. Quand un État sait dire : « Je veux », il est inévitable qu'il sache dire aussi : « Je ne veux pas. » Ce que l'État ne veut pas, chez nous, c'est qu'on le gêne, car il estime être le meilleur juge de l'intérêt public.

» Dans toute l'Europe, vous le savez, les journaux de notre temps, continua mon interlocuteur, sont devenus de puissantes administrations et les capitaux qui les alimentent peuvent atteindre parfois un nombre considérable de millions. Ce sont de véritables entreprises industrielles, munies d'un outillage très coûteux et de services complexes. Dès lors, ils ne sauraient se consacrer exclusivement à la défense du vrai et du bien ; leur tâche est autre : ils dépendent, premièrement, des personnalités financières qui les ont institués ; ils sont inféodés à certains groupements, à certaines banques et, sous couleur de défendre l'intérêt général, ils donnent, quelquefois, à leurs informations, un tour spécial où il est facile aux gens avertis de découvrir quelle



sorte d'intérêt particulier ils ont la tâche de soutenir. Sans parler même de la France et de l'Italie, ne savons-nous pas qu'Hugo Stinnes, au temps de sa splendeur, « contrôlait » plusieurs centaines de journaux allemands ? Ne savons-nous pas que la grande industrie allemande subventionne ces innombrables organes nationalistes qui fanatisent l'esprit public ? Un journal d'aujourd'hui représente un trop grand capital pour être la propriété d'un écrivain. C'est une organisation ploutocratique qui s'efforce habilement de perpétuer certains privilèges moraux conquis par la presse quand elle était encore en son cycle héroïque. Tel qu'il existe aujourd'hui, le journalisme est une organisation parasitaire, intercalée entre l'opinion publique et la réalité. Habitué à trouver son enseignement quotidien dans son journal, le lecteur cesse de penser : il obéit à une suggestion. Par ce seul fait qu'elle existe et qu'elle lance chaque jour, dans la circulation, une surface énorme de papier imprimé, la presse accapare totalement la faculté d'attention de la plupart des citoyens et, dès lors, il suffit qu'elle décide de se taire sur un écrivain, sur un artiste, pour faire de lui un mort vivant.

N'est-il pas certain que n'importe quel auteur, s'il est riche, peut acheter une retentissante publicité dans ces mêmes journaux qui laissent souvent paraître des œuvres d'une immense valeur intellectuelle sans leur consacrer une seule ligne ?

Ainsi conçue, la liberté de la presse n'est autre chose qu'un monopole accordé à certains habiles ; ils se servent du droit qui leur est concédé pour abuser de la naïveté populaire et s'arroger

la fructueuse prérogative d'influencer une partie de l'opinion nationale.

A quel titre, je vous le demande, des particuliers sans mandat, sans sainteté reconnue, s'arrogeraient-ils de leur plein gré le droit de diriger la conscience de leurs contemporains, de leur présenter, sous un aspect tendancieux, certaines informations et ainsi de les gouverner, sans que ceux-ci s'en doutent ? Leurs indignations, leurs colères, leurs frémissantes exhortations, leurs campagnes enflammées, recherchez-en attentivement la cause et presque toujours vous découvrirez, sous le fracas des mots, des intérêts privés. Eh bien, c'est à l'œuvre de cette féodalité-là que l'État fasciste, au nom de l'intérêt général, a décidé d'opposer son *veto*. L'État fasciste a dit : « Une manière de voir différente de la mienne étant malfaisante, toute feuille qui l'exprime, je la supprime. S'il est inévitable que la masse des citoyens soit guidée, mieux vaut mille fois qu'elle le soit au grand jour, par l'État lui-même, qui veille à la sauvegarde commune et s'efforce de réaliser en tout la plus grande somme de bien, plutôt que de laisser des personnalités mal connues et quelquefois trop connues préparer leurs machinations dans l'ombre et le mystère et imposer leur volonté aux écrivains de métier. L'État seul fait la synthèse constante des intérêts nationaux ; il sait quelle nourriture intellectuelle convient à son peuple. En un mot, nous voulons que l'Italie soit renseignée et inspirée par l'Italie et non par des messieurs qui se serviraient des controverses italiennes pour y gagner puissance et fortune. Nous ne voulons plus que des person-

nalités irresponsables et sans mandat puissent, quand bon leur semble, empoisonner les consciences, y faire naître l'envie et la haine, condamner le peuple à la misère en lui conseillant de ne pas produire, désorganiser la nation et y préparer la guerre civile. L'Italie, voulant vivre, supprime tout ce qui pourrait être nuisible à l'Italie. Simple mesure de salubrité ! Ce que nous avons fait, nous l'avons fait au nom du droit qu'a chaque citoyen de ne pas être à son insu trompé, mystifié, abruti. »

On ne fait pas une enquête pour s'amuser ou se faire valoir. Une enquête, je le répète, n'est une enquête que si elle est absolument sincère et si l'on ose y présenter, à son maximum d'exaltation, tout personnage mis en cause. Vous vouliez savoir pourquoi les fascistes ont supprimé la liberté de la presse ! Vous le savez. Il était bien évident, dès l'abord, que leurs arguments seraient fort désagréables à ceux qui sont les chauds partisans de cette liberté. Encore fallait-il avoir le courage, une fois pour toutes, de leur faire une place dans la présente étude.

\*  
\* \*

Ne nous troublons pas pour si peu. Une méditation historique nous rendra notre sérénité. Je constate dans l'évolution de Lénine et dans celle de Mussolini une phase commune, un point culminant où les mêmes causes produisirent les mêmes effets.



Lénine ayant dispersé l'Assemblée constituante laissa, quelques mois encore, subsister la liberté de la presse. Il abolit celle-ci quand il comprit cette vérité qu'un dictateur n'en est pas un tant que les journaux, par leur diffusion immense, exercent contre lui des pouvoirs bien plus dangereux que ne peuvent l'être les discours d'un parlementaire.

Ainsi fut amené à se conduire Mussolini. Il avait réduit à la soumission la Chambre italienne bien avant de prendre des mesures décisives contre la presse. Longtemps, des caricaturistes purent impunément se moquer du dictateur italien. Mais, après l'affaire Matteoti, les chefs fascistes comprirent subitement que leur régime ne serait pas assuré tant que certains organes indépendants pourraient insidieusement les battre en brèche devant l'opinion publique. Dès lors, leur parti fut pris et la terrible loi du 25 décembre 1925 fut mise en force.

Quelle est donc la vérité ? C'est qu'entre un dictateur et des rédacteurs de journaux il n'y a pas de compromis possible. Le dictateur muselle les rédacteurs ou bien, un jour, les rédacteurs amènent la chute du dictateur. Mussolini s'en rendit compte et prit les devants. La connaissance de ces faits nous oblige à sourire quand nous voyons, en France, certains journaux parler avec assez de complaisance du régime de dictature. Chacun croit que ses concurrents seraient supprimés ou opprimés, mais qu'il serait assez habile, lui, pour échapper aux plus graves mesures de coercition. Rien n'est plus illusoire. Il ne saurait y avoir de moyen terme dans les vio-

lences qu'on fait subir à la liberté de la presse. On la respecte ou on la détruit. De toutes les institutions démocratiques et sans en excepter même le parlement, nulle n'est plus lésée que la presse par un système de dictature. En effet, si l'on peut concevoir l'existence d'un parlement croupion continuant, par une perpétuelle approbation du pouvoir, sa figuration vaine, la presse, elle, se trouve en réalité anéantie dès qu'on la soumet à la contrainte. On le voit en Italie, où les journaux, ayant tous une allure officieuse, publient des nouvelles identiques, défendent la même opinion et se ressemblent tous, à cause de quoi la vente de beaucoup d'entre eux a considérablement diminué. Non, en vérité, pas de compromis possible entre la volonté unique du dictateur et les tendances complexes, multiples et toujours renaissantes, de ceux qui prétendent exprimer la pluralité des opinions, la multiplicité infinie des velléités et des tendances.

Que vaut la liberté et que vaut l'autorité ? L'usage normal et prolongé de la liberté démontre, chez un peuple, l'élévation de sa culture, l'excellence de sa moralité. Mais, en temps de crise, lorsque, pour sauver un pays en danger, certaines décisions doivent être rapidement prises et strictement imposées, ces nécessités peuvent-elles s'accommoder de la libre expression de tous les désirs ? Dans le flux et le reflux des contradictions innombrables, toute action ne s'engourdit-elle pas ? Ces décisions de salut public qu'il faudrait adopter lèsent inévitablement beaucoup d'intérêts privés, dont la résistance acharnée, la protestation véhémement, éloquente

finiront peut-être, si la presse se met à leur service, par faire avorter les meilleurs projets, les réformes les plus justes.

Quand Mussolini, d'un trait de plume, supprima cent sous-préfets et un grand nombre d'autres budgétivores, personne n'osa lui faire d'opposition et la transformation se trouva d'emblée accomplie. En France, au contraire, après une mesure du même ordre, quel hourvari, quels conciliabules, quelle effervescence de maires et de parlementaires! M. Poincaré fut harcelé, cerné, par toutes sortes de gros messieurs en colère. On proteste, chez nous, à propos de tout, par n'importe quel moyen et auprès de n'importe qui. C'est toujours avec une indignation furibonde et par l'annonce des pires cataclysmes que les privilégiés défendent leurs fiefs. Depuis le début de l'inflation en France, toute mesure énergique, susceptible de contribuer réellement à relever notre pays a été, quelle qu'elle fût, contrebattue, réduite à rien par la conspiration des intérêts privés. Mussolini, lui, en pareil cas, décide sans appel, met son poing sur la table, et cela n'est point sans valeur.

Considérons un autre exemple tiré de notre politiques extérieure : notre pays, tout en désirant ardemment la paix, ne parvient point à se donner une attitude qui puisse lui assurer ce bienfait. Il conçoit (non sans des appréhensions trop compréhensibles), la nécessité de tenter un rapprochement avec l'Allemagne, mais ses méfiances sont tellement à vif qu'il est extrêmement facile de l'amener à agir d'une manière tout à fait contraire à ses intentions. Quoi qu'il en soit, et quoi



que nous décidions, il nous serait extrêmement important d'adopter un parti, de nous en tenir une fois pour toutes à une politique extérieure bien déterminée et de ne pas hésiter indéfiniment entre diverses alternatives. Or, dans le brouhaha des opinions contradictoires qui se manifestent de tous côtés, dans le tourbillon de nouvelles tendances et de rumeurs effrayantes publiées aux quatre coins de notre territoire, comment décider ? Tout le monde en France prétend s'occuper de politique extérieure ; le moindre député croit s'y connaître, chaque journaliste en discute, chaque concierge a sa doctrine.

Beaucoup de gens ont la légèreté d'exploiter les péripéties de la politique extérieure pour en fortifier leurs polémiques de clocher quand, en ces heures réellement graves, la France devrait se présenter aux étrangers sous un aspect de sévère unité.

Devant la multiplicité inouïe des opinions, des affirmations, des révélations, des insinuations, des dénonciations et des accusations, le jugement des quelques personnes réellement qualifiées pour se prononcer ne parvient pas à prévaloir, et nos intérêts les plus graves, les plus solennels se discutent, en définitive, dans une pétaudière.

Mussolini, lui, en pareil cas, se renseigne, consulte les experts, adopte une tactique, essaie de la suivre et, son parti une fois pris, n'a plus à tenir compte de l'opinion de personne. Il modifie ses attitudes mais il ne change pas ses intentions. En pareil cas, tout repose sur sa perspicacité. Son autorité sans appel peut donc être la meilleure ou la plus mauvaise des choses, suivant la quantité

de sagacité qu'il y a réellement en lui, ce que l'avenir nous montrera.

Si M. Mussolini est doué d'une clairvoyance géniale il est excellent que toute responsabilité lui incombe, et que toute faculté de décision nationale soit concentrée en son cerveau. Mais Mussolini est-il génial ? Nous ne pouvons, jusqu'à présent, faire là-dessus que des hypothèses basées sur la physiognomonie. Et, au cas où il ne serait qu'un garçon extrêmement intelligent, audacieux et rusé, qui garantit ses compatriotes contre ces aberrations auxquelles tout mortel ordinaire est exposé, quand les bouffées de l'orgueil surchauffent son cerveau ? S'il n'est pas génial, un dictateur est dangereux. S'il a du génie, oh, alors, il peut fort bien, comme Napoléon, hâter le trépas de quelques millions de ses contemporains qui eussent préféré cultiver, quelque temps encore, leur jardin. Vaut-il mieux, pour un peuple, avoir un dictateur génial ou un dictateur sans génie ? Je persiste à croire qu'il vaut mieux pour lui n'en avoir d'aucune sorte. Et cependant, il faut qu'un peuple soit gouverné. Mais alors, par qui ? Voilà l'énigme.

\*  
\* \*

Le *Temps* exposait récemment, avec maîtrise, tous les avantages de la liberté de la presse. Sa thèse, qui saurait en douter, est chère à notre cœur ; sa thèse est notre thèse personnelle, bien que — oserons-nous l'avouer ? — nous nous demandions s'il est toujours vrai que la presse soit « le fleuve irrésistible de l'opinion ». Qui peut se

targuer de savoir ce que serait, livrée à elle-même, l'opinion, si des spécialistes audacieux ne s'arrogeaient pas *a priori* le droit de parler en son nom ? Dans quel cas peut-on dire, avec certitude, que l'opinion se soit jamais montrée unanime ? N'est-il pas plus vrai de supposer qu'une opposition s'exprime difficilement, quand une certaine thèse est adoptée par beaucoup de gens puissants qui la soutiennent tous, en même temps, avec une très grande énergie ?

Comment se manifesterait le jugement des penseurs les plus indépendants, les plus clairvoyants, les plus purs, si toutes les tribunes sont d'avance accaparées, monopolisées ? Si tous les organes de l'opinion sont dirigés par des Messieurs qui se sont, de leur propre mouvement, attribué ce rôle, comment seraient-ils aussi ouverts, couramment, à une autre Direction, celle de penseurs originaux, qui viendraient, quand bon leur semblerait, contester devant le public l'intelligence ou l'intégrité des dissertateurs en place ?

Qu'est-ce que l'« opinion » ? C'est une hypothèse, une idée purement subjective, un enchevêtrement de notions contradictoires qui ne saurait avoir d'identité ni de réalité objective. L'opinion est ce que la font certains « forts ». Le « fort », ce sera moi, répond Mussolini, parce que je suis l'État.

Quoi qu'il en soit, *le Temps*, très justement, explique que, quand la presse est libre, un chef d'État prononce-t-il quelques paroles imprudentes, « le contre-poison est administré aussitôt et la plume du journaliste indépendant corrige et adoucit les écarts de l'homme d'État. La liberté



de la presse devient de la sorte un gage de tranquillité à l'intérieur du pays et une assurance de paix entre les nations. Grâce à elle et par elle, les conflits massifs se désagrègent sous les *courants divers* de l'opinion ».

C'est exactement l'idée que nous avons soutenue, dans un chapitre précédent, quand nous avons dit que le régime démocratique, accusé d'être un régime flasque, est, en tout cas, un régime souple. *Les courants divers* de l'opinion démocratique désagrègent les conflits massifs, oui, mais parce qu'ils désagrègent aussi les grands desseins, les ambitions nationales, les intentions énergiques, les conspirations dangereuses. Mais, pendant ce temps, que prépare en silence un autocrate ?

Un peuple comme le peuple anglais qui peut, sans dégénérer, supporter le régime de la liberté de la presse fait preuve par cela même d'une haute qualité morale et intellectuelle. Toutefois, comme le montre Renan, un certain genre de supériorité dans la vie d'un peuple peut très bien, dans certains cas, coïncider avec un affaiblissement de ses facultés d'action. Qui sait si, de l'autre côté de la frontière, le dictateur étranger, par ce seul fait qu'il est un dictateur, ne s'assure point une plus grande rapidité de décision, un mécanisme social plus docile, des préparatifs mieux dissimulés et des desseins plus secrets ? Faites attention !



Que nous sommes heureux, nous, écrivains français, de pouvoir discuter librement si nous

devons rester libres ! Mais si nous méritons de rester libres, c'est précisément parce que nous osons parler ouvertement de nos mœurs et nous soumettre sans crainte au jugement public. Aurions-nous quelque chose à cacher ? Nous serions, par cela même, condamnés.

Est-il admissible que la presse puisse jamais constituer un péril pour la collectivité ? Surviendrait-il, par exemple, des cas où certains étrangers inspireraient secrètement des informations communiquées, au peuple français, avec une apparence d'objectivité et chercheraient ainsi à lui faire adopter des attitudes contraires à son intérêt véritable ?

Je sens la nécessité de bien mettre en évidence qu'à l'heure actuelle, tous les journaux italiens étant soumis à la surveillance rigoureuse du dictateur, aucun État étranger ne saurait, dans ce pays, subventionner des campagnes qui contrediraient les vues du gouvernement. Mais la réciproque n'est point vraie. On lit quelquefois, dans certains journaux d'Europe, cette affirmation que le dictateur italien dépense plusieurs millions par mois pour s'assurer une « bonne presse » hors de ses frontières. S'il en était ainsi vous auriez à convenir, une fois pour toutes, que la dictature se réserverait un important avantage en astreignant sa propre presse à subir une inspiration unique, tout en profitant du libéralisme des pays voisins pour modifier, dans le sens de ses intérêts, leur opinion publique. La partie n'étant plus égale, on serait amené alors à conclure que, pour garantir la sécurité de l'État, l'autoritarisme vaut mieux que la liberté.

Ne serait-il pas effrayant de penser qu'un dictateur étranger peut exercer une influence directe sur l'opinion d'un peuple voisin en lui faisant insidieusement absorber des informations et des tendances inspirées par lui ? Il abuserait, chez ce peuple à l'abandon, d'un mal dont il a, lui, guéri sa patrie. Il saurait, secrètement, impressionner l'esprit de certaines foules étrangères dans un temps où sa propre presse, en Italie, obligée à une stricte obéissance, attaque chaque jour ceux qu'elle reçoit l'ordre d'attaquer. Quel péril pour les dupes, dans ce cas, et quelle condamnation du régime démocratique !

Mais, me dira-t-on, les démocraties ont, du moins, des députés et des sénateurs assez intelligents pour ne point se laisser mystifier par de telles manœuvres, si elles se pratiquent. Oui, sans doute, et c'est pourquoi je dis avec Proudhon que le Parlementaire, à moins qu'il ne soit de longue date un écrivain de métier, manque à son devoir quand il cherche, après son élection, à s'introduire dans les rédactions de la capitale. Dans une démocratie saine, le Parlement et la Presse doivent être deux corps rigoureusement séparés, s'observant et se contrôlant réciproquement et dont l'un doit toujours être prêt à dénoncer les abus de l'autre. Quand le Parlementaire, poussé par la vanité ou l'intérêt, vient, couramment, encombrer, de sa prose, des colonnes quelquefois fermées au talent indépendant, sa collaboration, qu'il le sache bien, est exposée à prendre de fâcheuses apparences. Le rôle du Parlementaire est grand, c'est le plus grand de tous, à condition qu'il ne se laisse point adultérer.



Vous avez été élus pour parlementer : parlez donc ; faites des lois et surtout exigez l'exécution de vos lois. Donnez-nous des lois pour que nous puissions nous passer d'un dictateur. Donnez-nous des lois pour que, sans un dictateur, nous soyons protégés contre la fraude.

L'argument des fascistes, c'est que l'intérêt public doit primer toute autre considération : c'est que la sécurité de l'État est plus sacrée que n'importe quoi. Tel est aussi notre avis. Si la presse n'a en vue que cette sécurité qui donc pourrait songer à supprimer sa liberté ? Nul n'osera restreindre nos prérogatives aussi longtemps que nous serons tous absolument sûrs d'en être dignes.

## CHAPITRE XI

### L'ESSAI D'UNE CONCLUSION

En essayant de concevoir une conclusion à la présente étude, j'ai l'inquiétude d'avoir déappointé beaucoup de mes lecteurs. Pour les uns, j'ai dit trop de bien du fascisme et, désormais, mon civisme leur sera suspect. Par contre, il est de nos compatriotes qui, dans leur mystique enthousiasme pour les méthodes de M. Mussolini, iraient, tout attendris, jusqu'à juger bon qu'il montre de l'énergie... même au détriment de notre propre pays.

Un lecteur impatient me somme de constater une fois pour toutes ce que le fascisme a réalisé d'excellent. Je croyais l'avoir déjà fait. En mon âme et conscience, je m'imagine avoir traité mon sujet avec équité et même avec un désir constant de ne pas irriter nos excellents amis italiens. Puisqu'une récapitulation finale paraît être ici nécessaire, voici, à mon sens, l'indiscutable bilan des bonnes œuvres fascistes :

A une période d'anarchie, d'insécurité et de

décomposition nationale, le fascisme a substitué l'ordre, la discipline, l'obéissance aux lois. Il a rétabli la bonne marche des services publics et subordonné les innombrables turbulences particulières, au sentiment du bien public symbolisé par l'État.

En accaparant la conduite des affaires publiques et en les dirigeant sans appel, le fascisme a détourné de la politique des millions de gens incompetents, écervelés, qui, sous l'ancien régime, avaient fini par y voir leur occupation principale. Il est reconnu aujourd'hui, même par des esprits avancés, même par des socialistes, que le système des grèves perpétuelles, du sabotage et des séditions sporadiques, tel qu'il sévissait en Italie avant 1922, était une absurdité. Il ne menait à rien, pas même à la révolution, devant laquelle reculèrent — ils l'ont avoué — ceux qui eussent pu, à un certain moment, l'entreprendre. Ce système n'avait d'autre résultat que de développer en Italie une affreuse pauvreté dont les prolétaires étaient les premiers à souffrir.

La loi du monde, sa nécessité primordiale, inéluctable, c'est le travail assidu. Voilà ce que Lénine lui-même affirma quand, en 1918, il finit par installer dans les grandes usines des commissaires armés. Ceux-ci étaient chargés de rappeler à la réalité âpre les moujiks qui, de bonne foi, avaient cru, la révolution étant faite, à la possibilité d'une éternel *farniente*. Du droit de grève, Lénine fit une insulte au communisme.

En Italie, il était urgent de mettre un terme à un chronique état d'agitation qui annihilait la production et employait à une politique sté-



rile des forces nécessaires à la nutrition même du pays. Après tout, le rôle normal de plusieurs millions d'ignorants est-il de palabrer, de vociférer, de gesticuler, de menacer et d'anéantir les ressources communes ?

Mussolini joua ce rôle considérable et utile de ramener à la stricte régularité du labeur une population qui, fiévreusement, vivait dans l'attente des plus extraordinaires péripéties. Aujourd'hui, — à l'intérieur — l'époque des aventures, des excitations sensationnelles est terminée et la population italienne a repris l'habitude de faire sa tâche quotidienne pour gagner son pain quotidien.



Expliquons-nous définitivement sur ce point : il y a, dans la vie des peuples, des moments d'extrême crise où ils ne peuvent pas être sauvés si leur volonté collective, émergeant à temps du chaos, ne broie pas, sans ménagements, toutes les volontés particulières. Non seulement l'intérêt commun n'est pas la somme des intérêts de chacun, mais, le plus souvent, il ne peut même pas se réaliser si tout citoyen a pleine licence de poursuivre ses avantages personnels et de vivre suivant ses ambitions propres.

Quand l'individu est livré à lui-même, son premier adversaire, c'est l'État. Si l'État veut continuer à exister, il doit faire obéir les individus et non seulement certains individus, mais tous les individus, y compris ceux qui se croient, par privilège, exonérés des devoirs ordinaires.

Aux heures d'épreuves, d'accablants sacrifices doivent être requis de toutes les classes. Il est clair que, si, préalablement, l'avis de chacun des intéressés est, avec obséquiosité, demandé, les citoyens exaspérés s'indigneront de n'importe quelle charge, formeront des ligues protestataires et donneront, à leurs députés, mandat impératif d'exprimer leur courroux. Supposez qu'un peuple entier s'adonne opiniâtrément à l'alcoolisme. Son suffrage universel décidera-t-il jamais la suppression d'un vice qui cependant le tue ? En pareil cas, le système délibératif aboutit à l'impotence aboulitique. Voilà pourquoi Lénine et Mussolini, voulant agir, l'ont supprimé. La République française, elle, va-t-elle trouver le moyen de renforcer sa volonté centrale sans renoncer à la démocratie ? C'est une autre question. Mais quand l'histoire étudiera le fascisme italien, elle dira qu'il a rendu l'unité, l'identité, la conscience de soi à un peuple désagrégé par des forces centrifuges.

Mussolini a cet avantage de pouvoir penser « étatiquement », tandis que nos partis ont, sur la politique extérieure, des vues partitives. Pas un Italien ne peut discuter la tactique de Mussolini sans être scalpé ou étripé, mais de nombreux patriotes français, dans le même temps, soutiennent chaudement le dictateur italien contre le gouvernement régulier de la France. C'est drôle !

Quelques-uns feignent de croire que si nous ne nous entendons pas avec M. Mussolini, c'est la faute de tel ou tel de nos ministres ! Le différend franco-italien a, en réalité, des causes profondes, des causes, en quelque sorte, naturelles,

physiologiques, qui bouillonnent sourdement depuis notre occupation de la Tunisie ! L'Italie voudrait nous imposer un réajustement colonial et c'est à ce prix, sous-entendu, qu'elle nous propose son amitié.

Récemment, un fasciste de haut rang osa dire à un de nos politiciens les plus éminents qui me l'a répété :

— Si vous voulez une entente durable avec nous, il faut que nous organisions un *condominium* franco-italien qui administrerait vos colonies.

— Ah ! bien, dit spirituellement notre compatriote, dans cette association vous apporteriez le *condominium*, et nous apporterions, nous... les colonies.

Le Mussolini en redingote ne veut pas rompre officiellement avec nous ; il essaie de nous amadouer, de nous amener à l'idée de lui faire, graduellement, des concessions. Et, en même temps, le Mussolini en chemise, en vue de l'avenir, inspire contre nous la plus acharnée des propagandes. Il a cru remarquer que nous voulions notre tranquillité à tout prix et que nous nous résoudrions à tout plutôt que de risquer des complications. Dès lors, le Mussolini en redingote, doux et conciliant, nous donne à comprendre qu'il contient vigoureusement le lion populaire, ce même lion que le Mussolini en chemise excite à pousser des rugissements. Allons-nous, sous une forme plus ou moins déguisée, remettre à l'Italie une partie de notre domaine colonial ? Voilà, pour parler clairement, quel serait l'indispensable condition d'une entente avec l'Italie



fasciste. Or, puisque nous ne voudrions jamais abandonner la Tunisie, ni même la Syrie, ni quoi que ce soit, dans quel but feint-on de croire que nos bons rapports avec M. Mussolini dépendent d'une « conversation » que l'un de nos ministres aurait maladroitement retardée ? C'est drôle ! Une loi devrait sévèrement interdire de mêler, aux billevesées de notre politique intérieure, les graves litiges extérieurs qui mettent en danger notre sécurité.



Dans mon chapitre intitulé *l'Economie du fascisme*, j'aurais dû, somme toute, faire une plus grande place à cette vérité que la population italienne montre actuellement une exemplaire ardeur au travail. Toutes les catégories sociales s'efforcent vers le progrès. L'utilisation de la houille blanche est plus avancée en Italie que dans le reste de l'Europe. C'est là surtout que l'Italie, cherchant à remédier à sa pénurie de combustible, porte un formidable effort. Elle a trois millions de chevaux « aménagés » et un million en plein aménagement, tandis que nous en avons, en tout, un million et demi. Sur notre réseau du Midi, les progrès restent lents (car, c'est un comble, nous qui avons cent mille littérateurs, nous manquerions de techniciens !) Travaux publics, exploitation des ressources naturelles, amélioration de l'agriculture, tout est mené en Italie avec discernement, suivant des méthodes que les spécialistes étrangers jugent excellentes. La gare centrale de Milan, en voie

de construction, rivalisera avec celle de Leipzig, la plus vaste qui soit en Europe. L'industrie mécanique italienne est, on le sait, extrêmement avancée. Nulle part, dans le vieux monde, on ne voit des ateliers propres à la construction des automobiles et des fabriques de soie artificielle qui soient mieux agencés. Les nouvelles usines italiennes, élevées sur des plans d'ensemble scientifiquement étudiés, semblent reproduire les plus beaux modèles de l'industrie allemande ou américaine. D'ailleurs, ne l'oublions pas, c'est à l'école des Allemands que l'Italie du Nord s'est initiée à l'exploitation des progrès industriels. Les Italiens étudient aujourd'hui un carburant national composé d'alcool et de benzol et ils s'efforcent de parvenir à extraire ce dernier produit du monde végétal au lieu de le tirer du charbon.

Incontestablement, cette floraison d'efforts n'est pas le résultat du seul fascisme, mais, ce que le fascisme lui a valu, c'est une atmosphère favorable faite d'ordre, de sécurité, de discipline. « Mussolini, disent gaiement bon nombre d'Italiens, a su, lui, nous faire travailler. »



Ce que je relèverai encore à l'honneur du fascisme, c'est l'extrême moralité qu'il a imposée à la rue italienne. Je n'ai pas été le seul à le constater ; tous les spectacles licencieux, toutes les personnes équivoques, toutes les imageries pornographiques en sont bannis. On pourrait

même trouver que la capitale et les autres grandes villes italiennes ont, à cet égard, un parfum provincial. Mais qu'est-ce que cela veut dire ?

Il y a deux manières de considérer cette idée : s'il en juge d'après ses goûts personnels et ses besoins de distraction, le touriste peut avouer qu'il regrette ces époques de couleur et de passion où Casanova et Stendhal décrivaient la vie italienne comme une perpétuelle fête galante, toute faite de séduction, d'enlèvements et d'aventures ; s'il juge en sociologue, il doit dire une fois pour toutes : qui veut la fin veut les moyens. Le fascisme se proposant de développer la force nationale emploie, logiquement, comme instrument de cette culture, la moralité extérieure.

Le *vertuisme* n'est ni esthétique, ni amusant ; les plus grossiers lourdauds le tournent facilement en ridicule. Mais c'est un procédé utile, un moyen d'action : une méthode d'élevage.

Le fascisme entend, avant tout, protéger la vie de famille, source de cette natalité dont l'Italie est si fière et dont elle espère se faire à la fois un argument politique et un moyen physique. C'est dans le même esprit que les fascistes ont essayé de lancer une « mode italienne » comportant, pour les femmes, avec des jupes allongées, un minimum de décence. Car, réfléchissez-y bien, la décence est un aspect de cette vertu féminine dont Renan disait si justement que la force des peuples dépend avant tout.

Alors que, sur nos plages à la mode, dans un certain monde décomposé par la pénétration des métèques, il était de bon ton, cet été, de pousser toujours plus loin l'exhibitionnisme, on pou-



vait lire dans les rues d'Ostie (qui est le Tréport de Rome) des écriteaux portant ces mots :

E VIETATO CIRCOLARE IN COSTUME DE BAGNA  
O CON VESTIAIRO SUCCINTO

*(Défense de circuler en costume de bain ou avec des vêtements insuffisants.)*

Quelques-uns vont rire de cette pruderie, mais elle eût paru tout à fait nécessaire à nos grand'mères qui, avant d'être grand'mères, avaient été des mères, des mères fécondes, des Françaises « utiles ».

L'Italie de notre temps a un excédent de la natalité sur la mortalité quintuple du nôtre. Je n'ai pas besoin de juger les mœurs d'un peuple. Constater les résultats de ses mœurs me suffit. Je vois que ce que nous appelons, nous, notre modernisme menace notre race d'impotence et de disparition. Voilà pourquoi, mettant au-dessus de ce prétendu modernisme le provincialisme italien, je dis que Mussolini est tout à fait logique quand il accomplit en Italie, pour développer la force italienne, ce que le sénateur Bérenger n'eut jamais le pouvoir de réaliser en France. Faites attention : il pourra y avoir des sanctions à ces contrastes ; les mots d'esprit ne sont pas tout.

★  
★ ★

Ici l'auteur se trouve embarrassé et ce n'est pas sans hésitation qu'il parvient à démêler sa

propre pensée. En effet tout idéal résidera-t-il donc désormais dans la force ? La société ne devra-t-elle plus être qu'un haras et une caserne ? Faudra-t-il sacrifier les plus rares curiosités de l'esprit au besoin de renouveler la chair à canon ? Devrons-nous proscrire de la cité moderne tout ce qui pourrait détourner nos semblables de reproduire leur type ? Nous abêtitons-nous, pour nous fortifier ? L'idéal, pour un peuple, est-il donc de compter de nombreux millions d'abrutis ?

Comme elle est douloureuse à constater l'antonomie flagrante entre les plus hauts raffinements de l'intelligence et la bonne hygiène sociale nécessaire à la puissance de l'Etat ! Il est par exemple de ces chefs-d'œuvre de la poésie qui constituent des merveilles de l'esprit humain sans que, cependant, il faille souhaiter leur diffusion dans la foule parce qu'il est nécessaire que la foule conserve ses illusions premières et cette simplicité naïve sans lesquelles ses devoirs essentiels lui paraîtraient accablants.

Le vice ouvre à notre imagination des possibilités illimitées, mais une description de la vertu paraîtrait vite fade et nauséuse. Celui qui est bon fils, bon époux, bon reproducteur, bon père, bon contribuable, bon locataire est plus utile à l'Etat qu'un poète décadent, mais il n'intéresse point l'art et n'est amusant pour personne. Aussi est-ce un lieu commun de dire que l'art n'a point à tenir compte de la morale puisqu'il lui faut l'atmosphère des passions. Cependant, si Baudelaire est à mille coudées au-dessus de Florian, les platitudes de celui-ci valent mieux

pour la multitude que la géniale désespérance de Baudelaire.

En cette époque de grande angoisse où nous sommes la question est de savoir si l'on tient ou non à la pérennité de la nation et c'est là-dessus qu'il faut opter. Si l'on veut qu'il existe encore, dans un siècle, une langue française *vivante*, une nation française assez puissante pour résister à ses voisins prolifiques et conserver les colonies démesurées qu'elle a conquises, alors il faut s'apercevoir à temps que ce qui constitue, premièrement, la force d'un État est un assemblage de qualités moyennes, de beaucoup de médiocrité, sur un grand fonds général de naïveté et de sottise. La propagation dans la masse d'un art trop intellectuel y développerait des idées morbides qui nuiraient à son développement physique.

Tolstoï, lui, voulait que l'art fût religieux, c'est-à-dire qu'il pût former un moyen de communication, un lien moral entre tous les hommes et devenir ainsi la lumière des foules. Au nom de ce principe Tolstoï en venait à exclure de l'art la plupart des grands artistes et il indiquait, comme modèles de la vraie littérature, le Victor Hugo des *Misérables*, Dickens, Dostoïewsky, George Eliot. Une idée très voisine de celle de Tolstoï était soutenue par Jean Carrère dans son livre des *Mauvais Maîtres*. Il donnait un tel nom aux poètes du pessimisme, de la lassitude morale et de la désespérance, malgré l'admiration qu'il pouvait personnellement éprouver pour eux. Quels étaient donc à ses yeux les bons maîtres ? C'étaient les auteurs virils, puissants, solaires, les générateurs d'enthousiasme, les porteurs de



flambeaux ; ceux qui élèvent l'humanité au-dessus d'elle-même : Homère, Rabelais, Shakespeare, Corneille, Lamartine, Hugo !

Hé bien, disons-le, s'il faut que la littérature puisse être autre chose qu'un flambeau, si nous trouvons aussi, nous, un charme hallucinant aux phosphorescences malsaines des cloaques, aux lueurs équivoques des bouges, la masse des citoyens doit ignorer ces plaisirs maladifs ; elle ne doit rien connaître de ces rites maléfiques et de ces précieux venins. C'est en cela qu'il y a une grande vérité dans les idées de Tolstoï et de Jean Carrère : la santé d'un peuple ne peut être que compromise par toute littérature qui n'emporte pas son imagination vers un idéal de force et de lumière. L'une des causes les plus certaines de cette dégénérescence constatée pour le moment dans la race française, c'est qu'elle est celle où il y a relativement le moins de primitifs insoucians, s'abandonnant simplement à l'instinct de nature. La France est le pays où les masses populaires elles-mêmes s'efforcent le plus d'imiter les plaisirs, les raffinements, les vices, des classes dites « élevées ». De là notre dépopulation. Tous les pays de l'Europe ont comme nous une « élite » libertine, mais ce qui nous manque présentement, à nous Français, c'est une multitude innocente, crédule, humble, dominée encore par ces illusions, ces croyances, qui sont génératrices de vitalité.

Reconnaissons cette vérité : En Europe, une grande natalité s'est surtout maintenue dans les contrées encore dominées par la foi. Les peuples qui perdent la foi semblent, jusqu'à présent,

perdre la faculté de se continuer dans le temps. Faudrait-il donc aller jusqu'à réserver la culture à une élite dirigeante tout en protégeant, par l'obscurantisme, la vitalité des foules ? Il le faudrait si nous ne concevions pas que, demain, la science annihilera le nombre bestial, assurant ainsi la victoire de l'esprit.

Quoi qu'il en soit, je dis que le dictateur italien obéit à une intuition très sûre quand il fait tous ses efforts pour empêcher que la naïveté générale de son peuple soit davantage compromise par les industriels du cynisme et de l'obscénité. Il faut à un peuple beaucoup de jeunes hommes simples et imprévoyants, capables d'être transportés par l'amour, de se marier avant leur vingt-cinquième année et d'avoir beaucoup d'enfants. Il lui faut aussi autre chose, mais il lui faut tout d'abord cela. Mussolini, lui, l'a fort bien vu.



On voudra bien s'en apercevoir, je n'hésite pas à consigner en ces pages ce que le fascisme a fait de bon. Mais il m'est impossible de dire que la vie en Italie n'est pas affreusement coûteuse ; impossible de cacher que la balance commerciale soit extrêmement défavorable ; impossible de dissimuler qu'une crise d'une grande intensité se soit abattue sur les valeurs industrielles et que l'industrie italienne soit gravement éprouvée. On a faim, en Italie, et on a de plus en plus faim. Il m'est impossible de ne point dire que l'expérience du syndicalisme fas-

ciste et du système corporatif a été beaucoup trop brève pour qu'on puisse en tirer un valable enseignement. Quant à la situation financière réelle, l'observateur ne sait pas comment se prononcer sur elle : toutes sortes d'éléments de contrôle ne sont pas à la portée du public ; j'incline à la croire plus précaire.

M'attarderai-je à faire mention des abus du fascisme ? Ils sont immenses, mais, dans leur immensité, ils ne dépassent point la moyenne des faiblesses dont est composée l'histoire des humains. Un de mes amis italiens me dit : « Lisez *la Curée* d'Emile Zola. Voilà l'image de nos mœurs actuelles. » Et je lui réponds : « C'est aussi la preuve que les lieutenants de Mussolini ne sont pas plus corrompus que ne le furent les Français au pouvoir, du temps de Napoléon III. » Les mêmes causes produiraient-elles donc toujours les mêmes effets ? J'ai, sur ma table, un dossier mentionnant des excès commis par divers agents du fascisme. Je juge sage de le tenir fermé. Il est inévitable qu'un mouvement de cette sorte finisse par enrôler toutes sortes d'auxiliaires. Dans une province, les gens les plus remuants, les plus audacieux, les plus prêts à rechercher des fonctions leur donnant prise sur leurs contemporains, ne sont pas toujours les plus désintéressés, ni les plus purs. De sombres histoires de rivalités personnelles, des luttes de clan, d'odieuses vendettas se sont parfois greffées sur les opérations du fascisme. J'abandonne ce chapitre, le seul à mon sens dont il vaille mieux, pour un étranger, ne pas rechercher l'étude.





L'ordre règne !

« Mais à quel prix ? chuchotent à mon oreille des voix, les unes italiennes, les autres étrangères. L'abolition des droits de l'homme, la suppression des garanties de la liberté individuelle et de la justice, l'arbitraire substitué à la loi, la perquisition et l'espionnage devenus des éventualités courantes de la vie, est-ce que tout cela va durer éternellement ? Ces mesures d'exception ont pu avoir leur utilité quand il s'agissait de réprimer l'anarchie ; on peut même dire, si l'on y tient, qu'elles ont sauvé l'Italie, mais est-ce que, décidément, on voudrait en faire le régime permanent d'un peuple intelligent ? Quand vous souffrez d'un mal de dents, vous vous résignez à subir, pendant certaines périodes définies, les terribles grattages du spécialiste. Mais que diriez-vous d'un dentiste devenu fou qui prétendrait vous tenir attaché, à perpétuité, sur son fauteuil, un énorme tampon d'ouate enfoncé dans la bouche ? Les jeunes gens fascistes ont rendu certains services, mais, aujourd'hui, grâce à la place qu'ils ont prise, l'Italie est devenue comme une maison où ce sont les enfants qui gouvernent, tirant la langue, montrant le poing aux respectables amis de leurs parents et criblant de pierres les vitres des propriétés avoisinantes. L'ordre règne. Mais l'ordre est-il donc tout ? Il y a aussi beaucoup d'ordre dans une prison et dans un cimetière. L'ordre règne. Mais il y a une sorte d'ordre qui

est la normalisation d'un fondamental désordre.

Le grand danger pour l'Italie, c'est que ses destinées reposent présentement non point sur des institutions, sur des mœurs, sur des lois, mais sur la vie et le prestige d'un seul homme. Le fascisme n'a point de doctrine ; personne ne saurait très bien le définir ; voilà son point faible. M. Mussolini lui-même répète à chaque instant qu'il n'est pas l'esclave d'une formule ; il entend être mobile, opportuniste, s'adapter aux circonstances, évoluer, épier les occasions et manœuvrer de son mieux au profit de l'Italie. Tant que vivra cet homme très intelligent et investi du plus haut prestige, ses improvisations, ses tactiques nouvelles s'imposeront à des séides qu'il domine et intimide. S'il disparaissait, au nom de quels principes sociaux gouverneraient ses continuateurs ? Au début de mars 1919, le fascisme se fit le champion de toutes les causes qu'il combat aujourd'hui. Les hommes en chemise assommeraient, en 1927, tout journaliste qui prétendrait se conformer au programme fasciste de 1919.

Quand Lénine mourut, quelques-uns crurent à la dissolution rapide du système communiste, mais il n'en fut rien parce que, en dépit de leurs divergences, de leurs rivalités, les lieutenants du grand monomane avaient, n'en doutez pas, une source d'inspiration commune : *le Capital*, de Karl Marx. Les fascistes, eux, n'ont point de livre saint, point de Coran ; ils forment une troupe qui suit aveuglément un chef. Celui-ci, assure-t-on, envisageant la possibilité de son propre décès, a institué une pentarchie destinée

à perpétuer son œuvre. D'après quels principes ? Mussolini est unique, mais, en réalité, plusieurs fascismes bouillonnent sous lui.

Les plus anciens lieutenants de Mussolini, les Farinacci, les Rossoni, imbus, malgré tout, des aspirations populaires, ne supportent qu'en grondant le voisinage des néo-fascistes, des fascistes parasites, les Federzoni et autres chefs du parti nationaliste, gardiens respectueux du trône, du coffre-fort de l'aristocratie et de l'autel. Farinacci, le plus énergique et le plus pur de tous les fascistes, soutient que son parti, pour sa sauvegarde, doit rester sur le pied de guerre, maintenir ses milices fortement armées et toujours prêtes à soutenir, par la violence, dans les provinces, l'autorité de leurs chefs, autorité qu'il ne faut pas laisser discuter par personne. Federzoni (passé du ministère de l'intérieur à celui des colonies, après l'attentat de Bologne) conseille, au contraire, la *normalisation*. Selon lui, la direction des affaires provinciales doit incomber aux préfets ; il voudrait voir, peu à peu, les forces fascistes se licencier ou se confondre avec l'armée et la police ordinaires. En somme, il aime le fascisme au point de songer à sa résorption.

Entre ces diverses tendances, le maître souverain, suivant ses impulsions du moment, décide sans appel. Lui disparu, comment gouverneraient les pentarques ? Il y a quelques mois, des incidents graves ont témoigné qu'entre Farinacci, ancien secrétaire général du parti fasciste, et les chefs du nationalisme, les haines sont violentes, inapaisables, et pourraient un jour aboutir à une lutte ouverte. Le prestige de Farinacci, parmi les



légionnaires, est très grand. On aurait, le cas échéant, à compter avec lui.

Toutefois, si les lieutenants de Mussolini ne sont point unis, au point de vue social, par une doctrine commune, du moins un même souffle patriotique les anime. Une mystique collective les pousse tous à rêver ardemment la grandeur de l'Italie et à concevoir pour elle des destinées fabuleuses. Si l'on veut, à tout prix, trouver au fascisme un principe unique, le voilà ! Il n'est que là ! De même que le bolchevisme fut un produit spécifiquement russe, j'ai montré précédemment que le fascisme fut un mouvement que des particularités spécialement italiennes engendrèrent. Le bolchevisme eut pour substratum, en Russie, la question agraire. Le fascisme est une manifestation de la natalité italienne. Il exprime la colère et les ambitions exaltées d'une nation surpeuplée, pauvre, où une immense quantité d'hommes jeunes désirent faire carrière et chercher un butin. Le fascisme ne fait que donner une organisation étatique à des velléités, à des convoitises, à des jalousies sourdes, à des appétits, à des besoins réels qui ne cessèrent de se manifester depuis cinquante ans dans la péninsule. Si le fascisme réussit, dure, se développe, c'est précisément parce qu'il est porté par ce grand courant et parce qu'il donne à la nation italienne la sensation très nette de compter beaucoup plus qu'autrefois dans les affaires du monde. Il ne laisse jamais passer une opportunité d'affirmer qu'il veille, qu'il est à l'affût et qu'il compte bien saisir la première occasion de surprendre

un voisin dans un mauvais cas pour obtenir de lui quelque cession et augmenter ainsi le patrimoine de l'Italie. C'est justement au nom de cette promesse-là que ses compatriotes supportent la perte de leur liberté et s'accommodent d'un régime dur, mais générateur de force, d'un régime qui dit tous les jours avoir le ferme dessein de réaliser leurs rêves.

L'Italie déclare que ses besoins lui donnent des droits ; elle invoque en gémissant sa natalité démesurée, mais, en même temps, elle déclare avec fierté, par la voix de ses ministres, que cette natalité, elle y tient et qu'elle fera tout pour l'empêcher de décroître. Bien mieux, avant même d'être menacée par le malthusianisme, elle prend officiellement des mesures pour lutter contre ce fléau éventuel. Il est impossible de mieux dire qu'elle considère ces procréations innombrables comme un véritable armement et comme un moyen de pénétration en terre étrangère.

Quelques écrivains anglo-saxons, tentant de donner des conseils aux Italiens, font valoir qu'à l'époque actuelle il n'est point sûr qu'un Etat ait tant à gagner à éparpiller, hors de ses frontières, sa population et ses capitaux. Qu'était donc devenue l'Italie elle-même quand Rome, dans sa splendeur, ne cessait d'envoyer ses ressources humaines dans tout le monde ancien ? En outre, ne commet-il pas un anachronisme, un Etat qui veut entrer dans la carrière coloniale à une époque où les jaunes et les noirs deviennent méchants et où la révolte des peuples de couleur menace l'Occident ? L'époque du vieux

système colonial touche à sa fin, écrit, à ce sujet, la *Nineteenth Century*. Pourquoi l'Italie n'organiserait-elle pas ses provinces du Sud, qui sont les plus prolifiques, mais où l'agriculture est restée extraordinairement retardataire ? Pourquoi les Italiens ne coloniseraient-ils pas l'Italie ? On prête à M. Mussolini, à cet égard, les projets les plus salutaires.

Mais des programmes agricoles n'ont rien de romantique. Les nationalistes italiens attendent du *Duce* des actions d'un retentissement mondial : la création de l'empire, la domination de la Méditerranée, des événements mémorables qui devront frapper de stupeur et d'admiration les étrangers. Car tout est là finalement : il faut émerveiller et épouvanter les hommes du Nord, la Gaule « moribonde ». Là, presque fatalement, devra être l'échéance des promesses du dictateur. L'imagination de ses séides, vivement surexcitée, s'attend à des fastes merveilleux, des péripéties triomphales, des moissons de gloire hors des frontières nationales... Voulût-il se dégager de cette obsession, s'assagir qu'il entendrait retentir, de plus en plus impérieux, ce « Macbeth, tu seras roi ».



Si la France cédait à l'Italie son mandat sur la Syrie et ses droits sur le Maroc, notre voisine pourrait-elle, du moins, installer en ces pays de nombreux colons ? Eh bien non, le problème de l'excessive natalité italienne ne serait nullement résolu. Des centaines de milliers d'Italiens sans capitaux, débarquant sur ces rivages, n'y trouve-



raient point l'emploi immédiat de leur travail et y tomberaient bientôt dans la misère. Car enfin, avant de recueillir l'incertain résultat des entreprises à longue échéance, — et celles-ci dépendent d'une mise de fonds préalable — il faut manger...

C'est le mérite de M. Nitti, ancien premier ministre italien, dans *Bolchevisme, fascisme et démocratie* (Paris 1926), d'avoir prouvé qu'on se trompe lourdement quand on croit qu'un peuple quelconque, même privé de capitaux, ou ne disposant que de capitaux très restreints peut, à son gré, transformer des territoires coloniaux en zones de peuplement. La thèse sagace de M. Nitti est que les colonies de la France et de l'Allemagne furent constituées, non point par des migrations de peuples, mais par des entreprises capitalistes en quête de nouvelles exploitations. Pour que des prolétaires européens puissent se rendre, en grand nombre, dans un pays lointain, il faut qu'ils soient sûrs d'y trouver des conditions de subsistance favorables, c'est-à-dire qu'il y existe, préalablement, des capitaux capables de rémunérer tout nouvel apport de main-d'œuvre. Ainsi, les Italiens émigrent plus volontiers aux États-Unis qu'en n'importe quel autre pays, étant sûrs d'y trouver, immédiatement, un salaire, ce qui veut dire des capitaux disponibles. L'Italie a déjà dépensé des sommes énormes en Libye et dans ses autres colonies ; elle a ainsi augmenté son malaise financier sans réussir à implanter sur la terre africaine des colons en nombre imposant. Pendant ce temps les émigrants italiens partaient en quantités énormes pour l'Amérique et la

France où ils étaient certains d'obtenir des ressources. Pourquoi donc ceux-ci n'avaient-ils pas choisi, plutôt, d'aller se fixer dans les colonies italiennes ? Parce qu'ils savaient n'y point pouvoir trouver des exploitations capitalistes capables de les nourrir. D'ailleurs ces colonies disposent déjà, dans la masse indigène, d'une main-d'œuvre suffisante, payée à bas prix. Les Italiens affirment avoir besoin d'expatrier leurs nationaux par myriades, mais, dans tous les lieux exotiques où ceux-ci essaieraient de se fixer, la plupart ne pourraient que disputer un chétif salaire aux indigènes les plus misérables. Les colonies françaises sont, en général, des colonies d'*exploitation* où peu de colons utilisent de grands capitaux. Les Italiens voudraient, tout au contraire, avec peu de capitaux, créer des colonies de *peuplement*. Mais où ? Qu'on nous le dise ! Les choses ne sont pas si simples.

Tout cela démontre combien est incongrue la prétention des Italiens fascistes de se substituer à nous, dans nos colonies, sous ce prétexte que leurs citoyens les plus pauvres et les plus ignorants procréent sans s'occuper de ce que pourront bien devenir leurs rejetons. Les y obligeons-nous ?

Efforçons-nous, toutefois, d'être justes et magnanimes et ne blessons pas l'amour-propre de nos voisins. Oserai-je dire courtoisement à M. le député Archimbaud que son rapport sur le budget des colonies, dans lequel il proteste à juste titre contre les visées fascistes, renferme des phrases qu'il eût mieux valu, semble-t-il, ne pas écrire :

« Pourquoi l'Italie, dit M. Archimbaud, n'a-t-elle pas eu, comme la France, des navigateurs soucieux de porter au loin le prestige de leur pays, des explorateurs intrépides, des missionnaires à qui la foi ne faisait pas oublier la patrie ? Ce n'est pas, à coup sûr, notre faute. »

M. Archimbaud a-t-il donc oublié Marco Polo, les marins vénitiens, le Génois Christophe Colomb, le Romain Savorgnan de Brazza qui conquiert pour la France une partie du Congo. L'Italie fournit, tout autant que n'importe quel peuple, des individualités brillantes. Taine a écrit dans son *Voyage en Italie* cette phrase très forte : « Toute l'histoire de l'Italie dérive d'un fait : elle n'a pas pu s'unir sous une monarchie tempérée, ou demi-intelligente, au xvi<sup>e</sup> siècle, en même temps que ses voisines. » Voilà quel a été le malheur de l'Italie. Elle n'est parvenue à l'unité que lorsque le partage du monde s'opérait, et elle est restée longtemps trop débile et trop pauvre pour y prendre une part active. Mais est-ce notre faute ? Non puisque, tout au contraire, sans utilité pour nous, nous l'avons, en 1859, délivrée du joug autrichien. Nous agirions bien en essayant, encore une fois, de lui rendre service, mais, auparavant, elle devra cesser de nous menacer.



Ma conclusion est que, jusqu'à présent, si l'on considère les affaires intérieures du pays, le fascisme a fait du bien à l'Italie. Il l'a disciplinée. Il l'a disciplinée, oui, mais en surexcitant ses ambitions au point de vue de cette action exté-



rieure qu'il lui promet comme une entrée au paradis terrestre. Or, en toute chose, il faut considérer le résultat. Le règne de Napoléon III commença par des années de grande prospérité et aboutit à Sedan. Nous ne connaissons pas ces aboutissements par quoi le fascisme sera finalement jugé.

Si le fascisme parvient un jour à de retentissantes victoires et à des acquisitions territoriales, tout ce qu'il aura fait, préparatoirement, semblera porter la marque du génie. Si, après diverses aventures, il entraîne la nation dans une de ces catastrophes dont le destin aime quelquefois à châtier les présomptueux, tout ce qu'il aura combiné depuis 1922 sera jugé comme une mascarade. Ce que le fascisme *vaut* présentement n'existe qu'en fonction de cet inconnu que son échéance finale apportera.

J'admets donc, on l'a vu, que le fascisme a, *jusqu'à présent*, fait du bien à l'Italie et je n'écarte pas du tout l'hypothèse qu'il puisse lui être profitable *finale*ment. Oui, s'il est admis que le bonheur d'un peuple doive résider à s'emparer des dépouilles d'un autre peuple, il n'est pas inadmissible que la discipline fasciste, incontestable élément de force, soit destinée à être l'instrument d'un tel achèvement. Élément de force ? Le fascisme, c'est une gymnastique du patriotisme et ce n'est même que cela. Lorsqu'on passe d'Italie en France, on a l'impression de rentrer dans un Etat dont les ressorts sont distendus et qui s'engourdit dans sa flaccidité. Comparée à la rigide armature du fascisme notre démocratie actuelle semble parfois anarchique et

vieilloté. Une démocratie comme la nôtre serait, à tout prendre, délicieuse s'il n'y avait pas à côté d'elle un Etat fasciste en embuscade. Mais il est là et la proie qu'il guette, dispensez-moi de la nommer.



En dernière analyse, *humainement*, que vaut le fascisme ?

Avant de répondre à une telle question, élevons nos cœurs, efforçons-nous d'atteindre ces hauteurs sereines où notre méditation n'est plus influencée ni par la sympathie, ni par la rancune. En tant qu'il est l'expression d'une partie de la race blanche pullulante, insuffisamment nourrie, dépourvue de ressources et de débouchés, le fascisme italien a des aspects de justice. Mais nous sommes à une époque où le reste de l'Europe tend à s'organiser, à s'agglomérer suivant les données de la raison et à se dégager des obscures impulsions de la bestialité primitive. Il reste donc à savoir si un peuple n'est pas téméraire quand il prétend se mettre en travers du cours général de la civilisation en invoquant simplement cette particularité biologique, ce fait de nature, étranger à toute pensée, ce prétexte vraiment par trop commode que, dans ses provinces les plus illettrées, les humains se reproduisent encore comme aux premiers âges du monde.

Est-ce un anachronisme ? Est-ce une suprême réserve de force ? Je ne me prononce pas. Il y a là un problème grandiose dont la solution ne pourra être fournie que par l'expérience du

temps. Ce qui sera vrai, ce qui sera juste, c'est ce dont le cours de l'histoire démontrera la possibilité. La succession des événements dira ce que valent nos actions actuelles.

Savons-nous, seulement, quelque chose de précis sur M. Mussolini ? A quel moment de son passé, tout fait de tendances contradictoires, devons-nous considérer, pour essayer de prédire son avenir, cet esprit aventureux, impérieux, fulgurant, pétri d'audace, de volonté, de ruse, d'orgueil et de violence ? Où va-t-il ?

Le 14 novembre 1926, recevant Jules Sauerwein, du *Matin*, M. Mussolini lui faisait, à l'intention des Français, les déclarations les plus raisonnables. Quel brave homme ! Mais les propos du Duce se suivent et ne se ressemblent pas. Le 11 novembre 1926, parlant au correspondant de la *British United Press*, il avait exalté Sylla et parlé de Jules César comme de son grand inspirateur : « J'ai sans cesse son buste devant moi. Je le garde là, pour me fournir une inspiration constante. » Ayant lu cela, j'ouvre mon dictionnaire et je lis : « Jules César, célèbre général romain. » Doucement, s'il vous plaît ; nous pensons, nous, à Vercingétorix ! Mais à quoi riment, en fait, ces évocations de l'antiquité ? Quelle analogie peut-on voir entre Jules César et Napoléon, ces soldats, et M. Mussolini ? Son passé n'a rien de semblable à la vie de tels capitaines. S'il rêve de leur ressembler, dans l'avenir, lui qui dispose du pouvoir absolu, il faut nous le tenir pour dit.

Je n'exclus d'ailleurs point l'idée que M. Mussolini, tout compte fait, puisse être un de ces



clairvoyants qui aperçoivent, avant les autres mortels, le point du possible. Mais il lui reste à nous en fournir la preuve. Cet homme, dit Nitti, ne va pas loin, mais vient de loin. Tout le cours de la civilisation pourra-t-il être entraîné à rebours, parce que tel est son bon plaisir ? Nous nous inclinons devant les faits, quand ils seront accomplis. Mais ils ne sont pas accomplis.

\*  
\* \*

Encore une fois, *humainement*, que vaut le fascisme ? Réfléchissons bien : il n'y a aujourd'hui en Europe qu'un seul Mussolini, et personne ne lui donne la réplique.

Alors que les principales conductrices de la civilisation ont conservé les institutions libérales et parlementaires, l'Italie, en pleine paix, s'est bel et bien mise *sur le pied de guerre* et les fascistes pourraient d'autant moins le nier que M. Mussolini le répète à chaque instant. Bafouant la théorie du désarmement moral, l'Italie procède ouvertement à *l'armement moral* de son peuple. En mon âme et conscience, je déclare que tout va présentement comme si l'Italie envisageait l'idée d'une grande guerre pour l'année 1932.

Il pourrait advenir que certaines nations de l'Europe comprissent à temps le sens de tout ce qui s'amorce dans la péninsule et se persuadassent qu'un peuple, s'il trame une action belliqueuse, s'assure un avantage certain en se soumettant à une impulsion unique et en supprimant la liberté. Que se passerait-il s'il y avait

demain un dictateur à Paris, à Berlin, à Londres, comme il y en a un à Rome ?

Jusqu'à présent, les démocraties européennes, conciliantes par nature, ont toléré que M. Mussolini bouleversât à son gré les habitudes de la diplomatie et proférât de retentissants manifestes qu'il lançait aux quatre points cardinaux. Le jour où des spécialistes du chauvinisme détiendraient, dans plusieurs capitales de l'Europe, le pouvoir absolu, ils ne laisseraient point passer de telles intempérances oratoires sans y répondre aussitôt par des rodomontades d'une égale vibration. Tous les Cromwell de la création se feraient écho : la recrudescence toujours accélérée de leurs invectives précipiterait la raison humaine dans les limbes de l'aliénation mentale. Des millions de patriotes aux prunelles saillantes hurleraient dans toutes les grandes villes de l'Europe et s'épouvanteraient de leurs propres grimaces en criant : « Nous sommes trahis ! Vengeance ! Mort à tous ceux qui parlent autrement que nous ! Essorillons, écorchons, châtrons, massacrons ! » De menace en menace, de discours en discours, l'atmosphère de l'Europe deviendrait irrespirable et nous verrions se produire une nouvelle conflagration.

Unilatéral, réservé à l'Italie, le fascisme, véritable culture de la force, est un danger pour les démocraties voisines. Plus il discipline l'Italie et plus il la discipline dans un sens hostile aux étrangers. Réciproque, généralisé à toute l'Europe, le fascisme asservirait la civilisation occidentale au nationalisme le plus fanatique et il la vouerait à la fatalité d'un effréné bellicisme.

L'ordre intérieur italien n'est réorganisé qu'en fonction des ambitions extérieures italiennes. Ces ambitions, coûte que coûte, tenteront de se réaliser. Plus que jamais, les Italiens rêvent de retrouver, à travers le néant de vingt siècles, le soleil éteint d'un passé dont ils s'arrogent audacieusement le droit de représenter la descendance. Ce soleil, ils s'attendent à le voir se lever de nouveau dans une aurore enflammée et, déjà, ils répètent, transportés : Rome ! Rome ! Rome !



Cela dit, abandonnerons-nous tout espoir de conserver des rapports d'amitié avec l'Italie fasciste ? Il s'agit simplement, pour nous, de savoir si cette amitié nous est, oui ou non, nécessaire. C'est là un problème de gouvernement, une de ces « affaires d'État » qui n'ont point à être discutées sur la place publique. Nos intentions, à cet égard, peuvent se trouver déterminées, ou modifiées, par la situation générale de l'Europe et suivant le cours de certaines négociations.

Mais, si nous finissions par laisser se constituer une entente germano-italienne, représentant un bloc de cent cinq millions d'Européens, c'est que nous aurions, en temps voulu, manqué de bon sens et de décision. Ceux qui rappellent que l'Italie, bien qu'elle fit partie de la Triple Alliance, se joignit à nous en 1915, ceux-là oublient qu'il n'y a plus d'Empire austro-hongrois : l'Italie possède aujourd'hui Trente, Trieste et Fiume...

Un peuple n'est point sage, s'il conteste contre trop de puissances en même temps. Il doit, une

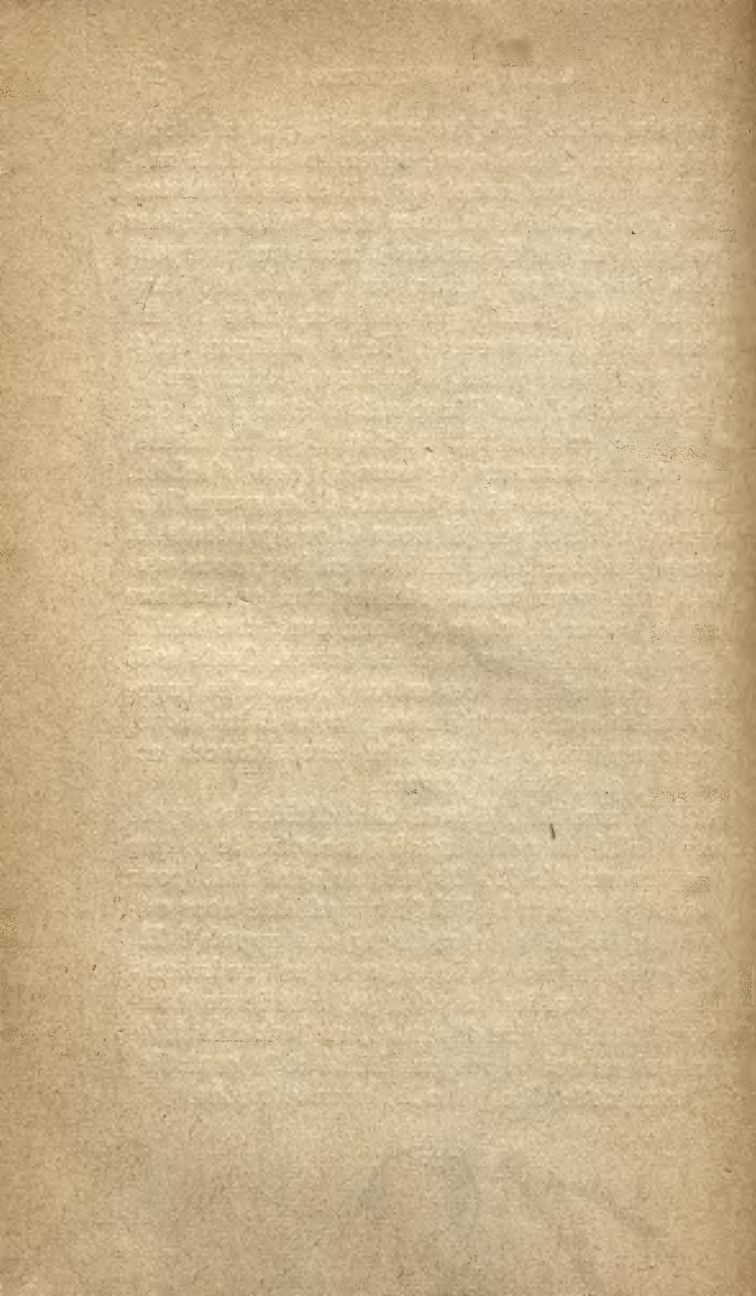


fois pour toutes, adopter une politique extérieure et s'y tenir. Quand son gouvernement et la majorité de son parlement ont fait choix d'une tactique, celle-ci doit s'imposer et ne point se laisser paralyser par les diversions d'amateurs irresponsables qui ont pu puiser, on ne sait où, leurs inspirations. Quand, par malheur, dans le sein même du gouvernement, deux politiques extérieures sont aux prises, la patrie est en danger.

La bonne volonté d'une nation étrangère, cela se prépare, cela se cultive, et quelquefois même, par certains canaux détournés, cela s'achète. Entre les peuples, ni les haines, ni les sympathies ne sont prédestinées. Si nous étions prudents, si nous regardions la réalité bien en face, nous verrions que, pour mieux résister aux prétentions des uns, nous devrions apaiser, avec une habile libéralité, nos litiges avec les autres. Quels sont ces *uns* et quels sont ces *autres* ? Nous n'en jugerons point sentimentalement ; nous calculerons, avec sang-froid, d'après les circonstances actuelles, l'intérêt de la France.

Encore une fois, il nous faut décider et, après avoir décidé, ne point agir à l'encontre de ce que nous aurons décidé. Où est, aujourd'hui, pour nous, le plus grand péril ? De quel côté nous est-il nécessaire de nous ménager des appuis ? Et, ces appuis, les uns ou les autres, que vaudraient-ils ? Il faut unifier la politique extérieure française ; il faut la faire dépendre, exclusivement, de ceux qui en ont la responsabilité et le contrôle, car, sans cette discipline-là, nous périrons.





## TABLE DES MATIÈRES

---

|                                                                  | Pages. |
|------------------------------------------------------------------|--------|
| CHAPITRE I. A la découverte de « l'autre danger » . . . .        | 5      |
| — II Choses vues . . . . .                                       | 25     |
| — III. Indispensable retour en arrière. . . . .                  | 49     |
| — IV. Un portrait de Benito Mussolini en novembre 1922 . . . . . | 67     |
| — V. La politique extérieure du fascisme. . . . .                | 77     |
| — VI. La politique sociale en 1926 . . . . .                     | 137    |
| — VII. L'économie du fascisme . . . . .                          | 154    |
| — VIII. L'armée et la marine . . . . .                           | 185    |
| — IX. Le fascisme et l'Église . . . . .                          | 210    |
| — X. Le fascisme et la liberté de la presse . . .                | 231    |
| — XI. L'essai d'une conclusion . . . . .                         | 254    |







# DERNIÈRES PUBLICATION

- ALANIC (MATHILDE)  
Le devoir d'un fils, roman. . . . . 19
- BARBUSSE (HENRI)  
Le Feu, roman (360<sup>e</sup> mille) . . . . . 12  
Les bourreaux (13<sup>e</sup> mille) . . . . . 10  
Force (Trois films) (12<sup>e</sup> mille) . . . 10
- BATAULT (GEORGES)  
Le colloque avec Pan, roman. . . 10
- BEAUNIER (ANDRÉ)  
Le cruel amour, roman. . . . . 10
- BINET VALMER  
Le village près du ciel, roman. . . 12
- BIRABEAU (ANDRÉ)  
Toutes les mœurs, Monsieur. . . 12
- BLASCO-IBÁÑEZ (V.)  
Sensations la courtisane, roman.  
Traduit de l'espagnol par Jean  
Catalan (14<sup>e</sup> mille) . . . . . 12
- BORDEAUX (HENRY), de l'Acad. française  
Jeanne Michelin. Nouvelle édition.  
Illustrée. . . . . 12
- BOUTET (FRÉDÉRIC)  
Le harem éparpillé, roman . . . 12
- BROCCHI (VIRGLIO)  
Selon mon cœur, roman, traduit de  
l'italien par P. Ronzy . . . . . 12
- CAKI  
Vendetta ! ou une aventure  
corsée. . . . . 12
- CHAFFURIN (LOUIS)  
Un homme seul, roman. . . . . 9
- CHAMPLY (HENRY)  
La chasteté, roman. . . . . 12
- COLETTE  
La fin de chéri, roman (45<sup>e</sup> m.). . . 7 50
- CORDAY (MICHEL)  
En Tricogne, roman (12<sup>e</sup> mille) . . 10
- DAUDET (LÉON), de l'Acad. Goncourt  
Le sang de la nuit, roman (15<sup>e</sup> m.). 12
- GEKORRA (MAURICE)  
Le rire dans le brouillard (22<sup>e</sup> m). 12
- DUVERNOIS (HENRI)  
Morte la bête... . . . . 12
- FARRÈRE (CLAUDE)  
Le dernier Dieu, roman (60<sup>e</sup> mille) 12  
Mes voyages. Tome II. En Méditerranée (20<sup>e</sup> mille) . . . . . 10  
Les hommes nouveaux, roman.  
Nouvelle édition illustrée. . . . . 14
- FORT (PAUL)  
Les fleurs de lys (Ballades françaises V). Édition définitive. . . . 10
- FRAPPA (JEAN-JOSÉ)  
A Paris, sous l'œil des métèques I,  
roman (35<sup>e</sup> mille) . . . . . 12
- GASQUET (MARIE)  
Une enfance provençale. . . . . 9
- GÉNIAUX (CHARLES)  
Les feux s'éteignent, roman . . 12

# Biblioteka Śląska

378630

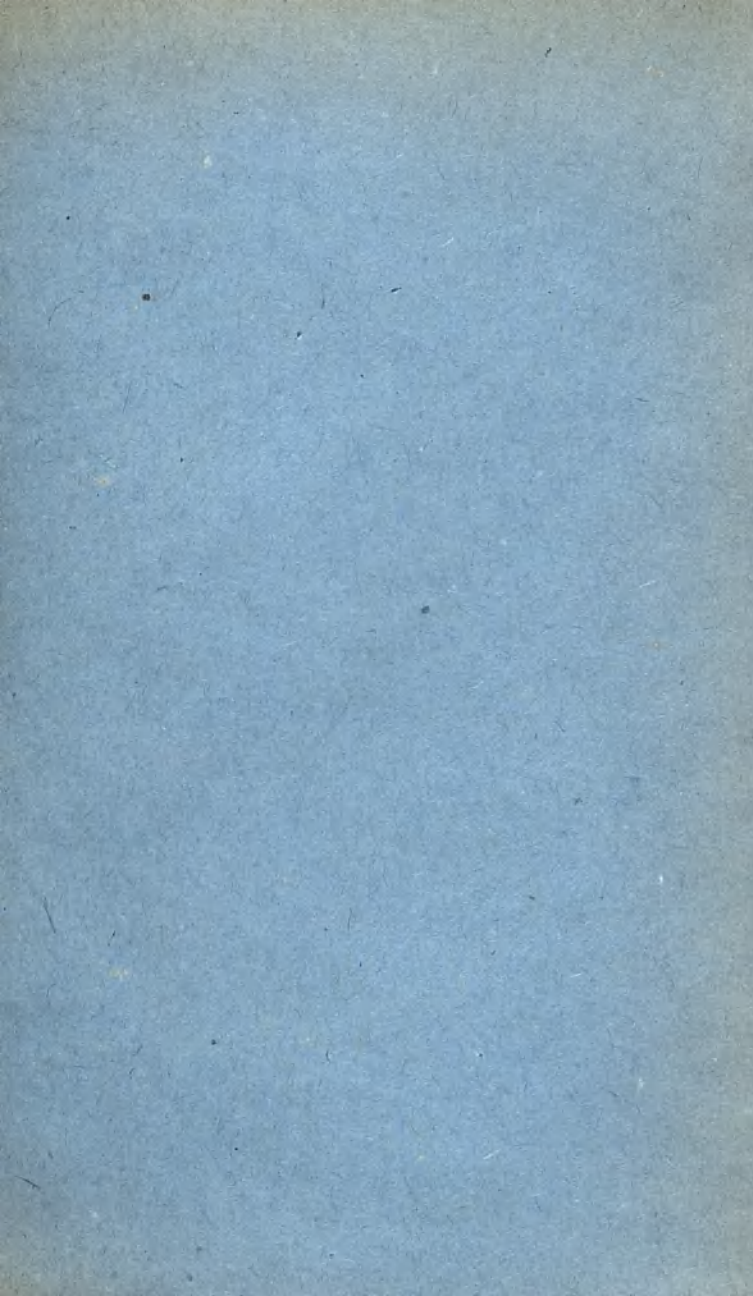
I

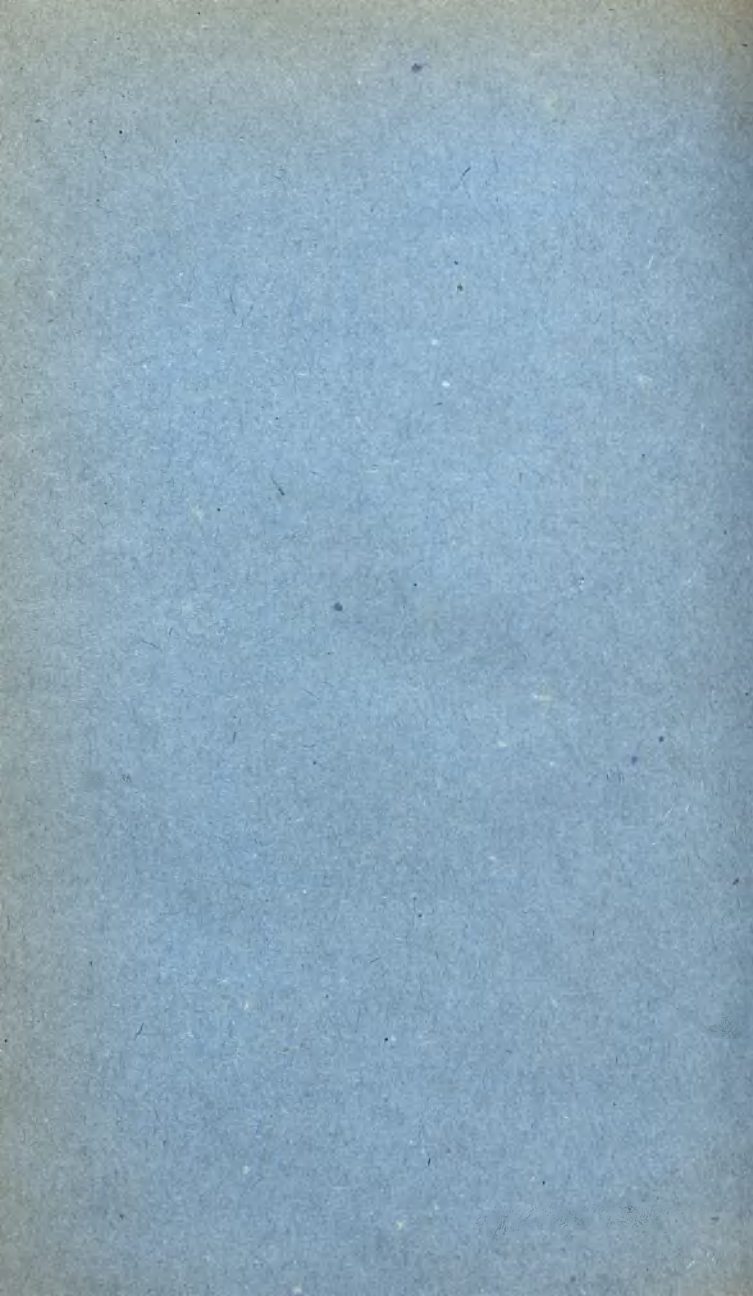
7L

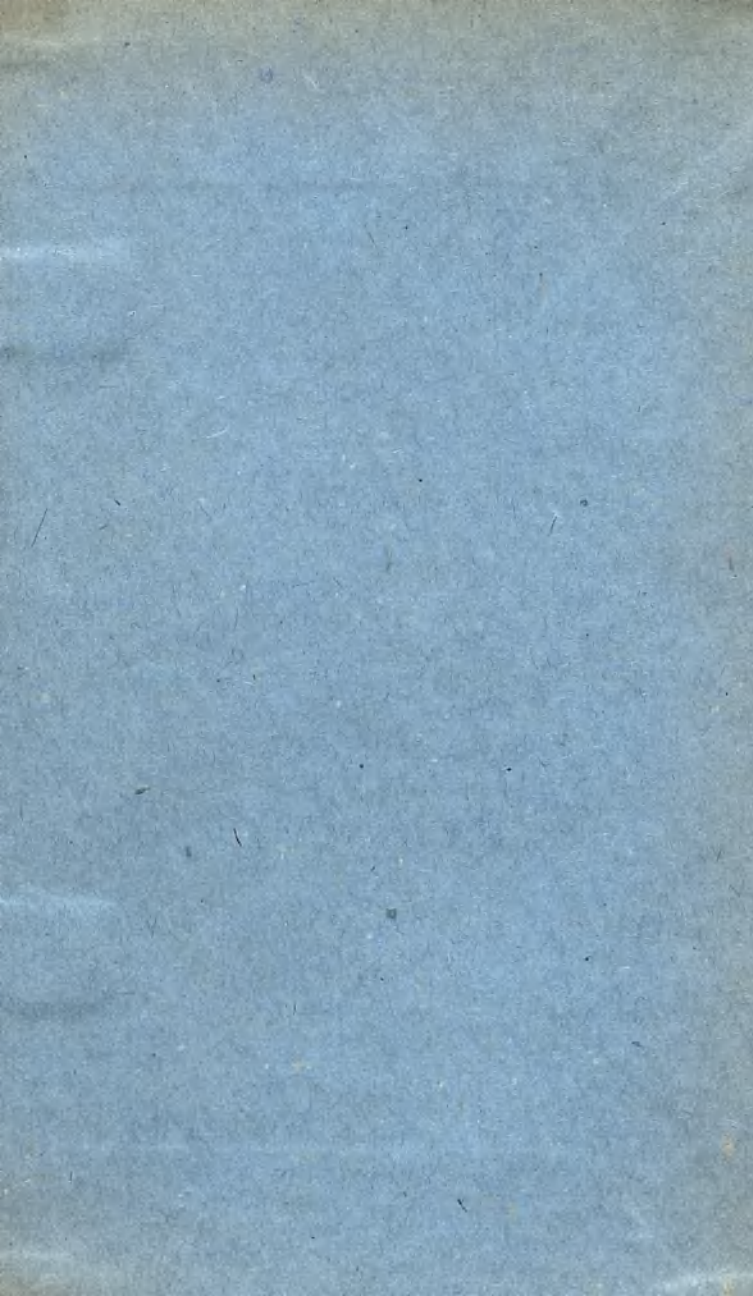
kdd — 913/65 — 50 000 szt.

- HENRY-MARX  
Sous un visage d'homme, roman. 10
- HERMANT (ABEL)  
Serge, roman . . . . . 9
- HIRSCH (CHARLES-HENRY)  
Marie Plaisir, roman . . . . . 10
- INSUA (ALBERTO)  
Les fleches de l'amour, roman de  
mœurs madrilènes (traduit de l'espagnol par Renée Lafont) . . . . . 9
- LEMONNIER (LÉON)  
Le passé des autres, roman. . . 10
- LENORMAND (H.-B.)  
A l'écart. . . . . 12
- MARGUERITE (PAUL)  
Le printemps tourmenté . . . 8 50
- MARGUERITE (PAUL)  
La garçonne, roman (15<sup>e</sup> mille) . 12  
Le compagnon, roman (225<sup>e</sup> m.). 12  
Le couple, roman (160<sup>e</sup> mille) . . 12  
Jean-Jacques et l'amour (30<sup>e</sup> m.) 10
- MAURRAS (CHARLES)  
Anthinéa, d'Athènes à Florence. . 12
- MAXIME-DAVID (JEANNE)  
Un homme comme quelques  
autres, roman. . . . . 12
- MIRZA RIZA KHAN-ARFA (Prince)  
Ul violon chanté, roman. . . . 10
- QUINEL (CHARLES)  
Pour amuser le percepteur. . . 10
- RACHILDE  
Monsieur Vénus, roman (42<sup>e</sup> mille) 9
- ROSNY AÎNÉ (J.-H.), de l'Acad. Gonc.  
Une jeune fille à la page, roman 12
- ROSTAND (MAURICE)  
L'ange du suicide, roman. . . . 10
- SCIZE (PIERRE)  
Le plus bel ivrogne du quartier  
roman . . . . .
- SÉGUR (NICOLAS)  
Platon cherche l'amour, roman.
- SOBRERO (MARIO)  
La famille déchirée, roman traduit  
de l'italien par Alfred Mortier. . . 10
- TITAYNA  
Voyage autour de mon amant,  
roman . . . . . 10
- TRILBY (J.)  
Le mauvais amour, roman . . . 10
- ZAMACOIS (MIBUEC)  
Un singulier roman d'amour. . 12











Biblioteka Śląska w Katowicach  
Id: 0030000440950



I 378630  
**Pracownia Śląska**

**K 23**